Sans Visa

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE – N° 15027 – 7 F – SAMEDI 22 MAI 1993 – FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Accusé de détournement de fonds publics

M. Perez, président du Venezuela est poursuivi en justice

Le président du Venezuela, M. Perez, devait être suspendu de ses fonctions, vendredi 21 mai, par un vote du Sénat, dominé par l'opposition. Ce vote devait entériner la décision prise la veille par la Cour suprême d'ouvrir une action judiciaire contre le chef de l'Etat pour détournement de fonds publics. M. Perez, qui a survécu à deux tentatives de putsch l'an passé, a dénoncé une « manœuvre politique ». « Jamais je n'ai commis de manœuvres illicites ou irrégulières », a-t-il affirmé.

CARACAS

de notre envoyé spécial

Le processus de mise en accusation du président social-démocrate Carlos Andres Perez, au pouvoir depuis février 1989, a commencé. A l'issue de débats houleux, la Cour suprême a décidé, jeudi 20 mai, par 9 voix pour et 6 contre, qu'il y avait motif à mettre en jugement le chef de l'Etat pour malversations et détournements de fonds publics. L'affaire concerne un chèque d'environ 17 millions de dollars de la Banque centrale, qui a transité anormalement par la présidence au lieu d'être libellé à l'ordre du ministère de l'intérieur, comme le prévoit la Constitution pour les fonds secrets de la nation. C'est une première dans l'histoire du Venezuela, qui connaît un régime démocratique et pratique l'alternance depuis 1958. Cette décision a été saluée par quelques marches spontanées et des manifestations de joie dans le centre de la capitale. Le Sénat devait à son tour se prononcer vendredi sur la suspension du président et la levée de son immunité. Il devrait aussi désigner un président provisoire pour trente jours, avant l'élection d'un chef d'Etat intérimaire jusqu'à l'élection présidentielle, en décembre 1993.

Carlos Andres Perez commence son chemin de croix et se bat le dos au mur, dans une position jugée désespérée. Mais il ne renonce pas, il va même au-devant de l'événement ; il provoque, comme s'il voulait encore exercer un pouvoir qui lui file entre les doigts.

MARCEL NIEDERGANG

Lire la suite page 3

Après Brasilia, Caracas ?

LES cris de joie qui ont accueilli dans les rues de Caracas la décision de la Cour suprême d'autoriser l'ouverture de poursuites judiciaires contre le président Carlos Andres Perez en disent long sur l'impopularité dans laquelle est tombé le chef de l'Etat vénézuélien. Le processus est maintenant déclenché, et, après le vote du Sénat, qui devrait également être défavorable à l'intéressé, la suspension des fonctions de M. Perez paraît inévitable.

Ce dernier se bat depuis des mois contre l'accusation d'avoir détourné à son profit une somme considérable qui était destinée au ministère de l'intérieur, et dont on a perdu la trace après qu'elle eut très irrégulièrement transité par la présidence en 1989. M. Perez, qui affirme n'avoir rien à se reprocher, a longtemps cru, fort de son expérience passée, que l'orage finirait par se calmer. N'avait-il pas échappé à une affaire analogue, lors de son premier mandat présidentiel, de 1974 à 1979 ? N'avait-il pas réussi un étonnant retour en se faisant réélire en 1988 ?

Pour M. Perez, le gros problème est que les temps ont changé et que ce qui, dans l'euphorie entretenue par les revenus du pétrole, pouvait être pardonné dans les années 70, ne l'est plus dans la décennie actuelle. Les Vénézuéliens se sont longtemps accommodés d'un système qui permettait aux politiciens au pouvoir et à la vaste clientèle qui les entoure de puiser largement dans la manne pétrolière. Les deux partis qui pratiquent l'alternance depuis trente-cinq ans avaient soin de se montrer généreux avec les militaires pour qu'ils se tiennent tranquilles, et de subventionner les produits de première nécessité. Ce système a volé en éclat avec la baisse des prix du pétrole.

Dès son entrée en fonction pour son deuxième mandat, Carlos Andres Perez s'est lancé, par nécessité, dans une politique d'austérité qui a provoqué une baisse massive du pouvoir d'achat de la plus grande partie des Vénézuéliens, sans épargner, contrairement à la tradition, les militaires. Les émeutes de février 1989, qui firent plusieurs centaines de morts, ont constitué la réaction immédiate et instinctive de la population.

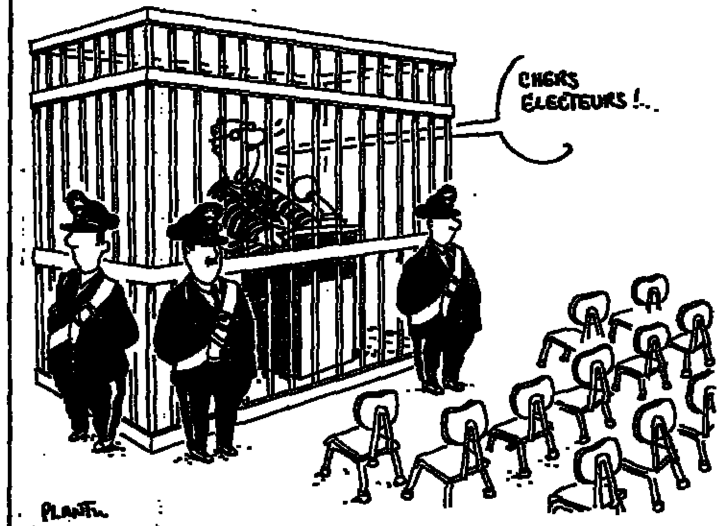
LE climat politique est devenu délétère lorsqu'il est apparu que le chef de l'Etat, au moment même où il imposait des mesures aussi draconiennes à ses concitoyens, se montrait nettement moins sévère vis-à-vis de lui-même. Deux tentatives de coup d'Etat militaire au cours de la seule année 1992 ont apporté la preuve que certains officiers, écœurés par la corruption ambiante, étaient prêts à rompre le tabou qui fait du Venezuela depuis 1958 un havre de démocratie et de légalité en Amérique latine. Il faut espérer qu'ils ne seront pas tentés d'intervenir à nouveau et qu'après le précédent créé au Brésil en octobre dernier par la destitution de Fernando Collor un autre pays du sous-continent saura gérer de manière à la fois constitutionnelle et pacifique la mise à l'écart de son président.

M 0147 - 0522 0 - 7,00 F

Après la démission de son secrétaire

Le Parti socialiste italien menacé de désagrégation

La démission, jeudi 20 mai, du secrétaire du Parti socialiste italien, Giorgio Benvenuto, trois mois après son élection, menace cette formation de désagrégation. M. Benvenuto se heurtait aux proches de Bettino Craxi, l'ancien secrétaire, qui freinaient ses tentatives de rénovation. Mais le désaccord portait aussi sur la politique de rapprochement avec le PDS (anciens communistes) entamée par M. Benvenuto, alors que le PSI est un allié traditionnel de la Démocratie chrétienne.



Lire page 5 l'article de MARIE-CLAUDE DECAMPS

Le « Mai » des écoliers sud-africains

La faillite de l'enseignement public a provoqué un vaste mouvement de contestation des élèves et enseignants noirs

LE CAP

de notre envoyé spécial

Non sans exagération, la presse a surnommé la « N.2 » l'*« autoroute de la mort »*. Venue du Nord, longeant l'océan Indien sur près de 2 000 kilomètres, elle aboutit au Cap en traversant les townships surpeuplées qui entourent la capitale parlementaire du pays. C'est ce tronçon de moins de 10 kilomètres qui lui a valu son surnom, depuis que, juchés sur les ponts ou postés sur les bas-côtés, les collégiens des cités noires se sont mis à lancer des cocktails Molotov et des pierres sur les véhicules. En quelques jours, une vingtaine de voitures et de camions ont été brûlés et lapidés, faisant plusieurs blessés, malgré la présence d'importantes forces de l'armée et de la police. Ces attaques, qui répondent au nom de code d'*« opération Barcelona »*, manifestent le refus des écoliers noirs en passe de terminer leurs études secondaires de payer 48 rands (81 F) de droits d'examen. Le conflit, en lui-même, est banal, et il eût été aisé de le désamorcer. Mais les autorités ont apparemment sous-estimé la détermination des écoliers, rapides à s'engouffrer derrière une revendication simple et populaire pour exprimer un mal de vivre profond et multiforme.

De délégations éconduites en manifestations plus ou moins violemment réprimées, d'occupations de locaux administratifs en attaques de commandos, le mouvement a peu à peu fait tache d'huile, entraînant derrière lui des dizaines de milliers de jeunes, tous âges confondus, puis la majeure partie du corps enseignant noir, qui menace maintenant de se lancer dans une grève générale illimitée si ses revendications ne sont pas satisfaites.

Le ministre de l'éducation nationale, Piet Marais, clame qu'il ne cédera pas au chantage, le président De Klerk s'émeut, Nelson Mandela parle de l'urgente nécessité de trouver un compromis, et tous craignent que la crise ne débouche sur l'échec des négociations constitutionnelles en cours. Autant dire que ce conflit, aux conséquences politiques sans commune mesure avec ce qui l'a motivé, possède tous les ingrédients d'un « Mai 93 ».

GEORGES MARION

Lire la suite page 5

Cannes 93 — Corps à corps

« Libera me », le film muet d'Alain Cavalier est comme une glaciation des sentiments

CANNES

de notre envoyée spéciale

La première projection du *Libera me* d'Alain Cavalier avait lieu jeudi à 9 h 30 du matin dans la petite salle Bazin – 400 places. Le metteur en scène avait souhaité cette intimité, ne pas être projeté, où le plus tard possible dans *« l'immense cratère »* de la grande salle.

Presque une émeute à l'entrée. Beaucoup ne pourraient entrer. Du film on ne savait rien ou presque rien. En 1986, déjà sept ans, si longtemps, il y avait eu *Thérèse*. De *Thérèse* alors, on ne savait rien non plus. Ceux qui étaient là, ce soir là, se souviennent. Sur le Festival un souffle de grâce, un état de grâce. Ceux qui croyaient au ciel et ceux qui n'y croyaient pas, communiaient dans l'amour d'une petite nonne rieuse. Après, Alain Cavalier avait tourné pour la télévision une série de portraits, les mains utiles des ouvrières. Cela l'avait amené à *Libera me*. Le film dura son exacte durée, une heure et vingt minutes. A la fin, il n'y eut aucun bruit dans la salle, pas un soupir, pas un applaudissement. Etait-ce du respect, ou bien de l'abattement. C'était plutôt du silence. Comme après une minute de silence. Sauf que le silence avait duré 100 minutes.

Libera me est un film muet, sans paroles, sans musique, il rend son règne aux bruits de la vie.

DANIÈLE HEYMANN

Lire la suite page 13 et page 18 la chronique de DANIEL SCHNEIDERMANN

POINT

Cambodge : des élections sous la menace des Khmers rouges

Le Conseil de sécurité des *Nations unies a confirmé à* l'unanimité, jeudi 20 mai, que *les élections auront* lieu à partir du dimanche 23 au Cambodge, *en dépit de la menace* que les Khmers rouges font *peser sur cette consultation*, qui a valeur de test de la *volonté* de la communauté internationale. L'Autorité provisoire de l'ONU dans le pays (APRONUC) a autorisé les autres factions armées cambodgiennes à participer à la défense des bureaux de vote durant les six jours de scrutin. *Vingt partis présentent des* candidats aux 120 sièges de l'Assemblée constituante.

Page 6

ESPACE EUROPÉEN

Coexistence dans le Haut-Adige

L'Italie et l'Autriche ont enterré leur querelle à propos du Sud-Tyrol. La cohabitation des « Allemands » et des Italiens n'est pas exempte d'arrière-pensées, mais pourrait servir d'exemple pour la solution d'autres conflits ethniques.

Pages 7, 8 et 10

SANS VISA

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 250 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 46 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 190 PTE ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

AU COURRIER DU Monde

IMMIGRATION

Pour écraser la mouche sur le front du dormeur

AVANT d'arriver devant les Assemblées, le projet Pasqua de réforme des conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France circule entre les ministères. On ne cherchera pas ici à engager le procès des auteurs et des promoteurs de ce nouveau projet ni à juger de leurs intentions, délibérées ou inconscientes. En retour, on leur demandera de ne pas considérer la «levée de boucliers» des associations de défense et des travailleurs sociaux au service des étrangers comme un baroud d'agitateurs irresponsables.

Nous disons aux stratèges en chambre qui ont élaboré ces textes: Vous vous trompez de cible. Vous ne vous rendez pas compte de ce que vous mettez en branle. Non seulement les objectifs que vous prétendez viser : élimination des étrangers « clandestins», renforcement de la «sécurité », ne seront pas atteints par ces mesures, mais, tout au contraire, vous allez consolider les troupes des véritables «clandestins» (les exploiteurs en tout genre, les faussaires, les trafiquants, les pêcheurs en eau trouble, tous ceux-là qui sont rarement «en situation irrégulière»); vous allez multiplier les exclusions et les détresses; vous allez déclencher des forces de révolte et de désespoir, surtout parmi les jeunes générations, qui pourraient conduire aux pires désordres.

Croyez-vous vraiment faire progresser quoi que ce soit en légalisant les pratiques les plus absurdes ou les plus inhumaines qui ont déjà cours dans les services administratifs, notamment toutes celles qui touchent les familles?

Savez-vous qu'actuellement déjà, quotidiennement, on sépare des couples, on brise des familles, on arrache un père ou une mère à des enfants en bas âge, on interrompt brutalement la scolarité d'adolescents, pour la simple raison que tel ou tel membre de la famille n'est pas entré en France par la procédure réglementaire du regroupement familial et qu'il doit retourner au pays d'origine – fût-ce aux antipodes – chercher un visa de long séjour (actuellement refusé dans la plupart des services consulaires – qui ne sont même plus tenus de motiver leur décision – ou délivré après des mois d'attente) et passer une visite médicale (qu'il serait tellement plus facile de passer en France)?

Que croyez-vous gagner en permettant le déracinement et le bannissement de jeunes qui sont nés en France et n'ont d'autre patrie que la France ; en renvoyant aux ténèbres extérieures les malheureux qui viennent chez nous chercher refuge et qui ne pourront même plus formuler leur demande d'asile avant d'être expulsés ? Avez-vous mesuré les conséquences catastrophiques pour la santé publique – au moment où sévissent des fléaux comme le sida et la tuberculose – de votre suppression de protection sociale pour les étrangers en situation irrégulière, même s'ils sont ayants droit d'un assuré résident? Savez-vous que, depuis le changement de gouvernement, un nombre non négligeable d'agents de l'administration, anticipant sur des mesures répressives qu'ils espèrent voir adopter, rejettent des demandes justifiées, bloquent des dossiers, violent délibérément des textes toujours en vigueur?

Venez donc – incognito, bien sûr, – voir comment les personnes sont traitées, comment les choses se passent à certains guichets de préfectures ou dans certains commissariats. Par la suite, vous deviendrez plus discrets pour parler de l'«honneur de la France», de la «patrie des droits de l'homme» et de la «terre d'asile». Et vous comprendrez peut-être que les mesures que vous préconisez répondent trop bien à la xénophobie rampante qui ronge notre pays.

Cela étant, attention ! Vous êtes en train – à votre insu, sans doute – de jouer l'ours de la fable, qui, pour écraser la mouche sur le front du dormeur, lui lance le pavé qui va lui fracasser la tête.

ANDRÉ LEGOUY
jésuite, membre du GISTI (Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés)

PRISE D'OTAGES

Une folie à démontrer

LES psychiatres défilèrent devant les écrans de télévision durant le déroulement de l'affaire de l'école maternelle de Neuilly, comme les généraux pendant la guerre du Golfe. Passe encore qu'on leur ait demandé quels étaient les risques de traumatismes psychiques chez ces enfants. L'un d'entre eux a, fort opportunément, répondu que le vrai danger qu'ils encouraient, après avoir échappé à la mort, était l'angoisse et le discours parental.

En revanche, il est apparu à l'évidence que leurs présences et leurs déclarations étaient requises pour faire de l'auteur de cette odieuse machination un malade mental. Au lieu de l'appeler, faute de connaître son nom, tout simplement un malfaiteur ou un criminel, c'est le terme de *«forcené»* qui revint sans cesse dans les propos des journalistes. Le ministre de l'intérieur en rajouta en le désignant comme *«délirant»*, anticipant ainsi sur l'avis des experts qui l'auraient examiné, comme tout candidat à la cour d'assises, s'il n'avait pas été tué, mais capturé.

On ne saura jamais si Erick Schmitt était un fou, faute d'un véritable examen clinique. Mais le clinicien, vieil habitué de télévision, que je suis, peut affirmer, en possession des éléments, glanés dans la presse, de sa biographie, de ses écrits et de ses dires, qu'il était probablement beaucoup moins délirant que bon nombre de personnages, souvent prestigieux, qui se livrent sur le petit écran.

L'affirmation qu'on avait affaire à un forcené ou à un délirant tient sans doute à ce que son acte criminel menaçait la vie de jeunes enfants et éveillait ainsi en chacun le fantasme que Freud désigne par l'énoncé : *« On bat un enfant. »* L'inacceptable d'un tel désir inconscient a conduit les sociétés occidentales à édifier des barrières juridiques avec obligations de dénonciation de sévices à enfants, même pour les professionnels, s'accompagnant de peines particulièrement sévères (n'a-t-on pas parlé du rétablissement de la peine de mort?), pour préserver chacun de nous de cette tentation.

Mais la condamnation à mort, c'est encore reconnaître à l'assassin son appartenance à la communauté. Il faut le déclarer être à part, être étrange, être « hors sens», qui est la définition même de forcené. Seule sa désignation comme «aliéné» (étranger au sens étymologique) permet de le mettre au ban de la société et d'affirmer que nous n'avons rien de commun avec l'homme qui a pu commettre un tel acte.

Docteur JEAN AYMÉ
psychiatre des hôpitaux honoraire

FRANCOPHONIE

L'anglais en Algérie

C'EST avec une très grande attention que j'ai lu l'article de M. Bertrand Poirot-Delpech : « Préférence » (*le Monde* du 28 avril) qui traite de l'enseignement du français en Algérie. Comme beaucoup d'autres personnes, je suis absolument désolée de la décision du gouvernement algérien qui place l'anglais à égalité avec le français dans le choix de la première langue étrangère étudiée dans les établissements scolaires. Mais, dans ce cas précis, et sans que cette formule ait d'autres significations que celle d'une morale utilitaire, la France est punie par où elle a péché.

Un travail bénévole m'a mise en relation avec de nombreuses familles immigrées d'origine algérienne. Depuis bien des années, j'entends parler, au sujet de l'enseignement des langues – en France – de la «réciprocité» demandée par le gouvernement algérien : *«Nous faisons apprendre le français à nos enfants ; s'il vous plaît, enseignez l'arabe aux vôtres (ou tout simplement aux enfants de nos ressortissants)»*. Or, les collèges et lycées français où l'on étudie l'arabe en langue vivante I doivent se compter sur les doigts d'une main – et à peine plus au titre de langue II !

L'anglais étant désormais la première langue internationale, il paraît logique que, comme tous les autres enfants du monde – ou presque,– et comme les enfants français en particulier, les enfants algériens étudient cette langue.

Depuis un certain temps, une autre langue a pris un essor prodigieux dans les établissements secondaires français : je veux parler de l'espagnol. Il semblerait, cependant, que l'arabe soit une langue bien aussi importante sur le plan international que l'espagnol. Sans parler de sa valeur culturelle. Pourquoi cette absence de l'arabe?

Si l'on veut que la France retrouve – au moins en partie – le rayonnement intellectuel qu'elle a eu jadis, si l'on désire que la langue française soit enseignée dans les pays étrangers, il faudrait faire en sorte que les langues de ces pays soient étudiées dans nos écoles. Briser, en quelque sorte, le monopole de la langue anglaise. Sinon, on ne peut reprocher aux autres pays de faire ce que nous faisons nous-mêmes.

La « préférence » ne peut être indéfiniment unilatérale.

COLETTE BOURLIER
Besançon (Doubs)

DÉMOCRATIE

Electeurs hors partis

J'AI lu avec un intérêt étonné, dans le «Courrier» du 24 avril, la lettre de MM. J. Essel et A. Jacquard, de Paris. Cette lettre s'intitulait *«Elections-Pour pouvoir s'exprimer»*.

Les auteurs se plaignaient du peu de cas qui est fait des électeurs non membres de partis politiques. Figurez-vous qu'il y a trois mois environ, j'ai écrit à notre ministre (belge) de l'intérieur pour lui demander s'il n'était pas temps de fixer un quota de non-membres de partis, sur les listes électorales.

Ceci faisait suite à un projet de loi, déposé par lui-même, et qui prévoit un quota minimum de personnes du deuxième sexe ; cela dans le but de faciliter l'accès des femmes sur les listes électorales. Ma remarque était que, dans le cas de sa loi, il corrigeait une injustice. Dans celui que j'évoquais il y a une injustice à réparer mais, de plus, à prévenir l'effet pervers d'un désintérêt croissant des citoyens pour la chose politique.

Cette réaction, commune à vos lecteurs et à moi-même, serait-elle un diagnostic d'une maladie commune à nos démocraties ?

CHARLES DE WACHTER
Waterloo (Belgique)

MAGISTRATURE

Verdict moral

DANS le «Courrier» du 15 mai, un magistrat se demande si le prêt de Roger-Patrice Pelat à Pierre Bérégovoy était *«une faute morale»* et affirme que *«la justice n'aurait pu le dire que si on l'avait laissé poursuivre ses investigations»*.

Depuis quand la justice est-elle chargée de décider ce qui est conforme à la morale? Quelle morale? Celle que les juges définissent eux-mêmes? Le rôle de la justice est d'appliquer la loi, c'est tout. Ce magistrat apporte de l'eau au moulin de ceux qui trouvent que certains magistrats en font un peu trop...

JEAN-PAUL ALFASSA
Paris

TRAIT LIBRE



BOSNIE
Tenez-vous à distance ! s'il vous plaît
«The Economist».

BOSNIE

Surtout, ne pas bouger !

DEPUIS un an maintenant, en Bosnie, une soldatesque cynique assassine, mutile, torture et viole, sous notre regard un peu triste, bien sûr, mais assez indifférent somme toute. Pour en finir avec cela, il aurait suffi, il suffirait, de quelques interventions militaires extérieures sans grands risques, dont un pays comme la France a tous les moyens. Depuis un an, on me dit que ce n'est pas possible.

La vérité est plus simple. Elle tient à trois lâchetés élémentaires.

Première lâcheté : invoquer nos « partenaires » qui, eux, ne bougent pas (sauf, réciproquement, pour invoquer notre propre immobilisme). Le « nouvel ordre mondial » a ceci de bon qu'il permet à chacun, par le respect réciproque que se doivent les nations civilisées, de ne surtout pas bouger quand on assassine ici ou là. Les immobilismes se justifient les uns les autres. C'est le grand progrès de ce siècle, nous dit-on, que la France, pour être la France, doive désormais solliciter l'autorisation de la Russie dans le Conseil de sécurité de l'ONU.

L'argument vaut également pour l'Europe, où le jeu consiste non pas à s'entraîner au dépassement des égoïsmes nationaux respectifs et à inventer des comportements nouveaux pour le monde de demain, mais à ajuster des quotas d'épicerie. Avec, pour règle de fonctionnement, l'alignement de tous sur le plus rétrograde ou le plus pusillanime de tous ; respect des partenaires oblige.

Deuxième lâcheté : celle qui consiste à ne pas « mourir pour Sarajevo ». Il est profondément choquant de refuser toujours de sacrifier la vie des soldats, quand cette abstention peut coûter celles de cent fois ou mille fois plus de civils. Si on n'est pas capable de sacrifier une vie pour en sauver mille, il faut alors nous épargner le ridicule d'entretenir une armée. Au demeurant, je ne suis pas sûr que les militaires français soient particulièrement fiers du rôle qu'on leur fait jouer sous le béret bleu des Nations unies.

Troisième lâcheté : celle des politiciens, qui consiste à ne jamais sortir un seul instant d'un discours moyen (médiocre) et à confondre en chœur, avec un même air de componction navrée, le fait de ne pas pouvoir et celui de ne pas vouloir.

Pour qui nous prennent-ils donc, à la fin, à nous croire obnubilés par nos fins de mois, ou la stabilité de nos emplois, quand on affame, torture et assassine à nos portes?

A la lâcheté s'ajoute l'incapacité d'une vision à long terme de l'évolution des peuples. Au début du conflit yougoslave, la France s'est souvenue de ce que les Serbes avaient enduré, au cours de ce même siècle, notamment de la part des Croates. On a d'ailleurs entendu des agresseurs serbes justifier leurs exactions d'aujourd'hui par les exactions commises hier par les pères de leurs victimes. Comment ne pas comprendre que chaque violence, chaque destin individuel brisé aujourd'hui en Bosnie, est une semence de violence pour les décennies qui viennent ?

Et nos politiciens, que tant semble préoccuper l'avenir de nos enfants, sont-ils assez aveugles pour ne voir que cette violence ne pourra pas toujours (ce que serait la consolation des lâches) demeurer contenue dans les limites territoriales où elle s'exprime aujourd'hui?

Tous les jours, je rencontre autour de moi des gens qu'étouffe la honte de ce que nous devenons. C'est la même nausée qui nous gagne tous.

GUY LHOSTE
Le Pont-de-Claix (Isère)

UN LIVRE

Citoyens d'adoption

L'INTÉGRATION A LA FRANÇAISE
«10/18»,
351 p., 60 F.

LA lecture d'un rapport est rarement divertissante. Que dire alors de six rapports, mis bout à bout, sur un sujet aussi austère que l'intégration?

On aurait tort, pourtant, de bouder le volume publié par « 10-18 ». Nul verbiage ici, et nulle langue de bois. Parvenus au terme de leur mandat de trois ans, les membres du Haut Conseil à l'intégration y résument avec beaucoup de clarté l'essentiel de leurs travaux. Ces pages sont sans doute la meilleure introduction à un thème nouveau, essentiel, sur lequel la France n'a pas fini de s'interroger.

Le mot *«intégration»* s'est imposé à la fin des années 80. Il suggérait un moyen terme entre l'*«assimilation»* des immigrés, qui semblait insultante, et l'*«insertion»*, jugée trop vague ou trop molle. La nécessité de traiter cette question avec un minimum de sérieux s'imposait de plus en plus. C'est l'affaire du foulard islamique qui allait servir de détonateur, poussant le gouvernement Rocard à créer, en février 1990, le Haut Conseil à l'intégration.

Cette instance de neuf membres, présidée par Marceau Long, vice-président du Conseil d'Etat, avait une double tâche : formuler des réflexions et des propositions ; réunir des statistiques incontestables, dispersées jusque-là entre plusieurs administrations. En principe, les neuf « sages » devaient se pencher sur toutes les personnes – françaises ou étrangères – menacées d'exclusion sociale, mais c'est naturellement aux immigrés et à leurs enfants qu'ils ont consacré l'essentiel de leur attention.

Le Haut Conseil a travaillé dans l'indépendance et la sérénité. Cela lui a permis d'aborder beaucoup de questions qui paraissaient taboues : la concentration géographique des étrangers, l'économie souterraine, la délinquance, l'islam, la polygamie... Même dans leurs statistiques, les rapports du Haut Conseil ont innové, se permettant par exemple d'étudier l'évolution du nombre des Français d'origine étrangère.

Les neuf «sages» ne se contentent pas de jouer les greffiers. Ils analysent, commentent et prennent position. Soulignant qu'en matière d'intégration l'échec n'est pas permis ils défendent avec force le *«modèle français»*. Celui-ci n'a jamais été la juxtaposition de communautés culturelles, mais l'intégration d'individus dans la communauté nationale. Ce modèle, constatent-ils cependant, se heurte à des obstacles plus forts que jadis, en raison de l'hétérogénéité croissante des immigrés, du chômage qui frappe de plein fouet la population étrangère et de l'extension des filières clandestines. Or, il n'y a pas d'intégration efficace sans un contrôle des flux migratoires.

Les membres du Haut Conseil constatent, en le regrettant, que leurs propositions n'ont pas été suivies d'effet. Leurs propositions, peut-être... Mais il est permis de croire que leurs réflexions, largement reprises dans de nombreux discours politiques, ont contribué à empêcher le débat sur l'immigration de trop déraper ou de s'enliser dans l'hypocrisie.

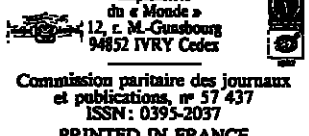
ROBERT SOLÉ

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311F

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.


Imprimerie du « Monde »
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Etats-Unis : protéger l'anglais ?

Un vote en faveur de l'usage de l'espagnol en Floride relance le débat national sur les risques de « balkanisation culturelle » du pays

WASHINGTON

de notre correspondant

Comme l'affaire est linguistique, elle est aussi culturelle, donc politique, et, à ce titre, provoque un débat national. En décidant, cette semaine, d'abroger un règlement imposant l'anglais comme seule langue administrative municipale, le conseil du Grand Miami – le comté de Dade, en Floride, une circonscription à majorité hispanique – a relancé un vieux débat sur l'impact de l'immigration aux Etats-Unis : facteur d'enrichissement ou d'ébranlement de la cohésion nationale ?

La discussion a dépassé les colonnes du *Miami Herald*. La presse nationale a pris position. Le grand quotidien populaire *USA Today* applaudit la décision du comté : « *Bien. Priver des citoyens de certains services gouvernementaux pour la seule raison qu'ils ne parlent pas l'anglais, c'est de la mauvaise administration, et c'est probablement contraire à la Constitution* [parce que] *c'est une atteinte à la liberté d'expression.* » Le ton du reste de la presse est, en général, identique. « *Une majorité qui a confiance en soi accepte et accueille favorablement les cultures minoritaires ; compte tenu de l'omniprésence de l'anglais, la langue majoritaire* [aux Etats-Unis] *n'a pas besoin de protection spéciale* », tranche le *New York Times*.

Drapé dans les couleurs nationales, le camp du « *English only* » (l'anglais pour seule langue administrative) réplique en agitant la menace d'une « balkanisation culturelle » du pays. Toujours dans *USA Today*, Mauro Mujica, qui n'est vraisemblablement pas un descendant des pionniers anglo-saxons, mais qui n'en dirige pas moins un groupe de pression « *English only* », prévient : « *Ne pas avoir de langue officielle de gouvernement nous conduira à la désunion et, ensuite, au chaos.* »

Les historiens rappellent que la République américaine a déjà connu de pareilles frayeurs – et qu'elles se sont toujours révélées sans fondement. Tout au long du dix-neuvième siècle, et au début du vingtième encore, les « anglos » du Middle West redoutaient tellement les puissantes vagues d'immigration allemande que nombre d'Etats de la région légiférèrent pour interdire l'allemand. Devant la poussée de l'immigration actuelle, la plus *forte que l'Amérique ait connue* depuis la fin de la première guerre mondiale, les réactions sont les mêmes. Tout au long des années 80, plus d'une dizaine d'Etats de l'Union, de peur d'être « submergés » par l'espagnol, ont adopté des législations locales imposant l'anglais comme seule langue administrative.

Miami l'a fait en 1980, alors que la métropole de Floride était sous le coup d'une arrivée massive de Cubains. Treize ans plus tard, une majorité de résidents du comté de Dade – deux millions d'habitants – sont d'origine hispanique (notamment cubaine). Le conseil du comté comprend six « hispaniques », quatre Noirs et trois « anglos » ; dans bien des quartiers, l'espagnol est la première langue. La décision prise cette semaine autorisera les services administratifs à pratiquer l'espagnol dans tous les rapports avec les résidents du comté, mais aussi le créole haïtien, le yiddish (pour la forte communauté juive orthodoxe), l'allemand, l'italien et le portugais. La plupart des Etats qui, ces dernières années, avaient adopté des réglementations « *English only* » les ont vues tomber en désuétude.

La langue de l'ascension sociale

La raison en est simple : comme le relève le *New York Times*, l'anglais ne paraît aucunement menacé. N'en déplaise aux prophètes de la « balkanisation culturelle » du pays, l'anglais, pour les fils d'immigrés cubains d'aujourd'hui comme pour ceux des juifs russes d'hier, est la langue de la seconde génération. C'est la langue de l'école secondaire (même si de fortes concentrations d'élèves « latinos » ont pu faire baisser le niveau général). L'anglais est l'unique langue de l'université ; bref, c'est la langue de l'ascension sociale et c'est, aussi, surtout, celle de la culture populaire (notamment celle du sport). A Miami, quoi qu'on en dise, on peut difficilement devenir millionnaire sans savoir lire l'anglais et, à coup sûr, on ne peut pas être élu de Floride au Congrès et s'exprimer en espagnol dans l'hémicycle.

Ce n'est pas tout. Dans le cas des 22 millions d' « hispaniques » – il n'y a pas une, mais des communautés hispaniques, – la « machine à intégrer » américaine marche sans doute beaucoup mieux qu'on ne l'imagine en Europe. Publié en décembre dernier, le plus large sondage d'opinion jamais réalisé auprès des « hispaniques » – The *Latino National Political Survey* – dressait le tableau de communautés *plus soucieuses de se couler dans le* modèle « yankee » que de préserver *leurs identités ethniques et linguistiques.* Plus de 90 % des « latinos » *disent ne pas appartenir* à une association ethnique. Une majorité *parmi* ceux qui *sont nés* aux Etats-Unis déclarent mieux parler l'anglais que l'espagnol ; une majorité dit sa confiance dans les « valeurs » et dans les institutions américaines.

En somme, c'est un profil semblable à ce que fut celui des Italiens, des Polonais, des Allemands et autres communautés d'immigrants du début du siècle : un groupe avant tout désireux de s'intégrer. Cela contribue à lever les craintes quant à l'avenir de l'anglais sur le territoire de l'Union. Et, donc, sous le soleil du comté de Dade, à faire sa place à l'espagnol dans les circulaires administratives.

ALAIN FRACHON

□ **Un secrétaire adjoint à la défense sera chargé de superviser la fermeture des bases militaires.** – *Le* secrétaire à la défense, Les Aspin, a ordonné la création d'un poste de secrétaire adjoint chargé de superviser la fermeture des bases militaires et la reconversion de l'industrie de défense vers le civil. *Le* futur secrétaire adjoint, qui n'a pas encore été désigné, devra également créer des programmes d'aides aux régions concernées. – *(AFP.)*

BRÉSIL : troisième démission d'un ministre de l'économie en sept mois

Le président Franco gouverne dans l'instabilité et la confusion

Le président brésilien Itamar Franco a procédé, jeudi 20 mai, à un nouveau remaniement ministériel après l'annonce de la démission du ministre de l'économie et des finances, Eliseu Resende. L'actuel ministre des affaires étrangères, Fernando Henrique Cardoso, a été désigné pour le remplacer.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

La tâche d'un ministre de l'économie *n'est pas aisée au Brésil*, surtout sous la présidence d'Itamar Franco. Avec l'annonce de la démission, jeudi 20 mai, d'Eliseu Resende, c'est en effet le troisième titulaire d'un portefeuille des finances qui renonce à ses fonctions depuis que M. Franco a succédé à Fernando Collor de Mello, en octobre 1992. « *La valse tourne au délire : si l'on prend en compte le dernier ministre du gouvernement Collor et le nouveau nommé, notre pays aura connu cinq ministres des finances différents en huit mois. Aucune politique ne résiste à pareil traitement* », s'indigne un banquier.

En *butte à des accusations* concernant l'octroi d'un prêt et de facilités à une entreprise privée pour la réalisation de grands travaux au Pérou, le ministre Eliseu Resende avait été, dans un premier temps, mollement défendu par la présidence et sommé de s'expliquer. Il l'avait fait longuement, la semaine dernière, devant le Sénat. Mercredi encore, le secrétaire général du gouvernement répétait que M. Resende n'était « *pas menacé* ». Le même jour, deux ministres qui étaient clairement opposés à ce dernier, Luiza Erundina, en charge de l'administration, et Lazaro Barbosa, à l'agriculture, avaient même été démis de leurs fonctions par le président.

Cependant, le ministre de l'économie s'est dit « *très affecté par l'épisode de la déposition au Sénat* ». Il a précisé que le plan économique actuellement en discussion au Parlement « *nécessitait une crédibilité* » qui ne lui était « *plus totalement accordée* ».

Sans grande vision politique

Plusieurs facteurs expliquent l'instabilité chronique qui apparaît être la principale marque de la présidence d'Itamar Franco. Tout d'abord, son gouvernement a été formé à l'issue d'une grave crise politique qui a conduit à la destitution pour corruption du président Fernando Collor de Mello. L'homme qui accède alors au pouvoir n'a pas de programme défini, d'autant qu'il a été, à maintes reprises, en désaccord avec M. Collor, dont il était le vice-président.

Les hésitations publiques du nouveau chef de l'Etat ouvrent la porte à des tractations interminables pour la formation d'un gouvernement. Les principaux partis politiques négocient avec, en arrière-pensée évidente, la prochaine élection présidentielle de 1994. Les dés sont pipés, mais M. Itamar Franco persiste dans sa volonté de faire appel à l'éventail le plus large, afin de tenter d'organiser une majorité parlementaire qui faisait cruellement défaut à son prédécesseur.

L'absence d'importantes personnalités dans son gouvernement – à l'exception de Fernando Henrique Cardoso *(voir ci-dessous)*, – l'incapacité de M. Itamar Franco d'apparaître comme un rassembleur et la présence, à ses côtés, d'un groupe de collaborateurs sans grande vision politique achèvent de fragiliser un gouvernement dont l'action se résume essentiellement à une gestion au jour le jour des affaires courantes.

Pour le politologue Alexandre Barros, ce remaniement « *ne devrait absolument pas modifier la politique en cours. Aucune accélération, aucun ralentissement du programme de modernisation ne sont à attendre d'un changement qui est avant tout destiné à redonner un minimum de confiance, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Brésil* ». Le calme sur les marchés boursiers de Sao-Paulo comme de Rio-de-Janeiro, en légère hausse, et l'absence de réaction des cours du dollar ou de l'or semblent confirmer cette analyse.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

Nouveau responsable des finances

Fernando Cardoso : un « pompier » chargé de calmer le jeu

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Ministre des affaires étrangères depuis le début du gouvernement d'Itamar Franco, Fernando Henrique Cardoso est la figure la plus connue et l'une des plus respectées de l'actuel cabinet. Agé de soixante et un ans, parlementaire depuis dix-neuf ans, l'ancien sénateur est membre du Parti social-démocrate brésilien (PSDB), dont il était le chef de file à la Chambre Haute. A ce titre, il a souvent été l'homme des confidences et des négociations politiques. Sa connaissance des milieux politiques, sa pratique de plusieurs langues étrangères et sa rigueur morale en ont fait un collaborateur écouté du chef de l'Etat.

Lors des différentes crises et remaniements ministériels de ces derniers mois, M. Cardoso est, chaque fois, apparu comme le « pompier » chargé de calmer le jeu, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du pays, grâce à des amitiés anciennes et solides. Lors de ses déplacements à l'étranger, le ministre a toujours reçu un traitement particulier. Il a, par exemple, réussi à rencontrer, en une journée à Washington, quelques-uns des principaux dirigeants américains, ce que son homologue des finances de l'époque, Eliseu Resende (démissionnaire), n'avait pas réussi à réaliser lors d'un séjour d'une semaine.

La dernière crise ministérielle a pris M. Cardoso de cours. Même s'il insistait depuis quelque temps sur la nécessité d'un remaniement, il écartait absolument l'idée de changer de portefeuille. A Washington, où il se trouvait la semaine dernière en voyage officiel, M. Cardoso avait affirmé, selon le *Jornal do Brasil*, que, dans l'hypothèse d'un remaniement, il n'avait aucune envie de devenir ministre de l'économie : « *Cela ne m'est jamais venu à l'idée, pas plus maintenant qu'auparavant.* »

A la différence du portefeuille des affaires étrangères, taillé sur mesure pour lui, le ministère de l'économie et des finances, qu'il qualifiait de « *poumon du gouvernement* », ne l'a jamais attiré. « *Je ne suis pas un spécialiste* », répétait-il régulièrement, même s'il précisait que le ministère ne devait pas « *être simplement le rendez-vous des techniciens* ». L'ancien sénateur se retrouve, aujourd'hui, en première ligne. Du défi qu'il doit relever dépend le sort du gouvernement, mais aussi, cette fois, celui du président Itamar Franco.

D. H.-G

M. Perez poursuivi en justice

Suite de la première page

On laissait entendre, la semaine dernière, qu'il était disposé à démissionner s'il devait être traduit en Haute Cour pour malversation de fonds publics. Il s'est ressaisi, sur la pression, dit-on, de ses intimes du palais présidentiel de Miraflores. Il répète sur tous les tons, depuis quarante-huit heures, qu'il entend se défendre, persuadé, affirme-t-il, qu'« *on* [lui] *rendra justice et* [qu'il sera] *acquitté* ».

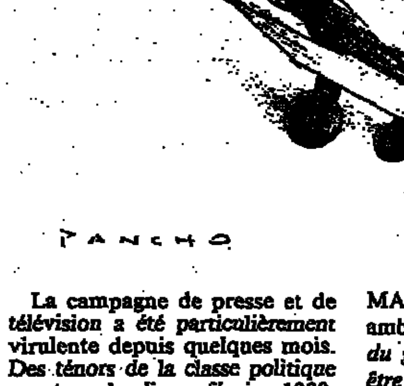
Il demande aux instances chargées de poursuivre le processus de mise en accusation de « *faire vite* » et au Sénat de se prononcer « *à l'unanimité* ». Attitude suicidaire d'un homme à bout de forces, après dix-huit mois de harcèlement systématique des opposants, et qui a survécu par miracle à deux tentatives de coup d'Etat militaire en 1992 ? Non, disent ses proches, plutôt une tactique de combat, le goût de faire face. Il y a du torero dans ce Carlos Andres Perez, nerveux, efflanqué, au visage buriné et creusé de rides, mais qui lève la tête, ne semble pas vraiment abattu et ironise : « *Profitez-en*, dit-il à ses derniers visiteurs, *puisque je suis encore à Miraflores.* »

Comportement orgueilleux

Il jure qu'il n'a pas l'intention d'imiter le président péruvien Fujimori en organisant un autocoup d'Etat civil ; il n'en a d'ailleurs pas les moyens, comme le remarque avec ironie Osvaldo Alvarez Paz, actuel gouverneur de l'Etat du Zulia (Maracaibo), candidat officiel à la présidence du parti COPEI, démocrate-chrétien. Pour cette éventuelle et très improbable tentative, Carlos Andres Perez ne dispose, en effet, ni de l'appui des forces armées ni de celui de l'opinion publique. Il affirme encore vouloir éviter un « *conflit de pouvoir* » et envisage une négociation avec le Congrès. Il martèle : « *Un jugement du président fondé sur des arguments politiques serait une catastrophe pour la nation.* » Il songe, s'il est privé de pouvoir pendant la durée du procès, à faire une tournée dans tout le Venezuela, pour, dit-il, « *expliquer la véritable situation au peuple* ».

En deux jours, il a donné deux conférences de presse et fait trois interventions à la radio et à la télévision. Celle de jeudi matin, hebdomadaire et traditionnelle, s'est terminée sur un très ferme : « *A jeudi prochain.* » Ce comportement orgueilleux n'est pas pour déplaire à la population, mais son coup de chapeau est bien entendu insuffisant pour renverser une tendance inexorable : 70 % des Vénézuéliens se prononcent en faveur d'une démission immédiate du président. « *Il a lu son testament* », observe, sarcastique, l'ancien président démocrate-chrétien Herrera Campins. Carlos Andres Perez est un homme presque seul. Son parti, l'Action démocratique (social-démocrate), ne le soutient plus depuis plusieurs mois qu'avec des déchirements internes. Le vieux parti fondé par l'ancien président Romulo Betancourt chancelle, se divise. Humberto Celli, président de l'Action démocratique, a lui-même réclamé la démission du chef de l'Etat, le qualifiant de « *politicien stalinien* ».

Plus dure sera la chute. Humberto Celli a été limogé de son poste naguère par le comité directeur du parti, mais l'épisode est révélateur de l'état de décomposition de la formation gouvernementale à l'heure de vérité. « *Sacrifions Carlos Andres pour sauver le parti* » est le vœu secret de nombreux dirigeants et des cadres du Parti.



La campagne de presse et de *télévision a été particulièrement* virulente depuis quelques mois. Des *ténors de la classe politique* ayant applaudi, en février 1989, la politique d'austérité, ont viré de bord et dénoncent ces *mesures économiques pour être à* l'unisson d'une opinion exaspérée.

Une affaire clairement politique

Il semble difficile que le président puisse résister longtemps à ces *pressions convergentes* et féroces, aux remous militaires et aux mises en garde insistantes de ses amis. Et, pourtant, il paraissait tiré d'affaire il y a seulement un mois. Il pouvait envisager de terminer son mandat, à grand-peine sans doute, mais jusqu'à la transmission normale des pouvoirs en février 1994.

Une étincelle a ranimé l'incendie qui couvait : la relance, en mars dernier, par le procureur général Ramon Escovar Salom, du dossier sur la malversation des fonds secrets du ministère de l'intérieur (quelque 17,5 millions de dollars), dont personne ne sait encore aujourd'hui à quoi exactement ils ont été utilisés. L'affaire est clairement politique : Teodoro Petkoff, dirigeant du MAS (socialiste), le dit sans ambages : « *C'est toute la gestion du gouvernement Perez qui doit être jugée.* »

Caracas a vécu jeudi au ralenti, et le Venezuela a retenu son souffle : trafic très réduit, écoles et commerces fermés. La crainte de manifestations violentes, de pillages, hante tous les esprits, dans un pays qui n'a pas oublié les émeutes sanglantes de février 1989 (au moins quatre cents morts) ni les deux coups d'Etat ratés de 1992. Les forces de l'ordre sont en état d'alerte maximum.

MARCEL NIEDERGANG

□ **CUBA : visite d'une importante délégation russe.** – Une délégation russe conduite par le premier vice-président du conseil des ministres, Vladimir Choumeïko, est arrivée, jeudi 20 mai, à La Havane pour s'entretenir avec les autorités cubaines des moyens de développer la coopération entre les deux pays. M. Choumeïko a expliqué en arrivant qu'ils souhaitait que soient prises des décisions pour permettre l'utilisation « *des industries construites ici avec l'aide de l'Union soviétique pour le bénéfice de l'économie cubaine et de l'économie russe* ». – *(AFP.)*

□ **PÉROU : affrontements meurtriers entre l'armée et le Sentier lumineux.** – Trois militaires et une trentaine de militants de l'organisation clandestine armée du Sentier lumineux (« maoïste ») ont été tués, mercredi 19 mai, lors d'affrontements dans la zone amazonienne du Pérou (700 km au nord-est de Lima). Les combats ont duré plusieurs heures. Le général Nicolas Hermoza, commandant adjoint des forces armées, a précisé que ses troupes avaient saisi de l'armement, des explosifs et de la propagande terroriste. – *(AFP.)*

□ **SALVADOR : violents incidents au cours d'une manifestation d'invalides.** – La police anti-émeutes salvadorienne a fait feu, jeudi 20 mai, sur une foule de manifestants venus demander une aide économique et médicale pour les soldats et rebelles devenus infirmes durant la guerre civile. Les affrontements se sont déroulés près du palais présidentiel où s'étaient rassemblés environ un millier d'invalides de guerre scandant des slogans pour l'application des dispositions du traité de paix de janvier 1992. – *(AFP, Reuter.)*

EUROPE

La situation dans l'ex-Yougoslavie

Américains, Russes et Européens sont à la recherche d'actions communes

Le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, et le ministre russe des affaires étrangères, Andreï Kozyrev, devaient informer, vendredi 21 mai, le président Bill Clinton des résultats de leurs deux entretiens de la veille sur la Bosnie, que le ministre russe a qualifiés de *« très concrets »*.

Le contenu de ces conversations n'a pas été révélé. *« Il est préférable que nous en informions d'abord la France et la Grande-Bretagne, qui ont d'importants contingents militaires sur place »*, a expliqué M. Christopher. Le secrétaire d'Etat devait rencontrer, vendredi à Washington, le secrétaire au Foreign Office Douglas Hurd, et le ministre français des affaires étrangères, Alain Juppé, avec qui il s'est entretenu jeudi par téléphone.

Dans la matinée, M. Kozyrev avait indiqué que son pays et les Etats-Unis tentaient *« de mettre au point un plan d'action commun »* pour la Bosnie *« avec leurs alliés et partenaires »*, et que les deux pays partageaient *« de nombreux éléments qui pouvaient y être intégrés »*. M. Kozyrev avait présenté, lundi, un « plan » reprenant des propositions déjà en discussion entre membres du Conseil de sécurité de l'ONU (notamment le renforcement ou l'établissement de « zones protégées » autour des enclaves musulmanes et de Sarajevo), y ajoutant une proposition sur le « bouclage » de la frontière entre la Bosnie et la Serbie.

« Le plan n'est plus adapté »

L'un des porte-parole de Bill Clinton, Mme Dee Dee Myers, a indiqué, jeudi, que la proposition portant sur les « zones protégées » posait à la Maison Blanche un problème de *« principe »* : *« C'est une récompense à l'épuration ethnique. C'est quelque chose avec quoi nous ne sommes pas à l'aise »*, a-t-elle dit.

Alain Juppé a, de son côté, déclaré jeudi que le plan Vance-Owen sur la Bosnie *« n'est certes plus adapté à la situation sur le terrain, mais* [que] *c'est le seul moyen d'amorcer une logique nouvelle »*. Une réflexion est engagée à Paris sur d'éventuelles modifications du plan qui pourraient être suggérées aux partenaires de la France, pour tenter d'obtenir l'accord de tous les belligérants. *« Si ce plan est confirmé, si nous passons à sa mise en œuvre, nous entrons dans une phase tout à fait différente*, a ajouté M. Juppé. *Cela veut dire qu'il y a cessez-le-feu, que l'ONU, l'OTAN sont prêtes à envoyer sur le terrain 50 000 à 60 000 hommes, avec une forte participation américaine et, bien sûr, une participation européenne. »*

Les Etats-Unis ne sont prêts à envoyer des hommes sur le terrain en Bosnie que dans le cas où un projet de règlement serait accepté de bonne foi par tous les belligérants. Le plan Vance-Owen a été rejeté par les Serbes de Bosnie.

A Rome où ils étaient réunis, les ministres des affaires étrangères des pays membres de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) avaient réaffirmé mercredi, leur volonté de parvenir à un règlement négocié sur la base du plan Vance-Owen.

Lors d'une réunion élargie aux pays d'Europe centrale, jeudi, ils ont signé avec la Hongrie, la Bulgarie et la Roumanie, des mémorandums autorisant l'envoi d'hommes, de vedettes et de matériel pour permettre un meilleur contrôle sur le Danube de l'embargo décrété par l'ONU contre la Serbie. – *(AFP, AP, Reuter.)*

Les forces serbes de Croatie ont refusé de signer une trêve

Solennellement annoncée, jeudi 20 mai au matin, par le numéro deux de la Force de protection des Nations unies dans l'ex-Yougoslavie, Cedric Thornberry, la cérémonie de signature, dans l'après-midi, d'un cessez-le-feu entre les Serbes de Croatie et les forces croates a été annulée.

ZAGREB

de notre correspondant

Sans explication, le responsable des forces serbes de Croatie, Milan Novakic, ne s'est pas rendu à la réunion organisée à Topusko (à 70 kilomètres au sud-est de Zagreb, en zone contrôlée par les Serbes), pour parapher un projet d'accord conclu le 18 mai grâce à une médiation russe. Ce texte devait mettre fin aux hostilités relancées, entre Serbes et Croates, par l'offensive croate du 22 janvier dernier sur Maslenica (Sud). Comme pour souligner leur refus, les forces serbes de Croatie ont tiré – selon l'agence officielle croate Hina – une vingtaine d'obus sur le port dalmate de Zadar, près duquel les forces croates avaient regagné du terrain en janvier, dans le but de rétablir les communications entre le nord et le sud de la Croatie.

Après trois heures d'attente, la délégation croate est rentrée à Zagreb, tandis que le représentant civil des autorités serbes de Croatie regagnait, pour *« une session d'urgence »*, Knin, la capitale de la « République serbe de Krajina », en Croatie, où l'on songe davantage à l'unification avec les Serbes voisins de Bosnie puis avec la Serbie, qu'à un accord avec Zagreb. Faisant preuve de son optimisme habituel, la FORPRONU indiquait dans la soirée qu'un *« cessez-le-feu était toujours possible »* et que M. Thornberry entendait se rendre bientôt à Knin. Depuis l'offensive de janvier, la situation s'est considérablement dégradée en Croatie, même si cette aggravation de la crise est masquée par le sanglant conflit dans la Bosnie voisine.

« Casques bleus » prisonniers

La FORPRONU a vu sa liberté de mouvement réduite par les militaires serbes ; les tirs à l'arme automatique et les échanges d'artillerie sont pratiquement quotidiens ; deux « casques bleus » nigérians ont été assassinés, le 7 avril, à un point de contrôle serbe et un autre blessé. Depuis le 27 mars, la FORPRONU a subi douze attaques, au cours desquelles un « casque bleu » a été tué et cinq autres blessés. Les forces serbes manifestent quotidiennement leur hostilité à la présence de l'ONU, pointant régulièrement leurs armes sur les soldats des Nations unies, selon un rapport du secrétaire général de l'ONU. Dans ce rapport sur le mandat de la FORPRONU en Croatie (qui expire le 30 juin, après avoir été par deux fois *« provisoirement »* prolongé), Boutros Boutros-Ghali, tout en menaçant d'un retrait de l'ONU, suggère la prolongation (avec un renforcement *« limité »*) de la mission si le gouvernement croate l'accepte (*le Monde* du vendredi 21 mai). Zagreb insiste pour que le mandat des « casques bleus » les autorise à employer la force pour appliquer le plan de paix de Lord Carrington pour la Croatie, qui prévoyait notamment la démilitarisation de zones contrôlées par les forces serbes. Ce désarmement est resté un vœu pieux, de même que la plupart des résolutions et décisions de l'ONU (retour des réfugiés, contrôle de la frontière avec la Bosnie, etc.).

Membre des Nations unies, la Croatie, qui a renforcé son armée, exige le rétablissement de sa souveraineté, menaçant de *« faire le travail elle-même »*. Elle a vu sa position confortée par l'adoption, au début de l'année, d'une résolution du Conseil de sécurité. Adoptée le 30 mars, la résolution 815 sur la prolongation provisoire du mandat de l'ONU en Croatie dit clairement que les territoires contrôlés par les Serbes et *« sous protection de l'ONU »*, et dont le statut était incertain, *« sont des parties intégrantes du territoire de la République de Croatie »*.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

Libération de civils à Mostar

Les forces croates de Bosnie-Herzégovine ont libéré les 1 800 civils musulmans qu'elles avaient parqués dans une usine désaffectée de Mostar lors de récents combats, a annoncé, jeudi 20 mai, un porte-parole de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU). Il a ajouté que quelques Musulmans, apparemment des soldats, étaient encore détenus à l'extérieur de cette ville du sud-ouest de la Bosnie-Herzégovine qui a été, ces derniers jours, le théâtre de violents affrontements entre Croates et Musulmans.

Selon des sources proches de la FORPRONU, la plupart des civils libérés n'ont pas pu regagner leurs foyers. Terrorisés, ils se sont réfugiés dans des immeubles abandonnés ou ont dormi dans les rues près des véhicules de l'ONU.

Toutefois, le commandant en chef des forces bosniaques, le général (musulman) Sefer Halilovic, a assuré que les forces croates gardaient encore prisonniers les hommes musulmans âgés de dix-huit à soixante ans, qu'elles considèrent comme des combattants. – *(AFP, Reuter.)*

□ **Pont aérien pour Sarajevo : quatre millième vol.** – Un Hercules C-130 français venant de Split (Croatie) a atterri, jeudi 20 mai, à Sarajevo. C'était le 4 000e vol du pont aérien humanitaire, qui a débuté le 28 juin dernier afin de nourrir la population de la capitale assiégée de la Bosnie-Herzégovine. L'arrivée de cet appareil représente également le 800e vol d'avions français participant à l'opération dirigée par le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), à laquelle prennent part, outre la France, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la Russie et l'Italie. – *(AFP.)*

□ **Le général Philippe Morillon est en France.** – Le général Philippe Morillon est arrivé en France, jeudi soir 20 mai, pour un séjour privé de quarante-huit heures, a-t-on appris vendredi auprès de la gendarmerie des transports aériens. L'Hercule C-130 transportant le commandant de la FORPRONU en Bosnie-Herzegovines'est posé sur l'aéroport de Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs, dans l'Isère. Le général Morillon s'est ensuite engouffré dans une voiture avec des membres de sa famille, résidant dans l'Isère pour une destination inconnue. – *(Reuter.)*

UKRAINE : crise politique à propos de la réforme économique

Le président Kravtchouk veut prendre la tête du gouvernement

L'Ukraine s'est enfoncée cette semaine dans une crise politique aiguë. Alors que le Parlement examinait la demande du premier ministre Leonid Koutchma de reconduire les pouvoirs spéciaux dont jouit le gouvernement pour mener à bien la réforme économique, le président Kravtchouk a suggéré, jeudi 20 mai, de prendre lui-même la tête du gouvernement. M. Koutchma a offert sa démission. Les députés devaient se prononcer, vendredi, sur ces deux propositions.

Le président ukrainien, Leonid Kravtchouk, aime les coups de théâtre – les Russes en savent quelque chose – mais nul n'était trop sûr, jeudi 20 mai à Kiev, du sens profond du dernier en date : alors que le Parlement de Kiev examinait la requête présentée mardi par le premier ministre, Leonid Koutchma, de reconduire pour un an les pouvoirs spéciaux du gouvernement, M. Kravtchouk a pris la parole pour proposer de prendre lui-même les rênes du gouvernement.

« Dans la situation dramatique où se trouve l'Ukraine, quelqu'un doit prendre les choses en main, et j'y suis prêt », a déclaré le président, proposant dans la foulée de prendre la direction immédiate du cabinet pour sortir le pays de la crise économique et donc d'assumer seul l'ensemble du pouvoir exécutif. *« Le Parlement modifiera en ce sens quelques articles de la Constitution. »*

Le président ukrainien, qui avait jusqu'ici plutôt évité d'affronter personnellement le problème de la transition économique, s'est lancé dans une critique sévère des réformes entreprises, et en particulier du déroulement de la réforme monétaire : *« Les lois de la circulation du rouble sont toujours en vigueur en Ukraine et le karbovanets* (la nouvelle monnaie ukrainienne) *ne reste que son ombre, mais cette ombre est encore plus laide que le rouble lui-même »*, a-t-il dit. Pour M. Kravtchouk, définir *« comme la principale priorité »* des réformes *« la libéralisation de l'économie »* a été une erreur : *« Le rôle de l'Etat dans la réforme a manifestement été sous-estimé. »*

A la fin de la séance plénière du Parlement, jeudi en fin de matinée, le premier ministre, Leonid Koutchma, a ensuite présenté sa démission. Il se faisait apparemment peu d'illusions sur les chances d'acceptation de sa requête par un Parlement largement dominé par les conservateurs (239 ex-communistes sur 450 députés), auxquels il demandait de lui donner les pouvoirs de contrôler la banque centrale et de privatiser l'économie.

La plupart des observateurs estimaient, jeudi, que, si le président Kravtchouk l'emportait, la transition économique ukrainienne s'en trouverait encore ralentie. Des sources proches de M. Kravtchouk affirmaient au contraire que M. Koutchma n'avait pas mené une politique réellement réformatrice et que le président poursuivrait une ligne radicale. D'autres encore suggéraient une autre hypothèse : que M. Koutchma devienne en fait vice-président et continue à mener les réformes, plus étroitement associé à M. Kravtchouk.

« Il est temps que chacun se décide : le Parlement, le président et le gouvernement », a lancé le président Kravtchouk. C'est probablement aussi l'opinion de la délégation du Fonds monétaire international, qui se trouve ces jours-ci à Kiev. – *(Itar-Tass, UPI, AP, AFP.)*

GRANDE-BRETAGNE

Le traité de Maastricht a franchi l'étape de la Chambre des communes

LONDRES

de notre correspondant

Une étape essentielle du processus de ratification du traité de Maastricht par le Parlement de Westminter s'est achevée, jeudi 20 mai, avec l'approbation du texte, en troisième lecture, par la Chambre des communes. Comme prévu, ce vote a été acquis avec une large majorité (292 voix contre 112), grâce à l'abstention du Parti travailliste (*le Monde* du 20 mai). C'est d'ailleurs cette absence d'incertitude quant au résultat qui a convaincu de nombreux « eurosceptiques », tant du Parti conservateur que du Labour, de défier la discipline de leur parti : 41 « rebelles » conservateurs et 65 travaillistes ont voté contre le texte gouvernemental.

L'ampleur des défections au sein du parti tory constitue un rappel de la faible marge de manœuvre dont dispose, à l'avenir, le gouvernement de John Major (dont la majorité, aux Communes, est réduite à 18 voix), notamment lorsqu'il s'agira de faire adopter par le Parlement d'autres textes relatifs à la construction européenne.

Ce débat avait été commencé il y a un an, et les parlementaires ont consacré plus de deux cents heures à discuter de la ratification du traité européen. Le texte va maintenant être examiné par la Chambre des lords, où les chefs de file de la tendance eurosceptique, lady Thatcher et lord Tebbit, l'attendent de pied ferme. Il ne fait aucun doute que l'ancien premier ministre et ses partisans vont profiter de cette tribune parlementaire pour tenter encore de rallier le maximum de soutiens en faveur de l'organisation d'un référendum en Grande-Bretagne. Bien des escarmouches auront donc lieu avec le gouvernement, mais celui-ci peut *a priori* être confiant quant à l'issue finale, bien que d'autres étapes doivent avoir lieu au début de l'automne, retardant la ratification définitive : le débat sur les dispositions sociales du traité, d'une part, le recours juridique devant les tribunaux que doivent déposer les eurosceptiques conservateurs, d'autre part.

L. Z.

EN BREF

□ **« L'Algérie aujourd'hui ».** – Paris Plus vient de publier une sorte de guide pratique d'un pays, l'Algérie, qui a, derrière lui, trente ans d'indépendance... et de balbutiements. Cet ouvrage aborde, dans des articles courts, tous les aspects de la vie algérienne, mêlant repères historiques, données chiffrées, entretiens et témoignages avec diverses personnalités, voire de simples citoyens (*l'Algérie aujourd'hui*, Paris Plus, 18, impasse Picou 93200 Saint-Denis, 252 p., 95 F.)

□ **CENTRAFRIQUE : création d'une coalition d'opposition.** – Une Union des forces acquises au changement (UFAC), qui regroupe la quasi-totalité des partis d'opposition centrafricains, jusqu'à présent *« déchirés par des divisions »*, a été créée afin de *« tout mettre en œuvre pour aboutir à la tenue d'élections présidentielle et législatives avant la fin du mois de juillet »*, selon un communiqué rendu public jeudi 20 mai. La création de l'UFAC est intervenue à l'issue d'une réunion organisée mercredi à Bangui à l'initiative de la Ligue centrafricaine des droits de l'homme. D'autre part, une deuxième mutinerie de militaires a eu lieu mercredi à Bangui, après celle de samedi (*le Monde* du 18 mai). Les mutins ont obtenu le paiement de deux des huit mois de solde qui leur sont dus. – *(AFP.)*

□ **HONGRIE : élections intersyndicales.** – Sept millions de Hongrois étaient appelés aux urnes, vendredi 21 mai, pour les premières élections intersyndicales démocratiques dans un ancien pays socialiste. Les enjeux du scrutin – gestion de la sécurité sociale, mise en place de comités d'entreprise et division du patrimoine syndical – sont passés au second plan, pendant la campagne, derrière la perspective de la victoire des anciens syndicats communistes. Ces élections ne seront validées que si un taux de participation supérieur à 25 % des inscrits est enregistré. – *(Corresp.)*

□ **IRAK : délimitation définitive de la frontière avec le Koweït.** – La commission de l'ONU, chargée du tracé de la frontière entre l'Irak et le Koweït après la guerre du Golfe, a achevé, jeudi 20 mai, à New-York, ses travaux en fixant les coordonnées finales des limites terrestres et maritimes entre les deux pays. Le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, a appelé le gouvernement irakien *« à respecter l'objectivité et l'impartialité »* des résultats. – *(AFP.)*

□ **ISRAEL : le secrétaire général de l'ONU dénonce l'escalade de la violence dans les territoires occupés.** – Le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, a déploré, jeudi 20 mai, les *« actes de violence »* dont ont été victimes des Palestiniens et des Israéliens, ces dernières semaines, dans les territoires occupés, et a appelé *« toutes les parties »* à éviter toute action qui aggraverait la situation. D'autre part, la liste du Fath de Yasser Arafat, principale composante de l'OLP, a remporté les élections de l'université de Bethléem. Elle a obtenu six sièges contre deux au Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP) et un au Mouvement de la résistance islamique, Hamas. – *(AFP.)*

□ **Le ministre israélien des affaires étrangères à Pékin.** – La Chine va continuer ses efforts pour promouvoir la paix au Proche-Orient, a déclaré, jeudi 20 mai, le ministre chinois des affaires étrangères, Qian Qichen, en recevant son homologue israélien, Shimon Pérès. Il s'agit de la première visite d'un chef de la diplomatie israélienne à Pékin, depuis l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays, au mois de janvier 1992. – *(AFP.)*

□ **Des « résultats positifs » aux pourparlers israélo-arabes sur la sécurité régionale.** – Les deux parrains des négociations israélo-arabes, les Etats-Unis et la Russie, se sont félicités, jeudi 20 mai, des *« résultats positifs »* de la troisième réunion du groupe de travail sur le contrôle des armements et la sécurité régionale, qui vient de se réunir à Washington. Pour la première fois depuis le lancement du processus de paix en 1991, des Palestiniens et des représentants de l'ONU ont participé à ces discussions organisées dans le cadre des négociations « multilatérales ». Les Palestiniens se sont félicités d'avoir pris dans ce groupe *« une place naturelle »* qui leur était auparavant *« déniée »*. – *(AFP.)*

□ **RWANDA : assassinat d'un dirigeant du principal parti d'opposition.** – Le président du bureau politique du Mouvement démocratique républicain (MDR, le plus important des partis d'opposition), Emmanuel Gapyisi, a été assassiné devant son domicile, a-t-on appris, mercredi 19 mai, à Kigali. M. Gapyisi venait d'adhérer au Forum pour la paix et la démocratie, un club qui s'est montré fortement opposé à l'offensive menée, depuis octobre 1990, par la guérilla du Front patriotique rwandais. – *(AFP.)*

□ **Felipe Gonzalez a reçu le prix Charlemagne.** – Le président du gouvernement espagnol, Felipe Gonzalez, a reçu le prix international Charlemagne pour son engagement en faveur de l'Union européenne. Ce prix, décerné à trente-quatre personnalités depuis sa création, en 1949, par la ville d'Aix-la-Chapelle, consacre chaque année une personne qui a particulièrement œuvré en faveur de l'unité du continent européen. Churchill, mais également Konrad Adenauer, le roi Juan Carlos, François Mitterrand et Jacques Delors font partie des personnalités qui ont été distinguées. – *(AFP.)*

□ **ROYAUME-UNI : l'IRA revendique un attentat contre l'Hôtel Europa à Belfast.** – L'Armée républicaine irlandaise (IRA) a revendiqué un attentat à la bombe, commis jeudi matin 20 mai dans le centre de Belfast, en Irlande du Nord, et qui a fait vingt blessés légers. L'IRA a indiqué qu'elle avait utilisé une bombe de 500 kg d'explosifs et que son objectif était l'Hôtel Europa, déjà touché à de multiples reprises dans le passé. La bombe a explosé au moment où des artificiers procédaient à distance à des explosions contrôlées dans le camion-benne où elle avait été placée. – *(AFP.)*

EUROPE

ITALIE : la démission du nouveau secrétaire du PSI

Les cent jours de Giorgio Benvenuto

Giorgio Benvenuto, qui avait été élu secrétaire du Parti socialiste italien (PSI) en février dernier, a démissionné, jeudi 20 mai, pour protester contre les réticences de la «vieille garde» du parti à accepter le renouveau nécessaire.

ROME

de notre correspondante

«Mes nerfs n'ont pas lâché, ma décision est un acte responsable et politique. Je remercie tous les camarades qui m'ont aidé, mais à partir de maintenant je ne suis plus secrétaire du parti.» Cela fait plus de cinq heures que la réunion du secrétariat politique du PSI se déroule, via del Corso, en ce jeudi particulièrement étouffant à Rome, lorsque Giorgio Benvenuto, qui a perdu cet éternel sourire qui faisait la joie des caricaturistes, confirme son intention de démissionner. Le successeur de Bettino Craxi, ancien syndicaliste passé par le ministère des finances, élu le 12 février dernier avec 56 % des suffrages, n'a même pas tenu cent jours avant de partir pour dieu sait quelle Sainte-Hélène.

Mais qui d'autre aurait tenu à sa place? Le PSI a fêté l'année dernière ses cent ans d'existence, mais en quelques mois à peine l'héritage est devenu ingérable : un parti réduit à sa plus simple expression, qui, en moins de deux ans, est passé de près de 15 % à moins de 6 à 5 % dans les intentions de vote; un parti devenu le symbole de l'argent facile et de la corruption partitocratique (près de la moitié des députés du PSI sont sous enquête judiciaire); un parti enfin, qui, en dépit du flux de malversations, se retrouve complètement ruiné, avec 200 milliards de lires de dettes (près de 750 millions de francs) et dans l'incapacité depuis plusieurs mois de payer *ses propres fonctionnaires.*

«Coup final»

Non que Giorgio Benvenuto ait manqué d'idées pour tenter de le rénover, invitant par exemple les socialistes, contre le choix de M. Craxi, à voter *«oui»* au référendum du 18 avril, puis opérant ouvertement un rapprochement *«à gauche»* avec le PDS (ex-PCI). Dans un climat qui se voulait à nouveau de *«transparence»*, on émettait l'idée d'un nouveau parti qui changerait de nom, et pourquoi pas d'emblème, les œillets de M. Craxi s'étant depuis trop longtemps fanés aux revers d'une alliance mortelle avec la Démocratie chrétienne. Le premier test, désastreux, pour cette fragile volonté de renouveau allait être la séance mémorable du 29 avril, à la Chambre des députés, où Bettino Craxi se voyait – temporairement – sauvé des griffes de la justice, les députés ayant, pour les plus grosses affaires de corruption, dénié aux juges le droit de poursuivre leur enquête. Ce qui faisait dire le soir même à Giorgio Benvenuto, dans une atmosphère d'émeute savamment exploitée par la Ligue et d'autres formations prêtes à jouer la politique du pire : *«Ce sera le coup final pour le PSI.»*

La dernière tentative de renouvellement a eu lieu le 4 mai, lors d'une réunion des instances dirigeantes du parti particulièrement dramatique, où le secrétaire général demandait à tous ceux qui ont maille à partir avec la justice de se démettre de leurs fonctions au sein du PSI, tandis qu'étaient établies de nouvelles règles, notamment de transparence. Mesures adoptées en grande partie – au terme d'un bras de fer épuisant, et seulement après que M. Benvenuto eut menacé, déjà, de donner sa démission – pour ne jamais être mises en pratique.

C'en était trop, et le malheureux secrétaire a, semble-t-il, fini par comprendre ce qui était évident aux yeux de beaucoup depuis le début : sa nomination – avec l'assentiment, il ne faut pas l'oublier, de Bettino Craxi – était au mieux un alibi de renouveau, tandis que le vrai pouvoir restait dans les mains de la *«vieille garde»*, dont il dénonce aujourd'hui *«la sourde résistance»* et les pratiques qui *«lui font user du parti comme d'une chose personnelle»*. «L'ingénu et les méchants», titre même un éditorial du journal *la Stampa*. A preuve, l'oraison funèbre qu'a réservée au dirigeant démissionnaire, jeudi soir, Giulio Di Donato, vice-secrétaire du parti, plus chargé d'avis d'enquêtes que de décorations : *«Nous allons enfin pouvoir discuter tranquillement sans avoir à subir les lamentations de Benvenuto...»* Le différend n'était pas seulement un problème de «clan» et les vieux grognards du craxisme reprochaient aussi beaucoup au nouveau secrétaire de vouloir, sous prétexte de renouveau, jeter aux orties seize ans d'histoire du parti, cédant trop ouvertement aux appels du PDS.

«Pôle de gauche»

«La démocratie italienne doit beaucoup à notre parti, déclarait jeudi soir Ugo Intini, l'ex-porte-parole d'un PSI jadis triomphant, *nous ne pouvons accepter d'aller nous jeter dans les bras du PDS. Ce serait envisageable, à l'heure où tout s'écroule, si le PDS était le seul parti à échapper au désastre, mais ce n'est vraiment pas le cas...»* En attendant, la crise est désormais ouverte, et la démission de M. Benvenuto a été suivie de celle du président du parti, l'actuel ministre du travail Gino Giugni, ainsi que de six membres du secrétariat politique sur douze.

Quel sera l'avenir? On parle de *«conseil de gérance»* dans l'immédiat, voire d'un nouveau secrétaire pour aller jusqu'au congrès *prévu fin juin, en principe. Mais la* marge est de plus en plus étroite et les sondages de plus en plus catastrophiques. Scission? Eclatement? Satellisation? Rapprochement partiel avec les radicaux, ou le mouvement référendaire de Mario Segni? Voire disparition totale d'un parti qui a peine à retrouver une identité? Tout est à envisager. Le premier problème étant la survie même du parti, à l'heure où les sirènes du PDS se font plus insistantes que jamais, et où Achille Occhetto, bien qu'affaibli par les premiers démêlés de son parti avec la justice, relance l'idée d'un *«pôle de gauche»*. Pour certains en tout cas, l'avenir sera hors du PSI, notamment pour l'ex-président du conseil Giuliano Amato, qui va lancer son propre mouvement. M. Benvenuto et ses six compagnons démissionnaires pourraient être tentés d'en faire autant. Ils devaient préciser griefs et projets, vendredi, au cours d'une *conférence de presse.*

MARIE-CLAUDE DECAMPS

□ Erratum. – Dans l'article «M. Giulio Andreotti au purgatoire», paru dans *le Monde* du 19 mai, deux erreurs de frappe se sont glissées. En ce qui concerne la référence au maxi-procès de Palerme, il fallait lire 1989 et non 1979. Pour ce qui est de l'épisode politique situé en 1972, c'est à la suite d'une erreur technique que les mots *«les communistes»* figuraient dans la phrase. Il fallait simplement lire : *«Lorsque les socialistes faisaient mine de lâcher» : coup de barre à droite...*

ASIE

AFGHANISTAN

Le général Massoud, ministre de la défense, a «accepté» de démissionner

Le ministère de la défense afghan a annoncé le jeudi 20 mai la démission de son titulaire, le général Ahmed chah Massoud. Ce geste, a-t-il été précisé, est une manifestation de *«bonne volonté»* après un accord conclu la veille à Jelalabad, dans l'est du pays, entre les chefs des neuf partis islamistes d'Afghanistan. Mais les combats se sont poursuivis jeudi dans Kaboul dévastée.

Le «commandant Massoud», aujourd'hui âgé de quarante ans, a été l'une des grandes figures de la résistance à l'occupation soviétique de l'Afghanistan (1979-1989). Il tire son prestige de n'avoir jamais quitté le pays durant la décennie de la guerre contre le communisme, alors que la plupart de ses adversaires d'aujourd'hui étaient au Pakistan. Il a précisé avoir accepté d'abandonner le ministère qu'il occupe depuis le renversement, fin avril 1992, du président communiste Najibullah et l'entrée des moudjahidins dans Kaboul, afin que Gulbuddin Hekmatyar, son ennemi juré, *«n'ait aucun prétexte pour continuer les combats»*.

En vertu de l'accord du 19 mai, le ministère de la défense sera confié, deux mois durant, à une commission dirigée par le président Rabbani, leader du Jamiat, la formation à laquelle appartient Massoud, comme lui un Tadjik. Il reste donc à vérifier si l'abandon du ministère est un geste tactique du général Massoud, ou si ses adversaires parviendront à contrôler, ultérieurement, les restes de l'armée afghane. Après deux mois, une assemblée de commandants représentant les 29 provinces du pays devrait se réunir à Kaboul pour élire le titulaire permanent de ce poste crucial.

Les factions islamistes réunies durant trois semaines à Jelalabad se sont aussi réparti les 24 postes du gouvernement qui devrait, désormais, être dirigé par M. Hekmatyar. Elles ont également conclu un cessez-le-feu. Mais sa mise en application n'avait pas commencé jeudi. Des roquettes sont encore tombées dans le centre de Kaboul, dont une près du ministère de la défense au moment où un porte-parole annonçait la démission de M. Massoud. Sur une colline située au centre de Kaboul, des dépôts ont été touchés. L'aviation a, par ailleurs, fait des sorties vers le sud contre les positions du Hezb-i-Islami de M. Hekmatyar et contre le Wahdat chiite, retranché à l'ouest. Neuf jours de combats ont fait quelque 4 000 blessés, selon la Croix-Rouge, et un millier de morts, selon Médecins sans frontières. – *(AFP.)*

CHINE

Vague d'arrestations au Tibet

Plus de cent Tibétains opposés à la tutelle chinoise ont été récemment arrêtés à Lhassa, apparemment pour empêcher tout contact avec une délégation de la Communauté européenne arrivée le 16 mai, indiquent trois organisations de défense des droits de l'homme, Amnesty International, Campaign for Tibet et Tibet Information Network. Le gouvernement en exil du dalaï-lama a, jeudi 20 mai, condamné ces arrestations et demandé à Pékin de libérer les prisonniers. Les organisations humanitaires évaluent à plusieurs centaines le nombre de prisonniers politiques au Tibet, et dénoncent fréquemment l'usage de la torture.

Par ailleurs, le président de Taïwan, Lee Teng-hui, a, jeudi, invité le dalaï-lama à se rendre dans l'île nationaliste chinoise. La visite pourrait avoir lieu à la fin de l'année. – *(AFP, UPI.)*

□ **Une précision de Valéry Giscard d'Estaing.** – *Le président de la* commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, Valéry Giscard d'Estaing, *qui vient de* faire un séjour en Chine (*le Monde* du 20 mai), nous a indiqué avoir été incomplet dans ses notations sur les droits de l'homme dans ce pays. Si l'ex-président français n'a pas abordé directement cette question avec ses interlocuteurs, il leur a *«dit et redit l'attachement de la France aux valeurs démocratiques»*, nous a-t-il précisé. Dans ce souci, il nous indique avoir voulu, quelques jours plus tôt, prendre quelque distance avec l'ex-chancelier allemand Helmut Schmidt, qui avait fait, à Shanghaï, l'impasse sur ce thème. – *(Corresp.)*

AFRIQUE

ERYTHRÉE : à la veille de la proclamation de l'indépendance

D'anciens combattants du Front de libération manifestent leur mécontentement

ADDIS-ABEBA

de notre envoyé spécial

A la veille de la proclamation de l'indépendance de l'Erythrée, prévue pour lundi prochain, Asmara a vécu, jeudi 20 mai, une journée troublée. Les deux avions de ligne d'Ethiopan Airlines, en provenance d'Addis-Abeba, n'ont pu atterrir dans la capitale érythréenne. Selon des habitants joints par téléphone, des anciens combattants du Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE) ont encerclé l'aéroport et perturbé la circulation en ville pendant quelques heures.

Les manifestants entendaient protester contre la prolongation de quatre années de leur service civil, annoncée la veille à la radio nationale. Depuis la victoire du FPLE, en mai 1991, sur l'armée éthiopienne du colonel Menguistu, environ 100 000 anciens maquisards travaillent à la reconstruction du pays en tant que «volontaires». Le président du gouvernement provisoire, M. Issayas Afeworki, s'est engagé, jeudi soir, à trouver des fonds pour les rémunérer, mettant ainsi fin aux protestations.

Ces événements révèlent des tensions jusqu'alors inconnues dans les rangs du FPLE, un des mouvements armés les plus disciplinés d'Afrique. A l'évidence, après une guerre de trente ans, certains Erythréens rechignent à se sacrifier davantage pour leur pays.

JEAN HÉLÈNE

CONGO

Victoire de la mouvance présidentielle au premier tour des élections législatives

Le ministre de l'intérieur a annoncé, jeudi 20 mai, que la *mouvance présidentielle*, coalition de plus de soixante partis proches du chef de l'Etat, Pascal Lissouba, a remporté le premier tour des élections législatives, avec 62 sièges (sur 125 à pourvoir), contre 49 aux partis de l'opposition, 2 à l'Union pour la démocratie et la République (UDR), de l'ancien premier ministre André Milongo, et un à l'Union patriotique pour le renouveau national (UPRN), de M. Mathias Dzon. Le ministre n'a donné aucune indication sur le taux de participation. Il a précisé que le second tour, qui devra décider des 11 sièges en ballottage, initialement prévu pour le 23 mai, sera reporté en raison du retard dans la publication des résultats du premier tour, qui a eu lieu le 2 mai. Divisée au sujet de ces résultats, la commission électorale avait jusqu'à présent refusé de les proclamer. – *(AFP, Reuter.)*

Le Mai 93 des écoliers sud-africains

Suite de la première page

Elève de première, Ndoda, fluet agitateur de dix-huit ans, appartient à la direction du Conseil des écoliers sud-africains (COSAS), l'organisation la plus radicale du mouvement. Pour y avoir souvent séjourné, il connaît presque tous les commissariats du Cap. Un peu partout dans le pays, de violentes manifestations ont opposé les collégiens à la police, mais c'est dans cette ville que l'affaire a été la plus chaude, et Ndoda, malgré ses airs timides, n'y est pas totalement étranger. *«Ce gouvernement ne comprend que la force,* assure-t-il calmement. *Pendant des mois nous avons essayé de négocier, avons demandé à être reçus. Sans succès. Depuis qu'on leur balance des pierres et des cocktails Molotov, il semble intéressé. En tout cas, il ne nous ignore plus.»*

«L'insurrection» de 1976

De fait, les attaques d'automobilistes ont fait prendre conscience à beaucoup que le problème ne se réduisait pas à un banal monôme ou, comme le disent les autorités éducatives, à la gesticulation politique d'une minorité qui tenterait d'intimider la «majorité-des-élèves-qui-ne-demandent-qu'à-travailler». Le déploiement de l'armée et de la police, les affrontements sanglants – deux écoliers sont morts la semaine dernière au Cap, – les voitures brûlées, la mobilisation des enseignants et la menace d'une insurrection des townships ont renvoyé les Sud-Africains dix-sept ans en arrière, lorsqu'en 1976 les écoles noires s'étaient soulevées pour protester contre la généralisation de l'enseignement en afrikaans, perçu comme la langue de l'apartheid. Les images répétées des policiers tirant sur des foules d'enfants n'ont pas été pour peu dans les difficultés du pouvoir blanc, confronté à la réprobation internationale. Jamais, depuis, le calme n'est totalement revenu dans les écoles noires, qui, selon tous les pédagogues, n'ont produit qu'une *«génération perdue»* : laquelle alimente aujourd'hui les gros bataillons de la délinquance.

Ndoda, qui ambitionne de devenir journaliste, n'a visiblement pas oublié les leçons de l'*«insurrection»* de 1976. *«Nous frapperons là où ça fait mal, et nous continuerons jusqu'à la victoire, jusqu'à la suppression des droits d'examen»,* dit-il d'un air gentiment buté. Aux mises en garde du Congrès national africain (ANC) et de son président local, le pasteur Boesak, qui jugeait récemment que les écoliers, *«dans leur majorité, n'étaient pas favorables à la violence»*, la réaction est sans appel : *«C'est pas l'ANC qui nous commande; Boesak n'a qu'à se mêler de ce qui le regarde.»*

Il serait difficile d'obtenir une autre réponse des camarades de Ndoda, tous bien décidés à ne pas s'en laisser conter. Comme toutes les écoles des cités noires, la leur, située dans le ghetto de Crossroad, porte aujourd'hui le nom d'un «martyr» dont une stèle, dans la cour, rappelle le souvenir. Les bâtiments préfabriqués sont propres, nul graffiti ne souille les murs. Mais l'école manque de tout : la bibliothèque est vide, le matériel inexistant, les professeurs sont en nombre insuffisant et les classes comptent entre cinquante et soixante élèves.

Si l'on compare les moyens dont disposent un écolier blanc et un écolier noir en 1991-92, l'Etat a dépensé en moyenne 4 448 rands pour le premier, alors qu'il n'en a accordé que 1 248 au second, le contraste est saisissant. Après vingt-deux ans d'enseignement d'anglais, Elisabeth a fait le tour de la question : *«Il y a ici 1 400 enfants, dont 170 sont en terminale. Dix à vingt d'entre eux seulement ont une chance d'aller à l'université; les autres...»* Pour ses élèves, tous les handicaps se cumulent : le manque d'argent des parents et de l'école, le faible niveau des élèves, l'environnement fait de violences et de chômage.

Ni travail ni perspective

Les ghettos du Cap sont un continent inconnu. Depuis l'abolition de l'apartheid, qui interdisait aux Noirs de s'installer là où ils n'avaient pas de travail, cinq mille à trente mille personnes (nul ne sait au juste) y arrivent chaque mois en un flot ininterrompu. Le plus souvent, elles viennent du Transkei déshérité, pour s'installer dans des abris de fortune, face aux maisons de l'ancienne township. Beaucoup vivent ainsi depuis des années, sans travail ni perspective. Elisabeth soulève les épaules, bras ouverts, comme pour souligner l'évidence : *«Que voulez-vous? 48 rands (coût des droits d'examen) pour des élèves dont les parents ne travaillent plus depuis des mois, c'est une fortune.»*

Ce qu'elle ne dit pas, c'est le reste : des écoles en nombre toujours insuffisant, des enseignants qui n'ont pour tout matériel pédagogique qu'un morceau de craie pour recopier au tableau le seul livre en leur possession, des parents qui versent péniblement 5 rands par an pour contribuer à la maintenance de locaux que le ministère laisse à l'abandon, des économies budgétaires qui poussent vers la sortie des milliers d'enseignants alors qu'ils manquent cruellement ailleurs.

Un système en décomposition

Le système d'enseignement public est en pleine décomposition. Pas moins de dix-huit administrations héritées de l'apartheid, différenciées par races et régions, ont la charge d'un monstre. Depuis un an, le gouvernement s'est attaqué au problème, coupant ici, recomposant là-bas, cherchant à bâtir un système unique et cohérent sur les ruines de structures redondantes et obsolètes. En attendant, les problèmes s'accumulent, et Shepherd Mdladlana, président du Syndicat démocratique des enseignants sud-africains (SADTU) et directeur d'école primaire à Crossroad, ne décolère pas : *«Cela fait des mois que les négociateurs discutent de tout, sauf de l'école. La violence? Mais c'est la faillite de l'école qui l'a produite, et ils sont incapables de le comprendre. A la table des négociations, il y a des types qui discutent de notre avenir alors qu'il sont en train de f... en l'air notre présent!»*

Samedi 15 mai, à côté de cent quarante-trois autres organisations venues de tout le pays, le SADTU participait, à Johannesburg, à la plus importante réunion que le monde enseignant ait connue. Les délégués n'ont pas été long à se mettre d'accord : grève générale illimitée à partir du 24 mai si le gouvernement ne supprime pas les droits d'examen, refuse de reprendre les négociations salariales, ne suspend pas les licenciements en cours et ne convoque pas au plus tôt un sommet avec toutes les organisations syndicales et professionnelles pour discuter de l'avenir de l'école.

Il s'en est fallu de peu que la conférence ne décrète, à la demande du COSAS, l'occupation immédiate des écoles blanches, initiative qui aurait pu déboucher sur des affrontements sanglants avec les parents. Sous la pression de l'ANC, elle a finalement décidé qu'*«après étude approfondie du problème, les délégués soutenaient l'appel à utiliser les structures d'enseignement désaffectées ou sous-utilisées»*. Cette fragile mesure de compromis, arrachée *in extremis*, témoigne amplement de l'instabilité de la situation.

Depuis le début du mouvement, l'ANC, *tout en soutenant* les revendications des écoliers et des professeurs, s'est trouvée en porte-à-faux vis-à-vis des initiatives des protestataires, peu soucieux d'aligner leur mouvement sur le rythme des négociations au sommet. Déjà critiquée de l'intérieur pour sa stratégie trop conciliante, la direction de l'ANC doit maintenant faire face à l'impatience grandissante des écoliers et des enseignants, de plus en plus sceptiques à l'égard du principe même de la négociation.

C'est pourtant elle qui permettra peut-être de sortir de l'impasse. Jeudi soir, à l'issue de deux jours d'une réunion de crise avec Nelson Mandela, le président De Klerk a subitement lâché du lest, ordonnant la suspension de la perception des droits d'examen et annonçant l'ouverture rapide de nouvelles négociations salariales. Le SADTU s'est aussitôt félicité de ces concessions, mais il reste à faire accepter à une base excédée qu'elle renonce à sa grève.

GEORGES MARION

POINT / LES ÉLECTIONS AU CAMBODGE

Un test pour la communauté internationale

En dépit de sanglantes attaques des Khmers rouges, plus de 4,7 millions de Cambodgiens se sont fait inscrire sur les listes électorales pour participer à la désignation, à partir du 23 mai et pendant six jours, des 120 membres d'une Assemblée constituante. Autre démonstration de l'intérêt que suscite, malgré tout, ce scrutin : vingt partis politiques, la plupart tout récents, se sont manifestés.

La consultation a été organisée par l'Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge (APRONUC), qui doit également en protéger le déroulement. C'est dire que son enjeu dépasse de beaucoup les frontières du pays indochinois. Elle est, en réalité, un test de la capacité de la communauté internationale à redonner une vie publique normale à un pays entré dans une guerre ouverte en 1970, et qui a été, plus de trois années durant, d'avril 1975 à janvier 1979, martyrisé par une de ses composantes : le Parti du Kampuchéa démocratique, comme se dénomment eux-mêmes les Khmers rouges.

L'ONU a en effet envoyé au Cambodge, à grands frais (2 milliards de dollars), un des plus forts contingents de «casques bleus» (16 000) et de civils (6 000) de son histoire. Selon les observateurs, le premier jour de la consultation, dimanche 23 mai, sera décisif : si les Khmers rouges parviennent à terroriser les électeurs en multipliant les actions sanglantes, notamment dans les villes et en particulier dans la capitale Phnom-Penh, l'effet positif de la consultation sera occulté.

Lorsqu'a été signé l'accord de paix de Paris, le 23 octobre 1991, ces élections étaient imaginées comme un couronnement de l'intervention de l'ONU. On sait mieux à présent qu'elles ne résoudront pas le conflit khmer comme par enchantement.

L'APRONUC n'a-t-elle pas, en réalité, été chargée d'une mission impossible, dans la mesure où sa réussite supposait une volonté de réconciliation entre Cambodgiens, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'apparaît guère à l'œuvre sur le terrain depuis l'arrivée des contingents internationaux? En toute certitude, le refus de l'un des quatre signataires de Paris, les Khmers rouges, d'appliquer l'accord, compromet sérieusement l'avenir.

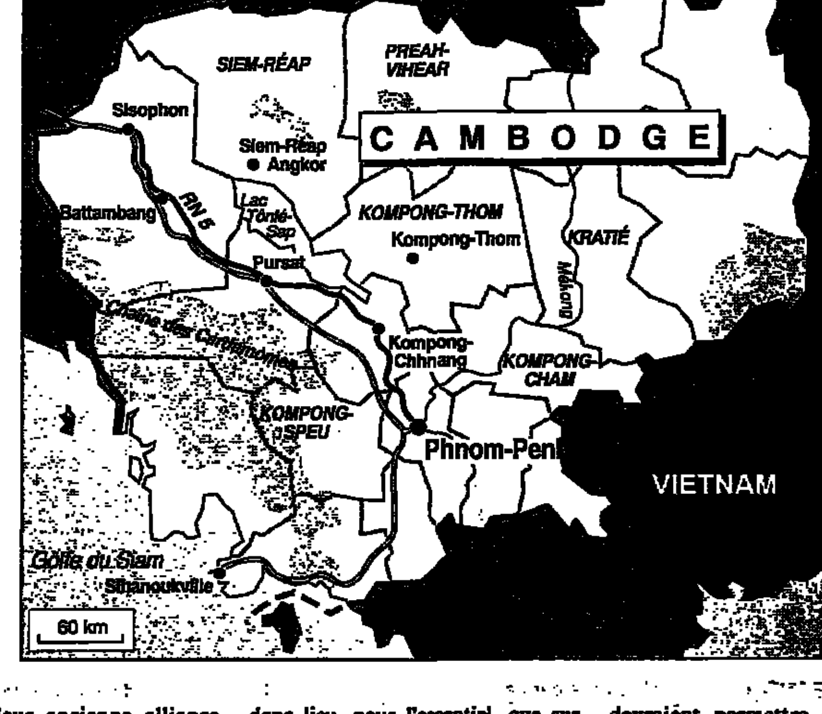
La survie du pays comme enjeu

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

Dès juin 1992, c'est-à-dire trois mois après l'arrivée des premiers contingents de «casques bleus», les Khmers rouges ont refusé d'appliquer les clauses militaires de l'accord de Paris : cantonnement et démobilisation partielle des belligérants et ouverture de leurs zones aux détachements de l'APRONUC. L'ONU a-t-elle, alors, manqué d'esprit de décision : n'aurait-il pas fallu remettre les choses à plat, renvoyer le dossier devant le Conseil de sécurité et, le cas échéant, reconvoquer la Conférence de Paris? Personne, en apparence, n'a défendu cette position avec suffisamment d'esprit de décision pour alerter la communauté mondiale et remettre l'affaire sur de bons rails. Il ne restait plus, dès lors, à l'APRONUC qu'à poursuivre son mandat en l'état.

Mais il devenait clair que l'application des autres clauses de l'accord – retour des réfugiés, organisation d'élections, rétablissement des libertés, contrôle des administrations – pouvait être mise en péril par la non-application des clauses militaires. Le Kampuchéa démocratique ayant refusé de désarmer, le gouvernement du Parti du peuple du Cambodge (PPC), à Phnom-Penh, ne pouvait qu'en faire autant. Composé d'hommes qui s'étaient éloignés des Khmers rouges dans la seconde moitié des années 70 pour



revenir à leur ancienne alliance avec les communistes vietnamiens, ils n'avaient aucune raison, en effet, de laisser le terrain à des ennemis aussi terribles. De la paix désarmée, on est ainsi passé à un cessez-le-feu précaire, avec pour corollaire l'impossibilité de réduire le banditisme de grand chemin qui sévit à travers le pays.

Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) n'en est pas moins parvenu à rapatrier, dans de bonnes conditions, plus de 350 000 personnes déplacées par la guerre dans des camps à la frontière de la Thaïlande. Mais il est clair que l'insécurité, physique et matérielle, les menace.

Une campagne ponctuée d'incidents

L'APRONUC, encore, est parvenue à recenser les électeurs dans la plus grande partie du pays, mais elle n'a pas pu opérer dans les zones tenues par les Khmers rouges, puisque ceux-ci ont très vite focalisé sur le scrutin de mai – qu'ils ont décidé d'empêcher par tous les moyens – leur opposition à l'ensemble du processus de paix en cours, dont ils estiment qu'il fait la part trop belle à leurs adversaires jurés du PPC, mis en place à Phnom-Penh par l'ennemi historique vietnamien, et *de facto* «récupéré» par l'APRONUC, sous la large ombrelle du prince Sihanouk. Fallait-il continuer, alors que les conditions d'un scrutin libre sur l'ensemble du territoire n'étaient pas réunies?

Le scrutin du 23-27 mai n'aura donc lieu, pour l'essentiel, que sur le territoire contrôlé par le régime de Phnom-Penh. En attendant, la campagne électorale a été marquée par de nombreux incidents : actes d'intimidation, assassinats, etc. Les principales cibles de ces violences ont été des adversaires du gouvernement. Ils en tiennent le premier ministre Hun Sen pour responsable.

Ces élections n'en sont pas moins capitales. L'ONU a délégué un millier d'observateurs étrangers pour surveiller le scrutin et décider de sa validité. Un échec serait très grave pour une APRONUC qui, déjà, n'a pas pu ramener la paix, n'a pas su prévenir le développement d'une campagne raciste meurtrière contre la minorité vietnamienne du Cambodge, et n'a que très partiellement empêché le pillage des ressources naturelles du pays. Ce qu'elle a réussi – outre le rapatriement des réfugiés et le recensement électoral : la réintroduction du multipartisme et d'un réel débat politique – serait vite oublié au cas où les élections ne seraient pas validées. La capacité de l'ONU à organiser d'autres scrutins ailleurs serait mise en cause. Consacrant la faillite de l'intervention au Cambodge, un tel fiasco poserait aussitôt, en outre, une question redoutable : que faire à présent, se retirer dans la honte ou prolonger la mission dans l'incertitude?

Et pour le Cambodge, l'échec signifierait un nouveau plongeon dans l'horreur après un quart de siècle de massacres et de guerres. Certes, les élections ne ramèneront pas la paix comme par magie. Mais, quel qu'en soit le vainqueur, elles devraient permettre de doter le pays, même dans des conditions difficiles, d'un gouvernement à légitimité internationale.

Les sihanoukistes du Funcinpec l'emporteraient-ils qu'ils seraient en meilleure position pour négocier, s'ils le souhaitent toujours, avec les Khmers rouges. Et si le PPC, actuellement au pouvoir, est déclaré vainqueur – hypothèse plausible – il sera mieux armé pour convaincre le prince Sihanouk qu'aucun compromis avec les Khmers rouges n'est concevable. Dans les deux cas, le Cambodge bénéficierait, au moins, d'une ultime chance de ne pas sombrer, de persister comme une entité internationalement reconnue.

Les Khmers rouges, dont le passage au pouvoir a ruiné le pays et provoqué la mort d'au moins un million de Cambodgiens, ont été éliminés militairement à deux reprises par les Vietnamiens : en 1979 et en 1985. Ils ont refait surface en se réfugiant en Thaïlande, avec l'aide de la Chine et la passivité complice des Américains. L'accord de paix de Paris leur a donné une nouvelle légitimité dont ils se sont largement servis jusqu'à la corde. Les élections s'ils ne parviennent pas à en saboter le déroulement, pourraient les réduire au statut de rebelles. On peut douter que ce soit la pire des solutions pour le Cambodge. Dans cette hypothèse, l'ONU pourrait au moins clamer que son action n'a pas été complètement inutile.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Dix-huit partis en arrière-plan

La nébuleuse des dix-huit formations qui présentent des candidats à l'Assemblée constituante est formée d'une majorité de petits partis sans moyens, sans assise locale, gérés par des Cambodgiens d'outre-mer. Mais, compte tenu du scrutin proportionnel de liste qui les avantage, certains peuvent espérer, surtout dans les villes, grapiller assez de voix pour obtenir quelques sièges qui, en cas de résultats serrés, pourraient jouer un rôle important.

Le plus important est sans doute le Parti démocratique libéral bouddhiste (PDLB) de M. Son Sann. Né d'une scission au sein du FNPLK (nationaliste, modéré, l'une des trois formations ayant lutté contre le régime de Phnom-Penh), le PDLB a mené une campagne au vitriol contre les Vietnamiens. Il pourrait bien en retirer des fruits et recueillir quelques sièges dans les villes. Le PDLB, seul à présenter des candidats à l'échelon national avec le PPC et le Funcinpec, a pourtant hésité jusqu'à la fin à demeurer dans la course.

Le Parti démocratique libéral (PDL) du général Sak Sutsakan, formé d'ex-généraux du FNPLK, dont il a été lui-même le chef militaire, pourrait aussi avoir quelques députés.

Des dissidents sihanoukistes – le Parti démocrate du général In Tam, un ex-premier ministre ; l'Action pour la démocratie et le développement de Chak Saroeun – font aussi campagne.

Il n'est pas aisé d'évaluer leurs chances d'être représentés à l'Assemblée constituante – non plus que celles des autres petites formations qui chercheront les voix des Cambodgiens à partir du 23 mai.

Le Parti populaire, un favori déjà bien en place

Lorsqu'ils ont chassé du Cambodge les Khmers rouges au début de janvier 1979, les Vietnamiens ont confié le pouvoir à un parti communiste local recréé pour la circonstance : le PPRK (Parti populaire révolutionnaire du Kampuchea). Ils l'ont nourri et couvé pendant dix ans, avant de se retirer à l'automne de 1989. A la veille de la signature des accords de Paris, en octobre 1991, ce parti est devenu le Pracheachon (PPC, le Parti du peuple du Cambodge). Sa direction n'a, cependant, pas changé à l'époque, M. Chea Sim, âgé aujourd'hui de soixante et un ans, en assurant la présidence, et M. Hun Sen, premier ministre depuis 1985, la vice-présidence.

Selon la tradition marxiste, le PPC s'appuie donc sur l'administration, les services de sécurité et les forces armées de Phnom-Penh. Cette situation lui donne un avantage d'autant plus estimable qu'environ 80 % de la population du pays vivent sur son territoire. De 1979 à 1989, sous la protection militaire vietnamienne, le régime a peu à peu remis sur pied des services publics démantelés par ses prédécesseurs khmers rouges.

A partir de 1988-1989, une libéralisation s'est amorcée : accession à la propriété immobilière, réformes économiques, proclamation du bouddhisme comme religion d'Etat, etc. Mais ces mesures – tout comme, avec l'intervention du cessez-le-feu de juin 1991, l'arrivée de nombreux étrangers – ont provoqué un vaste mouvement de corruption dénoncé, à l'automne 1991, par de grandes manifestations dans la capitale.

S'appuyant sur l'appareil d'Etat, le PPC négocie aujourd'hui ce double héritage en maniant la carotte et, disent ses adversaires, surtout le bâton. Le Funcinpec (sihanoukiste), en particulier, l'accuse d'avoir assassiné plusieurs de ses agents électoraux. Le PPC domine la radio et la télévision – un avantage que ne compensent que partiellement la possibilité d'accès de tous les candidats aux ondes de Radio-APRONUC et l'ouverture, le 7 mai, de la radio et télévision du Funcinpec (celle-ci n'émet que 4 heures par jour et n'est captée que la région de Phnom-Penh).

Les adversaires du PPC l'accusent également d'avoir recours à des commandos clandestins, baptisés *«forces de réaction»* ; leur mission est de neutraliser les formations concurrentes en les infiltrant ou en paralysant leur action. Tout en devant se défendre de son péché originel – l'installation au pouvoir du temps des Vietnamiens – le PPC fait valoir qu'une victoire électorale de son principal adversaire, le Funcinpec, qui préconise la *«réconciliation nationale»* avec les Khmers rouges, ferait le jeu de Pol Pot et de son mouvement.

Le PPC est la seule formation, avec le Funcinpec, à avoir mené campagne à l'échelon national. Sa locomotive électorale est M. Hun Sen, quarante-deux ans, premier ministre depuis huit ans et orateur de talent. L'un de ses atouts est, naturellement, la crainte, assez répandue parmi les Cambodgiens, que les Khmers rouges ne soient, de nouveau, associés au pouvoir si le PPC perd les élections. L'argument est de poids notamment auprès des milieux d'affaires, que l'on dit plutôt favorables au PPC.

J.-C. P.

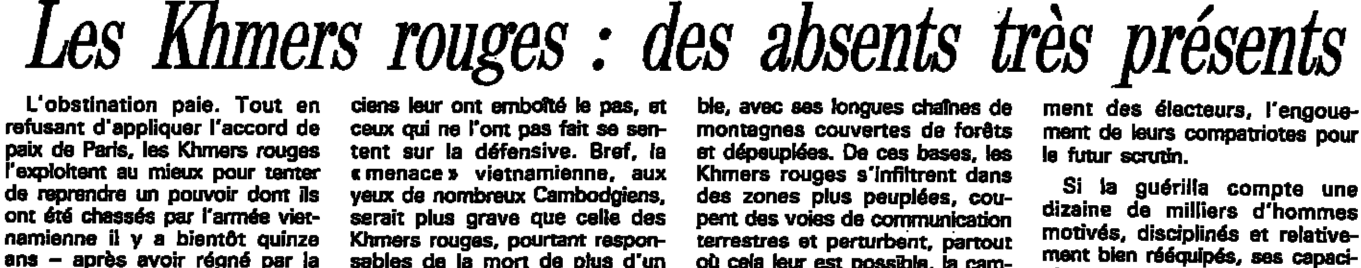
Le Funcinpec : l'outsider sihanoukiste

Le pouvoir use, surtout dans un pays en guerre et où la tradition de corruption remonte à l'époque précoloniale. Alors que le PPC est, ainsi, contesté par une notable partie du pays, Norodom Sihanouk, ancien dieu-roi, demeure populaire auprès d'un bon nombre de Cambodgiens. Tels sont les deux principaux atouts du Funcinpec, le Front uni national pour un Cambodge indépendant, neutre, pacifique et coopératif. Ce parti a été fondé en 1981 à Pyongyang par Sihanouk. Il est présidé depuis février 1992 par l'un de ses fils, le prince Norodom Ranariddh.

Disposant apparemment de gros moyens financiers, le Funcinpec a ouvert des permanences dans toutes les villes du pays et recruté des centaines d'agents électoraux. Sa campagne contre la présence de Vietnamiens au Cambodge a été assez virulente pour que le discours de l'un de ses dirigeants, M. Sam Rainsy, soit censuré par l'APRONUC pour *«racisme»*. Même le prince Ranariddh, orateur de qualité, qualifie les Vietnamiens de *yuôn*, terme très péjoratif. Mais le procédé est plutôt populaire depuis que les Khmers rouges ont réussi à réveiller le vieux fonds de xénophobie khmère. Beaucoup de Cambodgiens, qui apprécient également les appels à la *«réconciliation nationale»* du prince Sihanouk et du Funcinpec, font ainsi passer le souvenir de la terreur khmère rouge au second plan.

Mais ce mouvement pâtit, dans une certaine mesure, d'une série de défections et de scissions – compensées, il est vrai, par des renforts de Cambodgiens d'outre-mer. Le prince Chakrapong, un autre fils de Norodom Sihanouk, a quitté ses rangs pour devenir, en 1992, vice-premier ministre du gouvernement Hun Sen. D'anciens dirigeants ont formé leurs propres partis, et des généraux ont, plus récemment, changé de camp et dénoncé les méthodes du Funcinpec. L'APRONUC elle-même s'est inquiétée d'exécutions sommaires et d'assassinats perpétrés dans la région d'Amphil, à la frontière, encore sous le contrôle nominal du mouvement sihanoukiste.

Le prince Ranariddh se défend de faire le jeu des Khmers rouges. Il affirme que, s'il l'emporte, son parti ramènera la paix par le dialogue, ainsi que le souhaite Norodom Sihanouk, alors que le PPC relancera la guerre. Mais, entre le père et le fils, les relations ne paraissent pas idylliques : en février, dans un entretien publié par la *Far Eastern Economic Review*, le chef de l'Etat cambodgien a même accusé le Funcinpec de *«vendre la peau du vieil ours Sihanouk avant de l'avoir tué»*. Il ajoute : *«Mais, comme vous le voyez, je ne suis pas mort. Ils ont commis cette gaffe. C'est dommage pour Ranariddh.»*



Les Khmers rouges : des absents très présents

L'obstination paie. Tout en refusant d'appliquer l'accord de paix de Paris, les Khmers rouges l'exploitent au mieux pour tenter de reprendre un pouvoir dont ils ont été chassés par l'armée vietnamienne il y a bientôt quinze ans – après avoir régné par la terreur plus de trois années durant. Les élections organisées par l'APRONUC, disent-ils à présent, ne sont qu'un moyen pour légitimer le régime de Phnom-Penh, qu'ils considèrent toujours comme le *«valet»* de Hanoï. Ils refusent donc d'y participer et leur nient toute légalité.

Mais les Khmers rouges sont très présents. D'abord parce que leur campagne de «purification ethnique» antivietnamienne est populaire. Beaucoup de politiciens leur ont emboîté le pas, et ceux qui ne l'ont pas fait se sentent sur la défensive. Bref, la «menace» vietnamienne, aux yeux de nombreux Cambodgiens, serait plus grave que celle des Khmers rouges, pourtant responsables de la mort de plus d'un million de personnes entre 1975 et 1978. Absents de la campagne électorale, les Khmers rouges n'en ont pas moins donné le ton.

Une autre raison de la forte présence du «Kampuchéa démocratique» est que sa guérilla est encore active dans la plupart des provinces. Elle est bien implantée dans deux zones limitrophes de la Thaïlande (les Cardamomes à l'ouest et Preah-Vihear au nord), dont le terrain lui est très favorable, avec ses longues chaînes de montagnes couvertes de forêts et dépeuplées. De ces bases, les Khmers rouges s'infiltrent dans des zones plus peuplées, coupent des voies de communication terrestres et perturbent, partout où cela leur est possible, la campagne électorale. Par quelques coups d'éclat il est vrai assez faciles à mener, la guérilla joue aussi avec les nerfs des «onusiens» : l'APRONUC a, ainsi, dû prendre des mesures de sécurité de plus en plus contraignantes.

Les Khmers rouges ont mis les accords de paix au service de leur stratégie de reconquête du pouvoir, mais ils n'ont, à ce jour, obtenu que des demi-succès. Ils ont, en particulier, sous-estimé, lors des opérations d'enregistrement des électeurs, l'engouement de leurs compatriotes pour le futur scrutin.

Si la guérilla compte une dizaine de milliers d'hommes motivés, disciplinés et relativement bien rééquipés, ses capacités tactiques sont encore à prouver. Peut-elle désorganiser suffisamment le scrutin, qui s'étalera sur cinq jours, pour le discréditer ou pour décourager l'APRONUC de poursuivre? Les interrogations demeurent. Mais chacun sait, en toute hypothèse, que, quelle que soit l'issue du vote, les Khmers rouges demeureront longtemps encore l'une des données essentielles de la situation au Cambodge.

J.-C. P.



Le Monde

ESPACE EUROPEEN

Coexistence paisible mais méfiante dans le Haut-Adige

L'Italie et l'Autriche ont enterré leur querelle à propos du Sud-Tyrol. La cohabitation des « Allemands » et des Italiens n'est pas exempte d'arrière-pensées, elle pourrait cependant servir d'exemple pour la solution d'autres conflits ethniques

BOLZANO/BOZEN

de notre envoyé spécial

A Bolzano, chef-lieu du Haut-Adige, gros bourg de cent mille habitants que la plupart des gens *de la province* préfèrent appeler Bozen, capitale du Sud-Tyrol, la tradition veut qu'on fête l'arrivée du printemps par *une exposition de fleurs sur la* place principale. Les jardiniers, professionnels et amateurs, viennent présenter leurs productions annonciatrices d'une belle *saison*, quand les alpages s'orneront d'une flore gorgée du soleil qui a le bon goût de fréquenter assidûment le flanc sud des Alpes. Point d'orgue de cette manifestation : la remise des prix aux meilleurs exposants. Sur l'estrade, au son d'un orchestre de cuivres aux accents plus bavarois que napolitains, les notabilités locales écoutent une enfant du pays, la présentatrice de la RAI Peppi Franzelin, vanter tour à tour en allemand et en italien les mérites de ces floriculteurs d'élite. A ses côtés on remarque le chapeau à plumes du général commandant la garnison des *alpini* (chasseurs alpins) de Bolzano, le chef des *carabinieri*, et le *dottore* Marcello Ferrari, le maire de la ville.

Tout cela semble marqué du sceau de la plus grande convivialité provinciale, si l'on excepte un bref mouvement de foule au moment où M. le maire entame son allocution... en italien : quelques personnes, âgées pour la plupart, abandonnent le terrain, irritées par la rhétorique résolument monolingue du premier magistrat de la cité.

Un conflit presque octogénaire a beau avoir solennellement été déclaré clos le 19 juin 1992, lorsque les gouvernements de Rome et de Vienne ont fait savoir au secrétaire général des Nations unies qu'il était maintenant inutile d'inscrire *« la question du Sud-Tyrol »* à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'ONU, il n'en reste pas moins un fond de méfiance et de préventions séparant les deux ethnies de la province. Les chiffres sont connus, et personne ne les conteste : entre le col du Brenner et la cluse de Salurn vivent, selon le recensement de 1991, quatre cent mille personnes, dont 70 % se sont déclarées de nationalité « allemande », un peu moins de 30 % s'affirmant italiennes, le reste *déclarant relever* de l'ethnie « ladine » et parlant une langue proche du rhéto-romanche des Grisons suisses. Rattachée à l'Italie en 1919 pour satisfaire le souhait du gouvernement de Rome désireux de voir sa frontière septentrionale suivre la crête des Alpes, la province du Trentin-Haut-Adige passait de la souveraineté habsbourgeoise à la tutelle italienne.

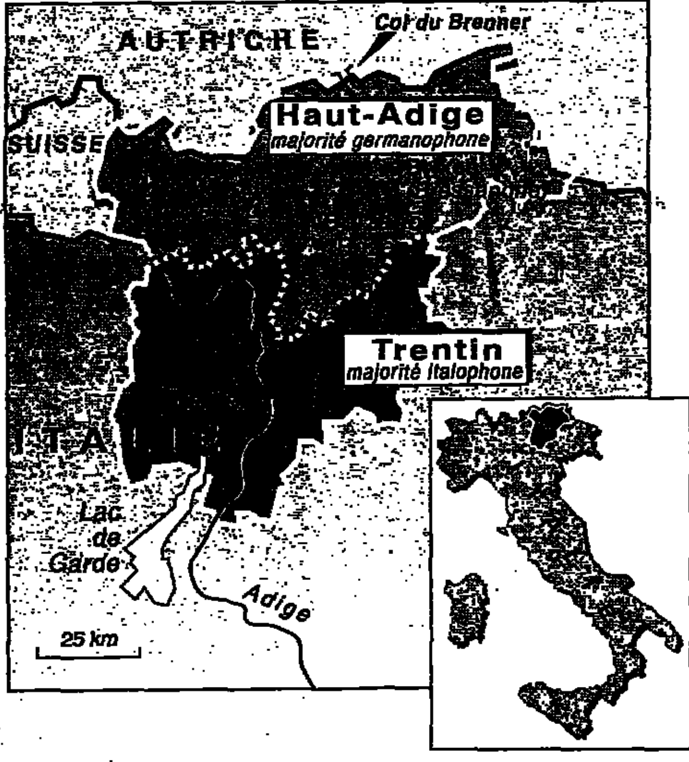
L'italianisation mussolinienne

Ayant cessé d'être minoritaires en terre étrangère, les Italiens, majoritaires dans le Trentin, exerçaient alors une pression assimilatrice sur les populations germanophones du Sud-Tyrol, rebaptisé Haut-Adige. Le régime fasciste de Mussolini tenta de mener une politique d'italianisation forcée, débaptisant tous les noms de lieux germaniques, faisant « monter » du Sud des milliers d'Italiens pour peupler les administrations ou travailler dans d'immenses complexes industriels installés à dessein dans cette région vouée auparavant à l'agriculture de montagne. En 1938, la *« reconnaissance éternelle »* d'Adolf Hitler pour le Duce, qui avait donné sa bénédiction à l'Anschluss de l'Autriche, se traduisait par l'assurance que le Sud-Tyrol appartenait *« à jamais »* à l'Italie. Hitler songea un moment, au cours de la guerre, à transporter les populations germaniques dans une Franche-Comté *« purifiée ethniquement »* de ses populations françaises, un projet qui, fort heureusement, resta dans les cartons du IIIe Reich.

L'histoire de l'après-guerre dans la région se résuma pour l'essentiel à une guérilla diplomatique entre Vienne et Rome sur l'interprétation des accords de Paris signés en 1946 entre le chancelier autrichien Karl Gruber et le président du conseil italien Alcide De Gasperi. Ces textes prévoyaient, sans plus de précisions une *« large autonomie »* pour la région. Ni Vienne ni Rome n'avaient renoncé, au fond, à leurs prétentions antagonistes : pour l'Autriche le tracé de frontières de 1919 était *« injuste »* (et le reste encore aujourd'hui), pour l'Italie, *l'irréversibilité de l'appartenance* du Trentin-Haut-Adige et son « italianité » intrinsèque ne devaient être remises en question. Les partenaires et voisins des deux pays s'attachaient de leur côté à peser pour que ce conflit opposant deux pays situés sur la « ligne de *front » de la guerre* froide s'envenime le moins possible.



Deux manières d'écrire Milan dans la gare de Bolzano/Bozen



Une autonomie financière qui fait des jaloux

L'impatience autrichienne et la mauvaise grâce italienne vis-à-vis de la mise en œuvre d'un *statut* spécifique dans la province allaient provoquer, dans les années 60 et 70, une flambée d'actions « terroristes » des irrédentistes sud-tyroliens, qui faisaient sauter les pylônes électriques, provoquant une répression policière *et judiciaire. Regroupés derrière* leur leader charismatique, Silvius Magnago, chef du SVP (Parti populaire du Sud-Tyrol), soutenus *par une Autriche s'affirmant « puissance protectrice »*, les germanophones réclamaient la mise en application intégrale des *137 mesures contenues dans* le « paquet » sud-tyrolien accepté, en principe, par Rome en 1969.

Aujourd'hui Silvius Magnago a pris sa retraite, et son successeur, Luis Durnwalder, président SVP et chef du gouvernement provincial, reçoit les louanges de la presse transalpine, qui voit en lui *« un Sud-Tyrolien, certes, mais à l'italienne... »*, en tout cas moins rigide et intransigeant que son *prédécesseur. « Je suis d'une autre génération*, déclare-t-il. *Nous n'avons connu ni le fascisme ni la guerre. Ainsi, il est plus facile de tendre la main aux autres. Je crois qu'il est possible de garantir aussi bien les droits des Sud-Tyroliens que des Italiens qui vivent ici, sur un mode absolument paritaire. »*

Il s'agit maintenant de faire fonctionner dans la vie quotidienne les 137 mesures du « paquet ». Certaines ne posent aucun problème, comme cette autonomie financière provinciale *qui dote le gouvernement* de Bolzano d'un budget annuel de 45 000 milliards de lires (environ 15 milliards de francs), ce qui fait *pâlir de jalousie* les *« frères »* du Tyrol du Nord, auxquels Vienne accorde la gestion directe d'une part beaucoup moins importante *des ressources fiscales. Cette gestion* décentralisée, au plus près des citoyens, permet d'éviter le mal endémique des services *publics italiens* dévoreurs d'argent pour une efficacité plus qu'aléatoire. En ce sens, on regarde depuis Rome le *« modèle du Haut-Adige » comme un idéal* à atteindre pour toute la péninsule dans le domaine de la santé, de l'éducation, de la culture.

D'autres *obligations* du « paquet » sont moins consensuelles, comme cette fameuse *Proporz* par exemple, exigeant que les emplois publics et les logements sociaux soient attribués selon une stricte répartition linguistique. La sociologie des différentes communautés – les « Allemands » sont majoritairement agriculteurs ou actifs dans les secteurs liés au tourisme, alors que les Italiens peuplent les administrations et l'industrie – rend difficiles les mutations en profondeur de la structure ethnique des services publics. Beaucoup sont alors tentés de contourner la loi : ainsi, quelques Italiens désireux de faire carrière dans l'administration se font recenser comme « Allemands » pour éviter une trop forte concurrence pour des postes maintenant contingentés. Le maire de Bolzano, Marcello Ferrari (démocrate-chrétien), en profite pour procéder à la privatisation de certains services municipaux : en perdant leur statut de service public les entreprises concessionnaires ne sont plus soumises à la *Proporz* pour le plus grand bénéfice des Italiens...

Dépasser « l'apartheid »

Mais ces coups d'épingle dans le contrat de cohabitation n'ont pas encore mis sérieusement en danger l'équilibre établi en juin 1992, date de la remise solennelle du « paquet » par le ministre italien des affaires étrangères, Emilio Colombo, à son collègue autrichien Aloïs Mock. Lorsque les choses menacent de tourner à l'aigre, comme dans la mise en place, fixée pour début mai 1993, de tribunaux bilingues, pour lesquels les Italiens traînaient quelque peu les pieds pour des raisons financières, la menace d'en appeler à la Cour de justice internationale de La Haye, instance arbitrale reconnue de part et d'autre, suffit à ramener les esprits à la conciliation.

Mesurée à l'aune des confrontations ethniques qui ensanglantent la Bosnie ou l'ex-Union soviétique, la cohabitation plutôt bon enfant du Haut-Adige pourrait paraître idyllique. Mais tous ceux qui la vivent au quotidien se défendent d'en faire un exemple susceptible de régler les conflits en cours : *« Vous savez, si l'on gratte un peu, on voit bien que les gens ne s'aiment pas »*, constate Marcello Ferrari. Arnold Tribus, député des Verts au Parlement provincial, le seul parti à préconiser le dépassement de *« l'apartheid »* qui se met sournoisement en place sous le couvert de la défense du droit des minorités, décrit la situation de manière beaucoup plus prudente : *« Tant que les « Allemands » et les Italiens auront chacun leurs associations, leurs clubs de sport ou leurs églises, il risque de se produire de nouveaux affrontements »*, affirme-t-il.

La volonté des « puissances tutélaires » des deux communautés va pour l'instant dans le sens de l'apaisement : l'Autriche qui frappe à la porte de la Communauté européenne n'a aucun intérêt à envenimer une querelle de frontières avec un membre fondateur de la CEE. Elle caresse le secret espoir que l'ouverture des frontières et l'intégration européenne ramèneront « en douceur » le Sud-Tyrol dans l'orbite économique, puis politique, de l'Autriche. L'Italie, qui a bien d'autres chats à fouetter, souhaite aussi présenter sur la scène internationale l'image d'un pays qui assure un statut exemplaire à ses minorités ethniques. Rome en sera ainsi d'autant plus à l'aise pour exiger de la Slovénie et de la Croatie qu'elles se comportent de manière semblable avec les quelques milliers d'Italiens vivant en Istrie.

LUC ROSENZWEIG

L'homme du glacier, une supercherie ?

BOLZANO/BOZEN

de notre envoyé spécial

Dans les librairies du Haut-Adige, *la meilleure vente de* ce mois de mai est incontestablement celle du livre de deux journalistes allemands, Michaël Heim et Werner Nosko, intitulé *Die Oetztal Faelschung* (« la Falsification de l'Oetztal »), qui vient de paraître aux éditions Rowohlt.

Ce livre défend la thèse que la prétendue découverte de « l'homme du glacier » retrouvé par des promeneurs au mois d'octobre 1991 près du Hauslabjoch, (*le Monde* du 14 octobre 1991) en territoire italien, mais à quelques dizaines de mètres de la frontière autrichienne, *« a été totalement arrangée, soit par des savants animés d'un orgueil scientifique perverti, soit par des étudiants ou des alpinistes voulant faire un canular »*. Accessoirement, les auteurs mettent en cause la qualité scientifique de l'Institut médico-légal de l'Université d'Innsbruck, plus soucieuse, selon eux, de tirer profit de la « découverte », que d'effectuer un travail scientifique sérieux sur la momie et les objets trouvés à ses côtés (hache, arc, *flèches et carquois, chaussons* bourrés de foin).

L'« annexion » de l'homme du glacier par l'Autriche qui avait dépêché un hélicoptère pour descendre la momie à Innsbruck, après le refus de se déplacer des carabiniers, avait irrité les autorités italiennes. Pour ne pas envenimer leurs *rapports, au beau fixe depuis* la fin de la querelle du Haut-Adige, les dirigeants de Rome et de Vienne se mirent d'accord sur un compromis : la momie serait « prêtée » pendant trois ans à l'université d'Innsbruck à des *fins d'études scientifiques, puis* serait rendue à la province de Bolzano réputée légitime propriétaire de la trouvaille.

Les auteurs du livre ne contestent pas l'âge de la momie, mis en évidence par des datations au carbone 14 (entre 5 000 et 5 300 ans). *Ils sont* tout à fait sceptiques, en revanche, sur l'authenticité des armes et outils trouvés à côté du corps, qui, dans un premier temps, n'avaient pas été repérés par le couple de promeneurs allemands, *et parmi lesquels* la hache en cuivre n'a pas été soumise, jusqu'à ce jour, à des analyses de paléo-métallurgie probantes.

Une castration inconnue des préhistoriens

Autre argument avancé en faveur de la thèse de la supercherie, le fait que le corps de l'homme présentait les stigmates d'une castration effectuée de son vivant, une *pratique* inconnue des préhistoriens pour les civilisations de l'aire géographique alpine, alors qu'elle a déjà été constatée, pour l'époque considérée, en Turquie et en Asie centrale.

Qui serait alors l'auteur de ce somptueux canular ? *Michaël* Heim et Werner Nosko avancent, sans toutefois apporter la *preuve formelle de leurs assertions*, que l'alpiniste mondialement connu Reinhold Messner, *originaire* du Haut-Adige, ne serait pas tout à fait étranger à l'affaire. Il fut l'un des premiers à se rendre sur les lieux, et à décrire la momie à des journalistes, affirmant par exemple qu'elle était complète, avec tous ses membres, alors que le bas du corps était encore enserré dans un bloc de glace opaque. Alpiniste himalayen de grande classe, Reinhold Messner avait naguère affirmé avoir rencontré *le* Yéti lors d'une de ses ascensions...

L. R.

ESPACE EUROPÉEN

La Hongrie : mode d'emploi pour les minorités

En proposant des droits collectifs aux autres groupes ethniques, Budapest espère aussi fournir une «vitrine» aux 3,5 millions de Magyars voisins

BUDAPEST

de notre correspondant

« JAMAIS *une loi n'a été élaborée de façon aussi démocratique!».* Maria Jakab, député socialiste d'origine slovaque, dont le parti (ex-communiste) n'est pourtant pas avare de critiques envers le gouvernement conservateur de Budapest, ne cache pas sa satisfaction. Motif: un consensus a enfin été trouvé entre les six formations parlementaires sur la loi des minorités. Mais pour en arriver là, il aura fallu plusieurs versions de ce texte, deux années de négociations ardues *et souvent houleuses* entre l'Etat et les représentants de la table ronde des minorités, des dizaines de séances des commissions parlementaires, sans compter les innombrables réunions d'explication à travers le pays. *« Prenez l'accord sur le statut des Autrichiens du Sud-Tyrol* (Haut-Adige); *la situation était plus simple qu'en Hongrie et pourtant ils ont mis presque quarante ans à trouver un compromis avec les Italiens!»* insiste Janos Bathory, le vice-président de l'office des minorités.

Un sentiment de soulagement prévaut actuellement à Budapest après ce parcours du combattant juridico-politique qui doit, théoriquement, aboutir par l'adoption de cette loi des minorités d'ici à l'été. Cependant, la question des minorités, sujet sensible par excellence dans l'Europe postcommuniste, est *a priori* moins problématique en Hongrie qu'ailleurs. Hormis les Tsiganes, *de loin le groupe le plus* important (les estimations varient de 400 000 à 800 000 personnes) et le plus mal loti, les autres communautés *sont relativement petites*, bien intégrées et dispersées à travers le territoire. Au total, l'ensemble des douze minorités officiellement reconnues *représente 10% de la* population au maximum (1).

L'enjeu de cette loi, considérée comme *«stratégique»* puisqu'elle doit recueillir une majorité des deux tiers au Parlement, est à double tranchant. *«Aujourd'hui, il n'y a pas de tensions internes mais des pressions externes*, constate Pétar Lastic, l'un des porte-parole de la table ronde des minorités. *A cause de la présence des minorités magyares à l'étranger, la Hongrie veut donner l'exemple».* Avec la Russie, la Hongrie est en effet le pays d'Europe qui dispose du plus grand nombre de minorités en dehors de ses frontières. Quelque 3,5 millions de Magyars de souche vivent dans les pays voisins, notamment en Roumanie et en Slovaquie depuis le démembrement de la Hongrie au *traité de Trianon de 1920.*

Balayer devant sa porte

Inlassablement depuis trois ans, le gouvernement de Budapest réclame des droits collectifs pour ces minorités, souvent exposées aux *surenchères nationalistes, surtout* en Voïvodine (Serbie). Mais pour être crédible, il devait d'abord balayer devant sa propre porte. D'où l'urgence de ce projet de loi, aujourd'hui qualifié de *«modèle presque idéal».*

Le texte est basé sur le principe d'une large autonomie municipale car la plupart des minorités vivent dans des petites localités du pays. Dès lors qu'une minorité représente 30% de la population d'une commune, ses élus au conseil municipal disposeront alors d'un droit de veto sur toutes les questions affectant la vie culturelle et éducative de leur *communauté. Par exemple,* aucun directeur d'école ou de centre culturel ne pourra être nommé sans leur approbation. L'Etat s'engage également *à assurer le droit* à l'enseignement dans la langue maternelle et son usage auprès des administrations locales.

Le projet de loi prévoit aussi une représentation collective nationale dans le cadre d'une «Assemblée des minorités» dont les pouvoirs seront *surtout consultatifs mais qui* géreront, en collaboration avec le ministère de l'éducation, le réseau des écoles bilingues. Pour l'instant, seuls 80 000 enfants du primaire reçoivent un enseignement partiel *de leur langue* maternelle, également dispensé dans huit établissements secondaires.

Le principe de l'autonomie territoriale, qui est au cœur des tensions entre la Hongrie et ses voisins – qui y voient le premier pas vers une sécession, – ne figure pas dans ce *texte. Les minorités ne l'ont* d'ailleurs pas réclamé puisqu'elles ne vivent pas, à quelques rares exceptions près, dans des zones compactes. Hormis les Tsiganes et les Allemands, ces communautés sont peu nombreuses pour envisager une forme d'auto-administration territoriale: environ 100 000 Slovaques, 25 000 Roumains, 3 000 Bulgares et Arméniens, etc. (2).

Même s'il existe désormais un consensus sur les grandes lignes de la loi, deux objections principales *demeurent: «le projet du gouvernement est fondé sur le principe du regroupement territorial des minorités alors qu'elles sont dispersées à travers le pays»*, dit Pétar Lastic, le vice-président de l'Alliance démo*cratique des Serbes. «La barre des 30% pour la représentation municipale exclut d'office la moitié des minorités du pays du champ d'application de la loi».* Autre critique: l'enveloppe budgétaire de deux milliards de forints est insuffisante pour permettre à l'Etat de respecter ses engagements.

A la différence des autres pays de la région, la codification du statut des minorités en Hongrie est plutôt la relance d'une *«volonté d'en haut»* que d'une pression de la base. Soucieux de se montrer irréprochable sur cette question, le gouvernement a pris les devants. Initialement, *certaines minorités, notamment* les Slovaques, étaient même assez réticentes à l'idée de se voir accorder un statut à part, craignant qu'une telle singularisation ne remette en cause leur intégration *(voir encadré).* Seules les organisations tsiganes (nombreuses, divisées et pas toujours très représentatives) se sont montrées réellement militantes. Mais leurs revendications ont souvent porté sur de graves problèmes sociaux, sans rapport direct avec cette loi qui vise à mettre en place un cadre juridique pour l'exercice de droits civiques.

La plupart des intéressés reconnaissent que le projet tel qu'il existe aujourd'hui est un compromis honorable. Il a aussi le double avantage de pouvoir servir de «vitrine» *pour les minorités hongroises en* dehors du pays, tant certaines clauses du projet reflètent leurs propres revendications.

YVES-MICHEL RIOLS

(1) Par ordre de grandeur: Tsiganes, Allemands, Slovaques, Croates, Roumains, Polonais, Serbes, Slovènes, Grecs, Bulgares, Arméniens et Ruthènes.

(2) Les chiffres cités proviennent de l'office des minorités.

Des canalisations, un curé et un médecin

PILISSZENTLASZLO

de notre envoyé spécial

Avec son église baroque, ses maisons basses de couleur «*jaune Habsbourg*» et *ses ruelles* bien entretenues, rien ne distingue le village paisible de Pilisszentlaszlo des autres localités de cette région forestière au nord de Budapest. Mais la différence saute aux oreilles car si les vieilles dames coiffées de fichus rendent le salut en hongrois, elles *bavardent entre elles en slovaque.*

Ici, quasiment tous les habitants (800 sur 850) sont de souche slovaque *comme* c'est le cas dans une dizaine de petits villages des environs. «*Les Slovaques installés ici au XVII*[e] *siècle, venaient de Presbourg ou, si vous préférez, de Pozsony ou de Bratislava*», ironise le maire Rudolf Franyo. Trois noms – allemand, hongrois et slovaque – *pour la même ville: un condensé* de l'histoire de la région.

A Pilisszentlaszlo, plus personne ne se souvient depuis combien de temps le panneau à l'entrée du village est écrit en deux langues (San Vaclav en slovaque), *idem* pour les plaques de rues et les inscriptions sur les bâtiments officiels: la mairie, l'école et la bibliothèque. Même l'enseigne du bistrot est bilingue.

« Autour d'un verre, avec les amis, on parle le slovaque. Mais dès qu'on sort du village, on a honte d'utiliser notre langue maternelle en public », raconte le *maire, un maçon robuste. Difficile* pour lui d'oublier les préjugés ambiants. Les Slovaques passent pour des «ploucs» et sont péjorativement appelés les «Toth».

Rien de bien méchant à cela mais les sensibilités sont encore fragiles, marquées par les expulsions massives de l'après-guerre. Les Magyars de Slovaquie ont été frappés de culpabilité collective et les Slovaques de Hongrie encouragés à partir.

Ceux qui sont restés ont redoublé d'efforts pour s'intégrer. Aujourd'hui à Pilisszentlaszlo, les sept conseillers municipaux (tous de souche slovaque) tiennent leurs réunions en hongrois, les documents de la mairie sont rédigés en magyar et rien ne distingue l'école primaire du village, à part les quatre ou six heures de cours de slovaque.

Cette magyarisation semble aller de soi et ne rencontre aucune opposition majeure. Le slovaque est la langue familiale, le hongrois la langue courante. Même si certains s'inquiètent du risque d'assimilation totale à long terme, le débat sur la loi des minorités n'a pas soulevé, ici comme ailleurs, d'enthousiasme *particulier. «La loi, c'est surtout une affaire politique*, commente le maire. *Avec 15% de chômeurs on a d'autres problèmes.»* Pour l'heure, il s'est fixé trois priorités, très éloignées de toute préoccupation «minoritaire» : achever la canalisation, installer un curé, et trouver un médecin pour le village.

Y.-M.R.

En Roumanie un « nettoyage pacifique » ?

LASZLO TÖKES *«refuse l'image exclusive de défenseur de la minorité hongroise»*, car, précise-t-il, *«je lutte aussi pour la démocratie roumaine : il est clair que sans l'appui de l'opposition démocratique* (roumaine), *nous n'avons aucune chance».* Pasteur à Timisoara en 1989, Laszlo Tökes – devenu entre-temps évêque, – est considéré comme le détonateur des événements qui provoquèrent, le 23 décembre de cette année-là, la chute de Ceausescu. Depuis quelques mois il a été remplacé à la tête de l'Union démocratique des Magyars de Roumanie (UDMR) – dont il est resté président d'honneur – par une personnalité plus modérée, Bela Marko. C'est encore le sort de ses compatriotes de Transylvanie qui lui tient le plus à cœur, au point qu'il en est venu récemment à parler de *«nettoyage ethnique»* à leur propos, une expression qu'on lui a reprochée en Roumanie.

«Je n'ai jamais dit qu'il y a en Roumanie un nettoyage ethnique de type bosniaque, explique-t-il, *ce sont mes ennemis qui ont répandu cela, par provocation. Ce qui se produit, c'est un génocide spirituel et culturel, un nettoyage ethnique plus pacifique.»*

Laszlo Tökes n'accuse pas le peuple roumain *«mais les régimes qui, depuis le traité de Trianon, ont marginalisé les Hongrois avec plus ou moins d'intensité».* Par deux moyens principaux : *«d'abord par une politique de colonies de peuplement : trois millions de Roumains ont été amenés de l'autre côté des Carpates, dont deux sous Ceausescu. Il y a soixante-dix ans, 73% des villes de Transylvanie étaient hongroises, contre 20% aujourd'hui».* L'autre moyen, *«c'est une industrialisation artificielle et une urbanisation forcée. Tout cela a créé une atmosphère qui a poussé beaucoup de Hongrois à partir, en particulier les intellectuels. Depuis le 1*[er] *janvier 1990, proportionnellement au nombre d'habitants de nos deux communautés, les départs ont été cinq fois plus nombreux chez les Hongrois que chez les Roumains».*

L'évêque Tökes n'hésite pas à dire que *«les Hongrois sont devenus les juifs de la Roumanie».* La mise en place récente d'un Conseil des minorités à Bucarest est, certes, *«un élément positif»*, mais pour l'instant, il y voit surtout *«un geste à l'intention du Conseil de l'Europe». «D'ailleurs, sa composition nous laisse sceptiques : la moitié des membres sont nommés par le gouvernement, et chaque minorité y dispose de deux représentants»* (quelle que soit son importance numérique).

S. K.

TRIBUNE

De l'autonomie territoriale à l'autonomie personnelle

par Istvan Szent-Ivanyi

NOMBRE *d'observateurs* ouest-européens regardent la scène postcommuniste en Europe de l'Est sans la comprendre. *L'euphorie qui a suivi le changement* historique semble avoir disparu. Un aphorisme fait florès : le pire dans le communisme, ce *sont ses lendemains. Il est vrai que* des choses horribles sont évidentes depuis que le communisme est mort : crise économique, chômage *énorme, inflation* galopante et, *last but not least*, résurgence des mouvements nationalistes, avec conflits ethniques et régionaux.

La situation actuelle prend ses racines dans le contexte historique. L'Europe de l'Est ne part pas avec *les mêmes acquis que l'autre moitié* du continent, la partie occidentale, plus favorisée. Cela est dû aux conséquences de la répression communiste au cours des cinquante dernières années (soixante-dix dans le cas de la Russie) et aux différences de développement. L'Europe de l'Est *n'a pas* suivi une évolution comparable à l'Europe occidentale, et ce dès la fin du Moyen Age. En raison de trois facteurs : premièrement, la domination étrangère sur la région (empire ottoman et Russie) ; deuxièmement, la situation périphérique de la région et troisièmement, consé*quence des deux premiers*, l'émergence d'une classe moyenne et le développement du capitalisme ont été tardifs et incomplets. La société *civile et les institutions* démocratiques sont toujours faibles dans la plupart des pays de la région. Par rapport à l'Europe de l'Ouest, l'idée de nation est arrivée très tard. Les pays les plus favorisés ont obtenu leur indépendance en tant qu'Etats-nations à la fin du dix-neuvième siècle, voire après la *première guerre mondiale. Pour* les moins heureux, l'événement ne s'est produit qu'après la dramatique transition de 1989-1990. Ceci explique qu'on *puisse observer* aujourd'hui en Europe orientale des phénomènes bizarres, des relents de l'éveil national des dix-huitième et dix-neuvième siècles.

Malheureusement, l'histoire a appris aux nations d'Europe de l'Est qu'elles ne peuvent le plus *souvent réaliser leurs aspirations* nationales qu'au détriment des autres. L'Europe orientale est ethniquement si diverse qu'il est impos*sible de tracer soit des Etats-nations* homogènes, soit des frontières justes. La plupart des observateurs ouest-européens *sont gênés d'entendre des Européens de l'Est* – et pas seulement les ultranationalistes – dire qu'ils rêvent d'un territoire plus grand *que leur pays actuel. Peut-être n'y* a-t-il aucun Etat de la région satisfait de ce qu'il a ?

La recherche de nouvelles formules

Compte tenu des précédents historiques, ce mécontentement est tout à fait compréhensible. Mais il serait impossible physiquement de satisfaire en même temps toutes les revendications nationales de chaque Etat. Les hommes politiques libéraux et démocrates sont donc à la recherche de nouvelles formules. Ils veulent dépasser la logique des traités de Versailles qui ont cherché à résoudre les conflits en satisfaisant les revendications territoriales des vainqueurs. Si l'on *considère le problème le plus aigu* de la région – celui des minorités – aucune refonte de la carte ne peut apporter de solution. Il y a des *minorités dans pratiquement* tous les pays est-européens, et des membres de toutes les nations vivent en dehors des limites de la nation mère.

L'exemple de la Bosnie montre éloquemment les dangers qu'il y a à laisser longtemps ce type de problème sans solution. Il eût fallu prendre en considération l'animosité issue de l'histoire et l'expérience des années récentes qui ont provoqué une méfiance entre ceux qui détenaient des positions majoritaires et ceux qui se trouvaient en minorité. Les meilleures intentions elles-mêmes, et une attitude très *humaine, n'y peuvent rien. Ce dont* on a le plus besoin, ce sont de garde-fous législatifs et politiques.

Un exemple des développements *prometteurs de ces dernières* années peut en être trouvé dans l'idée de plus en plus populaire que les droits de l'homme, dans leur sens traditionnel, ne *suffisent* pas à garantir qu'un groupe ethnique minoritaire gardera son identité nationale, jouira des mêmes possi*bilités et disposera d'un statut légal* stable et efficace. Une communauté, qui se réveille après de longues années et qui est d'une taille *respectable a de nombreuses* revendications justifiées qui n'appartiennent pas à la catégorie des droits individuels de l'homme. Par *exemple, il est impossible de soutenir* que chaque citoyen, quelle que soit la langue qu'il parle, a le droit de recevoir une éducation *dans sa langue maternelle, ou d'utiliser* sa langue maternelle dans des actes officiels, ou d'avoir des institutions culturelles indépendantes. Les droits ainsi *mentionnés* ne font pas partie des droits universels de l'homme. Ce sont des droits pouvant être exercés par des individus dans une communauté. En d'autres termes, ces droits appartiennent à des communautés particulières, en fonction de leur taille et de leur situation.

La garantie de ces droits est de la responsabilité des institutions de cette communauté, auxquelles doit être assurée l'autonomie. Autonomie signifie *self-government*. Il y en existe deux types : l'autonomie dans le sens de l'administration publique, et l'autonomie d'institutions sociales. Les entités gérant cette autonomie sont indépendantes pour la définition du cadre de leur activité dans la mesure où *elles respectent la Constitution* et le système légal du pays concerné. Elles ont des pouvoirs législatifs et exécutifs limités. Les entités autonomes élisent leurs dirigeants et les organes de contrôle, et elles prennent des décisions indépendantes sur les sujets essentiels pour la minorité concernée.

Il est souhaitable de créer une autonomie administrative (c'est-à-dire territoriale) là où vit une minorité nationale homogène, là où celle-ci représente une majorité. Dans ce cas, l'organe d'autogouvernement bénéficie d'un statut spécial pour le territoire en question. *Ce dernier peut être considéré* comme un petit Etat à souveraineté limitée. Une telle proposition peut paraître choquante au premier abord, mais plusieurs exemples ouest-européens qui fonctionnent parfaitement peuvent être invoqués pour appuyer cette thèse : Catalogne, provinces basques, Corse et Sud-Tyrol.

Le rôle du Conseil de l'Europe

Parmi ces exemples, le Sud-Tyrol semble le plus pertinent par tout ce *qu'il a en commun avec l'Europe de* l'Est et par sa proximité géographique. Le conflit dans l'ex-Yougoslavie *pourrait peut-être* être *résolu selon le même schéma, dans* la mesure où la Serbie et les autres pays concernés (Croatie, Albanie, etc.) s'inquiètent à juste titre de voir, *en l'absence de garanties,* leurs compatriotes être victimes de discrimination.

Mais comment résoudre le pro*blème si la minorité est dispersée* dans un pays, et si elle se trouve en minorité dans de nombreuses régions ? Dans l'ex-Yougoslavie, les *minorités sont situées dans des* poches isolées les unes des autres. Pour résoudre ce problème, la communauté démocratique des Hongrois vivant en Serbie a avancé une recommandation qui mérite considération. En bref, elle propose l'autonomie dans l'acception personnelle du terme.

L'autonomie «personnelle» est une sous-catégorie de l'autonomie des institutions sociales. Dans ses principes, elle est comparable à l'indépendance des universités ou des associations les plus prestigieuses (Académie des sciences en France, associations de docteurs ou d'avocats, dans certains pays, etc.). Ici, l'autonomie ne se réfère pas à une unité géographique, au contraire, elle est limitée aux mem*bres d'un groupe* particulier. Quiconque peut se joindre à une unité autonome «personnelle», à condition d'être prêt à accepter de faire partie de la communauté concernée. Les membres de cette unité autonome élisent leurs propres organes dirigeants ; ceux-ci décident de l'utilisation des fonds disponibles ; ils représentent les intérêts de la minorité à l'extérieur ; et ils gèrent les institutions culturelles et éducatives de la communauté. Une telle unité autonome peut accorder aussi sa protection pour le cas où les membres de la minorité sont en minorité dans les organes de décision locaux ou municipaux.

Il est peu probable qu'une telle autonomie soit créée *dans un avenir prévisible* à moins que les principales organisations internationales en encouragent la formation. Il est urgent *de signer* des traités internationaux – qui soient obligatoires et dont le *non-respect* serait sanctionné – permettant aux minorités ethniques de défendre leur identité nationale et leur mode de vie. L'action du Conseil de l'Europe dans ce domaine mérite d'être relevée. En adoptant la Charte des langues régionales et minoritaires, et plus récemment un protocole sur la protection des minorités, ajouté à la Convention de *Rome*, le Conseil a posé les fondements d'une nouvelle attitude. Son action a ouvert la voie à une génération de droits pour la protection des minorités. Elle devrait être une contribution efficace à la prévention des conflits ethniques en Europe de l'Est.

Il *n'y a certainement pas, à court terme*, de solution parfaite à ce problème. Mais nous sommes tous appelés à essayer au moins les meilleures *formules possibles*. Le problème sera résolu seulement quand l'Europe de l'Est entrera dans le même temps historique que celui dans lequel vit l'Europe de l'Ouest. La politique poursuivie par les pays occidentaux peut y conduire. L'Europe orientale ne peut dépasser ses conflits sans que la démocratie y soit consolidée, sans qu'elle «rattrape» les parties les plus avancées du continent. Pour ce faire, elle doit à la fois augmenter ses capacités productives et changer d'attitude. De tels changements sont nécessaires et attendus. La garantie des droits *des membres des minorités ethniques* sera un critère essentiel de la bonne volonté des Etats.

► **Istvan Szent-Ivanyi** *est député et porte-parole pour les affaires étrangères de l'Alliance des démocrates libres (SzDSz), principal parti d'opposition au Parlement de Budapest.*

مكتب الإعلام

Le Monde et ses Publications
MAI 1993

EN LIBRAIRIE

Le Monde EDITIONS

Social, par ici la sortie !

Par Alain Lebaube

252 pages - 120 F

La France est un pays faussement moderne, handicapé par son retard social, alors même que la construction d'un nouveau modèle où la production et le social seraient confondus recèle des gains de productivité considérables.
Des expériences innovantes en sont la preuve ici où là, une preuve encore balbutiante, insuffisante pour enrayer le développement d'une société duale, de l'exclusion, des banlieues-ghettos, etc. Un livre indispensable pour qui veut, sans œillères, réfléchir aux vrais enjeux de la modernité.





Le Bilan économique des années Mitterrand 1981-1993

Sous la direction d'Alain Gélédan

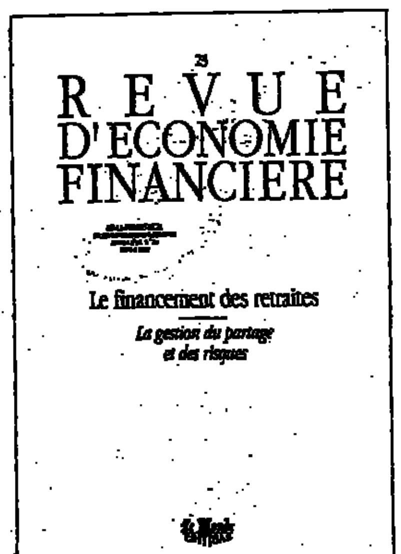
226 pages - 79 F

Dressé à partir des articles des journalistes du *Monde*, le bilan de la gauche au pouvoir depuis 1981, ainsi que de l'intermède de la cohabitation. Le film de la vie économique des douze dernières années défile avec des séquences découpées en fonction de la durée des gouvernements Mauroy, Fabius, Chirac, Rocard, Cresson, Bérégovoy... Une véritable leçon d'économie politique, avec une introduction originale de Michel Noblecourt et un index qui renforce le caractère pédagogique de cet ouvrage.

Revue d'économie financière (nº 23)
Le financement des retraites
La gestion du partage et des risques

364 pages - 160 F

La *Revue d'économie financière* (nº 23) présente un dossier d'actualité qui s'adresse aux spécialistes de la finance, chercheurs, universitaires et praticiens, de l'assurance et des organismes de retraite, notamment. Au sommaire : le vieillissement et la question des transferts ; projections et modèles ; retraite et système financier ; le débat social ; systèmes et perspectives étrangers ; les origines et les expériences historiques.



EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE
Distribution SODIS

EN KIOSQUE

Publications mensuelles

LE MONDE DES DÉBATS

LES INFIRMIÈRES MALADES DE LEUR MÉTIER : Trois d'entre elles nous apportent leur témoignage. Une responsable de l'Assistance publique et un cancérologue chef de service leur répondent. SUPPRIMER LE DÉPARTEMENT ? : les points de vue de Pierre Mazeaud, Georges Frêche et Jacques Barrot. LE CHILI DANS L'OMBRE DE PINOCHET : des entretiens exclusifs avec le général Pinochet et avec Isabel Allende. L'AVENIR DU DROIT EUROPÉEN : Un débat contradictoire entre trois juristes : Jean Foyer, Denys Simon et Jacques-Henri Robert.

LE MONDE DOSSIERS ET DOCUMENTS

Spécial examens :

DERNIER ETAT DU MONDE : L'Europe présente deux visages, du grand marché à l'Ouest au retour des nationalismes à l'Est. La CEI semble constituée d'Etats dépendants après trois ans de coalition. L'Asie-Pacifique est devenu le nouvel atelier du monde. Aux Etats-Unis, on commence à mesurer l'effet Clinton. Les différences Nord-Sud persistent.

DERNIER ETAT DE LA FRANCE : La France traverse une mauvaise passe. Personne n'avait anticipé la sévère récession due en particulier aux difficultés de l'Allemagne. Le chômage va en s'aggravant. Pourtant, la France dispose d'atouts bien réels : monnaie solide, inflation faible, produits compétitifs...
Et, chaque mois, Les clés de l'info : deux pages qui récapitulent et expliquent l'actualité du mois.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

- Temps nouveaux pour la France : après la défaite des socialistes.
- Afrique des malédictions, espoirs des Africains.

LE MONDE DE L'ÉDUCATION

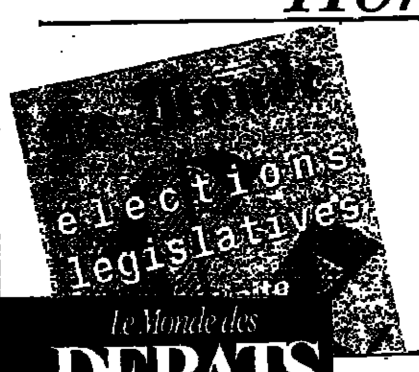
EXCLUSIF : La philo au bac : 390 sujets pour réviser. Avec une liste des sujets par notions, et des conseils pour la dissertation.
ENQUÊTE : Histoire-géo : le choc de l'actualité. REPORTAGE : Les nouveaux instituts universitaires professionnalisés. PRATIQUE : livres et loisirs pour vos enfants.



LE MONDE DES PHILATÉLISTES

HISTOIRE POSTALE DE LA CROATIE. NOUVEAUTÉS FRANCE : Django Reinhardt. CARTES POSTALES : La France coloniale.

Hors-série



BROCHURE ÉLECTIONS LÉGISLATIVES
La droite sans partage

Les résultats complets des élections législatives (1er et 2e tour), un dossier intitulé « 1988-1993 : bilan de la législature », les thèmes de la campagne.

LE MONDE diplomatique — Le Monde des DEBATS — Le Monde de l'éducation — Le Monde PHILATÉLISTES — Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

ESPACE EUROPÉEN

Allemagne : le mystère Christa Wolf

par Joachim Fritz-Vannahme

QUI était Christa Wolf ? Depuis trois ans, les médias allemands se posent cette question comme si le plus éminent des écrivains est-allemands appartenait déjà au passé. Comme si l'on s'interrogeait à titre quasi posthume sur ce que Christa Wolf – âgée aujourd'hui de soixante-quatre ans – avait fait, ou, pis encore, avait « laissé faire » entre le début et la chute de ce que l'on appelait le premier Etat socialiste sur le sol allemand.

Courant 1990, le critique Franz Schirrmacher, dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, reprocha à Christa Wolf de n'avoir jamais pu exprimer l'incapacité de la RDA à la liberté autrement qu'à travers *« les catégories sentimentales d'une crise relationnelle privée »*. Sentimentale, l'écrivain l'était sans doute souvent dans son œuvre. *Der geteilte Himmel* (« le Ciel divisé »), paru en 1963, deux ans après la chute du mur, en est l'exemple le plus marquant, parabole de ces Allemands de l'Est qui, soit comme Manfred – le héros du roman – fuient à l'Ouest, soit comme Rita – sa fiancée – restent malgré tout.

Sentimentale, elle l'était dans *Nachdenken über Christa T.* (« Méditations sur Christa T », 1969) et, à plus forte raison, dans *Kassandra* (1983), ce qui lui valut toujours plus de succès à l'Ouest qu'à l'Est, où l'antipathie que les dirigeants lui vouaient eut souvent pour conséquence des tirages très réduits.

Mon journal, *Die Zeit*, s'interrogea, en même temps que Schirrmacher, sur « le cas Christa Wolf » et sur celui des intellectuels est-allemands. La rédaction se scinda alors en deux camps : Ulrich Greiner, chef de la rubrique culture, se chargea de l'accusation, tandis que Volker Hage, chef de la rubrique littérature, prenait la défense de l'auteur. Greiner reprochait à Christa Wolf son *« absence de délicatesse »* : en 1990, dans la nouvelle *Was bleibt* (« Ce qui reste »), elle avait raconté comment, à la fin des années 70, elle avait été surveillée par la Stasi. Le texte, écrit en 1979, fut remanié durant cet automne 1989 où l'ancien régime et le mur s'effondraient : cette nouvelle, malgré toute sa sensibilité, devait faire l'effet, entre l'ébauche et la parution, d'une tentative d'autojustification, tout danger étant désormais écarté.

« Qui s'interrogera sur nous plus tard ? »

Mais Christa Wolf, et Volker Hage le lui concédait, avait-elle jamais nié être une socialiste humaniste ? Sa nouvelle n'était-elle pas, avant tout, une tentative supplémentaire dans l'œuvre de répondre au leitmotiv de Christa Wolf : celui de *« la difficulté de dire « Je »* ? (Citation extraite de *Nachdenken über Christa T.*)

En 1969, la Christa Wolf quadragénaire était sur le point d'achever cette tentative, si souvent avortée, en présentant ce bilan à Brigitte Reimann, sa collègue et amie : *« Qu'a-t-on fait à quarante ans ? Ma foi, il n'est pas possible d'enjoliver. De toute façon, notre génération n'est pas prête, n'est-ce pas ? Evidemment, elle ne fait que subir, mais qui s'en inquiètera plus tard ? Qui s'interrogera sur nous plus tard ? Présomptueuses pensées.* » Le volume *Sei gegrüsst und lebe* (« Salut et porte-toi bien »), qui vient de paraître chez Berliner-Aufbau Verlag, témoigne de cette amitié épistolaire.

La première lettre à Brigitte Reimann date du 17 novembre 1964, et la dernière, du 25 février 1973, adressée à M. et Mme Reimann, est une lettre de condoléances aux parents de l'amie récemment décédée. Il manque à la littérature ouest-allemande une correspondance d'une si grande qualité, telle que celle entre la vive et joyeuse Brigitte Reimann et la renfermée, l'angoissée Christa Wolf. Il est possible que ce genre littéraire, riche en traditions, soit mieux perçu dans la société cloisonnée d'Allemagne de l'Est que dans le monde des voyages et de la communication qui est celui de l'Allemagne de l'Ouest.

« Maccarthysme post-moderne »

Pour autant qu'elle puisse illustrer tout le reste, cette phrase de Christa Wolf est vraiment représentative de sa pensée et de ses écrits, comme le sont beaucoup d'autres extraits des lettres. Et cela nous ramène à cette normalité est-allemande, qui fut par trop oubliée, ces derniers mois et ces dernières années, sous les décombres du mur.

Cette correspondance fut précisément publiée au moment où Christa Wolf faisait connaître ses accointances avec la Stasi, en tant que *« collaboratrice non officielle »*, de mars 1959 à octobre 1962, sous le pseudonyme de Margarete, son deuxième prénom, mais symbolisant également, depuis la Gretchen de Goethe, la naïve innocence dévoyée par les forces faustiennes. Christa Wolf s'en est expliquée : *« Les procédés d'escamotage qui étaient de règle dans cette administration m'empêchèrent de voir les dossiers proprement dits* [lesquels permettent d'évaluer les méfaits de la Stasi, NDA]. *J'en ai eu quelques-uns entre les mains et je les ai feuilletés. Mais, jusqu'à présent, je n'en possède aucune copie, alors que les journaux en disposent et en citent des passages.* »

Cela est effectivement fâcheux, mais son cas n'en reste pas moins complexe au total. Avant la construction du mur et juste après, avant la parution de *Der geteilte Himmel*, qui traite précisément de cette période, la Stasi voulut soutirer à Christa Wolf des informations sur ses collègues. Elle reconnaît elle-même aujourd'hui qu'elle a oublié de quelle façon – *« un procédé classique de refoulement qui me donne à penser »*. Avant la chute du mur, ce fut la même Christa Wolf que la Stasi projetait d'espionner, même si elle exprime des doutes et des réticences à ce sujet, en s'exclamant : *« Qui ça, moi ? »*

Dans les deux cas, on ne débouche pas sur grand-chose : Margarete ne valait rien comme informatrice, et Christa n'était pas l'objet des obscurs désirs de l'Etat-Stasi déclinant. Incluant naturellement d'autres auteurs, tels Heiner Müller, le dramaturge, ou le poète Sascha Anderson, mais négligeant ceux qui, comme Hermann Kant ou Erwin Strittmatter, furent désignés comme modèles par le régime, cette discussion allemande autour de Christa Wolf n'a pas pour objet la justice mais la morale. Il ne s'agit pas ici de pièces à conviction mais de comportement social et politique.

Christa Wolf se sent aujourd'hui traquée par ce débat, qui s'apparente à une chasse aux sorcières, ainsi qu'elle l'expliquait en 1990 en présence de Jack Lang. Dans *Die Welt*, ses défenseurs inventèrent la laide expression de *« maccarthysme post-moderne »*, alors même que les arguments de ses détracteurs et de ses partisans s'équilibraient dans les médias ouest-allemands.

Dans ce long débat, ses détracteurs se sont interrogés avec persistance sur la complicité des intellectuels à l'égard de cette catastrophe stalinienne appelée RDA. Et quelques-uns esquivaient intentionnellement la question gênante de savoir pourquoi Christa Wolf devint, avant 1989, aux yeux des critiques et des lecteurs occidentaux, au-delà de la seule Allemagne, la plus éminente des écrivains de l'Est.

En 1987, cette popularité fut couronnée par le prix Geschwister-Scholl : grâce à lui, Christa Wolf fut admise dans le panthéon des combattants de la résistance ; et personne aujourd'hui ne prend au sérieux ceux qui réclament qu'elle rende son prix. Certes, Christa Wolf n'est pas la fille spirituelle de Sophie Scholl. Elle n'était en fait ni une représentante du régime de la RDA ni une de ses martyres, comme le furent Sophie Scholl et son frère, exécutés par les nazis.

« A la fois lâches et courageux »

Cette querelle autour de Christa Wolf est caractéristique de la mentalité allemande, pour laquelle littérature et morale sont indéfectiblement liées. Dans le cas contraire, le couperet de la critique s'abat sur le pauvre écrivain. Celui qui raisonne sur les conceptions esthétiques de Christa Wolf ne peut faire l'économie de celles de la critique occidentale, qui chercha longtemps dans son œuvre quelque chose qui n'y était pas, peut-être qui ne pouvait pas y être. Wolf Biermann évoque aujourd'hui ces écrivains est-allemands *« à la fois lâches et courageux »* : en 1976, lorsqu'il fut expulsé de RDA, Christa Wolf signa la courageuse pétition des artistes contre cette décision arbitraire.

Malheureusement, huit ans auparavant, elle aurait soutenu, selon Biermann, l'invasion de la Tchécoslovaquie. La vérité sur Christa Wolf n'est pas complète. On ne sait pas si elle et Brigitte Reimann ont correspondu en 1968, lors de la répression brutale du « printemps de Prague » : tout ce que l'on voit aujourd'hui, c'est qu'il n'y en a pas de trace écrite dans le volume de leur correspondance entre l'automne 1966 et l'hiver 1968.

Où se situe la frontière entre collaboration complaisante et engagement sincère en faveur d'un socialisme meilleur ? L'œuvre de Christa Wolf, comme son action publique, n'apporte que des réponses nuancées. La RDA était son pays – tel était déjà le message dans *Der geteilte Himmel*. Le propre de son œuvre, c'est ce « malgré tout » qui se cache derrière, celui-là même qui indisposait le pouvoir en place : au-delà du débat, sa prose se déroule, mélancolique et indolente, tel un large fleuve. Lorsque Christa Wolf scrutait sa conscience, quand elle laissait courir son imagination, elle ne se pliait pas aux règles du réalisme socialiste, pas plus que dans ses interrogations sur elle-même et la littérature elle n'apparaît comme une victime de séides de l'idéologie.

C'était de l'art, son art à elle justement. C'étaient sa pensée ou ses mots qui dérangeaient le régime, et non pas leur auteur. Son succès n'est pas dû à une subtile opposition ouverte, mais plutôt à une sensibilité refoulée, traditionnelle dans la littérature allemande depuis le *Werther* de Goethe. Après que Goethe et son conseil clandestin eurent épuisé leur sagesse politique au château de Weimar, l'écrivain s'enfuit en Italie. Et ses ouvrages n'en furent que plus magnifiques. Christa Wolf vit aujourd'hui à Santa-Monica, en Californie...

► Joachim Fritz-Vannahme est journaliste à *Die Zeit* ; il fut correspondant de cet hebdomadaire à Paris.

► La correspondance de Brigitte Reimann et Christa Wolf, *Sei gegrüsst und lebe. Eine Freundschaft in Briefen* (Salut et porte-toi bien. Une amitié épistolaire) est parue aux éditions Aufbau-Verlag Berlin/Weimar, 1993.

Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*

Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Guiu, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès, Thomas Ferenczi,
Philippe Herreman, Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

POLITIQUE

Une campagne de solidarité des jeunes communistes

« Avec Cuba, toujours rebelles »

La plupart n'étaient pas nés lorsque, le 8 janvier 1959, le *« commandante »* Fidel Castro, après d'autres *« barbudos »*, faisait son entrée en libérateur à La Havane. Mais qu'importe, le mythe fonctionne toujours. Le portrait d'Ernesto Che Guevara est encore là, *« jusqu'à la victoire, toujours »*. Qu'importe si, entre-temps, la révolution cubaine a elle-même produit ses propres échecs, sur le plan économique et dans le domaine des libertés fondamentales, indépendamment des pressions extérieures. Qu'importe si les grands intellectuels français qui couraient faire leur cour au *« lider maximo »* dans les années 60, sont désormais les premiers à vomir la dictature castriste. Eux sont toujours là, idolâtres, pas forcément très informés, mais *« toujours rebelles avec Cuba »*.

L'effondrement de l'économie cubaine, lié tout autant à l'éclatement de l'ancien bloc de l'Est qu'au renforcement du blocus américain, a, il est vrai, toutes les raisons d'alimenter leur révolte. A l'occasion de la venue en France, à l'invitation du conseil général de la Seine-Saint-Denis, d'une brigade de cent jeunes Cubains, ils étaient des milliers, jeudi 20 mai à Bobigny, dans le parc d'attractions qui longe l'avenue Salvador-Allende, à avoir répondu à l'appel du Mouvement de la jeunesse communiste de France pour un festival d'amitié franco-cubain.

Sous le chapiteau de la solidarité, les JC essaient de bâtir des jumelages avec les jeunes Cubains. Pour la troisième année consécutive, 650 *« brigadistes »* de Seine-Saint-Denis partiront, cet été, à Cuba pour quinze jours de *« tourisme social »*, dont une journée de travail volontaire. *« Parce que je suis solidaire du peuple cubain, tout simplement »*, précise sèchement une toute jeune brigadiste de l'été dernier.

Les Cubains, eux, n'attendent pas la nuit tombée pour danser aux rythmes du *« son »*, de la *« conga »*, de la *« rumba »*, ces musiques que, le *« show-biz »* aidant, on a eu tôt fait de réunir sous le nom de *« salsa »*. Dès 15 heures, des camaraderies intercontinentales semblent s'être établies sur la piste improvisée du stand du conseil général. Les JC annoncent leur premier score : 99 adhésions depuis le début de la journée.

Marta, une étudiante en économie de Las Tunas, dans la province orientale de Cuba, explique que la délégation a été composée par les meilleurs élèves, les meilleurs travailleurs, *« les plus combatifs »*. C'est son premier voyage en France. Elle a déjà rencontré beaucoup de monde, des élus, des syndicalistes, de jeunes Français, et visité la tour Eiffel. Antonio, employé dans une entreprise d'exportation des oranges et âgé de vingt-neuf ans, a déjà séjourné dans l'ex-URSS, en Tchécoslovaquie, au Canada et, en tant que militaire, en Angola. *« Pas un d'entre nous ne parle français »*, s'excuse une jeune puéricultrice de La Havane.

« Assassin ! Fasciste ! »

Lors d'un débat sur le sport, une dame se demande si là-bas les enfants ont des chaussures pour courir. Un grand noir lui répond fièrement qu'à Cuba l'éducation, la santé et le sport sont gratuits pour tout le monde. *« Ce n'est pas la misère ni la famine, comme dans l'île voisine d'Haïti, mais c'est la pénurie »*, confirme Jacques Denis, membre du comité central du PC, qui revient justement d'accompagner Georges Marchais à Cuba. Il participe alors à ce que – en dépit du contexte – on appelera un *« happening »* : la réunion d'un tribunal anti-impérialiste, avec ses juges en robe noire et son condamné par avance, le sénateur nord-américain Torricelli, responsable de l'aggravation du blocus contre Cuba.

« Vous devriez être rouge de honte, Monsieur Torricelli », accuse le drigeant communiste. *« C'est vous qui êtes rouge »*, répond l'accusé, cynique et impeccable dans son costume gris, chemise blanche et cravate noire. Une jeune Cubaine apporte son témoignage. Avec l'assentiment du public, la pièce est versée au dossier. Derrière son pupitre jaune, couleur des traîtres, Mister Torricelli se lève : *« Votre honneur, je vous demande de faire taire ce lamentable ramassis de subversifs. »* Le président s'active, un vrai marteau dans la main, mais sans résultat. *« Assassin ! Fasciste ! »*, hurle la foule, parmi d'autres invectives moins châtiées. *« C'est une parodie de justice populaire »*, s'insurge le vrai-faux Yankee, sous les jets de boulettes de papier, de gobelets, de paquets de cigarettes vides. Il n'a pas forcément tort, mais c'est un exercice que les JC prisent assez. Finalement, le sénateur américain, alias Bruno Bessière, rédacteur en chef de *Clarté* et étudiant en sciences politiques, sera condamné, comme il se devait. *« Pour que ça marche bien*, explique-t-il, *il faut se composer un personnage qui soit le plus répugnant possible. »*

Plus discrètement, les messages affluent sous le chapiteau de la solidarité, souvent sous forme de dessins d'enfants qui représentent l'*« île crocodile »*. On peut aussi enregistrer un petit signe d'amitié franco-cubaine devant une caméra vidéo. Le cercle Jean-Jaurès de Montreuil affirme avoir collecté *« 500 stylos pour Cuba »*. Les militants du Rhône vendent des tee-shirts avec un gros cigare écrasé sur le drapeau tricolore de l'île caraïbe. *« C'est le seul pays d'Amérique latine où les enfants sont choyés au lieu d'être tirés comme des lapins, où les médecins sont plus nombreux que les malades et où il y a plus d'analphabètes parmi les touristes que parmi les Cubains »*, a écrit Wolinski. Le vrai et le faux se mélangent, indissociablement. A 18 heures, les JC annoncent 156 adhésions.

A côté du dessinateur, les personnalités les plus diverses ont tenu à témoigner de leur solidarité : Mgr Gaillot, évêque d'Evreux, la chanteuse Sapho, Patrick Chamoiseau, prix Goncourt en 1992, Daniel Herrero, l'ancien entraîneur de rugby du RC Toulon, l'écrivain Gilles Perrault et le généticien Albert Jacquard. Devant un groupe de jeunes filles sceptiques, un Cubain commente les résultats des dernières élections législatives dans son pays, en expliquant qu'il n'y a que 3 % des gens qui se sont opposés au régime. *« Le socialisme est mal en point partout dans le monde, mais s'il ne reste, un jour, qu'un seul pays socialiste, ce sera Cuba »*, dit-il fièrement. C'est peut-être pour ça qu'ils l'aiment toujours, ce rêve rebelle, inachevé. Décliné par l'un d'eux sous forme d'acrostiche : *« Comme Un Bonheur Amer. »*

JEAN-LOUIS SAUX

Droit de réponse de Roland Gaucher à l'article publié dans le numéro du 23 janvier 1993

A la suite d'un article révélant, dans le Monde *du 23 janvier 1993, sa fuite vers Sigmaringen, en août 1944, pour rejoindre les dignitaires du régime de Vichy, Roland Gaucher, membre du bureau politique du Front national et ancien responsable du Rassemblement national populaire (RNP) de Marcel Déat, un parti de la collaboration avec les nazis pendant la seconde guerre mondiale, a engagé une action en référé pour obtenir la publication d'un droit de réponse. Débouté une première fois, M. Goguillot, dit Gaucher, a saisi le tribunal une seconde fois. Par ordonnance du juge des référés, Francine Levon-Guérin,* le Monde *a été condamné à publier le texte suivant :*

1) Le cas de M. Boudot. Mon passé sous l'Occupation avait été évoqué le 6 mars 1992, en « une », avec fracas, par *l'Est républicain*, puis lors d'un déjeuner avec la presse à Besançon, le 10 du même mois, présidé par Jean-Marie Le Pen, au cours duquel le président du Front national et moi-même avons répondu aux questions des journalistes.

Néanmoins, M. Boudot n'a pris conscience de l'étendue de mes « forfaits » qu'après les résultats des régionales.

Par la suite, convoqué à deux reprises devant la commission de discipline du Front national – dont je ne suis pas membre – M. Boudot a été chaque fois défaillant.

2) L'évocation de mon passé. Votre collaborateur écrit : *« De ce passé, précisément, M. Gaucher a brièvement parlé en 1982, dans une publication à tirage confidentiel, et dix ans plus tard, dans* le Crapouillot, *une revue dont il est le directeur. »*

Il est vrai que *Lecture et Tradition*, publication très courageuse, n'a pas une très grande diffusion. C'est le lot de la presse nationale. Dites-moi : ai-je jamais refusé de répondre à une interview de votre publication ? Mes propos, que reproduit votre collaborateur dans le même article, prouvent le contraire.

Pour autant, il n'est pas exact de prétendre que je n'aurais évoqué mon passé qu'en 1982, puis dix ans après dans *le Crapouillot* (numéro « La gauche dans la collaboration »).

Voyons ! Après la publication de mon livre *Histoire secrète du Parti communiste français* (Albin-Michel) en 1974, j'ai été opposé, dans un violent débat de l'émission « Entre guillemets » (Bernard Pivot), émission suivie par des centaines de milliers de téléspectateurs, à votre ancien collaborateur, M. Alain Duhamel. J'ai aussi, à de nombreuses reprises, engagé des poursuites judiciaires lorsque j'ai été mis en cause.

Candidat aux législatives et aux régionales à Amiens, en 1986, j'ai été questionné sur mes activités pendant l'Occupation, à FR3, pendant dix minutes, par Mme Doustin et M. Morvan.

Enfin, j'ai évoqué mon passé à plusieurs reprises dans *National Hebdo*, dont une signalée, dans son article, par M. Biffaud.

3) La Libération et la post-Libération. J'ai effectivement fait immerger, au pont Henri-IV, le fichier des abonnés du *National-Populaire*, organe du RNP, en vue de leur épargner, dans la mesure du possible, des arrestations, voire des exécutions, probables dans un climat de guerre civile. Dans le même esprit, j'ai organisé l'évacuation de mes parents de leur domicile, pour les préserver des délicates attentions des gentils FTP, qui ont fait irruption chez eux quarante-huit heures après leur départ. Est-ce un crime ?

Dernier point. Quelques semaines plus tard, je suis passé, en effet, clandestinement en Allemagne, via la Suisse, avec de « faux fafs » (1) pour « contacter » Marcel Déat à Sigmaringen. Je suis revenu d'Allemagne en France tout aussi clandestinement, jusqu'au moment où j'ai été arrêté, début octobre 1945, à l'Hôtel du Danemark, rue des Récollets.

Je reconnais que je n'ai jamais parlé de ce voyage. Mais pourquoi ?

Parce que j'opérais en liaison avec des résistants antistaliniens, assez comparables à ceux du Plan bleu. Ils envisageaient d'organiser des maquis anticommunistes que Déat aurait pu rejoindre. Je rappelle que jusqu'en 1948, où échoua la grève insurrectionnelle du Parti communiste, brisée par le socialiste Jules Moch, énergique ministre de l'intérieur, la France a vécu dans un climat de guerre civile.

A défaut, il s'agissait d'organiser l'évacuation de Déat vers l'Italie, pour y trouver la protection du Vatican, ce qui fut fait. Je fus un tout petit maillon dans la chaîne.

Bien entendu (c'est affreux !), je n'exprime ni regrets ni remords.

Ne comptez pas trop sur moi pour vous donner les noms de mes « contacts ». Et même, n'y comptez pas du tout.

Cela dit, si vos fins limiers veulent se mettre en piste, je leur souhaite bien du plaisir.

P.S. – Votre collaborateur m'apprend que les documents qui figurent aux Archives nationales peuvent être consultés et divulgués dans un délai de trente ans après les faits. Je l'en remercie. Dès que j'aurai quelques loisirs, je ne manquerai pas d'aller consulter les carnets de Marcel Déat, qui réservent sans doute quelques surprises.

(1) « Faux fafs » : faux papiers.

[Cette lettre confirme les informations qui figuraient dans notre article du 23 janvier. Quant à la pertinence de cette réplique, que *le Monde* est contraint de publier, nous laissons à nos lecteurs le soin d'en juger.]

Un colloque à Francfort

Convergences franco-allemandes pour l'intégration des étrangers

FRANCFORT

de notre correspondant

La France et l'Allemagne, dont la coopération forme dans de nombreux domaines le « moteur de l'Europe », semblent n'avoir rien à se dire en matière d'immigration. Leurs positions relèvent de traditions radicalement opposées : on acquiert la nationalité française par simple naissance sur le sol de France, on n'obtient un passeport de la République fédérale que si l'on est « *Allemand de souche* » et de langue. Droit du sol et droit du sang, rien de commun.

Dans la réalité, les choses sont différentes, ainsi que l'a mis en évidence un colloque organisé samedi 15 et dimanche 16 mai à Francfort par les instituts français en Allemagne et l'Institut Goethe en France. D'abord parce que les deux pays ont amorcé un mouvement l'un vers l'autre. En France, les propositions de loi du gouvernement Balladur apportent quelques restrictions au droit du sol. En Allemagne, un débat est engagé sur une transformation du droit à la citoyenneté. Mais plus encore parce que des points communs unissent les deux pays plus qu'on ne croit.

A priori, France et Allemagne ont une population étrangère de même ordre, avec une forte proportion de Maghrébins en France et de Turcs en Allemagne (1,6 million), deux populations musulmanes. La France est de longue date un pays d'accueil et d'assimilation. Longtemps terre d'émigration et non d'immigration, l'Allemagne a appelé des travailleurs étrangers à partir des années 60. Avec l'espoir qu'ils repartent vers leur pays d'origine une fois leur pécule accumulé.



Mais il n'en est rien : ils restent. Deux tiers d'entre eux sont en Allemagne depuis plus de dix ans.

Le traitement des deux populations immigrées est en théorie différent. En France, l'assimilation est la règle. En Allemagne, non. En fait, elle ne concerne qu'une élite dans l'Hexagone, et la majorité est encore mal intégrée. En Allemagne, on ne compte que 50 000 Turcs ayant la nationalité allemande mais l'on admet les organisations communautaires, et l'intégration pose moins de problèmes. Les Turcs disposent de leurs propres institutions, comme de leurs propres journaux. Il existe même une chaîne de télévision en langue turque. Comme le souligne Faruk Sen du Zentrum für Türkeistudien d'Essen, « *les Turcs passent leurs vacances en Turquie, ils veulent être intégrés mais pas assimilés et revendiquent une Allemagne biculturelle* ».

Des communautés également marginalisées

Autre constat qui met en cause la radicalité des différences franco-allemandes : le statut du religieux. On pouvait penser que l'Etat français, laïc, resterait neutre vis-à-vis de l'islam, tandis que l'Allemagne, où les communautés religieuses sont protégées par la Constitution, laisserait libre la création de mosquées. Inversion des genres, relève Claire de Galembert, du CNRS. La France encourage un islam français, notamment par crainte de l'intégrisme. L'Allemagne refuse de reconnaître officiellement cette religion (ce qui la prive du droit de lever des impôts) et ne veut pour interlocuteur qu'Ankara.

A partir de ces rapprochements des réalités, est-il possible de définir une politique commune ? Est-il envisageable, comme l'a demandé Claus Leggewie, de l'université de Giessen, de dépasser la seule coopération du contrôle aux frontières ?

Les intervenants au colloque étaient sans illusion sur la réponse. « *La seule politique européenne est policière* », a déploré Catherine Teitgen-Colly, de l'université Paris-XI. « *Le vrai point commun entre la France et l'Allemagne est qu'on y a également marginalisé les communautés d'immigrés* », relève Daniel Cohn-Bendit, responsable de ces questions à la ville de Francfort. Il critique la démission de la classe politique, dont le seul but semble de vouloir diminuer l'immigration, une politique vaine car, « *de toute façon, ils viendront* », mais qui « *laisse une crise terrible sur le terrain* ».

Daniel Cohn-Bendit rappelle que la France n'a accueilli que 2 000 réfugiés bosniaques contre 12 000 pour la seule ville de Francfort. L'Allemagne, d'une façon globale, a reçu 450 000 demandeurs d'asile l'an dernier contre... 29 000 pour la France. La « terre d'asile » et le pays des « droits de l'homme » ne sont pas toujours où l'on croit. Reste à « *partager les expériences positives* », en particulier au niveau décentralisé des villes. Il en existe beaucoup des deux côtés du Rhin.

ÉRIC LE BOUCHER

Un spectacle écrit et joué par des chômeurs

Douze jeunes en colère

Ils scandent leurs ras-le-bol sur un rythme de rap comme d'autres brandissent leur curriculum vitae devant un chasseur de tête. Ils sont douze sur la scène de la salle des fêtes de Sevran (Seine-Saint-Denis), douze jeunes de la région dijonnaise. Ils sont passés directement du lycée à l'ANPE et vivent leurs vingt ans entre petits boulots et stages d'insertion.

Juchés sur d'énormes bouées noires, figurant une espèce de radeau de la Méduse tanguant sur un monde en crise, ils interprètent avec conviction leur propre rôle. « *Français et étrangers perdus dans la jungle de la République* », ils content « *la cruelle histoire des douze errants broyant du noir* ». Des comédiens professionnels leur ont livré des textes à trous ; ils les ont remplis de leur violence et de leurs espoirs. Ils font vibrer la salle des rythmes qu'ils ont eux-mêmes rapportés du Mali, où ils ont séjourné, dans le cadre du jumelage de Quétigny (Côte-d'Or), leur ville d'origine, avec Koulikoro, non loin de Bamako.

« Ça nous prend la tête »

Ils hurlent la douleur d'avoir perdu un ami d'une surdose, se révoltent contre « *l'argent, organe vital qu'on n'a pas donné à tout le monde* », font rimer « stage » avec « mirage ».

S'ils sont là, jubilant du plaisir de se donner en spectacle, d'être sifflés puis applaudis, c'est pourtant grâce à un stage organisé par la Fédération Léo-Lagrange, le seul qu'ils ne regrettent pas car il leur fait entrevoir un avenir possible. Le spectacle a un nom prétentieux – *Oratorio pour douze exclus* – mais les aide à troquer leur habit de chômeurs contre celui de comédiens. « Exclu », *ça nous prend la tête, c'est un mot à la mode, une étiquette* », lâche Gilles, qui aimerait faire reconnaître par la société que « *ce n'est pas parce qu'on n'a pas de boulot qu'on n'est rien* ».

« *L'exclusion*, appuie Ahmed, *ce n'est pas seulement les Noirs et les rebe* (beurs en verlan), *même si des gens, en ce moment, montrent du doigt certaines catégories de la population.* » « *La pièce, ça aurait pu être toi à ma place, car la galère, on va tous y passer* », lance-t-il aux lycéens de Villepinte (Seine-Saint-Denis) qui viennent d'assister au spectacle. Quatre mois d'écriture, de mise en scène et de répétition ont soudé le groupe qui vient de se constituer en une association, Pulsion Mozaïk, afin de monter d'autres spectacles, de continuer l'aventure. Les « douze exclus » ont mûri. Interrogés sur les réactions bruyantes et puériles des lycéens de Villepinte qui sont leurs contemporains, ils lâchent avec un air vaguement condescendant : « *Ils sont très jeunes.* »

PHILIPPE BERNARD

► **Association Pulsion mozaïk. Tél. : (16) 80-46-18-49 ou Compagnie L'artifice. Tél. : (16) 80-66-86-89. Le stage a été subventionné par les administrations du travail, de la culture, de la jeunesse et des sports et par la ville de Quétigny. Le spectacle sera donné le 6 juin à Dijon, le 12 juin à Echirolles, le 2 juillet à Gray et le 9 juillet à Semur-en-Auxois.**

Lors de son congrès annuel

La Fédération nationale des unions de jeunes avocats s'inquiète des projets législatifs du gouvernement

Lors de son quarante-neuvième congrès, qui a eu lieu, jeudi 20 mai à Saint-Raphaël (Var), en présence du garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, la Fédération nationale des unions de jeunes avocats (FNUJA), qui compte 5 000 avocats de moins de quarante ans, a regretté que le gouvernement revienne sur les acquis de la réforme de la procédure pénale et critiqué le projet de loi sur les contrôles d'identité.

SAINT-RAPHAËL

de notre envoyée spéciale

Pour ce quarante-neuvième congrès, deux mois à peine après la formation du gouvernement d'Edouard Balladur, la Fédération nationale des Unions de jeunes avocats pensait accueillir un garde des sceaux qui « *n'avait encore rien fait* ». L'actualité s'est pourtant chargée de démentir ses prévisions : depuis son arrivée Place Vendôme, Pierre Méhaignerie a mis en chantier une refonte du code de la nationalité, une révision de la réforme de la procédure pénale, une réforme constitutionnelle de la Haute Cour et du Conseil supérieur de la magistrature, ainsi qu'une modification des textes sur les contrôles d'identité.

Cette intense activité législative n'est cependant pas toujours du goût de la FNUJA. « *Quand la plus haute autorité de l'Etat jette l'opprobre sur des juges et des journalistes qui n'ont fait que leur travail, quand on nous dit qu'on remet sur le métier pour la énième fois notre procédure pénale parce que les règles en seraient trop rigoureuses, que la loi sur les contrôles d'identité doit être revue parce que la jurisprudence de la Cour de cassation serait trop restrictive, quand les offensives médiatiques du ministre de l'intérieur font déferler sur la France une vague sécuritaire aux relents xénophobes, nous nous sentons concernés*, lançait Jean-Pierre Léon, président de la FNUJA. *Nous avons mal à notre liberté* ».

« Nécessité et vigilance »

Le premier sujet d'inquiétude de la FNUJA est la révision annoncée de la réforme de la procédure pénale, violemment contestée par les juges d'instruction lors de son entrée en vigueur à la veille des élections. Ce texte contient d'importantes avancées en matière de droit de la défense et introduit – même à titre bénévole – l'avocat en garde à vue . « *Nous ne pouvons concevoir que notre intervention en garde à vue soit remise en cause*, avertissait Jean-Pierre Léon. *Et nous n'imaginons pas qu'on puisse la repousser encore au-delà de la vingtième heure, comme nous n'admettons pas certains sous-entendus sur notre possible complicité pour écarter le libre choix de l'avocat* ».

Pierre Méhaignerie, qui confirmait que ce « *droit acquis* » ne serait pas remis en cause par le gouvernement, s'engageait à assurer une rémunération aux avocats accomplissant cette nouvelle tâche. « *La solution actuelle ne peut être que provisoire*, admettait-il. *Mes services cherchent une solution définitive dans le cadre de l'aide juridictionnelle. J'espère avoir une solution positive dans les prochaines semaines* ».

Le renforcement des contrôles d'identité prévu dans le projet de loi présenté la veille par Pierre Méhaignerie au conseil des ministre suscitait, lui aussi, de nombreuses réserves. Jean-Pierre Léon dénonçait la tentation de contrôles au faciès : « *Si la liberté d'aller et venir peut se trouver compromise du seul fait de sa tenue vestimentaire ou de son aspect physique*, notait-il, *c'est la liberté tout court qui se trouve menacée* ». Etonné par la « *vivacité des critiques* » suscitées par son texte, Pierre Méhaignerie prononçait deux mots qu'il disait avoir entendus la veille dans la bouche de « *quelqu'un qui n'était pas membre du gouvernement* » : « *Nécessité, vigilance* ». « *Pour moi la vigilance a plus d'importance que la nécessité* », concluait-il dans un sourire.

Restaient les difficultés rencontrées depuis quelques années par une profession en mutation, secouée en 1991 par la fusion entre les avocats et les conseils juridiques. Favorable au salariat, sensible aux problèmes de formation, la FNUJA demandait au Garde des sceaux de protéger le périmètre du droit en luttant contre deux menaces : d'une part, les appétits des experts-comptables qui, selon Jean-Pierre Léon, « *souhaitent réaliser un hold-up sur le marché du droit* » en demandant à le pratiquer non plus à titre accessoire mais à titre principal ; d'autre part, les négociations du GATT qui ont classé les professions juridiques dans les services commerciaux à la demande des Etats-Unis et du Japon, ce qui a pour conséquence d'imposer à ces professions les règles de la liberté des échanges.

« *Je défendrai avec détermination le périmètre du droit* », promettait Pierre Méhaignerie en soulignant « *qu'aucune révision des compétences des experts-comptables ne faisait partie des projets du gouvernement. Des résultats positifs ont en outre été obtenus lors des négociations du GATT* ».

ANNE CHEMIN

CORRESPONDANCE

Une lettre du maire de Grenoble

Après la publication, dans le Monde *du 19 mai, d'un article de Claude Francillon intitulé* « Les policiers ont entendu le dirigeant d'un éphémère groupe de presse », *Alain Carignon, ministre de la communication et maire de Grenoble, nous écrit :*

L'article concerné constitue, pour une part, un record dans la stratégie du soupçon et, pour une autre part, rappelle des éléments déjà *largement traités par le Monde* en 1989.

Je regrette beaucoup que vous puissiez mêler mon nom à une société dans laquelle je n'ai aucune responsabilité ni intérêt quelconque et que vous laissiez clairement entendre qu'elle serait liée – comme une sorte de contrepartie – à une privatisation d'un service public de la Ville.

C'est un procédé terrible : il ne permet aucune défense. Il jette le soupçon sans preuve et laisse entendre...

Le rédacteur de l'article manie l'amalgame avec un dossier sans aucune raison, si ce n'est celle de nuire, comme il a vainement tenté de le faire, dans le passé, à plusieurs reprises. A ce niveau, le professionnalisme apparaît bien lointain.

J'avais compris récemment que ce type de procédé allait cesser. Je regrette sincèrement que ce ne soit pas le cas. Et cela me touche.

DÉFENSE

Pour une année supplémentaire

Le général Lanata reste à la tête de l'armée de l'air

Sur la proposition du ministre d'Etat, ministre de la défense, François Léotard, le conseil des ministres du mercredi 19 mai a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● Air. – Est maintenu dans la première section du cadre des officiers généraux et dans ses fonctions de chef d'état-major de l'armée de l'air jusqu'au 1er juillet 1994, le général d'armée aérienne Vincent Lanata.

[Le général Lanata atteint la limite d'âge de son rang le 7 juin prochain. Chef d'état-major de l'armée de l'air depuis la fin de 1991, le général Lanata est prorogé d'un an.]

Est promu commissaire général de brigade aérienne, le commissaire colonel Jean Gautier.

● *Terre. – Est élevé au rang et* à l'appellation de général de corps d'armée, le général de division Etienne Renard.

Sont nommés : directeur du personnel militaire de l'armée de terre, le général de corps d'armée Jean-Claude Bertin ; chef de la mission militaire de coopération, au ministère de la coopération, le général de brigade Jean-Pierre Huchon.

[Le général Huchon était l'adjoint du général de corps d'armée Christian Quesnot, chef de l'état-major particulier de la présidence de la République. Il remplacera, à la mission militaire de coopération, le général de division Jean Varret, qui occupait ses fonctions depuis octobre 1990 et qui, dans l'attente d'un nouveau poste, est remis à la disposition du ministre de la défense. Ce n'est un mystère pour personne, au sein de la communauté militaire, que le général Varret, au ministère de la coopération, et le général Huchon, à l'Elysée, avaient des vues divergentes sur la conduite de la politique africaine de la France. Le général Varret reste cependant l'homme qui symbolise la réorientation, comme le demandait François Mitterrand, de l'aide militaire de la France aux Etats africains selon leurs efforts en faveur du développement économique et de la démocratisation politique.]

Est promu général de brigade, le colonel Pierre Langlois.

● Contrôle général des armées. – *Sont promus contrôleur général* des armées, les contrôleurs des armées Yann Marchadour, Gilles Chevalier et Eliane Legriffon.

● *Service de santé. – Est promu* médecin général, le médecin chef Paul Borredon, nommé directeur du service de santé en région aérienne Nord-Est.

Est nommé directeur du service de santé du 2e corps d'armée et des forces françaises en Allemagne, le médecin général Christian Jeanneton.

« Il faudrait peut-être créer une unité spécialisée » dans l'aide humanitaire

déclare l'amiral Lanxade

Dans un entretien accordé au magazine *X-Passion*, rédigé par les élèves de Polytechnique, le chef d'état-major des armées, l'amiral Jacques Lanxade, estime que l'armée peut contribuer à l'assistance humanitaire dans le monde, sans, pour autant, se substituer aux organisations spécialisées.

« *Un service national humanitaire*, explique l'amiral, *s'il venait à être créé, connaîtrait un réel succès. (...) Mais un tel projet* [lancé par Bernard Kouchner du temps où il était ministre de la santé et de l'action humanitaire] *n'est pas sans poser de réels problèmes d'organisation. En effet, l'aide humanitaire est du ressort de médecins et de techniciens, en un mot de professionnels. Une formation adaptée à de tels appelés serait donc à concevoir. De plus, il faudrait gérer ces appelés (les nourrir, les héberger, les transporter), et ni les ONG ni l'armée ne sont actuellement en mesure de supporter une telle charge financière. (...) C'est en premier lieu au gouvernement qu'il revient de s'intéresser à cette question. (...) L'armée, quant à elle, est prête à apporter son concours. (...) Le problème principal qui limitera sans doute nos interventions est leur coût, qui est suppporté par le budget de la défense et qui représente une lourde charge dans un contexte de forte contrainte budgétaire.* »

Le chef d'état-major des armées estime que ce qu'il appelle le « *surcoût* » consécutif à des actions *humanitaires oscille entre 0,25 et* 0,4 million de francs par homme et par an.

Passant en revue les problèmes, l'amiral Lanxade ajoute : « *Tout d'abord, de telles missions ne sont pas précisément définies et l'imprécision des mandats peut donner lieu à des interprétations variables sur le terrain. Quant à la limite entre assistance humanitaire et maintien de la paix, elle devient de plus en plus floue. Ensuite, l'armée ne possède pas en son sein d'unité constituée à vocation spécifiquement humanitaire. Sa polyvalence lui permet de faire de l'humanitaire, mais un militaire ne participe à l'aide humanitaire que quand personne d'autre que lui ne peut le faire. Il faudrait peut-être créer une unité spécialisée, et réfléchir aux risques encourus, aux règles d'organisation de nos missions et à leur planification.* »

A cette occasion, le chef d'état-major regrette qu'il n'existe pas en France l'équivalent du corps américain des Civil Affairs, constitué de réservistes rappelés en temps de crise pour accompagner ou prolonger les actions de première urgence dont l'armée des Etats-Unis peut être chargée.

SOCIÉTÉ

ÉDUCATION

Au congrès des parents d'élèves de la PEEP

François Bayrou veut protéger le « sanctuaire de l'école »

Le ministre de l'éducation nationale, François Bayrou, a ouvert, jeudi 20 mai, le 74e congrès national de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP), réuni à Bayonne (Pyrénées-Atlantiques), jusqu'au 22 mai. Estimant qu'on est allé *« trop loin dans l'ouverture de l'école sur l'extérieur »*, le ministre s'est prononcé pour un renforcement de la protection de ce *« sanctuaire »* qu'est l'école à ses yeux.

C'est en voisin, puisqu'il est député et président du conseil général des Pyrénées-Atlantiques, mais aussi *« en ami »*, puisqu'il est, comme père de famille, adhérent « de base » à la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP) que le ministre de l'éducation nationale s'est rendu à Bayonne, jeudi 20 mai, au congrès de la PEEP dont le thème, cette année est *« apprendre à apprendre, de la maison à l'école et de l'école à la maison »*.

Pendant une heure et demie, le ministre de l'éducation nationale a abordé plusieurs sujets qui lui tiennent à cœur devant les mille délégués de la Fédération. Rappelant la nécessité *« d'une discipline élémentaire »*, M. Bayrou a, par exemple, réclamé que l'on protège, *« y compris physiquement »*, les établissements scolaires des actes de violence et de l'insécurité qui peuvent s'y perpétrer.

« Peut-être a-t-on été trop loin dans l'ouverture de l'école sur l'extérieur, s'est-il interrogé. *L'école doit être un sanctuaire et cela doit être matérialisé, afin que les enfants se sentent à l'abri des menaces du monde qui les entoure »*. Et il a redit son intention de renforcer la présence des adultes – y compris, pourquoi pas, des parents d'élèves – dans les établissements difficiles et d'y nommer des chefs d'établissement et des enseignants chevronnés.

Autre souci *pour le ministre qui* est également président du Groupe permanent de lutte contre l'illettrisme (GPLI) : l'apprentissage de la lecture : *« il n'est pas acceptable qu'un enfant sur cinq, sur quatre ou sur trois, ne sache pas lire en sortant de l'école. »* Le ministre souhaite donc que l'on s'applique à recenser très rapidement et de façon systématique *« les méthodes qui marchent »*, et il a rappelé son intention de renforcer, dès l'école maternelle, *« la détection des problèmes et des handicaps »*.

Sur le collège, le ministre a confirmé qu'il entend conduire, au cours de la prochaine année scolaire, une réflexion sur *« le collège pour tous »* selon deux principes : *« pédagogie différenciée et rattrapage pour les plus faibles »*. Une expérimentation pourrait ensuite être menée à partir de la rentrée 1994. Enfin, au sujet des rythmes scolaires, le ministre de l'éducation nationale, qui se sent *« du parti des enfants »*, a annoncé qu'il ne toucherait pas au calendrier scolaire triennal défini pour la période 1993-1995. Et il a demandé que soient évaluées les expériences de réduction de la semaine scolaire à quatre jours qui sont actuellement en cours (*le Monde* du 13 mai).

REPÈRES

CATASTROPHES

Deux Boeing frôlent la collision près de Bogota

Une collision aérienne a été évitée de justesse au-dessus de l'aéroport Eldorado de Bogota (Colombie), jeudi 20 mai. Un Boeing 747 Combi d'Air France en provenance de Quito et un Boeing 727 de la compagnie colombienne SAM, qui venait de Pereira à *l'ouest de la Colombie, tous deux* en phase d'approche, se sont trouvés sur la même route. Le pilote de l'avion colombien a effectué une manœuvre pour éviter l'appareil d'Air France et a annoncé aux passagers qu'*« en raison d'une erreur d'un contrôleur aérien* (l'avion) *avait été sur le point d'entrer en collision avec un autre appareil »*. Un responsable de la direction de l'aviation civile en Colombie a mis en cause le pilote de l'avion d'Air France, l'accusant d'avoir *« décrit un cercle non autorisé au-dessus de l'aéroport »*.

La veille, un Boeing 727 de la même compagnie colombienne SAM, qui assurait la liaison Panama-Bogota, s'était écrasé près de Medellin, à environ 500 kilomètres au nord-ouest de Bogota *(le Monde* du 21 mai). Les débris éparpillés de l'appareil ont été *repérés jeudi, à 3 800 mètres d'al*titude . Trente-six corps ont été retrouvés. Il ne semble pas qu'il y ait de survivants parmi les 132 personnes, passagers et membres de l'équipage, que transportait l'appareil. – *(AFP.)*

L'envol du parachutiste

Un appelé du 31e régiment du génie de Castelsarrasin (Tarn-et-Garonne), aspirant, a été pris dans un courant d'air ascendant au cours d'un saut en parachute, mardi 18 mai, en fin d'après-midi. Alors qu'il se trouvait à 500 mètres du sol, il a été « aspiré » à l'altitude de 7 000 mètres, où la température était probablement de l'ordre de – 30 °C. Après avoir ouvert son parachute de secours, il a finalement repris *sa descente. Il a été retrouvé* vers 21 heures – deux heures après son envol – par un agriculteur du département du Lot à une cinquantaine de kilomètres de l'endroit où il aurait dû normalement atterrir. Il était vivant mais atteint de graves gelures aux mains et aux pieds. Il a été transporté au centre hospitalier régional de Toulouse-Rangueil.

ENVIRONNEMENT

Cinq tonnes de poissons morts à la suite d'une pollution du Rhône

Près de cinq tonnes de poissons morts ont été repêchées, jeudi 20 mai dans le Rhône, au sud de Vienne, à la suite d'une pollution d'origine indéterminée. L'alerte avait été donnée dans la matinée, après que des pêcheurs eurent découvert des milliers de silures, de carpes et d'anguilles – poissons de profondeur – flottant le ventre en l'air sur la rive de Saint-Pierre-de-Bœuf (Loire) .

Pollution atmosphérique ? Industrielle ? Afin de déterminer l'origine de cette pollution, des prélèvements ont été effectués dans la zone concernée. Les résultats d'analyses devaient être connus dans la journée de vendredi, 21 mai. Incriminée dans un premier temps, la station d'épuration de Saint-Fons (Rhône), actuellement en travaux, a été mise hors de cause; les mesures effectuées sur ses rejets n'ayant revélé, selon le secrétaire général adjoint de la Communauté urbaine de Lyon, Henri Alexandre, *« aucune toxicité des eaux »* .

PRISONS

Le décès controversé d'un détenu politique basque

Le suivi médical assuré en prison à un militant basque espagnol âgé de vingt-neuf ans, Pello Marinelarena, mort samedi 15 mai à l'hôpital Béclère de Clamart (Hauts-de-Seine), est fortement critiqué par les nationalistes basques. Au cours de l' « hommage » qui lui a été rendu, mercredi soir 19 mai devant l'hôtel de ville de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques), des associations de soutien ont dénoncé *« les conditions épouvantables d'incarcération et l'absence de soins adaptés dans lesquelles Pello Marinelarena a été maintenu depuis son arrestation »*.

Interpellé le 29 novembre 1990 près de Nantes, Pello Marinelarena avait été inculpé d'association de malfaiteurs et d'infractions à la législation sur les armes. Dans l'attente de son procès, il avait été incarcéré à la prison de la Santé à Paris. Puis, devant l'aggravation de son état sanitaire, il avait été successivement transféré à l'hôpital pénitentiaire de Fresnes (Val-de-Marne), fin avril, puis à l'hôpital de Clamart, mardi 11 mai, où il devait décéder quelques jours plus tard. L'autopsie, demandée par le parquet, a conclu à une mort naturelle.

RELIGIONS

Un prêtre belge annonce dans une homélie son intention de se marier

Un prêtre de quarante-neuf ans, Norbert Béthune, a annoncé, au cours de la messe du dimanche 16 mai qu'il célébrait dans une église annexe d'un quartier de Tilt en Belgique (Flandre occidentale), son intention de régulariser sa situation maritale, sans renoncer *au ministère du prêtre. Il a pro*testé, dans son homélie, contre *« la loi injuste et discriminatoire »* du célibat des prêtres, qualifié de *« contraire aux droits de l'homme »*. Mgr Vangheluwe, évêque de Bruges, l'a immédiatement suspendu *a divinis* (interdiction de prêcher, de célébrer la messe et les sacrements).

En fait, ce prêtre de Tilt n'avait déjà plus de fonction officielle dans le diocèse. Il y a un an, la clinique Saint-André de la ville l'avait démis de son poste d'aumônier et le Père Béthune ne rendait plus que quelques services dans une paroisse périphérique.

EN BREF

□ **Le deuxième réacteur nucléaire de Golfech autorisé à « diverger ».** – La direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN) du ministère de l'industrie a autorisé, mercredi 19 mai, la divergence (le déclenchement d'une réaction nucléaire en chaîne) du deuxième réacteur nucléaire de Golfech (Tarn-et-Garonne), qui pourrait ainsi devenir opérationnel dans les mois à venir. En février 1991, un premier réacteur de même type (à eau pressurisée) et de même puissance (1 300 MW) avait été mis en route, malgré les inquiétudes exprimées par les écologistes sur l'impact que pourrait avoir la centrale sur les eaux de la Garonne. Deux autres tranches devraient encore être construites sur ce site, dont le premier réacteur fournit 7,5 à 8 milliards de kW/h par an.

□ **Naissance de sextuplés en Grande-Bretagne.** – Une jeune femme de vingt-neuf ans ayant suivi un traitement contre l'infer*tilité a donné naissance, mercredi* 19 mai, dans un hôpital de Leeds (Grande-Bretagne), à des sextuplés qui ont de *« bonnes chances de survie »*, selon un responsable de l'établissement. Les enfants, cinq filles et un garçon pesant entre 1 et 1,6 kilo, sont nés deux mois et demi avant terme par césarienne. *« Il existe seulement six familles de sextuplés dans le monde ayant survécu après la naissance »*, a affirmé le docteur Elizabeth Bryan, responsable de la Fondation sur les naissances multiples de Londres. – *(AFP, Reuter, AP)* .

□ **RUGBY : Victoire du Quinze de France en Roumanie.** – L'équipe de France a remporté, jeudi 20 mai à Bucarest, le match amical qui l'opposait à la Roumanie (37-20), grâce, notamment, à trois essais du jeune ailier de Pau Philippe Bernat-Salles et un du vétéran Marc Cécillon.

Nominations

René Mornex président du Comité national d'évaluation des universités

René Mornex a été nommé, mercredi 19 mai, président du Comité national d'évaluation des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont la moitié des membres viennent d'être également renouvelés. M. Mornex remplace François Luchaire.

[Né le 22 août 1927 à Lyon, professeur agrégé en médecine en 1961, René Mornex est médecin des hôpitaux de Lyon (endocrinologie, médecine expérimentale, pathologie humaine) et a été doyen et président du comité de coordination des études médicales de la faculté de médecine Alexis-Carrel de Lyon de 1977 à 1987. De 1986 à 1987, il est chargé de mission pour les problèmes de recherche auprès du ministre de la santé, Michèle Barzach, puis entre au cabinet du ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, Jacques Valade jusqu'en 1988].

Trois nouveaux recteurs à Orléans-Tours Limoges et Clermont-Ferrand

Trois nouveaux recteurs ont été nommés au conseil des ministres du mercredi 19 mai : Marie-Claude Oury, dans l'académie d'Orléans-Tours, remplace Gabriel Biancotto; Hervé-Dominique Béchade succède à Guy Pouzard dans l'académie de Limoges; enfin, Alain Morvan est nommé recteur de l'académie de Clermont-Ferrand, sur le poste laissé vacant à la suite de la nomination de Christian Philip comme directeur de cabinet du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

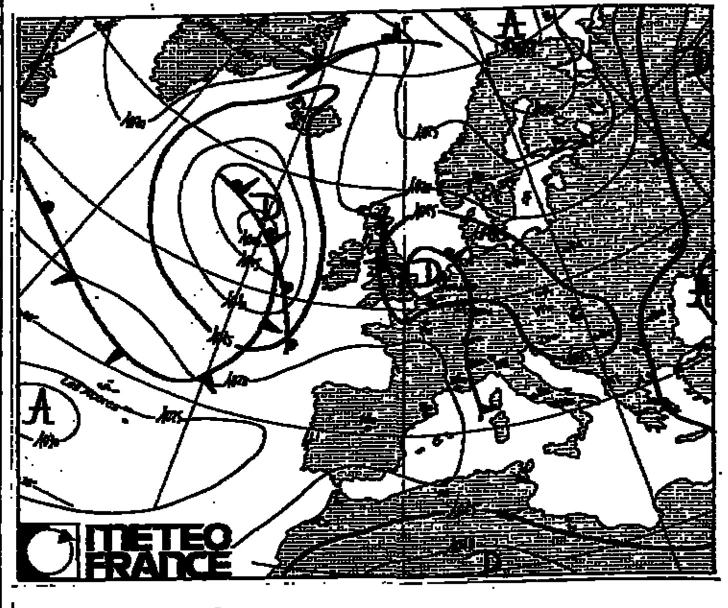
[Née le 5 juin 1949 à Créteil (Seine-Saint-Denis), Marie-Claude Oury est diplômée de l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris et titulaire d'un doctorat d'Etat de gestion des entreprises. Assistante puis maître-assistante à l'université Paris-IX-Dauphine entre 1970 et 1987, elle est ensuite nommée au cabinet de Jacques Valade, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, puis devient, en 1988, professeur de gestion à l'université Paris-I.]

[Né le 20 avril 1944 à Largentière (Ardèche), Alain Morvan est ancien élève de l'Ecole normale supérieure, agrégé d'anglais et docteur ès lettres et sciences humaines. Assistant à l'université Paris-III, professeur à l'université Lille-III, puis Paris-III, il devient, en 1987, membre du conseil supérieur des universités puis, en 1988, membre du conseil national des universités (CNU). M. Morvan a aussi été consultant, pour le domaine anglo-saxon, au ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur entre 1986 et 1988.]

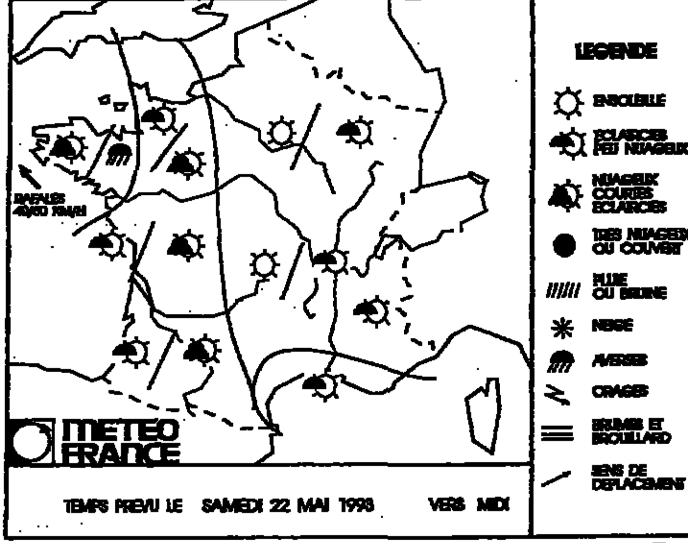
[Né le 9 septembre 1937 à Paris, Hervé-Dominique Béchade est agrégé de lettres classiques et docteur ès lettres et sciences humaines. D'abord professeur dans l'enseignement secondaire, il devient à partir de 1969, assistant puis maître-assistant à l'université Paris-Sorbonne, professeur à l'université Rennes-I, puis professeur à l'Institut de langue française de la Sorbonne.]

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 21 MAI A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 22 MAI 1993



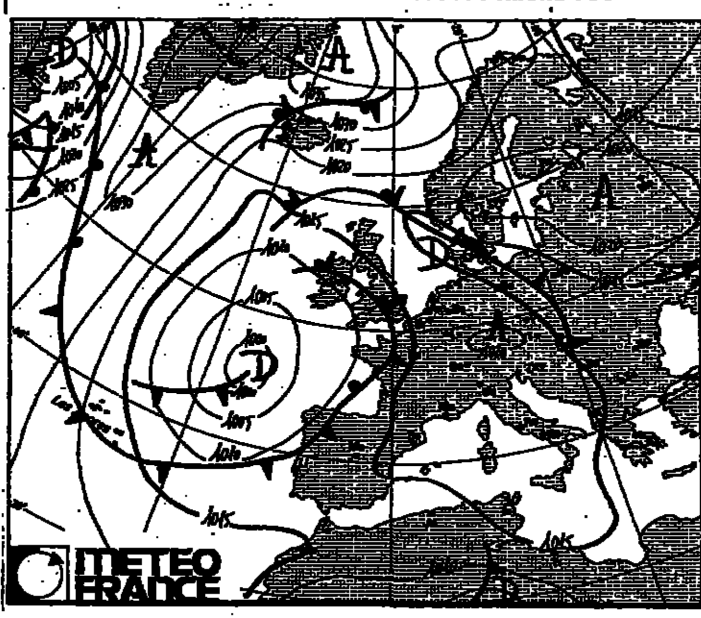
Beau et chaud à l'Est. Nuageux à l'Ouest. – Sur une grande moitié est de la France, à l'est d'une ligne Rouen-Toulouse, la journée sera bien ensoleillée. Toutefois, sur le littoral méditerranéen, un petit vent marin amènera des nuages.

Sur la Bretagne, puis le Cotentin et les Pays de Loire, le ciel sera couvert avec des pluies ou des ondées. De la Normandie à l'Aquitaine, le ciel sera nuageux, le temps deviendra lourd et des orages éclateront le soir sur le Pays basque.

Les températures matinales seront fraîches, entre 5 et 9 degrés sur la majeure partie du pays, localement 10 à 11 degrés sur la Bretagne et les côtes méditerranéennes.

L'après-midi, les températures seront douces : 23 à 24 degrés sur la moitié est, 20 à 22 degrés sur la moitié ouest, localement 15 à 19 sur la Bretagne.

PRÉVISIONS POUR LE 23 MAI 1993 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 21-5-93

Valeurs relevées le 20-5-1993 à 18 heures TUC et le 21-5-1993 à 6 heures TUC

FRANCE			
AJACCIO	22	16	D
BIARRITZ	14	7	D
BORDEAUX	15	7	D
BOURGES	17	6	C
BREST	15	6	N
CAEN	11	8	D
CHERBOURG	11	7	N
CLERMONT-FER.	18	8	N
DIJON	16	8	C
GRENOBLE	19	10	P
LILLE	13	10	C
LIMOGES	12	6	C
LYON	16	10	C
MARSEILLE	21	11	D
NANCY	15	10	C
NANTES	14	6	B
NICE	20	13	D
PARIS-MONTS.	14	10	C
PAU	12	7	D
PERPIGNAN	19	12	D
POINTE-A-PITRE	33	26	N
RENNES	13	5	D
ST-ÉTIENNE	18	8	C
STRASBOURG	23	11	C
TOULOUSE	15	8	D
TOURS	11	6	D
ÉTRANGER			
ALGER	23	14	N
AMSTERDAM	22	10	C
ATHÈNES	25	16	D
BANGKOK	33	25	N
BARCELONE	21	8	D
BELGRADE	29	15	D
BERLIN	30	17	D
BRUXELLES	21	10	C
COPENHAGUE	26	14	D
DAKAR	26	21	D
GENÈVE	18	9	A
ISTANBUL	–	–	–
JÉRUSALEM	25	10	N
LE CAIRE	29	13	D
LISBONNE	19	11	D
LONDRES	14	8	C
LOS ANGELES	21	16	D
LUXEMBOURG	19	9	C
MADRID	18	3	D
MARRAKECH	26	12	D
MEXICO	26	15	N
MILAN	18	9	N
MONTRÉAL	13	9	P
MOSCOU	24	11	N
NAIROBI	23	14	N
NEW-DELHI	39	27	D
NEW-YORK	14	13	C
PALMA	24	6	D
PÉKIN	27	17	D
RIO-DE-JANEIRO	–	–	–
ROME	25	13	D
HONGKONG	31	25	N
SÉVILLE	25	11	D
SINGAPOUR	33	26	N
STOCKHOLM	26	11	D
SYDNEY	21	8	D
TOKYO	26	15	D
TUNIS	27	13	D
VARSOVIE	30	10	N
VENISE	25	16	N
VIENNE	28	15	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brouillard	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

LE 46e FESTIVAL DE CANNES

Programmation plus que contrastée de la sélection officielle. Le même jour ont été projetés Libera me, *l'épure tragique d'Alain Cavalier, et* Grandeur et descendance, *de Robert Young, une comédie burlesque à la Monty Python. Le tout arrosé de pluie et très agité par la présence radieuse et charitable d'Elizabeth Taylor, présidente de la soirée donnée au bénéfice de la lutte contre le sida.*

SÉLECTION OFFICIELLE / LIBERA ME, *d'Alain Cavalier*

Corps à corps

Suite de la première page

Il rend son règne aux visages et aux corps, aux fragments de corps. Des plans fixes, pas de décor repérable comme dans *Thérèse*, pas d'ouverture, de fenêtres, de portes. Une seule source lumineuse, et cette capacité unique de faire de chaque plan, un manifeste éclairé. Cela commence par une foule calme, *les hommes ont les mains* sur la tête, ils tiennent leur passeport. Des soldats en bleu contrôlent leur identité. Les images se cognent en silence contre l'actualité. Le temps ni le lieu ne sont précisés, aucun signe, mais des pistes. Il y a une *répression* et il y a une résistance, les soldats meurent aussi, la guerre est civile.

Un photographe. Dans un vieil album, il renferme des portraits d'enfants. Les photos sont déchirées. Des hommes, des femmes viennent lui tendre le morceau manquant. En grec cette reconnaissace d'un messager s'appelle un *symbole*. Le photographe alors leur fabrique des faux papiers. Plus tard, il sera arrêté. Des lits, beaucoups de lits, que l'on fait, défait, où l'on dort, où le chagrin vous tient éveillé, la peur.

Des bouchers coupent de la viande rouge, avec compétence. Ils bardent des rôtis, les livrent aux soldats. On pense avec nostalgie à *Thérèse*, *il y avait un poisson dans Thérèse*, la nourriture était une fête. Ici elle participe d'un cérémonial sans joie, on cuit des soupes, des pommes dans du vin, les torturés ont faim. Il y a un arsenal, l'artisanat de la coupure, de la blessure, les couteaux des bouchers, la lame de rasoir qui éventre les livres, les matelas, le cutter de la retoucheuse de photos, des revolvers qui passent de mains en mains. On tire sur des hommes, on ne les voit pas tomber, mais on voit des cercueils de bois blanc, le seul signe lisible du film est un numéro sur un cerceuil.

On humilie, on blesse, on torture, on tue, pourquoi, qui, quand? Pour seuls repères, ces visages extraordinaires à force d'être ordinaires, ces mains, ces pieds. La chair blanche. les pages blanches d'un livre où l'on glisse un mouchoir blanc. Wim Wenders dans *Si loin, si proche!* (*le Monde* du 19 mai) veut rendre leur pouvoir aux mots pour lutter contre la dictature des images. Alain Cavalier, au contraire, efface toute trace de langage pour laisser hurler le silence des opprimés. Deux beaux combats complémentaires et contradictoires contre la confusion et les cruautés du temps. Crier ou se taire, mais parler.

Libera me est un film hypnotique, asphixiant. Sous une apparente humilité, il montre un magnifique orgueil. Passer de l'anonyme à l'universel, ajouter sans un cri de l'horreur à l'horreur du monde, dire que le visage humain est ce qu'il y a de plus intéressant sur cette terre, qu'il est à lui seul un pays, tous les pays. On comprend tout cela en regardant *Libera me*, on contemple sur l'écran ces insectes méchants, leurs gestes précis pour manger, se faire mal, se toucher, plus rarement. Ce sont des hommes, nous, hier, demain. Nous devons pleurer, nous devons aimer ces victimes et la déchirante ascèse de leurs adieux silencieux.

Mais, étrangement, l'émotion tarde à venir, elle est comme muselée, menottée. Devant ce morcellement muet d'un cauchemar récurrent, on éprouve un grand vide, un grand froid, la glaciation progressive des sentiments. Pour Alain Cavalier, cependant tout n'est pas *perdu, peut-être. A la fin de Libera me*, une tête de cochon se repose dans un lit blanc. C'est un acte surréaliste, subversif, comme s'il y avait l'espérance insensée d'un rire. Libérateur.

Pendant sa conférence de presse, un journaliste pompeux dit à Cavalier qu'il nous avait coupé l'âme avec un rasoir, qu'il avait joué du Bach sur une seule corde. La réponse fut donnée avec un air de potache insouciant : *« Une corde? Mais je ne me suis pas pendu».* Puis Alain Cavalier ajouta que pour son prochain film il retournerait à la nature, à la campagne. Ou alors au désert.

D. H.

GRANDEUR ET DESCENDANCE *de Robert Young*

Rions, un peu

La projection de *Grandeur et descendance* au moment où le Festival aborde le très long week-end de l'Ascension relève d'abord de la plus élémentaire charité. D'abord parce *le film* de Robert Young dure à peine une heure et demie, c'est-à-dire moitié moins que les films de Wim Wenders ou Chen Kaige. Et surtout parce qu'il ne suscite aucune réflexion, n'appelle aucune autre question que *« c'est drôle, au moins?»*. A laquelle il faut hélas répondre *« un peu»*.

Ecrit, produit et interprété par Eric Idle, Monty Python roux imberbe à cheveux longs, *Grandeur et descendance* chasse sur les terres des comédies noires d'Ealing avec les armes du film loufoque américain. Idle s'est attribué le personnage de Tommy Patel, employé de bureau qui découvre sur le coup de la trentaine que sa famille indienne (d'Inde) n'est qu'adoptive (dans *The Jerk*, réalisé par Carl Reiner il y a presque quinze ans, Steve Martin réalisait sur le coup de la trentaine que sa famille de métayers noirs du Mississippi, etc., etc.).

Mais ce n'est pas tout : Patel s'aperçoit qu'il est le rejeton de la famille ducale de Bournemouth. Bébé, il a *été oublié par ses parents* dans un restaurant, et une main mystérieuse a substitué un usurpateur dans le couffin ducal. Patel décide alors d'éliminer le faux duc (Rick Moranis) qui, coïncidence, vient justement de devenir son meilleur ami.

Le film commence assez vivement, avec un bref retour sur les années *60, quelques allusions à* l'actualité de 1993 et l'apparition de John Cleese en avocat marron. Mais la plupart des gags et des répliques ont déjà bien servi le cinéma comique, et le réalisateur se fait un plaisir de téléphoner ses effets quelques minutes à l'avance. L'idée initiale (refaire le coup d'*Un poisson nommé Wanda*) est évidente, tout comme son échec. Et si l'on rit de temps en temps, c'est plus à cause de réflexes conditionnés par vingt ans de gloire pythonesque. Tout comme on ne peut s'empêcher de taper du pied en écoutant le dernier album des Rolling Stones ou des Kinks.

T. S.

Opération Taylor Storm

La venue à Cannes d'Elizabeth Taylor *dans le* cadre de l'action «Le cinéma contre le sida» a tenu de l'opération militaire dont la préparation ferait passer les généraux Colin Powell et Norman Schwarzkopf pour des amateurs.

L'affaire commence il y a plus d'un an. Le sida continue ses ravages, pour cause de récession les grands donneurs de fonds américains *sont de plus en plus* réticents à financer des programmes à l'étranger. Forte d'une expérience précédente à l'ArtFest de Bâle en 1990, AmFar International, association fondée il y a quatre ans par Elizabeth Taylor, cherche une manifestation artistique de prestige, réunissant des gens déjà actifs dans le domaine, une grande concentration de presse, un large public auquel s'adresser directement. Cible de choix : le Festival de Cannes.

Assistant «en repérage» au Festival de 1992, Sally Morrison, une des responsables de l'AmFar, rencontre le président Pierre Viot. A sa grande surprise, il accepte tout de suite : *«Nous vous aiderons au-delà du possible, vous fournirons tous les contacts nécessaires; simplement, ne nous demandez pas d'argent, nous n'en avons pas.»* Morrison rencontre les gérants des grands hôtels, les cadres supérieurs de studio, tous l'écoutent avec sympathie et attention. Ils ne font cependant que l'écouter. De La Napoule à Saint-Paul-de-Vence, on explore tous les lieux susceptibles d'accueillir une soirée de cette ampleur. Morrison fera le voyage New-York-Nice une fois par mois.

« Ne pas séjourner sur la Croisette »

Septembre 1992 : le Festival prévient Morrison que le paquebot *France*, devenu le *Norway*, serait disposé à redevenir le *France* pour une semaine; ancré dans la baie de Cannes, il pourrait servir de cadre au dîner de bienfaisance, et aussi accueillir – gratuitement – les invités de marque (les grands sponsors hésitent toujours à se mêler aux saltimbanques). *Joie*, puis déception. Le *France* est dans un état de délabrement plus avancé qu'on ne pensait. Retour à la case départ? Non, le sponsorat est déjà trop avancé. A force de cajoleries, Roger Vergé concède les salons du Moulin de Mougins, puis un jardin, enfin le Moulin tout entier.

Gilles Jacob offre à AmFAR international une projection de gala. Grâce à son ami Pierre Lescure, Michael Fuchs, président de HBO, offre *And The Band Played On*, le premier film sur le sida comportant plus de stars, peut-être, que le *Player* de Robert Altman. Elizabeth Taylor accepte d'être à la fois l'hôte et l'invitée d'honneur. Tout baigne. Non, tout se noie : *And The Band Played On* ne pourra être prêt à temps. *«L'horreur!* dit Sally Morrison. *Nous avions un lieu, un événement, des sponsors, et pas de film.»* En catastrophe on trouvera *Cliffhanger*, dont le distributeur TriStar offrira la projection, en première mondiale.

En acceptant, en janvier 1993, de présider la soirée, Elizabeth Taylor ne pose qu'une condition : *«Je ne veux pas séjourner sur la Croisette.»* Après la défection du paquebot, impossible de trouver la moindre chambre d'hôtel (même au Cap, même pour Miss Taylor), *on cherche frénétiquement* une villa. Enfin, une dame possédant une petite maison discrètement tapie en plein cœur de Cannes accepte de la prêter. Ce sera sa contribution à l'action d'AmFar. On est jeudi 13 mai, jour de l'ouverture *du Festival; Elizabeth* Taylor arrive le lundi d'après. En trois jours, la propriétaire transplante ailleurs toute sa famille.

Le Festival de Cannes prête une Rolls officielle. Venue de Paris, Elizabeth Taylor s'y engouffre à la descente même de l'avion, sur la piste, échappant ainsi aux paparazzi. Le temps d'ouvrir ses *bagages, on est déjà jeudi 20, jour* du gala.

Sur les marches, à 19 h 20, le commissaire principal chuchote dans son talkie-walkie : *«La moitié du dispositif est arrivé.»* En l'occurrence, la moitié du dispositif, c'est Elizabeth Taylor, enfermée dans le bureau de Gilles Jacob. Sylvester Stallone, vedette de *Cliffhanger*, prendra, lui, la voie habituelle. Cette décision d'une rencontre au sommet des deux stars, au palier supérieur de l'escalier seulement, *a été prise* pour éviter un brouillage d'ovations. Chacun les siennes.

Près d'un million de dollars

A 19 h 25, Elizabeth Taylor, le maintien cléopâtresque, très simple finalement dans sa robe blanche, les bijoux discrets, apparaît sous les vivats de la foule. Un peu plus tard, là-bas, tout en bas, Stallone descend de sa limousine, monte, monte, sous les vivats décalés de la même foule. Sur le palier accolade brève. Elizabeth Taylor épingle au revers de Stallone le ruban rouge des militants anti-sida. L'atmosphère tient du camp du Drap d'or et du retour d'Ulysse attendu par une Pénélope qui a décidé de divorcer.

Puis c'est le film, réalisé par Renny Harlin, bon spécialiste de l'action et de l'horreur (*Freddy IV*, *58 minutes pour survivre*). Après un crash d'avion comme si on y était, très applaudi, on verra la rédemption de Stallone, alpiniste traumatisé pour avoir lâché dans le vide une jeune grimpeuse maladroite. Triomphant d'une bande de gangters sanguinaires, il réalisera de nombreuses ascensions dans les Dolomites, censées représenter les Rocheuses, dans la neige et en T-shirt pour que l'on puisse admirer ses biceps surdimensionnés.

Il échappera aussi à plusieurs explosions, à quelques avalanches, à des volées de coups de pied dans le ventre, à une attaque de chauves-souris et à la débilité du scénario. Si ce n'était pour une noble cause, jamais sans doute un tel film n'aurait parasité une soirée du Festival de Cannes. Effet pervers de la fièvre caritative...

A la sortie d'ailleurs, comme s'il n'avait pas assez plu toute la journée, il neigeait. Neige artificielle, bien sûr, pour prolonger les faibles frissons de *Cliffhanger*. Une véritable armada de limousines (50) et *de mini-vans (30), n'a plus alors* qu'à emmener les 450 invités (25 000 dollars la table). Toute la ville de Cannes est bloquée, avec un gendarme tous les 2 mètres (du Palais au Moulin).

Précédées par des motards sirènes hurlantes, les voitures grillent tous les feux rouges et prennent tous les sens interdits. Epuisée par la journée, Elizabeth Taylor, après avoir salué Jack Lang (et Jacques Toubon), Michael Douglas, Rosanna Arquette, Line Renaud et Régine, ses «sœurs de guerre» contre le sida, se sauvera avant que démarre le spectacle du Moulin Rouge avec, en vedette, Ru Paul.

Bilan, pour Sally Morrison : une opération qu'elle qualifiera de réussie lorsque tous les comptes seront faits. Mais elle estime le montant recueilli jeudi soir à près de 1 million de dollars, *«peut-être plus en fonction du nombre de photos vendues et des dons supplémentaires qui pourront nous être faits».*

DANIÈLE HEYMANN et HENRI BÉHAR

Jet-lag

par Michel Braudeau

Au bout d'une semaine, le festivalier sait qu'il touche le fond. Il n'ira pas plus bas, il ne peut que remonter, se reprendre. Les vieux routiers connaissent bien le syndrome, sans pour autant y échapper. Tout individu plongé en mai à Cannes commence par éprouver une sensation d'ébriété un peu affolée. Tant de films! Tant d'invitations! Et on croise tant d'amis! Ca dure un jour, deux maximum. Ensuite c'est la descente inexorable. Le festivalier *ne se trouve pas* souvent assis à côté de ses amis qui ont choisi de voir d'autres films, apparemment. Il découvre la solitude. Il dort seul parce que l'autre n'a pu descendre. Il lui arrive de dîner seul au restaurant en lisant *le Monde* ou *Nice-Matin*, mais c'est tout aussi loin pour qui vit *dans une bulle*.

De toute façon, il y a longtemps qu'il ne sait plus quel *jour on* est. *Quand* il ne regarde pas la télé du festival, et se branche par erreur sur une chaîne nationale, il entend sans les croire des histoires de Croates et d'otages. Il y a donc une vie au-delà du Palm-Beach? *Il* ne dort pas assez entre la projection de 22 h 30, la boîte de Canal + et le café *du matin* avalé d'un coup, brûlant, avant la séance de 8 h 30. Il n'a plus de notion de l'heure, il a faim tout le temps ou plus du tout. A force de changer de langue, d'intrigue, de saison et de ne pas rattraper *le sommeil manqué*, il est en plein jet-lag.

Sa mémoire s'embrouille *rapidement*. Dans quel film, ces réverbères dans la nuit? Le hongrois de la compétition ou le mexicain de la Quinzaine? La petite fille jetée par la fenêtre, chinoise ou italienne? Il a l'impression que les films communiquent *entre eux de façon* paranoïaque. Il est lucide sur sa propre confusion mentale et ça le déprime. L'air conditionné l'avait entamé, une averse l'achève. Il a la crève. A d'autres enrhumés, il déclare : *«C'est la dernière année que je viens...»* On lui répond qu'il dit ça depuis 1982 au moins.



THIERRY ARDITTI POUR «LE MONDE»/POLAROID

ALLEN ET ALBERT HUGHES

Enfoncés, les frères Coen! Si Joel et Ethan, duo d'enfer de *Blood Simple* et de *Barton Fink*, avouent leur différence d'âge et se répartissent plus ou moins les tâches (l'un produit, l'autre réalise, *et ils écrivent en tandem*), Allen et Albert Hughes, vingt ans à peine et jumeaux de surcroît, produisent, écrivent et réalisent ensemble, depuis que leur mère leur a offert leur première caméra vidéo à Detroit, lorsqu'ils étaient enfants. Après avoir donné dans la parodie de grandes émissions de télévision *(Star Trek, Tonight Show)*, ils se lancent dans le court-métrage *(The Drive)* puis, en professionnels, dans le vidéo-clip hip-hop *(Digital Underground et Tupac Shakur, KRS-One)*.

Présenté à la Quinzaine des réalisateurs, leur premier long-métrage, *Menace 2 Society*, jette un regard implacable sur la jeunesse noire du quartier de Watts, *déchiré par des émeutes socio-politiques* en 1965, déchiqueté aujourd'hui par la drogue et la guerre des gangs.

« Le scénario original était beaucoup plus sombre,* disent les frères Hughes. *Par la suite, nous avons pu y inclure des éléments de comédie, parfois légers, parfois désespérés. »* Cinéphiles acharnés et fanatiques, les frères Hughes ont rencontré à Cannes des cinéastes qu'ils ne connaissaient que par film et vidéo interposés : Robert Altman, notamment : « The Player, *on se l'est passé mille fois au magnétoscope, on l'a scruté, analysé, décortiqué image par image... Pareil pour* Raging Bull, Taxi Driver, *C'est comme ça que nous avons appris comment cadrer, comment rythmer...

La question qui se pose toujours à un cinéaste débutant (et plus encore à *deux*) : comment se démarquer du premier film dans le second : *«Par la différence du ton, déjà,* disent-ils. *Il se passera plusieurs années avant que nous fassions un film aussi sombre et aussi dur. Nous ne nous laisserons pas cantonner dans les films de gang et de ghetto, ça ne nous empêchera pourtant pas d'y revenir. Brian de Palma et Martin Scorsese l'ont fait tout au long de leur carrière sans qu'on le leur reproche».*

H. Bé.

هكذا من الأصل

CULTURE

THÉATRE

Le chocolat des religieuses

Une petite Sœur mexicaine fut un très grand poète

LE PHÉNIX DU NOUVEAU MONDE
au Petit Odéon

Un nouveau mérite du théâtre : il s'affirme, avec plus d'énergie de saison en saison, comme un explorateur d'îles inconnues. Iles aux trésors, bien sûr – lesdits trésors étant poèmes, récits, lettres... Une actrice, sur scène, dit des pages. « Joue » des pages. Si son art est beau et fort, et si décor, costume, éclairages, mise en scène, s'unissent en une heure de merveille, il apparaît que le théâtre, avec bien plus d'ascendant et de charme qu'un article imprimé, même bon, ou qu'un Pivot, même lumineux, donnera l'envie d'aller voir cela de plus près. Rush chez le libraire. Plongeon dans le livre.

Octavio Paz, qui est un homme célèbre, honnête, et posé, a dit que l'un des plus grands poètes est une jeune femme, née au Mexique au pied du volcan Popocatépetl : Juana Inès de la Cruz. Née en 1648. mais la date importe peu puisque tout ce qu'a écrit Juana Inès nous paraît dater d'aujourd'hui : clair, vivant, immédiat. Belle comme le jour, d'un esprit vif, et gaie, elle devint à seize ans dame de compagnie de la vice-reine du Mexique. Demande en mariage sur demande en mariage. Mais, à vingt ans, Juana Inès choisit le couvent de Saint-Jérôme. Non par ferveur religieuse. Mais parce qu'elle veut être écrivain, et rien à sa connaissance n'est plus propre à l'écriture, plus calme, beau, silencieux, que ce couvent de Saint-Jérôme.

Energie spirituelle

« Sa cellule n'est pas grotte d'ermite, dit Octavio Paz. *Bibliothèque, salon, on y reçoit et fait conversation, lit des vers, discute, et écoute de la bonne musique. Elle-même nous raconte dans un poème que ses visiteurs et ses amis prenaient du chocolat et mangeaient des douceurs tout en dissertant sur des sujets littéraires, et sur des points de philosophie et de théologie. »* (A noter que l'interférence mexicaine clergé-chocolat-poésie a été une fois pour toutes démontrée par Luis Bunuel dans une séquence immortelle de son film *la Vie criminelle d'Archibald de la Cruz).*

Sœur Juana Inès de la Cruz écrira des poèmes d'amour, des vers sur le sommeil, les pyramides d'Egypte, la médecine douce et les poisons, l'emprise des lanternes magiques. Mais aussi des poèmes cosmiques (l'un des plus beaux, *Premier Songe*, annonce le chef-d'œuvre de Mallarmé, *Un coup de dés).* Dans une courte pièce géniale, elle fait dialoguer « L'Occident » (en fait les conquérants), « L'Amérique » (en fait les Indiens autochtones), « La Religion », et « Les Soldats ». L'ensemble des servitudes, des antagonismes de l'Histoire est vu ici d'un œil sûr.

Une traduction superbe, et très proche de nous, des poèmes de Sœur Juana Inès, par Florence Delay, Frédéric Magne et Jacques Roubaud, a été publiée par Gallimard. Titre : *le Divin Narcisse.* Qui pourrait se retenir de découvrir cette lecture, cette aventure, après avoir vu et entendu Evelyne Istria en dire des pages sur la scène du Petit Odéon ? Elle est un phénomène. Elle a toujours su comme personne exprimer l'énergie spirituelle des grands textes. Dès ses débuts, elle prenait l'attention de ses auditoires comme par la main. Elle avait une voix grave, chaude, et un air de garçon manqué (expression bizarre, comme si seule les filles pouvaient être des garçons manqués). Et puis, d'année en année, Evelyne Istria, tout en enrichissant la vigueur calme de son jeu, est devenue de plus en plus jeune, de plus en plus belle, de plus en plus étrangement immatérielle. L'un des sommets de son art fut l'interprétation d'*Electre* chez Vitez.

Dans cette évocation de Juana Inès de la Cruz, appelée *le Phénix du Nouveau Monde*, elle apparaît dans des robes blanches sublimes. Le décor, blanc lui aussi, est porté par des eaux vives, on dirait un mirage d'aurore. Tout cela plus rude que joli, œuvre du metteur en scène-décorateur Antonio Arena. La vice-reine du Mexique, jouée par Graciela Cerasi, traverse deux fois le paysage, tantôt en femme nue trop aimée, tantôt en gloire souveraine.

MICHEL COURNOT

► Place de l'Odéon, métro Odéon. Petite salle, du mardi au dimanche à 18 h 30. Tél. : 44-31-36-36 jusqu'au 30 mai.

Un train en Colombie

L'an dernier, l'opération « Cargo 92 » emmenait en Amérique latine Philippe Decouflé, la Mano Negra, Philippe Genty et Royal de Luxe. Parmi les membres de Royal de Luxe, Didier Jaconelli. Il représentait, entre autres, Napoléon dans l'incendie de Moscou, et a fabriqué quelques-unes des merveilleuses machines de *la Véritable Histoire de France.*

Didier Jaconelli est un fou des trains. Or, pendant le séjour en Colombie, il a vu des kilomètres de rails, quasi abandonnés, puisque ce pays, comme tous, ceux du continent américain, privilégie l'autocar, la voiture ou le camion. Là-bas, malgré l'état des routes, on voyage plutôt en autocar. Il s'est mis à la recherche des trains, s'en est enquis auprès de Ferrovias – la SNCF locale, – qui justement mettait en route un programme de rénovation du réseau. De cette rencontre est sorti le projet d'un train-spectacle – avec un wagon en flammes contenant un immense bloc de glace – qui devrait parcourir, en novembre et décembre, la ligne de Bogota à Santa-Marta, d'une traite, puis retour, en s'arrêtant onze fois.

Avec, à chaque halte, une représentation avec des artistes du cru et la troupe foraine des Buratini. Et en clôture, avec la participation de la municipalité de Bogota, l'intervention du groupe des plasticiens volants et la Mano Negra. Le contrat doit être signé le 17 mai avec le directeur de Ferrovias, qui apporte en prestations l'équivalent de 1,7 million de francs ; l'AFAA, Association française d'action artistique, accepte de coproduire l'opération pour 500 000 francs ; reste à trouver le quart du budget : les télévisions colombiennes s'intéressent à l'affaire.

C. G.

MUSIQUES

L'aventure Barouh

A Montauban, le temps d'un festival, la chanson est à l'honneur avec, cette année en vedette, Pierre Barouh

Pour beaucoup, Pierre Barouh est l'homme d'un film, d'une musique, d'une chanson. Pour le chanteur-auteur-compositeur, le raz-de-marée suscité il y a bientôt trente ans par *Un homme et une femme* (musique de Francis Lai) s'est prolongé dans d'élégants gestes musicaux. Le Festival de la chanson vivante de Montauban est un de ceux-là. Le programme répond au tempérament de son créateur. Depuis sept ans, on y a rendu hommage à Ricet Barrier, Georges Moustaki, Léo Ferré ou Juliette Gréco.

Mais Pierre Barouh, pour être voyageur et avoir le premier chanté le poète brésilien Vinicius de Moraes en français et produit les albums du Gabonais Pierre Akendengué, ne pouvait s'arrêter aux frontières de l'Hexagone. On trouve donc à ses côtés le Chilien Oscar Castro, avec qui il a inventé en 1986 le *Kabaret de la dernière chance*, une sorte de comédie musicale à géométrie variable, le guitariste brésilien Baden Powell, que l'on n'avait pas vu en France depuis une huitaine d'années, et le percussionniste Nana Vasconcellos.

« J'aime les choses penchées, cet entre-deux qui boite avec grâce », dit Pierre Barouh, citant Jean Cocteau. Dans une maison des alentours de la place de la Contrescarpe, Barouh continue de présider aux destinées des éditions Saravah, *« le plus vieux des labels indépendants français »*, créé en 1965 *« pour essayer d'obtenir des avances qui auraient permis à Claude Lelouch de terminer un film en lequel personne ne croyait alors »*. Le catalogue de Saravah, environ deux cent cinquante références, laisse rêveur. En puisant au hasard, on y trouve : Higelin, qui fit là ses débuts, Carole Laure, Maurane, David McNeil, Ackendengué, Nana Vasconcellos, Maurice Vander, Jean-Roger Caussimon, Allain Leprest ou les polyphonies corses de A Filetta.

« Sombrer mais sabre au clair »

L'an passé, Saravah a voulu quitter son distributeur, Adda. L'affaire s'est soldée par un procès. En outre, la récente fusion commerciale entre Adda et WMD au sein de WMD Classique, suppose une redéfinition des tâches et des stratégies dont la mise en place prend du temps.

Depuis huit mois, Saravah a donc, le terme est faible, des difficultés de distribution. En 1975, la maison d'édition avait traversé une grave crise financière. Elle s'en était remise cahin-caha, sans que ce demi-sommeil imposé atteigne véritablement le moral des troupes. A preuve, les innombrables « soirées Saravah » de l'époque. La tribu *« voulait bien sombrer, mais sabre au clair »*. Pierre Barouh rappelle que *« les réseaux d'amitié s'étaient alors mis en branle »*.

Aujourd'hui, alors que Saravah traverse une autre mauvaise passe, le chanteur affiche sa détermination de ne rien céder à quiconque. En attendant d'être présenté l'an prochain à Tokyo, *le Kabaret de la dernière chance* (l'album est introuvable) est à Montauban, joué par la troupe du Théâtre Aleph, et Pierre Barouh remonte sur scène, porté par les membres de la tribu Saravah.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

► Festival de la chanson vivante de Montauban. Jusqu'au 23 mai. Tél. : 63-22-12-41.

PATRIMOINE

Deux groupes de travail sont constitués pour examiner l'avenir de la Bibliothèque de France et de la BN

Le ministre de la culture et de la francophonie, Jacques Toubon, a arrêté la composition des deux groupes de travail qui doivent *« étudier le programme d'aménagement, le contenu et la mise en service de la Bibliothèque de France* (BdF), *et l'avenir du site Richelieu/Vivienne* (BN) ». Ces deux groupes seront placés sous la présidence commune de Philippe Belaval, maître des requêtes au Conseil d'Etat.

Ce dernier a reçu du ministre une lettre de mission indiquant que *« le groupe relatif à la mise en service de la BdF est prioritairement chargé de formuler des propositions sur l'ouverture à un large public de la bibliothèque de haut-de-jardin, le rez-de-jardin demeurant réservé aux chercheurs et universitaires ; de valider l'ensemble du programme informatique de l'établissement ; de réfléchir aux aspects institutionnels et juridiques de l'exploitation de la Bibliothèque »*.

Clarification des études

Dans ce groupe, on trouve : Hélène Waysbord, délégué scientifique à l'Etablissement public de la BdF, Jacqueline Sanson, directeur du département des imprimés de la BN, et Claude Jolly, directeur de la Bibliothèque de la Sorbonne, vice-président du conseil d'administration de la BN, membre du conseil scientifique de la BdF.

« Le groupe relatif à l'avenir du site Richelieu/Vivienne poursuivra et clarifiera les études déjà entreprises, notamment les projets de Bibliothèque des arts et d'Institut des arts, ainsi que leurs relations avec la BdF », précise le ministre.

Font partie de ce groupe : Jacques Renard, directeur général de l'Etablissement public de la BdF, Jean-Marie Arnoult, directeur technique à la BN, Daniel Renoult, conservateur des bibliothèques, sous-directeur des bibliothèques à la direction de la programmation et du développement universitaire (ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche), et Pierre Rosenberg, président du Comité français d'histoire de l'art, conservateur général du patrimoine, chargé du département des peintures du Musée du Louvre.

Ces groupes devront remettre leurs conclusions à Jacques Toubon avant le 13 juin prochain.

□ **Un tableau de Caspar David Friedrich adjugé 19 millions de francs.** – *Promenade au crépuscule*, l'un des derniers tableaux peints par Caspar David Friedrich, a été vendu, jeudi à Londres, 2,3 millions de livres (19 millions de francs environ), a annoncé la salle de vente Christie's. Datant de 1835, cette toile a été adjugée au profit du Musée J. Paul-Getty de Malibu (Californie). Le plus haut prix atteint jusqu'à présent par un tableau de Friedrich s'élevait à 12,5 millions de francs.

CINÉMA

Humour black

MO'MONEY
de Peter Mcdonald

Un petit escroc à la manque en a assez de risquer la prison pour des arnaques à 50 dollars. Cavalant derrière une jolie Noire (Stacey Dash), vraie graine de cadre supérieur, il réussit à se trouver un emploi subalterne dans la même grande entreprise qu'elle.

Damon Wayans, auteur, coproducteur et interprète, est devenu (à la télévision) le nouveau spécialiste de la satire « black », prenant la relève de l'Eddie Murphy de la première heure. Il brocarde ici aussi bien la paranoïa blanche que les fantasmes des habitants des ghettos, qui n'ont rien mais rêvent d'avoir tout. La première partie de *Mo'Money* est vive et drôle. Mais le film tente ensuite, sans conviction de frôler le thriller, perd toute dynamique et, plus grave, presque tout son humour.

H. Bé.

CARNET DU Monde

Mariages

Le docteur Jacques COLOMBO,
Mme France LÉOTARD,
M. et Mme J. Marie LAVAL,
sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants

Philippe et Laëtitia,

qui sera célébré le samedi 22 mai 1993, à 16 heures, en la cathédrale Sainte-Léonce à Fréjus.

Décès

– Hagop-Gaétan et Vatché Papazian,
ses fils,
Hermine et Nouch,
ses petites-filles,
Les familles Khoubesserian, Papazian et Voskorian,
ont l'immense douleur de faire part du décès de

Verkiné PAPAZIAN,

le 18 mai 1993.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 24 mai, à 14 heures, en l'Eglise arménienne, 15, rue Jean-Goujon, Paris-8e, suivie de l'inhumation dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être adressés à l'Eglise arménienne, en faveur des associations d'entraide.

– Anne-Marie Vallet
et ses enfants,
Adeline Vallet
et ses enfants,
Michel Vallet
et ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès de leur mère et grand-mère,

Henriette VALLET,
née Cerisier,

dans sa quatre-vingt-troisième année.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Croisy-sur-Andelle, dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciement à l'égard de toutes les personnes qui se sont associées à leur peine.

M. et Mme Vallet,
76780 Croisy-sur-Andelle.

– Nous apprenons le décès de

l'abbé Albert GAU,
ancien député de l'Aude.

[Né le 10 juillet 1910 à Conques-sur-Orbiel (Aude), l'abbé Albert Gau, député aux deux Assemblées constituantes (1945-1946), avait siégé à l'Assemblée nationale, de 1946 aux élections législatives de 1958, pour lesquelles il avait mené sans succès la liste du MRP (Mouvement républicain populaire) dans l'Aude. Il avait pris position contre la *« monstruosité de l'arme nucléaire »* en juillet 1973, alors que ce sujet était au centre d'une polémique entre l'armée et le clergé français. En janvier 1981, il avait créé avec Henri Caillavet, alors sénateur, le Mouvement pour un nouvel humanisme, qui se proposait de lutter contre *« le retour de la barbarie »*.]

Remerciements

– Lino Léonardi,
Patrick Morelli,
vous remercient des nombreux témoignages d'affection reçus à la suite du décès de

Monique MORELLI.

Anniversaires

– Il y a dix ans disparaissait le

professeur
Jean-Jacques CHEVALLIER,
membre de l'Institut,
(1900-1983).

Sa famille
demande à ses amis, ses collègues et ses anciens étudiants d'avoir une pensée pour lui et pour son épouse.

Mme Jean-Jacques CHEVALLIER,
née Geneviève Girard,
(1905-1990).

– A l'occasion du onzième anniversaire du décès du

docteur Alain RYFMAN,

Sa famille,
Et ses amis,
se réuniront pour la célébration d'un office religieux à sa mémoire, le dimanche 23 mai 1993.

Rendez-vous à 11 h 15, à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux.

Avis de messes

– Une messe sera célébrée à la mémoire du

[illegible]
Geoffroy de MONTALEMBERT,
sénateur de la Seine-Maritime,
maire d'Ermenonville,

le jeudi 27 mai 1993, à 18 heures, en l'église Saint-Pierre du Gros-Caillou, 92, rue Saint-Dominique, Paris-7e.

CARNET DU MONDE
Renseignements :
40-65-29-94

WEEK-END D'UN CHINEUR

Prix serrés au Salon de Dijon

Les grands avantages qui assurent le succès des Salons d'antiquaires sont l'abondance des marchandises et la possibilité de faire jouer la concurrence dans un espace restreint. Dijon nous en donne l'exemple le plus récent avec une centaine de marchands, du grand prestige aux brocanteurs sans prétention.

Pour les meubles, dont l'authenticité est garantie ici par des experts compétents, on remarque un glissement du goût : les pièces classiques sont actuellement délaissées, et leurs prix baissent. Une grande armoire bordelaise en acajou massif proposée à 50 000 F se vendait presque le double en 1991, une commode provençale sculptée à 60 000 F et un buffet bressan avec horloge à 58 000 F atteignaient environ 40 % de plus il y a deux ans. Le moment s'avère donc favorable pour acheter du mobilier de qualité.

Du côté des objets, la mode va aux pièces à caractère décoratif sans distinction d'époque ou de style, des pierres de jardin sculptées, chapiteaux, colonnes, se trouvent entre 4 000 F et 5 000 F ; potiches ou cache-pots en céramique de Massier démarrent autour de 2 500 F. Plus modestes, les « verres d'amitié » gravés à 800 F, ou une coupe à fruits arts déco en verre montée sur fer forgé à 800 F également. Dans l'ensemble, on note un réel effort des marchands pour serrer les prix et convaincre un public qui a pris ses distances depuis la flambée de 1991.

CATHERINE BEDEL

► Salon des antiquaires de Dijon jusqu'au dimanche 23 mai.

Ici et là

Ile-de-France

• **Samedi 22 mai**

Chartres, 18 h : cartes postales, bandes dessinées, planches et dessins ; **Les Andelys**, 14 h 30 : livres.

• **Dimanche 23 mai**

Chartres, 14 h : argenterie, bijoux ; **Fontainebleau**, 14 h 30 : tapis ; **Marnes-la-Coquette**, 14 h 30 : vente sur le thème du cheval et de la vénerie.

Plus loin

• **Samedi 22 mai**

Arles, 15 h : tableaux, mobilier ; **Coutances**, 14 h 30 : livres, documents ; **Fontenay-le-Comte**, 14 h : véhicules de collection ; **Marseille** (Jean Martin), 14 h 30 : affiches, vieux papiers ; **Montpellier**, 14 h : mobilier, objets d'art ; **Nîmes**, 14 h 30 : mobilier, tableaux.

• **Dimanche 23 mai**

Cannes, 15 h : tableaux, dessins, photographies ; **Deauville**, 15 h : mobilier, objets d'art ; **Dunkerque**, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; **Fécamp**, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; **Illiers-Combray** (Maison de Tante Léonie), 14 h : livres, gravures, objets d'art (au bénéfice de la Société des amis de Marcel Proust) ; **La Flèche**, 14 h : tabatières, art populaire, objets de fouille ; **Nevers**, 14 h : mobilier, objets d'art ; **Orléans**, 14 h 30 : livres, **Rouen**, 14 h : armes ; **Sedan**, 14 h : mobilier, objets d'art, **Sens**, 14 h 30 : art d'Asie ; **Vinca**, 14 h 30 : mobilier, tableaux.

Foires et salons

Paris (place Baudoyer), **Dijon**, **Saint-Germain-en-Laye**, **Eauze** (Gers), **Périgueux**, **Deauville**, **Argentan**, **Jarnac**.

AGENDA

Nous publions le *vendredi* (daté *samedi*) la liste des spectacles présentés à Paris et en région parisienne. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté *jeudi*).

THÉATRE

AKTÉON-THÉATRE *(43-38-74-62).* Couleurs de Paris : mar., mer., jeu. (dernière) 22 h. En passant : mar., mer., jeu. (dernière) 19 h 30. Faith Healer (en anglais) : *mar., mer., jeu. (dernière)* 20 h 45.

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). Le Nouveau Menoza : sam. *15 h 15.*

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). L'Amour foot : 20 h 45 ; dim. 15 h 30. *Rel. dim. soir, lun.*

ARCANE *(43-38-19-70).* L'île de la raison et la Colonie : dim. 17 h ; lun., jeu. 20 h 30. L'île des esclaves : ven., sam., mar., mer. 20 h 30 ; dim. 17 h.

ATALANTE (46-06-11-90). Le Marin : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, mar.

ATHÉNÉE – LOUIS-JOUVET (47-42-67-27). Salle C. Bérard. Sa lettre de mariage : ven., sam., mer., jeu. (dernière) 20 h 30 ; mar. 18 h 30.

BASTILLE (43-57-42-14). Le Travail du plâtre : mar., mer., jeu. 21 h.

BATEAU-THÉATRE LA MARE AU DIABLE-RIVE GAUCHE (40-46-90-72). Le Testament de Pantalone : ven., sam., dim., mar., mer., jeu. 19 h 30. Love : ven., sam. 21 h ; dim. (dernière) 17 h. La Saga HLM : ven., sam., mer., jeu. (dernière) 22 h 30. Strehler voulait me voir : *mar., mer., jeu. 21 h.*

BATEAU-THÉATRE OURAGAN (40-46-01-24). Salle Folie-Méricourt. Le Placard : 19 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. *soir, lun. Sur le dos d'un éléphant :* jeu., ven., sam. 21 h ; dim. 19 h. Salle Mistral. Paris accords et à cris : ven., sam., mer., jeu. 21 h ; dim. 17 h. La Nuit de *Mme Lucienne : 19 h* ; mar. 20 h 30. Rel. dim., lun.

BERRY-ZÈBRE (43-57-51-55). Les Champêtres de joie : dim. 20 h 30. Dialogues insolents : sam. (dernière) 21 h 30.

BOUFFES DU NORD (46-07-34-50). L'Homme qui : ven., sam., mar., *mer.,* jeu. (dernière) 20 h 30 ; sam. 16 h.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). L'Avare : 21 h. Rel. dim.

BOUFFONS-THÉATRE DU XIXE (42-38-35-53). Gala : 19 h, Rel. dim., lun. Le Médecin malgré lui : ven., sam., mar., mer., jeu. (dernière) 21 h.

LA BRUYÈRE *(48-74-76-99).* Temps contre temps : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Les Zappeurs : 20 h. Rel. dim., lun. Le Graphique de Boscop : 21 h 15. Rel. dim., lun., mar. Les comédons sont de sortie : dim., lun. 20 h 30.

LE CARRÉ BLANC (42-81-27-14). Novochnie, Novochnie, Novochnio : jeu., ven. 19 h 45 ; sam. 17 h ; mar. 22 h 30.

CARTOUCHERIE-THÉATRE DE LA TEMPÊTE (43-28-36-36). Salle I. Mercedes : ven., sam., mar., mer., jeu. 20 h 30 ; dim. 16 h.

CARTOUCHERIE-THÉATRE DU SOLEIL (43-74-24-08). L'Inde : de père en fils, de mère en fille : mer., sam., *dim., mer. 15 h ; ven., sam., mer., jeu.* 19 h 30.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Etats frères? Et ta sœur... : 21 h ; dim. *15 h 30. Rel. dim. soir, lun.*

CENTRE MATHIS (49-59-86-19). Doit-on le dire? : mer., jeu. (dernière) 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE (45-89-38-69). L'Epreuve : ven., sam., dim., lun., mar., jeu. (dernière) 21 h. Façade(s) : ven., sam. 19 h 30.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Les coqs se couchent à l'aube : 21 h. Rel. mer., dim.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire-Rousseau : 21 h ; sam. 19 h, *21 h 30. Rel.* dim., lun.

COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES *(47-20-08-24). L'Aide-mémoire : 21 h ;* sam. 18 h. Rel. dim., lun.

COMÉDIE-FRANÇAISE SALLE RICHELIEU (40-15-00-15). Le Faiseur : mar. *20 h 30. Le Prix Martin : sam.,* dim., mer. 20 h 30. La Serva amorosa : dim. (dernière) 14 h.

COMÉDIE-FRANÇAISE THÉATRE DU **VIEUX-COLOMBIER** (42-22-79-22). Le Silence ; Elle est là : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. jeu., dim. soir, lun.

COMÉDIE ITALIENNE *(43-21-22-22).* L'Epouse prudente : 21 h 15 ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. Le Doux Baiser d'amour : mer., sam. 15 h ; ven., sam. *20 h ; dim. 14 h.*

CRYPTE SAINT-SULPICE (EGLISE SAINT-SULPICE) (42-84-15-14). Récits d'un pèlerin russe : 20 h 30 ; sam. 15 h ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

CRYPTE SAINTE-AGNÈS (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). Le Cid : mer., ven. 18 h 15 ; sam., lun., mer. 20 h 30 ; dim. 17 h 30. La Lettre : mer., jeu., ven. 21 h 15 ; sam., mar. 18 h 30 ; dim. 15 h.

DAUNOU (42-61-69-14). Le Canard à l'orange : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. mer., dim. soir.

DIX-HUIT THÉATRE (42-26-47-47). Baptême ou la Renaissance : ven., sam. 20 h 30 ; dim. (dernière) 16 h.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-59-92). La *Frousse : 21 h ; dim.* 15 h. Rel. dim. soir, lun.

ELDORADO (42-49-60-27). Une rose au petit déjeuner : 21 h ; sam. 17 h 30. *Rel. mer., dim.*

ESPACE HÉRAULT (43-29-86-51). Dorotéia... ou la Nausée des trois veuves : ven., sam., mar., *mer.,* jeu. (dernière) *20 h. Madame Marguerite :* ven., sam., mar., mer., jeu. (dernière) 22 h.

ESPACE JEMMAPES (48-03-33-22). Les Couleurs du rire : lun. 19 h. Les Précieuses ridicules : ven., mar., mer., jeu. (dernière) 21 h.

ESPACE MARAIS (48-04-91-55). L'île des esclaves : 19 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun. Feu la mère de madame : ven., sam. 20 h ; dim. *18 h. Le Mariage* de *Figaro : ven. 17 h ; dim. 16 h ; mar.* 18 h. La Mouette : sam. 21 h. Téléramdam : ven. 21 h ; sam. 23 h ; dim. 19 h.

ESPACE PARIS-PLAINE (40-43-*01-82). Les Petites Mouches* : lun., mar. 20 h 30.

ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). Dialogue avec une jeune fille morte : ven., sam., mar., mer., jeu. *20 h 30 ;* dim. 16 h.

FONDATION DEUTSCH-DE-LA-MEURTHE (45-57-44-11). Etiam Peccata (Même les péchés) : 21 h. Rel. dim., lun.

FONDATION DOSNE-THIERS (40-16-44-30). Un jubilé et les Méfaits du tabac : ven. 21 h.

FONTAINE (48-74-74-40). Le Clan des veuves : 20 h 45 ; sam., dim. 15 h 30. *Rel. dim. soir, lun., mar.*

LE FUNAMBULE-THÉATRE (42-23-88-83). Le Palace : ven., sam., mar., mer., jeu. (dernière) 21 h.

GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Ce qui arrive et ce qu'on attend : 20 h 45 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

GRAND EDGAR (43-35-32-31). *Mignonne, allons voir si la rose* : 22 h. Rel. dim. Une fille entre nous : ven., sam. (dernière) 20 h 15 ; sam. 18 h.

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Eux seuls *le savent* : 19 h. Rel. dim., lun. Personne n'est parfait : ven., sam., lun., mar., mer., jeu. (dernière) 20 h 30. Fais une pause, on est dimanche : 22 h 15. Rel. dim. Qui rit le lundi, c'est toujours ça de pris : lun. 19 h.

HÉBERTOT (43-87-23-23). Pygmalion : 20 h 45 ; sam. 16 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice *chauve* : 19 h 30. Rel. dim. Le Leçon : 20 h 30. *Rel.* dim.

LIERRE-THÉATRE (45-86-55-83). Encore une heure si courte : ven., sam., *jeu. (dernière) 20 h 30 ; dim. 16 h.*

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Salle Roger Blin. Diderot, le fils naturel ou les Epreuves de la vertu : 20 h. Rel. dim. Théâtre *noir*. Le Petit Prince : 18 h 45. Rel. dim. L'Escalier : ven., sam., lun., mar., *mer.,* jeu. (dernière) 20 h. René Descartes, la passion d'un exilé volontaire : ven., sam., lun., mar., mer., jeu. (dernière) 21 h 30. Théâtre rouge. Les Dix Commandements : 18 h. Rel. dim. Le Banc : 20 h. Rel. ven., sam., dim. La Si Jolie Vie de Sylvie Joly : 21 h 30. Rel. dim., lun.

MADELEINE (42-65-07-09). Atout *cœur : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim.* soir, lun.

MAGIC MIRRORS (40-03-75-76). Bustric Stories ; ven., sam. 20 h 30 ; *dim.* (dernière) *17 h.*

MARIE-STUART (45-08-17-80). Tempête sur une toile cirée : 22 h 30. Rel. dim., lun. *Huis clos : jeu., sam.* 18 h 30. Je me tiens devant toi nue : mer., ven., sam. (en français) jeu., mar. (en anglais) 20 h 30 ; sam. (en anglais) 16 h.

MARIGNY (42-56-04-41). Je ne suis pas un homme facile : 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

MARIGNY (SALLE POPESCO) (42-25-20-74). Suite royale : ven., sam., mar., mer., jeu. 21 h ; dim. 15 h.

MICHEL *(42-65-35-02). Sexe &* jalousie : 21 h ; sam. 18 h, 21 h 15 ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MICHODIÈRE (47-42-95-22). Partenaires : 20 h 30 ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

MOGADOR (48-78-04-04). Les *Rustres : 20 h 30 ; dim.* 16 h. Rel. dim. soir, lun.

MONTPARNASSE (43-22-77-74). Mortadela : 21 h ; sam. 18 h, 21 h 15. Rel. dim., lun.

MONTPARNASSE (PETIT) (43-22-77-30). Le Golem : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD (43-31-11-99). Le roi se meurt : 20 h 30 ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Tout va bien : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

OLYMPIA (47-42-25-49). *Guy Bedos et* Muriel Robin : 20 h 30. Rel. dim., lun.

OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00). La Dame de pique : ven., mar. 19 h 30. Les *Noces de Figaro : sam., lun. 19 h 30.*

OPÉRA-COMIQUE - SALLE FAVART (42-86-88-83). Ariane à Naxos : sam., mer., jeu. (dernière) 19 h 30.

PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17). Pétaouchnok : 20 h 30. Rel. dim., lun.

PALAIS DES GLACES (PETITE SALLE) (42-02-27-17). Bud dans tu t'es vu quand t'es ril : 21 h. Rel. dim., lun.

PALAIS-ROYAL (42-97-59-81). Ubu : ven., sam., mar., mer., jeu. 21 h ; sam. 18 h.

POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97). Salle I. Vingt-quatre heures de la vie d'une femme : 21 h ; sam. 18 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

PORTE SAINT-MARTIN (42-08-00-32). Knock : 20 h 45 ; sam. 17 h. *Rel. dim., lun.*

POTINIÈRE (42-61-44-16). Méli-mélo-men : 21 h ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

PRÉ-CATELAN, JARDIN SHAKES- **PEARE** (42-27-39-54). Twelfth Night (en anglais) : ven. 12 h ; sam. 19 h 30 ; dim. (dernière) 15 h.

RANELAGH *(42-88-64-44).* Les Enfants du silence : 20 h 45 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). Un acteur joue Brel : 20 h 30. Rel. dim., lun. L'Homme et son double : 22 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

SALLE DE LA ROQUETTE (40-04-93-89). Léonce et Léna : mer. 15 h ; sam. 10 h, 19 h ; dim. 16 h ; lun., mar., jeu. 14 h 30 ; mar. 20 h 30.

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). A l'abordage : ven., sam., mar., mer., jeu. (dernière) 20 h 30.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). Gisèle et Robert : 20 h 30. Rel. dim., lun. Improvizafond : ven., sam., mar., mer., jeu. (dernière) 22 h.

THÉATRE 13 (45-88-62-22). La Caresse : mar., mer., jeu. 20 h 30.

THÉATRE 14 - JEAN-MARIE SERREAU (45-45-49-77). La Dame en noir : mar., mer., jeu. 20 h 30.

THÉATRE D'EDGAR (42-79-97-97). Union libre : 20 h 15. Rel. dim. Les Sacrés Monstres : 22 h. Rel. dim.

THÉATRE DE DIX-HEURES (46-06-10-17). *Les Meilleures de Guy* Montagné : ven., sam., mar., mer., jeu. (dernière) 20 h 30. Vous allez rire : 22 h. Rel. dim., lun.

THÉATRE DE LA LUNE-NOIRE (43-38-70-29). Spectacle en forme de poire : 20 h 30. Rel. dim., lun.

THÉATRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI (48-05-67-89). Salle de Mai. L'Aberration des étoiles fixes : 21 h ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun. Jeunes *Filles seules avec peu d'expériences...* : ven., sam. 20 h 30 ; dim. (dernière) 17 h.

THÉATRE DE LA MAINATE (42-08-83-33). Les Dessous de Labiche : jeu., ven., sam., lun. 22 h ; dim. 20 h 30.

THÉATRE DE NESLE (46-34-61-04). Le Théâtre de Brel : 19 h. Rel. dim., lun. Seule rit jeune : ven., sam., lun., mar., mer., jeu. (dernière) 20 h 30. On va faire la cocotte, Mais n'te promène donc pas toute nue : jeu., ven., sam. 22 h 15. Trois muses s'amusent : lun. 20 h 30.

THÉATRE DÉJAZET (48-87-52-55). Coupeurs de virages : ven., sam. (dernière) 21 h. Elie Kakou dans ça va jaser : mar., mer., jeu. 20 h 30.

THÉATRE DU ROND-POINT RENAUD-BARRAULT (44-95-98-00). Petite salle. Ils s'emparent du ciel : ven., sam., mar., mer., jeu. 19 h ; dim. 15 h.

THÉATRE DU TAMBOUR-ROYAL (48-06-72-34). Les Rêveries du promeneur solitaire : ven., sam., mar., mer., jeu. 19 h ; dim. 17 h 15. On ne badine pas avec l'amour : ven., sam., mar., mer., jeu. 20 h 45 ; dim. 15 h.

THÉATRE GRÉVIN (42-46-84-47). Laurent Violet : 21 h. Rel. dim., lun.

THÉATRE MAUBEL-MICHEL GALABRU (42-23-15-85). Madame de Sade : 20 h. Rel. dim., lun. Histoires de paroles : mer., jeu., ven., sam. 22 h ; *dim. 15 h.*

THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Salle Jean Vilar. La Mégère apprivoisée : ven., sam., mar., *mer., jeu. 20 h 30 ; dim. 15 h.*

THÉATRE NATIONAL DE L'ODÉON (PETITE SALLE) (44-41-36-36). Le Phénix du Nouveau Monde : ven., sam., *dim., mar.,* mer., jeu. (dernière) *18 h 30.*

THÉATRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande salle. Mein Kampf (farce) : 20 h 30 ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. Petite salle. Staline : 21 h ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

TOURTOUR (48-87-82-48). M'sieur Offenbach : 19 h. Rel. dim., lun. Chronique d'une mort retardée : 20 h 30. Rel. dim., lun.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). *Marc Jolivet : 21 h. Rel. jeu., dim.*

LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11). Le Ticket du pressing : 20 h 30. Rel. dim.

SPECTACLES NOUVEAUX

LES DERNIERS JOURS D'UN CONDAMNÉ A MORT. *Vincennes* (Théâtre Daniel-Sorano) (43-74-73-74), ven., mer., jeu. 21 h et dim. 18 h (19).

LA NUIT DE Mme LUCIENNE. *Bateau-*théâtre Ouragan (40-46-01-24) (dim., lun.), 19h ; mar. 20 h 30 (19).

PÉTAOUCHNOK. Palais des glaces (grande salle) (42-02-27-17) (dim., lun.), 20h30 (19).

L'ATELIER. Montreuil (Studio-théâtre du TEM) (48-58-92-09), ven., sam., mar., mer., jeu. 20 h 30 et dim. 16 h (20).

LES AVENTURES DU BARON FAENESTE. Vanves (Théâtre) (46-45-46-47), jeu., ven., sam. 20 h 30 et dim. 15 h (20).

L'ÉPREUVE. Cité internationale (45-*89-38-69), ven., sam., dim., lun., mar.* et jeu. 21 h (20).

DOROTÉIA... OU LA NAUSÉE DES TROIS VEUVES. Espace Hérault (43-29-86-51), ven., sam., mar., mer. et jeu. 20 h (21).

ILS S'EMPARENT DU CIEL. Théâtre du Rond-Point Renaud-Barrault (44-95-98-00), ven., sam., mar., mer., jeu. 19 h et dim. 15 h (21).

MADAME MARGUERITE. Espace *Hérault* (43-29-86-51), ven., sam., mar., mer. et jeu. 22 h (21).

UBU. Palais-Royal (42-97-59-81) (dim., lun.), 21h ; sam. 18 h 30 (21).

UN JUBILÉ ET LES MÉFAITS DU **TABAC.** Fondation Dosne-Thiers (40-16-44-30), ven. 21 h (21).

LÉONCE ET LÉNA. Salle de la Roquette (40-04-93-89), sam. 19 h 10 h, dim. 16 h, lun., mar., jeu. 14 h 30, mar. 20 h 30 et mer. 15 h (22).

LE PRIX MARTIN. Comédie-Française salle Richelieu (40-15-00-15), sam., dim. et mer. 20 h 30 (22).

LES ÉCRITURES DU RODEUR. Suresnes (Théâtre Jean-Vilar) (46-97-98-10), lun., mer., jeu. 21 h et mar. *19 h (24).*

FOUS ALLIÉS. Montrouge (Maison de l'acteur) (47-35-69-30), lun., mar., mer. et jeu. 20 h 30 (24).

PARTAGE DE MIDI. Vitry-sur-Seine (Studio-Théâtre) (46-81-75-50) (dim.), 20h45 (24).

LES PETITES MOUCHES. Espace Paris-Plaine (40-43-01-82), lun. et mar. 20 h 30 (24).

BOULEVARD DU BOULEVARD. Créteil (Maison des arts) (49-80-18-88), mar., mer. et jeu. 20 h 30 (25).

LA CARESSE. Théâtre 13 (45-88-62-22) (dim. soir, lun.), 20h30 ; dim. 15 h (25).

COULEURS DE PARIS. Aktéon-Théâtre (43-38-74-62), mar., mer. et *jeu. 22 h (25).*

LA DAME EN NOIR. Théâtre 14 - Jean-Marie Serreau (45-45-49-77) (dim. soir, lun.), 20h30 ; dim. 17 h (25).

ELIE KAKOU DANS ÇA VA JASER. Théâtre Déjazet (48-87-52-55) (dim., *lun.), 20h30 (25).*

EN PASSANT. Aktéon-Théâtre (43-38-74-62), mar., mer. et jeu. 19 h 30 (25).

FAITH HEALER. Aktéon-Théâtre (43-38-74-62), mar., mer. et jeu. 20 h 45 (25).

LE JEU DE L'AMOUR ET DU **HASARD.** Saint-Germain-en-Laye (Théâtre Alexandre-Dumas) (30-87-07-07), mar., jeu. 14 h 15 et jeu. (dernière) *20 h 45 (25).*

PRÉVERT, GRAND BAL DE PRINTEMPS. Neuilly-sur-Seine (Théâtre) (47-59-90-20), mar., mer., jeu. 20 h 30 et jeu. 15 h (25).

STREHLER VOULAIT ME VOIR. Bateau-théâtre la Mare-au-Diable-Rive gauche (40-46-90-72), mar., mer. et jeu. 21 h (25).

RÉGION PARISIENNE

BOISSY-SAINT-LÉGER (LE FORUM) (45-69-83-48). Salle polyvalente. Féminin pluriel : ven., sam. 21 h ; dim. 15 h.

CHOISY-LE-ROI (THÉATRE PAUL-ELUARD) (48-90-89-79). *Dramen ou De* l'aube à minuit : ven., sam., lun. (dernière) 20 h 30 ; dim. 15 h.

CRÉTEIL (MAISON DES ARTS) (49-*80-18-88). Grande salle. Boulevard du* boulevard : mar., mer., jeu. (dernière) 20 h 30.

IVRY-SUR-SEINE (THÉATRE) (46-72-37-43). L'Amour médecin : 20 h 30 ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

MAISONS-LAFFITTE (ANCIENNE ÉGLISE) (39-70-92-45). Le Bel Indifférent : dim. 14 h. Jacques a dit : sam. 17 h 30. L'Oiseau-plume : ven. 17 h 30. Strip-tease ; Les Souffleurs : dim. 20 h 30.

MAISONS-LAFFITTE (SALLE MALESHERBES) *(39-70-92-45). L'Enfer du* décor : sam. 20 h 30. L'Horrible Affaire Mac Cinnock Castle : sam. 14 h 30. L'Ombre : ven. 14 h. Soudain l'été dernier : *dim. 16 h 30.* Le Vallon : ven. 20 h 30.

MONTREUIL (STUDIO-THÉATRE DU TEM) (48-58-92-09). L'Atelier : ven., *sam., mar., mer., jeu. 20 h 30 ; dim.* 16 h.

MONTREUIL (TJS) (48-59-93-93). Ville Esseling Monde : mer. (dernière) 15 h ; sam. *20 h 30 ; dim. 17 h.*

MONTROUGE (MAISON DE L'ACTEUR) (47-35-69-30). Fous alliés : lun., mar., mer., jeu. 20 h 30.

NANTERRE (THÉATRE DES AMANDIERS) (46-14-70-00). Salle polyvalente. Le Temps turbulent : lun., mar., *mer., jeu. (dernière) 20 h 30. Il ne faut* jurer de rien : lun., mar., mer. (dernière) 21 h. On *ne* badine pas avec l'amour : jeu. (dernière) 21 h.

NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLÉTIC) (46-24-03-83). Il y a des hommes océans, Victor Hugo : mer., jeu., ven., sam. 20 h 45.

NEUILLY-SUR-SEINE (THÉATRE) (47-59-90-20). Prévert, grand bal de printemps : jeu. 15 h ; mar., mer., jeu. (dernière) 20 h 30.

ORSAY (SALLE JACQUES-TATI) (69-28-70-33). Le Mariage sur concours : mar. 20 h 30.

ROISSY-EN-BRIE (CENTRE CULTU- **REL)** (60-29-10-19). Le Rosifeur : ven., sam. 21 h.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (THÉATRE ALEXANDRE-DUMAS) (30-87-07-07). Le Jeu de l'amour et du hasard : jeu. (dernière) 20 h 45 ; mar., jeu. 14 h 15. Sans rancune : sam. 20 h 45.

SAINT-MAUR (THÉATRE ROND-POINT-LIBERTÉ) (48-89-99-10). Dialogue de bêtes : ven., sam. 20 h 45 ; dim. *(dernière) 15 h.*

SURESNES (THÉATRE JEAN-VILAR) (46-97-98-10). Les Aventures de Paco Goliard : mar. 21 h. Les Ecritures du rôdeur : lun., mer., jeu. (dernière) 21 h ; mar. 19 h.

VANVES (THÉATRE) (46-45-46-47). Les Aventures du baron Faeneste : jeu., ven., sam. 20 h 30 ; dim. 15 h.

VINCENNES (THÉATRE DANIEL-SORANO) (43-74-73-74). Les Derniers *Jours* d'un condamné à mort : ven., mer., jeu. 21 h ; dim. 18 h.

VITRY-SUR-SEINE (STUDIO-THÉATRE) (46-81-75-50). Partage de midi : lun., mar., mer., jeu. 20 h 45.

CINÉMA

LES FILMS NOUVEAUX

FIORILE. Film italien de Paolo et Vittorio Taviani, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; Gaumont Opéra, 2e (36-68-75-55) ; Gaumont Hautefeuille, 6e (36-68-75-55) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (36-68-75-55) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14e *(36-65-75-14) ; 14 Juillet Beaugre*nelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Gaumont Gobelins bis, 13e (36-68-75-55) ; Miramar, 14e (36-65-70-39) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55).

LA LEÇON DE PIANO. Film austra*lien de Jane Campion, v.o. : Gaumont* Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; *Gaumont Hautefeuille, 6e (36-68-*75-55) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-73) ; Gaumont Ambassade, 8e (36-68-75-55) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40 ; 36-65-70-81) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14e (36-65-75-14) ; Gaumont Kinopanorama, 15e (36-68-75-55) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (36-68-75-55) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; Gaumont Gobelins bis, 13e (36-68-75-55) ; Montparnasse, 14e (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55).

MO MONEY. Film américain de Peter MacDonald, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; George V, *8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ;* v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; *36-65-70-18)* ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 ; *36-65-70-45)* ; Miramar, 14e (36-65-70-39) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40 ; 36-65-70-47) ; Pathé Clichy, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

PARIS EN VISITES

SAMEDI 22 MAI

« Exposition : 1893. L'Europe des *peintres,* au Musée d'Orsay », 10 h 30, sortie RER Musée-d'Orsay, côté quai (D. Bouchard).

« Le Palais de justice en activité. Histoire et fonctionnement », 11 h 15, 14 h 30 et 16 h 30, métro Cité, sortie marché aux fleurs (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Exposition : le Titien », 13 h 30, Grand Palais, porte A (Tourisme culturel).

« Montmartre, quartier d'artistes et de jardins, du Bateau-Lavoir au Lapin-Agile », 14 h 30, métro Abbesses (CV. *Merle).*

« La naissance de Paris », 14 h 30, parvis de Notre-Dame, statue de *Charlemagne* (Sauvegarde du *Paris* historique).

« De La Nôtre aux aménagements d'aujourd'hui : les Champs-Elysées », 15 heures, sortie du métro Franklin-Roosevelt (Monuments historiques).

« L'étrange quartier de Saint-Sulpice », 15 heures, sortie métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

« L'Institut sous la coupole », 15 heures, 23, quai Conti (S. Rojon-Kern).

« Promenade dans le nouveau Bercy : du souvenir du village des vins jusqu'à l'urbanisme d'aujourd'hui », 15 heures, sortie métro Bercy (Paris et son histoire).

« *Saint-Denis : La maison d'éducation de la Légion d'honneur* », 16 heures, 2, rue de la Légion-d'Honneur (Office de tourisme de Saint-Denis).

« Exposition : *le siècle du Titien* », 17 h 30, entrée de l'exposition, Grand Palais (P.-Y. Jaslet).

DIMANCHE 23 MAI

« Montmartre, une butte sacrée, un village pittoresque et vivant », 10 h 30, sommet du funiculaire, au fanion Paris autrefois.

« Le Chinatown du treizième arrondissement et ses sanctuaires bouddhistes », 14 h 30, porte de Choisy, devant la BNP (C. Merle).

« *Fastes et mystères de l'Opéra* Garnier », 14 h *30,* en haut des marches à l'extérieur (Connaissance de Paris).

« La cathédrale et les tombeaux royaux », 14 h 30, 2, rue de la Légion-d'Honneur, à Saint-Denis (Office de tourisme).

« L'ancien bourg Saint-Médard, son église et l'Hôtel Scipion Sardini », *14 h 45,* devant l'église Saint-Médard (Paris capitale historique).

« L'Hôtel-Dieu, l'ancêtre des *hôpitaux parisiens,* et la médecine *autrefois* », 15 heures, entrée de l'Hôtel-Dieu, côté parvis de Notre-Dame (Paris autrefois).

« Le vieux village de Saint-Germain-des-Prés », 15 heures, sortie *métro Saint-Germain-des-Prés* (Résurrection du passé).

« Circuit insolite dans le Marais », *15 heures,* 46, rue François-Miron (Sauvegarde du Paris historique).

« *L'hôtel de Bourbon-Condé,* ancienne ambassade de Perse », 15 heures, 12, rue Monsieur (I. Hauller).

« Autour du quartier de la rue François Ier : évocation du drame du Bazar de la charité et l'église arménienne », 15 heures, 23, rue Jean Goujon (Paris et son histoire).

« Saint-Cloud : Histoire du château et *du parc dans le Musée et spectacle* des grandes eaux (sous réserve) », 15 h 30, terminus des bus 52 et 72, sous pont autoroute (Monuments historiques).

« La cathédrale orthodoxe russe », 15 h 30, 12, rue Daru (Tourisme culturel).

« Saint-Denis : Le Musée d'art et d'histoire, dans l'ancien Carmel », *16 heures, musée,* 22 *bis,* rue Gabriel-Péri à Saint-Denis (Office de tourisme).

CONFÉRENCES

SAMEDI 22 MAI

Palais de la Découverte, avenue *Franklin-Roosevelt, 15 heures* : « La cosmogonie est-elle une science? », par J.-Luminet et C. Magnan.

DIMANCHE 23 MAI

1, rue des Prouvaires, 15 heures : « Les maisons hantées, expériences vécues », par G. Delormeau ; « Les phénomènes métapsychiques en Bretagne », par Natya (Conférences Natya).

ÉCONOMIE

BILLET

La crise de la mobilité géographique

L'équation est simple : sur le long terme, ralentissement de la croissance économique et crise de l'emploi atténuent la mobilité géographique des Français. Le diagnostic que (INED) Institut national d'études démographiques vient de rendre public dans son bulletin *Population et sociétés* est sans ambiguïté. Les changements de région, qui avaient baissé de 11 % entre la période 1968-1975 et la période 1975-1982, ont de nouveau reculé entre 1982 et 1990. Au cours de ces huit dernières années, cinq millions de personnes sont passées d'une région à une autre.

Si l'orientation de ces mouvements *« est d'une extraordinaire stabilité depuis 1975 »* (déclin à l'Est, dans le Nord et l'Ile-de-France, croissance au Sud et dans le Centre), ils concernent néanmoins des populations de plus en plus spécifiques. Ainsi, le critère de l'âge apparaît nettement comme le moteur de la mobilité. Deux catégories – les jeunes actifs et les retraités – sont les plus disposées à changer de région.

Les vingt à vingt-neuf ans restent très attirés par les *« régions métropoles »* (l'Ile-de-France et le quart sud-est), même s'ils résident dans des zones démographiquement dynamiques comme le Centre ou l'Aquitaine. Les départements ruraux de la moitié ouest comme ceux qui entourent le bassin parisien assurent dès lors une fonction de *« réservoir de main-d'œuvre »* au profit des métropoles.

Quant aux plus de soixante ans, ils émigrent vers le Sud, abandonnant surtout le « croissant nord ». A cet égard, l'exemple de la région parisienne est révélateur. Sa population baisse de 3,6 pour mille chaque année, mais ce résultat recouvre deux mouvements contradictoires : réduction de 10 pour mille pour les plus de soixante ans mais hausse de 16,9 pour mille pour les vingt à vingt-neuf ans.

Enfin, au-delà des considérations relatives à l'âge, l'INED confirme ce que l'on savait déjà. La mobilité est pratiquement nulle pour les agriculteurs, faible pour les travailleurs indépendants, alors que les cadres sont les plus fréquents « migrateurs » et que les déménagements des employés comme des ouvriers s'effectuent sur une base plus locale. Par contre, cette étude dissipe certaines idées reçues. Ainsi, les chômeurs sont plus mobiles que ceux qui disposent d'un travail. Explication avancée par l'INED : la mobilité du chef de ménage peut entraîner la perte d'emploi d'autres membres de la famille.

JEAN-MICHEL NORMAND

□ **Pêche : le Comité de survie breton annonce des actions « ponctuelles mais dures ».** – Le Comité de survie des pêcheurs bretons a annoncé, jeudi 20 mai à Douarnenez, des actions *« ponctuelles mais dures »* dans les semaines à venir, avant la réunion des ministres européens de la pêche le 8 juin à Bruxelles. Le Comité de survie a également indiqué qu'une réunion des producteurs de l'Europe bleue (Danois, Néerlandais, Irlandais, Britanniques, Espagnols et Portugais et Français) se tiendra le 4 juin à Paris afin de définir *« une plate-forme de revendications et des actions communes »*.

□ **Rectificatif.** – Dans le « billet » sur la contribution sociale généralisée (CSG) intitulé « Une occasion manquée » (*le Monde* du 21 mai) il fallait lire *« M. Barrot a rédigé un amendement introduisant la non-déductibilité totale de la CSG »* et non *« la déductibilité totale de la CSG »*.

Fiscalité, distribution, contrôles aux frontières

Le Sénat propose trente mesures pour améliorer le commerce des fruits, des légumes et des fleurs

***« 1992 a été pour l'agriculture, et notamment pour les travailleurs du secteur des fruits, des légumes et de l'horticulture, une année terrible »,* a déclaré, mercredi 19 mai, Louis Minetti, sénateur communiste des Bouches-du-Rhône, en présentant le rapport de la mission d'information sur ces produits, dont il était le président (1).**

Selon M. Minetti, on assiste à un mouvement de *« délocalisation en dominos »* des productions, quittant les bassins traditionnels pour s'implanter dans les régions de grande culture où des hectares sont libérés ou voués à la jachère à la suite de la réforme de la politique agricole commune (PAC). Dans l'Aisne par exemple, terre de betterave et de blé par excellence, la production de légumes occupait en 1985 31 000 hectares et 62 200 en 1990. Les surfaces céréalières ont chuté de 276 000 à 242 900 hectares. Par ailleurs, les importations massives perturbent gravement le marché et les productions, et la préférence communautaire n'existe plus dans les faits.

Le rapport analyse longuement la crise qu'a connue l'an dernier le secteur des fruits, légumes et fleurs et qui s'est traduite notamment par une chute brutale du revenu de ces exploitations de 30 à 40 %. Paradoxe : les consommateurs n'ont que très partiellement bénéficié de la baisse des prix de ces produits. *« Dans un marché encore engorgé et perturbé par les dévaluations compétitives de l'automne 1992, comme celles de l'Espagne et du Portugal la semaine dernière, 1993 s'annonce aussi défavorable »,* notent les rapporteurs.

Face à un secteur de la distribution très concentré, celui de l'offre apparaît beaucoup trop atomisé : *« La grande distribution, qui occupe une part croissante dans les achats alimentaires, pèse d'un poids écrasant, en dépit d'une résistance relative des circuits traditionnels. La pression que les grandes surfaces exercent sur les producteurs leur permet de casser les prix. Par ailleurs, la qualité de la présentation des produits, souvent disposés en vrac, est parfois négligée. »*

« Patriotisme économique »

Le rapport du Sénat émet une trentaine de propositions pour améliorer la compétitivité de ce secteur et le fonctionnement du marché, parmi lesquelles on retiendra notamment : un volet fiscal permettant des provisions pour autofinancement ; l'allégement des charges sociales de la main-d'œuvre saisonnière ; un effort pour la promotion des produits de qualité à l'étranger ; le renforcement des organisations communes des marchés avec une implication plus volontariste des professionnels dans l'ensemble de la filière.

Mais, parmi ce catalogue de suggestions, on en citera trois originales qui ont des chances, inégales, d'être retenues. *« Il faut que les grandes centrales d'achat des supermarchés et hypermarchés manifestent un « patriotisme économique » vis-à-vis de nos produits, comme c'est le cas aux Pays-Bas, en Allemagne ou en Grande-Bretagne »,* a déclaré Jean Huchon. Le Sénat demande une surveillance accrue de l'application des accords préférentiels actuellement utilisés par certains pays tiers non bénéficiaires pour contourner les barrières communautaires. C'est ainsi que des cornichons sri-lankais sont achetés par la Turquie, qui les réexporte ensuite vers la CEE ; enfin, pour lutter contre le dumping social pratiqué par certains pays, dont les exportations à bas prix vers la CEE provoquent l'effondrement des cours européens, le Sénat demande l'institution d'une taxe différentielle destinée à rapprocher le prix d'entrée du prix communautaire.

Le produit de cette taxe pourrait, pour tout ou partie, être ristourné au pays exportateur pour aider son développement, notamment agricole, en favorisant l'essor des cultures vivrières.

FRANÇOIS GROSRICHARD

(1) Fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, ce rapport d'information a été rédigé par Jean Huchon (Union centriste, Maine-et-Loire) et Jean-François Le Grand (RPR, Manche). La mission avait été créée en décembre 1992. Un millier de personnes ont été rencontrées ou auditionnées et les sénateurs ont effectué plusieurs déplacements en province, au Maroc et aux Pays-Bas.

Dix millions d'offres et de demandes d'emploi

L'activité de l'ANPE a fortement progressé en 1992

L'activité de l'ANPE s'est sensiblement accrue en 1992, avec un total de flux d'inscriptions et de sorties d'environ 10 millions, a indiqué, mercredi 19 mai, Jean-François Colin, directeur général de l'ANPE. Faisant état d'un marché de l'emploi *« très dynamique et flexible »,* malgré une conjoncture *« particulièrement difficile »,* M. Colin a récusé *« des critiques parfois abusives sur l'activité de l'agence »*. *« Chaque jour ouvré,* a-t-il indiqué, *10 000 personnes retrouvent un emploi »*.

En 1992, les flux d'inscriptions ont été *« massifs et en forte progression »* : 5,750 millions de demandes d'emploi, soit un flux de 23 000 inscriptions par jour ouvré, soit une hausse proche de 9 % en un an. En catégorie 1 (demande d'emploi à durée indéterminée à temps complet), on a dénombré en 1992 4,3 millions d'inscriptions. Par ailleurs, 110 000 radiations administratives ont été prononcées et les offres d'emploi, *« en recul de 10 % sur les trois premiers mois de 1993 par rapport à 1992 »,* ont atteint 1,2 million, en progression de 8 % par rapport à 1991 grâce, notamment, aux contrats emploi-solidarité (CES).

POINT DE VUE

Tous dans le même sac ?

par Albert Merlin

FACE à la récession actuelle, la thèse la plus répandue est celle du dysfonctionnement des indicateurs. La dégradation est présentée comme inhabituelle, inattendue, anormale au sens étymologique du terme : ce qui expliquerait le sentiment de surprise. Vient ensuite le couplet archiconnu sur la vanité des prévisions dans un environnement aussi instable (mais si celui-ci était stable, y aurait-il besoin de faire des prévisions ?). Economistes et experts de tout acabit sont mis tous dans le même sac : le sac insondable de leurs erreurs.

Il vaudrait mieux regarder les faits. Pour les douze derniers mois, on ne peut pas parler de brouillard uniforme. Si l'on se réfère aux données procédant de l'industrie, on vérifie aisément que les sonnettes d'alarme ont correctement fonctionné, dès le printemps de 1992. C'est le cas, au niveau de la Communauté, de *« l'indice de confiance dans l'industrie »* publié chaque mois par Bruxelles ; c'est aussi le cas des indices précurseurs affichés par l'OCDE, au travers desquels on pouvait discerner, dès le deuxième trimestre, la perspective d'un retournement de l'activité.

Si l'on se reporte au profil des courbes allemandes, la conclusion est tout aussi nette : le fléchissement des commandes reçues par l'industrie d'outre-Rhin ne date pas du début 1993 ni même de la fin 1992, comme on l'a récemment affirmé à la Bundesbank, mais des premiers mois de l'an dernier. Les industriels voyaient la récession se profiler et le disaient, sans être entendus.

Mais en fait d'incompréhension et de dialogue de sourds la France a sans doute battu les records. Dès la mi-1992, l'enquête auprès des chefs d'entreprise indiquait une nette plongée des perspectives d'activité, et dès septembre les industriels expliquaient *urbi et orbi,* au vu de leurs carnets de commandes, qu'il fallait s'attendre à un quatrième trimestre exécrable. Ce qui suggérait, pour l'ensemble de l'année 1992, une croissance du PIB très inférieure à la prévision officielle (1,8 %) et pour 1993 un premier semestre en récession. L'Association des économistes d'entreprise confirmait le hiatus croissant entre l'analyse des firmes et celle des services officiels. N'empêche qu'il a fallu attendre mars 1993 pour que ces derniers admettent leur surestimation, à la fois sur 1992 et 1993. Plus près du terrain, les conjoncturistes des instituts privés ont mieux réagi, mais tout de même avec quelque retard.

N'accablons personne. Tout le monde fait des erreurs de prévision tous les jours ; simplement, elles ne sont pas publiées. Ce qui reste critiquable, c'est la négation de l'évidence, quand il suffit de lire les courbes pour déchiffrer l'avenir à court terme. Parti pris politique ? Même pas. La faille vient tout simplement de ce que les macroéconomistes ne sont pas assez attentifs à ce que disent les industriels. Les sonnettes d'alarme fonctionnent, encore faut-il les écouter.

► **Albert Merlin est directeur des études économiques de Saint-Gobain.**

Une étude du ministère du travail

8,6 % des salariés sont rémmérés au SMIC

Le pourcentage de salariés rémunérés au SMIC (5 756 francs bruts par mois sur la base de 169 heures) au sein de la population active est resté stable à 8,6 % entre juillet 1991 et juillet 1992 alors qu'il représentait 10,9 % en 1990, selon une étude du ministère du travail publiée mercredi 19 mai. Cette stabilisation s'explique par l'essoufflement des négociations sur les bas salaires entamées en 1990 dans les branches professionnelles.

L'étude note une tendance au vieillissement et à l'augmentation des *« smicards de longue durée »*. *« Les hommes sont davantage payés au SMIC au début de leur vie active alors que pour les femmes, cette situation est souvent plus durable »,* estime le ministère. Au total, les femmes sont près de trois fois plus souvent payées au SMIC que les hommes (14,1 % contre 5,1 %). Entre juillet 1991 et juillet 1992, la proportion de *« smicards »* a augmenté dans l'industrie, le bâtiment et plus faiblement dans les transports mais elle a reculé dans les commerces et surtout dans les services. Le secteur de l'hôtellerie-restauration est *« un cas à part »* : selon l'étude, le pourcentage de *« smicards »* représente 28,1 % des salariés de cette activité qui dispose *« de la plus mauvaise couverture conventionnelle »*.

Premier employeur d'Epernay

Moët et Chandon va supprimer 200 à 230 emplois

Moët et Chandon, premier employeur d'Epernay (Marne), *« adapte ses ressources humaines »*. Invoquant *« l'effondrement de ses marges »* et la chute de ses ventes pour cause de récession, le numéro un français du champagne, qui emploie 1 600 personnes réparties entre les marques Moët et Chandon, Mercier et Ruinart, envisage de supprimer entre 200 et 230 emplois sur dix-huit mois, à partir de juillet, a indiqué jeudi 20 mai, Yves Bénard, président du directoire. Les suppressions de postes concernent pour moitié des personnes âgées d'au moins cinquante-six ans.

Filiale de LVMH, Moët et Chandon a tout de même réalisé l'an passé un bénéfice de 300 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 3 milliards. Selon le président du directoire, le plan social qui sera présenté est original car il prévoit une participation de Moët et Chandon dans la mise en place d'un *« groupe de réflexion et d'action visant à valoriser les compétences économiques champenoises »* et à *« dynamiser le tissu économique local »*.

Précisant ses orientations économiques

Le gouvernement algérien réaffirme la priorité accordée à la défense des entreprises publiques

ALGER

de notre correspondante

La publication, en début de semaine, de deux circulaires officielles – l'une sur les *« conditions de mise en œuvre du plan national pour 1993 »,* l'autre sur le *« remodelage organique »* des entreprises du secteur public – apporte un éclairage plus affiné sur les grandes orientations de politique économique présentées à la fin de l'année dernière par le gouvernement de Belaïd Abdesslam.

Ces deux textes, auxquels le quotidien progouvernemental *El Moudjahid* a réservé une large place dans son édition du mardi 18 mai, confirment, tout d'abord, la priorité accordée à la défense des entreprises publiques. Invitées à s'engager sur la voie d'une *« nécessaire reconstruction »,* ces entreprises – dont les ternes performances ne sont un mystère pour personne – devront tenter de se regrouper *« soit par branche, soit en raison de liens existant entre leurs activités, soit sur la base d'autres critères »* que les ministères concernés sont appelés à définir. Cet effort d'assainissement devrait se traduire notamment par la *« création de groupes industriels et financiers et de sociétés holdings »* et par la mise en place d' *« une entité chargée d'administrer le portefeuille d'actions, libellées au nom de l'Etat »*. La circulaire évoque également *« le caractère cessible des actions et des éléments du patrimoine »,* exception faite, bien sûr, des *« entreprises stratégiques »*.

La seconde circulaire, relative au *« plan national pour 1993 »,* s'inscrit, elle aussi, dans le droit fil de la *« charte du redressement »,* présentée par M. Abdesslam en septembre 1992, et illustre, de manière détaillée, les termes du décret législatif du 24 avril. Les attributions du *« comité* ad hoc *du commerce extérieur »,* créé en octobre 1992, y sont plus nettement précisées. Chargé *« d'accélérer la programmation des importations stratégiques »* (en particulier les matériaux de construction et les médicaments), d'initier une gestion plus rigoureuse des lignes de crédit et *« d'actualiser la liste des produits suspendus à l'importation »,* ce comité devra également *« mettre en place le marché libre des changes, qui sera alimenté notamment par les recettes d'exportation, hors hydrocarbures, et les transferts de notre émigration »*.

Vers un dinar « à deux vitesses » ?

C'est sur ce point que porte l'essentiel des discussions avec le Fonds monétaire international (FMI), dont une délégation est attendue à Alger, fin mai. L'idée d'instaurer un dinar *« à deux vitesses »,* celui du marché libre, proche du cours parallèle, servant à financer les importations non prioritaires, les allocations au taux officiel, décidées par le *« comité* ad hoc *»,* étant réservées aux importations prioritaires, semble faire son chemin. Dernier point important, évoqué dans la circulaire : *« l'élargissement du secteur bancaire et la diversification de ses instruments »* – une formule laborieuse qui n'exclut pas l'éventualité d'une ouverture aux banques privées, algériennes et étrangères.

CATHERINE SIMON

Divorce dans le secteur de l'habillement en Italie

Miroglio renonce à GFT

La crise incite à la prudence. Le groupe de confection italien Miroglio renonce à prendre le contrôle de son compatriote Gruppo Finanziario Tessile (GFT). Un mois et demi après la signature d'un protocole d'accord (*le Monde* des 9 et 13 avril), les deux groupes viennent de publier un communiqué commun officialisant leur rupture : *« Les vérifications effectuées aussi bien au sein du groupe qu'auprès des partenaires étrangers ont fait apparaître des différences de conception essentielles sur la façon d'opérer sur le marché. »* Allusion, sans doute, à la *« différence de culture »* existant entre un groupe – Miroglio – spécialisé dans le prêt-à-porter féminin sans marque et GFT, mondialement connu pour sa production de vêtements masculins griffés (Valentino, Dior, Armani, Montana...).

Financièrement aussi, l'opération qui devait donner aux deux alliés une taille équivalente à Benetton, était risquée, Miroglio devait, en effet, malgré un chiffre d'affaires inférieur au Gruppo, souscrire à une augmentation de capital de ce dernier pour un montant de 150 milliards de lires (553 millions de francs). Une augmentation de capital qui lui aurait donné 60 % du capital de GFT, tout en permettant à ce dernier de résorber une part de ses dettes.

Depuis deux ans, en effet, GFT va mal. Trop longtemps portée par la notoriété de ses licences, la société est frappée de plein fouet par le changement de comportement d'un consommateur privilégiant, désormais, le prix à la marque. Ls années 1991 et 1992 ont été désasteuses, le Gruppo perdant 45 puis 55 milliards de lires pour un chiffre d'affaires stagnant autour de 1 500 milliards (5,5 milliards de francs). L'endettement grimpe à plus de 400 milliards de lires, alors que le groupe doit investir pour imposer de nouvelles collections de prêt-à-porter, moins chères. Selon la presse italienne, la famille Rivetti qui détient 100 % du Gruppo, aurait fait appel à la banque Mediobanca pour l'aider à trouver une solution de rechange, malgré cessions d'actifs et réductions d'effectifs.

Avec 1 200 milliards de lires de chiffre d'affaires (4,4 milliards de francs) Miroglio, en revanche, a déjà troqué la prise de contrôle de GFT, pour des opérations moins risquées, comme le récent achat en France, de Claverie et Sym, le prêt-à-porter féminin d'Yves Rocher (*le Monde* du 8 mai).

P.-A. G.

INDICATEURS

FRANCE

• **Chute de la production industrielle en mars.** – La production industrielle de la France a fortement chuté en mars, a indiqué l'INSEE, mercredi 19 mai, de 0,9 % par rapport au mois précédent. En février, la production industrielle avait progressé de 2,5 % par rapport à janvier. L'indice calculé par l'INSEE se retrouvait fin mars à son niveau de novembre 1992 (110, base 100 en 1985). La tendance est marquée par une poursuite du repli de la production manufacturière : au cours des trois premiers mois de l'année, celle-ci a diminué de 1 % par rapport au dernier trimestre de 1992. Parmi les biens intermédiaires, dont la production baisse globalement de 1,4 % en mars par rapport à février, les matériaux de construction sont particulièrement touchés (– 7 %), attestant des difficultés du secteur du bâtiment. L'agro-alimentaire est le seul grand secteur dont la production s'est inscrite en hausse en mars (+ 0,4 %).

GRANDE-BRETAGNE

• **Légère diminution du chômage en avril.** – Pour le troisième mois consécutif, le chômage a diminué en avril en Grande-Bretagne : le nombre de sans-emploi a diminué de 1 400, retombant à 2,94 millions de personnes. En pourcentage de la population active, le taux de chômage est inchangé, à 10,5 %. En annonçant ce résultat, jeudi 20 mai, le gouvernement a fait savoir que l'amélioration de l'emploi en avril, très ténue, était clairement un signe de reprise économique.

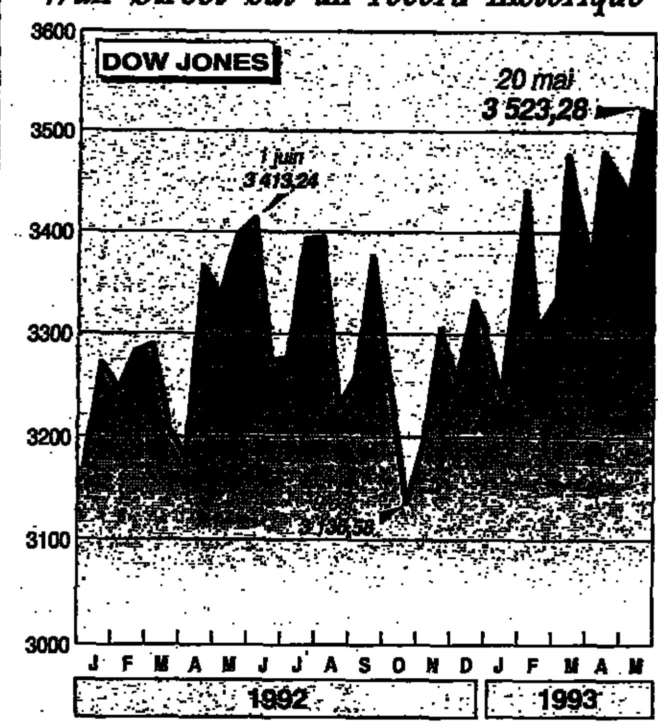
هكذا من الأصل

ÉCONOMIE

FINANCES

Vive progression de la place de New-York

Wall Street bat un record historique



Pour la première fois depuis sa création en 1884 par le Customer's Afternoon Letter, *ancêtre du* Wall Street Journal, *l'indice Dow Jones des trente valeurs vedettes de la Bourse new-yorkaise a franchi, mercredi 19 mai, la barre des 3 500 points, pour s'inscrire à 3 500,03. Dès le lendemain, après avoir soufflé un peu au cours de la matinée, le principal indicateur de Wall Street inscrivait un nouveau record à 3 523,28 points* (lire ci-dessous). *Au milieu de la morosité ambiante, l'explication avancée pour justifier cette vive progression est le brusque revirement à la baisse des taux d'intérêt à long terme américains. Ceux-ci avaient nettement progressé en raison des craintes d'accélération de l'inflation. Les opérateurs ont jugé que les liquidations des derniers jours sur le marché obligataire, qui avaient provoqué une nette remontée des taux (au-dessus de 7 %), avaient été largement exagérées, et ont procédé à des rachats massifs.*

Après le référendum danois sur le traité de Maastricht

Plusieurs pays européens ont diminué le coût du crédit

En dépit de la déception venue d'Allemagne, plusieurs pays européens ont choisi ces derniers jours de poursuivre le mouvement de baisse des taux amorcé depuis plusieurs mois. Mercredi 19 mai, le conseil des gouverneurs de la Bundesbank a choisi de ne pas modifier le taux de l'escompte et le taux *lombard, en dépit de l'assouplissement* des conditions de prêt sur le marché monétaire d'outre-Rhin. Cependant, la bonne tenue des marchés de l'argent en Europe et le résultat positif du référendum danois du 18 mai ont incité les autorités monétaires danoises, puis suédoises, belges, hollandaises, irlandaises, italiennes et portugaises à diminuer le crédit.

Une baisse importante a été mise en œuvre par la banque centrale italienne, qui a ramené, jeudi 20 mai, son taux de l'escompte de 11 % à 10,50 %, poursuivant ainsi la décrue amorcée après la suspension de la participation de la lire au système monétaire européen (SME) en septembre dernier. Le taux de l'escompte italien se situe désormais à son plus bas niveau depuis 1978. Les principales banques commerciales du pays ont abaissé leur taux de base à 11,75 %.

Le rapport annuel de la FIBV

La Fédération internationale des Bourses de valeurs veut accentuer son rôle d'accueil et de guide

La Fédération internationale des Bourses de valeurs (FIBV) qui a présenté mercredi 19 mai à Paris son rapport annuel 1992, *«entend encore accentuer son rôle d'accueil et de guide des marchés boursiers émergents»*, a déclaré Jean-François Théodore, président de la FIBV depuis décembre 1992.

Créée il y a trente-deux ans à l'initiative de la France, la FIBV regroupe tous les marchés réglementés. Elle compte trente-trois membres actifs, c'est-à-dire toutes les grandes Bourses, dix membres associés (autres Bourses de pays ayant déjà un marché de premier plan) et trente-sept membres correspondants, en majorité des Bourses «jeunes» comme celles de Bombay en Inde, de Lagos au Nigéria ou de Varsovie en Pologne. En août 1992, cette fédération a accueilli comme nouveaux membres Istanbul et Téhéran.

MARCHÉS FINANCIERS

NEW-YORK, 20 mai ↑ Nouveau sommet

Wall Street a enregistré un nouveau record, jeudi 20 mai, grâce à une nette progression dans les derniers échanges, à l'issue d'une séance dominée par l'indécision des investisseurs. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé à 3 523,28 points en hausse de 23,25 *points, soit une progression de* 0,66 %. Le volume des transactions a *été élevé* avec quelque 281 millions de titres échangés. Le nombre de valeurs en hausse a largement dépassé celui des titres en baisse : 1 140 contre 770 alors que 605 actions restaient inchangées.

Gagnant jusqu'à 16 points *une heure après l'ouverture*, Wall Street a ensuite évolué étroitement autour de son niveau de clôture de la veille avant de se ranimer en fin de séance par des achats sur programme informatique. *«En dépit du nouveau record, on a un marché irrégulier avec des facteurs contradictoires»*, a souligné Alan Ackerman, *analyste chez Reich and Co.* Le niveau inchangé des taux d'intérêt à long terme, qui s'étaient envolés en début de semaine, a contribué à la poursuite de la hausse à Wall Street, a ajouté M. Reich.

Sur le marché obligataire, le taux moyen sur les bons du Trésor à 30 ans, principale référence, est resté inchangé à 6,97 %.

VALEURS	Cours du 19 mai	Cours du 20 mai
Alcoa	68 3/4	68
ATT	60 1/4	60
Boeing	40 1/2	40 5/8
Chase Manhattan Bank	30 1/4	30 1/8
Du Pont de Nemours	51 7/8	52 3/8
Eastman Kodak	52	52 1/8
Exxon	64 5/8	64 3/8
Ford	52 1/8	51 3/4
General Electric	93 1/4	93
General Motors	39 3/4	39 7/8
Goodyear	39	39 1/8
IBM	49 1/2	49 1/4
ITT	81 5/8	81 1/2
Mobil Oil	70 1/4	70 1/2
Pfizer	71 1/2	71 3/4
Schlumberger	64 1/2	64 1/4
Texaco	64 1/2	64 1/8
UAL Corp. ex-Allegis	141 1/8	140 1/8
Union Carbide	19 1/2	19 1/4
United Tech.	52	53 1/4
Westinghouse	15 5/8	15 3/8
Xerox Corp.	73 1/4	73 5/8

LONDRES, 20 mai ↓ Léger repli

Les valeurs *ont* viré à la baisse en fin de séance, jeudi 20 mai, au Stock Exchange, dans le sillage du marché à *terme et de l'ouverture hésitante de* Wall Street. Elles avaient initialement progressé en réaction au record atteint par le Dow Jones, mercredi 19 mai, et à une baisse du chômage britannique en avril pour le troisième mois consécutif. Au terme des transactions, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en léger *repli de 2,9 points*, soit 0,1 % à 2 816,8, alors qu'il avait gagné 13,1 points dans la matinée.

Les fonds d'Etat ont légèrement progressé. Le volume des échanges s'est élevé à 699,4 millions de titres contre 645,9 millions la veille.

Du côté des valeurs, les banques ont maintenu leurs gains, mais les pétrolières, les assurances, les alimentaires et les brasseurs ont perdu du terrain.

VALEURS	Cours du 19 mai	Cours du 20 mai
Allied Lyons	5,32	5,24
B.P.	3,07	3,07
B.T.R.	5,98	5,91
Cadbury	4,36	4,20
De Beers	11	11,50
Glaxo	8,42	8,38
G.U.S.	28,13	28,13
I.C.I.	12,46	12,57
Reuters	12,57	12,74
RTZ	6,38	6,37
Shell	6,07	6,05
Unilever	10,17	9,97

TOKYO, 21 mai ↑ Reprise

La Bourse de Tokyo a fini en hausse vendredi 21 mai, quoique en deçà de son plus haut niveau du jour. Au terme des transactions, l'indice Nikkei a gagné 227,08 points, soit 1,12 %, à 20 557,47 points, après un plus haut de 20 653,85 points atteint en cours de séance. Le volume *des échanges s'est sensiblement* gonflé puisqu'il s'est traité environ 400 millions de titres contre 350 millions la veille.

Cette progression s'est effectuée grâce à des achats à bon compte de valeurs à forte capitalisation par des institutionnels japonais. Les valeurs de la construction navale et de la sidérurgie ont été particulièrement recherchées.

VALEURS	Cours du 20 mai	Cours du 21 mai
Ajinomoto	1 380	1 380
Bridgestone	1 380	1 380
Canon	1 420	1 430
Fuji Bank	2 060	2 080
Honda Motors	1 400	1 390
Matsushita Electric	1 280	1 310
Mitsubishi Heavy	706	734
Sony Corp.	4 6880	4 730
Toyota Motors	1 700	1 710

COMMUNICATION

Illustration, sur ABC, du récent accord entre Time Warner et US West

«Wild Palms», le premier feuilleton de l'ère technologique

WASHINGTON

de notre correspondant

Est-ce tout à fait un hasard? Au moment où, pour la première fois, un monstre du câble, du spectacle et de l'information, Time Warner, s'associe avec un monstre du téléphone, US West, pour créer la «Nouvelle Frontière électronique», celle de demain (*le Monde* du 19 mai), une des grandes chaînes de télévision américaine, ABC, diffuse *Wild Palms*, un feuilleton épique, mi-bande dessinée, mi-conte philosophique, sur l'univers que va produire ce mariage à trois : téléphone, ordinateur et télévision.

Les «networks», les réseaux hertziens de télévision, appellent cela un *«événement télévisé»*, une de ces émissions produites à gros frais, annoncée avec force publicité, et destinée à prouver qu'il y a encore, à l'heure du câble, une place pour le grand spectacle télévisuel : celui qui tire une partie de sa force d'attraction du fait qu'il est regardé à la même heure par des millions de téléspectateurs. C'est la télévision de grande consommation, et de communion sociale, face au câble, la télévision individualisée, celle des publics «ciblés». ABC n'a pas lésiné, qui a confié au cinéaste Oliver Stone – réalisateur de *JFK*, le film sur l'assassinat du président Kennedy – le soin de diriger cette lourde production : six heures de feuilleton, diffusées durant quatre jours consécutifs (du dimanche 16 au mercredi 19 mai). Ce seul aspect de *Wild Palms* – une super-production mise en œuvre par un homme du grand écran et programmée sur moins d'une semaine – suffirait à retenir l'attention.

Il y a plus. *Wild Palms* est sans doute le premier feuilleton de la nouvelle ère technologique, celle qu'annonce, justement, l'accord Time Warner-US West. C'est la première œuvre de culture de masse consacrée à la société de l'image et de l'informatique, le premier grand film, qui ne soit pas totalement de la fiction, sur ce que peut produire la combinaison télévision-ordinateur : l'effacement de la frontière entre la réalité tout court et la «réalité virtuelle», celle que l'on crée sur l'écran bleu de la nouvelle machine.

Une fable sombre

L'histoire est fondée sur une bande dessinée écrite par le romancier Bruce Wagner, également auteur du scénario de *Wild Palms*; elle s'inspire aussi de l'œuvre de William Gibson (*Neuromancer*), autre romancier de la nouvelle ère technologique. Elle se passe en 2007, à Los Angeles, avec des bons et des méchants qui se bagarrent sur un rythme de «polar», un «polar» qui ne se prendrait pas toujours au sérieux, qui ressemblerait parfois à un «soap hallucinatoire», oscillerait entre la farce et la leçon de *morale, le tout sur fond d'images* hyper-réalistes. En résumé, l'abominable sénateur Anton Kreutzer, patron d'un empire multimédia, fondateur d'une secte, l'Eglise de la Synthiotique, est détenteur du secret technologique de l'hologramme télévisé (des images à trois dimensions).

Avec cette technique, il a entrepris de manipuler les rêves de la population afin de créer *«une nouvelle réalité, une réalité améliorée que contrôlerait Mimecom»* (le groupe multimedia du sénateur). Les partisans du sénateur, les «Fathers», se heurtent à un groupe d'humanistes libéraux, les «Friends», ultimes gardiens de la liberté de conscience face à la force de frappe et de manipulation que constitue un groupe multimedia appuyé sur le couple télévision-ordinateur. C'est une fable sombre. *Certains diront qu'il ne fallait* pas s'attendre à une vision plus optimiste de la part d'Oliver Stone, obsédé du complot, dont le dernier film *JFK* révélait déjà une forte tendance à la paranoïa.

Stone envisage *«le spectre d'une technologie incontrôlable menaçant de s'emparer de nos vies et de nos âmes»*, écrit le *New York Times*, qui ajoute : *«La vérité dérangeante à propos de* Wild Palms, *c'est que seuls quelques millimètres séparent cette œuvre supposée de science-fiction de la réalité scientifique.»* Il y a des poètes de la Nouvelle Frontière électronique plus optimistes : ces «com-boys de la console», nombreux à la Maison Blanche de Bill Clinton, voient dans l'association téléphone-ordinateur-télévision le plus formidable outil jamais conçu de diffusion du savoir. Ils rêvent à une nouvelle version de l'idéal jeffersonien où la démocratie serait renforcée non plus par la diffusion de la propriété de la terre, ainsi que le pensait le bon Thomas Jefferson, mais par la diffusion de l'information à la portée de tous les citoyens. Un beau sujet de réflexion pour les conseils d'administration de Time Warner et US West...

A. Fr.

Après l'accord entre le Crédit lyonnais et la Creative Artists Agency

MGM gardera l'autonomie de ses choix artistiques

LOS ANGELES

correspondance

L'accord passé à Hollywood entre le Crédit lyonnais et l'agence artistique Creative Artists Agency (CAA), avait suscité bien des remous (*le Monde* du 15 avril) dans le monde du cinéma américain. Aujourd'hui, CAA demeure le conseiller de Metro Goldwyn Mayer (MGM, filiale du Crédit lyonnais) et le tumulte s'est apaisé. Les syndicats de la profession (Screen Actors Guild, Directors Guild of America, Writers Guild) se sont assurés que cet accord ne place pas l'agence en conflit d'intérêts vis-à-vis des acteurs, scénaristes et metteurs en scène qu'elle représente. *«Nous avons reçu des preuves écrites indiquant que l'actuelle direction de la MGM garde l'autonomie de ses décisions créatives et du choix de ses projets.»*

CAA s'est engagée publiquement à ne pas chercher à obtenir des informations confidentielles sur les contrats passés entre la MGM et d'autres agences artistiques et à ne *pas s'impliquer dans* le choix ni les contrats d'acteurs, scénaristes ou metteurs en scène employés par la MGM. Preuve de sa bonne foi, CAA remettra aux syndicats les copies de tous les contrats de ses clients employés par une compagnie de production liée au Crédit lyonnais. Dans une lettre annexe, la Creative Artists Agency précise que son accord avec le Crédit lyonnais *est limité dans* le temps et vise à restituer à la MGM sa place de producteur et de distributeur hollywoodien.

CLAUDINE MULARD

Implantation au Mexique d'un câblo-opérateur américain

TCI prend 49 % du capital de Cablevision

Telecommunications Inc. (TCI), le plus gros câblo-opérateur du monde (Etats-Unis), a acheté, pour un prix non rendu public, 49 % du capital de Cablevision, la filiale câble du groupe de communication mexicain Televisa. TCI et Televisa projettent de former une société *commune pour l'exploitation du* câble et de la télévision payante en Amérique latine. Le marché visé représente 350 millions de foyers, et les programmes seront *diffusés* en espagnol et en portugais. Televisa est l'un des plus puissants groupes de communication latino-américain avec un chiffre d'affaires de 1,36 milliard de dollars en 1992 (7,5 milliards de francs environ). TCI, qui gère directement et indirectement près de 13 millions d'abonnés aux Etats-Unis, possède également des participations dans des sociétés de câble situées dans neuf pays, dont la France (*le Monde* des 18 et 20 mai).

Dans un entretien avec «l'Expansion»

Martin Bouygues confirme son ambition dans les télécommunications

Martin Bouygues, président du groupe de BTP Bouygues, a confirmé dans un entretien avec le magazine *l'Expansion*, publié mercredi 19 mai, les ambitions de son groupe dans le secteur des télécommunications, en déclarant vouloir *«devenir un jour opérateur de services concurrent de France Télécom»*. Le groupe avait été vainement candidat en 1987 pour être opérateur dans la radiotéléphonie, secteur pour lequel il manifeste toujours un intérêt. Bouygues sera candidat sur le projet de radio-messagerie à la norme européenne Ermès. *Un appel d'offres a été lancé par* le ministère des postes et télécommunications en mars et sera clos en juin. Trois opérateurs peuvent être nommés.

Le groupe de BTP est déjà présent, à travers sa filiale EDTE, dans les *réseaux de radiotéléphonie à ressources partagées réservés* aux entreprises (réseaux 3RP).

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES — DANIEL SCHNEIDERMAN

Ambassadrices

DEPUIS une semaine, Isabelle Giordano campe pour Canal Plus en haut des marches du palais des festivals (on dit simplement « les marches »). Et depuis une semaine, elle n'en revient toujours pas, Isabelle, de voir tant de stars monter les marches si près d'elle. *« Que ressentez-vous à cet instant ? » « C'est important, pour vous, d'être là ce soir ? »* Elle les aime, ses stars. Toutes. Même Sylvester Stallone, *« bien qu'il n'ait pas typiquement un physique de séducteur »*. De temps à autre, Antoine de Caunes la met en boîte : *« Vous voulez dire qu'il est moche, Isabelle ? »*

Tout le monde semble d'ailleurs prendre plaisir à mettre en boîte la pauvre Isabelle. Même ses stars, les ingrates. *« Michel Piccoli, vous êtes en direct à « Nulle part ailleurs », c'est important, pour vous, d'être là ce soir ? »* Alors le comédien, pénétré et gaullien : *« C'était important d'être là ce matin. »* Un silence. *« C'était important d'être là cet après-midi. »* Second silence. *« C'est important d'être là ce soir. »* Et la péroraison, définitive : *« Et ce sera important de rester demain. »*

Depuis une semaine, les giordanologues se perdent en conjectures. Isabelle est-elle vraiment aussi « premier degré » que ses commentaires – *« L'arrivée de Liz Taylor, véritable ange gardien contre le sida, est un moment "très émouvant »*, etc. – ou bien, en ce royaume du cinéma, et dans cet antre de la dérision qu'est « Nulle part ailleurs », joue-t-elle elle aussi un rôle, le rôle d'Isabelle Giordano sur les marches ?

Les allers et retours permanents du studio en plein air de « Nulle part ailleurs » au Palais des festivals constituent en tout cas une étrange collision frontale du premier et du second degré. Car autour de Philippe Gildas, on ne se prive pas de ricaner d'Isabelle. Quand Isabelle voit en Liz Taylor un *« ange gardien contre le sida »*, la caméra nous montre Thierry Lhermitte, aux côtés de Gildas, pouffant de rire. Comme si Canal Plus s'efforçait de fournir à la fois l'événement – la montée des marches – et sa « guignolisation » immédiate. Mais la montée des marches est-elle encore l'événement ? L'événement ne s'est-il pas déplacé de quelques centaines de mètres ? La joyeuse équipe de « Nulle part ailleurs » n'a-t-elle pas dévoré tout cru le festival et ses stars ? N'est-ce pas à une sympathique et conviviale cannibalisation que l'on assiste ? Isabelle Giordano, envoyée spéciale d'Antoine de Caunes auprès de Liz Taylor, est-elle autre chose qu'une ambassadrice de charme déléguée par la puissance dominante chez un vassal glorieux mais dépassé, une Pamela Harriman de la Croisette, en quelque sorte ?

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 21 mai

TF 1

20.50 Magazine : Les Marches de la gloire.

22.25 Magazine : Ushuaïa. Présenté par Nicolas Hulot. Hommage aux pompiers du ciel. La Foire aux mégères, de Frédéric Handengue ; Coup de bambou, de Jean-Louis Dufour ; A la rencontre des baleines, de Ross Isaacs et Chris Strewe ; Voltige ascensionnelle, de Gil Kebaïli.

23.30 Divertissement : Sexy Dingo.

0.00 Série : Les Enquêtes de Remington Steele.

0.55 Journal et Météo.

FRANCE 2

20.50 Série : Nestor Burma. Pas de bavards à la Muette. *Le célèbre détective enquête dans le seizième arrondissement de Paris après un prétendu vol de bijoux.*

22.25 Magazine : Bouillon de culture. En direct de Cannes. Thème : les femmes. Invitées : Emma Thompson, à propos de *Beaucoup de bruit pour rien*, de Kenneth Branagh ; Laure Adler *(les Femmes politiques)* ; Yolande Zauberman, réalisatrice de *Moi Ivan, toi Abraham*.

23.55 Journal et Météo.

0.15 Magazine : Signé Croisette. Le Festival de Cannes.

FRANCE 3

20.45 ▶Magazine : Thalassa. Le Rêve réalisé, de Lise Blanchet et Denis Bessompierre.

21.50 Magazine : Faut pas rêver. Invité : Nino Ferrer. Maroc : pierres de rêves en pays berbère, de Marie Binet ; Inde : un parfum de France, de Frédéric Soltan et Dominique Rabotteau ; Thaïlande : l'enfance du ring, de Gilles Mermet.

22.50 Journal et Météo.

23.15 Magazine : Le Divan. Présenté par Henry Chapier.

CANAL PLUS

20.35 Téléfilm : La Prochaine Victime. De Larry Shaw.

22.05 Divertissement : Ce soir avec les Nouveaux.

22.57 Flash d'informations.

22.59 Le Journal du Festival.

23.05 Cinéma : Le Bûcher des vanités. ■ Film américain de Brian De Palma (1990). Avec Tom Hanks, Bruce Willis, Melanie Griffith.

1.05 Cinéma : Un baiser avant de mourir. ■ Film américain de James Dearden (1991).

ARTE

20.40 Magazine : Transit. De Daniel Leconte. Revue de presse de Michel Polac ; le scandale étouffé du sang contaminé en Allemagne ; Burakumin.

22.10 Magazine : Macadam. Palo Conte, sous les étoiles du jazz, de Guy Andeani et Wolfgang Lünenschloss.

23.10 Dialogue avec André Malraux. Interview du ministre de la culture de 1968 par Klaus Harpprecht.

0.20 Musique : Montreux Jazz Festival (rediff., 26 min).

M 6

20.45 Téléfilm : Chantage à la cocaïne. De Leon Ichaso. *Descente au cœur de la pègre de Miami.*

22.20 Série : Mission impossible. Le Condamné.

23.15 Magazine : Les Enquêtes de Capital.

23.45 Magazine : Emotions.

0.15 Informations : Six minutes première heure.

0.25 Magazine : Rapline. Janet Jackson.

2.30 Rediffusions.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio archives. Cycle Albert Riera (2).

21.32 Musique : Black and Blue. Le Jay Jay Johnson d'aujourd'hui. Avec Philippe Allard.

22.40 Les Nuits magnétiques. Au fil des génies, retour du Mali. 4. La solitude des gaw.

0.05 Du jour au lendemain. Dans la bibliothèque de... notre collaborateur Edwy Plenel.

0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 22 avril au Théâtre du Châtelet) : Concerto pour violon et orchestre en ré majeur op. 77, Symphonie n° 1 en ut mineur op. 68, de Brahms, par l'Orchestre national de France, dir. Charles Dutoit ; sol : Ithzak Perlmann, violon.

23.09 Jazz club Par Claude Carrière et Jean Delmas. En direct de La Villa à Paris : Danilo Perez, planiste avec David Sanchez, saxophone, Thomas Bramerie, contrebasse et George Brown, batterie.

1.05 Papillons de nuit. Par Marie-Noëlle Combes. Rêveries.

Samedi 22 mai

TF 1

14.10 La Une est à vous. Avec la série : Un flic dans la Mafia.

17.25 Magazine : Trente millions d'amis.

17.55 Divertissement : Les Roucasseries.

18.25 Divertissement : Vidéo gag.

18.55 Série : Beverly Hills.

19.50 Tirage du Loto (et à 20.40).

20.00 Journal, Essais de formule 1, Tiercé, Météo et Trafic infos.

20.45 Série : Columbo. Meurtre en deux temps.

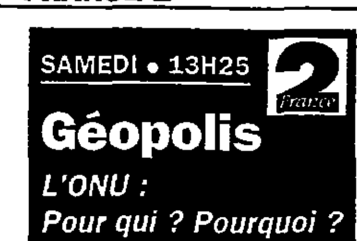
22.25 Téléfilm : Brigade de choc à Las Vegas 2. D'Aaron Lipstadt et Leo Penn.

0.05 Magazine : Formule foot. Championnat de France.

0.45 Sport : F1 Magazine. Grand Prix de Monaco.

1.20 Journal et Météo.

FRANCE 2



14.15 Magazine : Animalia. Aux Caraïbes, de Bernard de Amorin.

15.15 Magazine : Sport passion. A 15.45, Rugby : demi-finale du championnat de France ; A 16.25, Mi-temps ; A 16.30, 2e mi-temps ; A 17.35, Cyclisme : 3e Classique des Alpes, entre Chambéry et Aix-les-Bains ; Tennis de table.

18.55 INC.

19.00 Magazine : Frou-frou. Invité : Bruno Peyron.

20.00 Journal, Journal des courses et Météo.

20.50 Divertissement : Surprise sur prise. Avec Sonia Dubois, Jean-Loup Chrétien, Julie, Demis Roussos.

22.25 Variétés : Taratata Invité : Laurent Voulzy. Avec Alexandra Kazan, Véronique Rivière, Françoise Hardy, Alain Lubrano, Mark Curry, Claude Luzzana.

23.55 Journal et Météo.

0.10 Magazine : Signé Croisette. Le Festival de Cannes.

0.25 Magazine : La 25e Heure. Ouagadougou, portraits de dieux, de B. Lamy. *Au Burkina-Faso, une société partagée entre le culte des ancêtres, Jésus et Allah.*

FRANCE 3

14.00 Série : La croisière s'amuse.

15.55 Série : Matlock.

17.40 Magazine : Montagne. Ceux d'en haut, de R. Théron. Invité : Rufus. *Alpage sur les hauts plateaux du Vercors.*

18.25 Jeu : Questions pour un champion.

18.50 Un livre, un jour. *Les Anciens Grecs*, de Moses I. Finley.

19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.

20.05 Divertissement : Hugodélire (et à 20.40).

20.15 Divertissement : Yacapa. Invités : Caroline Legrand, Florence Brunold, Eric Thomas, Virginie Lemoine.

20.45 Téléfilm : Notre-Dame des Anges. De Pascal Gœthals.

22.20 Journal et Météo.

22.45 ▶ Magazine : Vis-à-vis. Idir et Johnny Clegg *a cappella*, de Jean-Jacques Birgé et Patrice Barrat.

23.40 Magazine : Salut Manu. Présenté par Manu Dibango et Yianna Katsoulos avec le Soul Makossa Gang. Invités : Art Mengo et Fabienne Thibeault.

0.25 Continentales club. Meilleurs moments de la semaine.

CANAL PLUS

14.05 Téléfilm : La Vie en suspens.

15.45 Les Superstars du catch.

16.40 Sport : Basket-ball américain.

18.00 Dessin animé : Les Razmoket.

18.25 Décode pas Bunny.

19.20 Canal Peluche. Coby.

En clair jusqu'à 20.30

19.30 Flash d'informations.

19.35 Le Top.

20.30 Téléfilm : Piège de feu. De Robert Day.

22.00 ▶ Documentaire : Araignées géantes d'Amazonie.

22.50 Flash d'informations.

22.52 Le Journal du Festival.

23.00 Magazine : Jour de foot. Buts et extraits des matches de la 36e journée du Championnat de France de D1.

23.30 Cinéma : Ratman. □ Film italien d'Anthony Ascot (1987).

0.50 Cinéma : Barton Fink. ■■■ Film américain de Joel et Ethan Coen (1991). Avec John Turturro, John Goodman, Judy Davis (v.o.).

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00

17.00 Magazine : Transit. De Daniel Leconte (rediff.).

19.00 Magazine : Via Regio. Les régions européennes. Finmark, Mecklembourg, Chypre.

19.30 Documentaire : Histoire parallèle. Actualités britanniques et japonaises de la semaine du 22 mai 1943.

20.20 Chronique : Le Dessous des cartes. De J.-C. Victor. L'Europe géographique.

20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Documentaire : L'Œil du cameraman. De Jörgen Stumpfhaus. *Walter Frentz a été le cameraman personnel de Hitler pendant plusieurs années. Il affirme aujourd'hui ne pas avoir été nazi. Un documentaire qui pose la responsabilité du cameraman et qui a suscité une vive polémique.*

22.10 Téléfilm : Cappuccino mélange. De Paul Harather.

23.45 Musique : Montreux Jazz Festival.

0.15 Série : Monty Python' Flying Circus (rediff., 30 min).

M 6

14.50 Série : Les Champions.

15.40 Série : Amicalement vôtre.

16.40 Magazine : Culture rock. La saga d'Elton John.

17.10 Série : Le Saint.

18.15 Série : Brigade de nuit.

19.10 Magazine : Turbo. Spécial BMW.

19.54 Six minutes d'informations, Météo.

20.00 Série : Cosby Show.

20.35 Divertissement : Tranche de rire.

20.45 Téléfilm : L'Amour déchiré. De Tom McLoughlin.

23.25 Téléfilm : La Piste de l'homme mort. De Brude Bilson.

0.40 Série : Soko, brigade des stups.

FRANCE-CULTURE

20.30 Photo-portrait. Thierry Lajet, écrivain.

20.45 La Radio sur un plateau. Ambulance, de Gregory Motton, texte français de Nicole Brette.

22.35 Musique : Opus. José Romero, flamenco et formes musicales andalouses à portée de piano.

0.05 Clair de nuit. Rencontre avec Tante Djinn ; Francis Coffinet (la Terre et le Temple).

FRANCE-MUSIQUE

19.30 Soirée lyrique. Opéra (donné le 5 septembre 1992 au Deutschen Oper de Berlin) : Das Schloss, opéra en deux actes et neuf tableaux, de Reimann, par le Chœur et l'Orchestre du Deutschen Oper Berlin, dir. Michael Boder ; sol. : Wolfgang Schoene, Friedrich Molsberger, Isolde Echlepp, Rolf Kuehne, Bengt-Ole Morgny, Ralf Lukas, Warren Mok, Ute Walter, Micha Schamir, Gerd Feldhoff, Adrianna Pieczonka, Michael Burt.

23.35 Ciné-radio Days. Par François Jenny. La musique classique utilisée et copiée dans bon nombre de films.

0.30 Sortilèges du Flamenco. Par Robert J. Vidal.

1.02 Maestro. Charles Dutoit, par David Jisse.

Dimanche 23 mai

TF 1

13.20 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.

14.15 Série : Starsky et Hutch.

15.10 Sport : Formule 1. Grand Prix de Monaco, en direct ; A 17.30, le Podium.

17.45 Divertissement : Vidéo gag.

18.05 Des millions de copains. Avec la série : Alerte à Malibu.

19.05 Magazine : 7 sur 7. Invité : Bernard Tapie.

20.00 Journal, Tiercé et Météo.

20.45 Cinéma : Docteur Popaul. ■ Film français de C. Chabrol (1972). Avec J.-P. Belmondo, M. Farrow, L. Antonelli.

22.35 Magazine : Ciné dimanche.

22.45 Cinéma : La Baraka. ■ Avec Roger Hanin, Gérard Darmon, Magali Renoir.

0.25 Journal et Météo.

0.35 Magazine : Le Vidéo Club.

FRANCE 2



13.20 Dimanche Martin.

14.55 Série : Mission casse-cou.

15.50 Dimanche Martin.

17.25 Documentaire : L'Odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau.

18.20 Magazine : Stade 2. En direct de Roland-Garros. Football ; Rugby ; Basket-ball ; Automobile ; Boxe ; Cyclisme ; Handball ; Tennis de table.

19.30 Série : Maguy.

20.00 Journal, Journal des courses et Météo.

20.50 Cinéma : Randonnée pour un tueur. ■ Film américain de R. Spottiswoode (1988).

22.40 Cinéma : Le Déclin de l'empire américain. ■■ Film canadien de Denys Arcand (1986).

0.25 Journal et Météo.

0.40 Magazine : Signé Croisette. Le Festival de Cannes.

FRANCE 3

13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. Pierre Jaminon, agriculteur ardennais qui voulait s'installer en Russie.

13.30 Téléfilm : Le Meurtre mystérieux de Thelma Todd.

15.05 Magazine : Sport 3 dimanche. A 15.10, Tiercé, en direct de Longchamp ; A 15.20, Tennis féminin ; A 16.20, Tennis de table ; A 17.15, Tennis : présentation des Internationaux de France.

17.30 Dessin animé : Les Simpson.

18.00 Magazine : Jamais sans mon livre. Présenté par Bernard Rapp. Invités : Jean-François Deniau, de l'Académie française ; Morgan Sportes *(Pour la plus grande gloire de Dieu)* ; Jean-Marc Dabadie, à propos de *Frontière d'Asie*, de Kenneth White et Louis Marin ; Erik Orsenna, à propos de *Far Tortuga*, de Peter Matthiessen.

19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.30, le journal de la région.

20.05 Divertissement : Yacapa. Invités : Pierre Santini, Danièle Gilbert, C. Jérôme, Olivier Lejeune.

20.45 Jeu : Questions pour un champion. Finale, suivi d'un Spécial étoiles, avec Patrick Dupond, Bernadette Lafont, Bernard Loiseau, Michel Leeb, Michel Legrand, Dee-Dee Bridgewater.

22.05 Magazine : A vos amours. Invité : Guy Béart.

22.50 Journal et Météo.

23.15 Cinéma : La Fiancée de Frankenstein. ■■ Film américain de James Whale (1935) (v.o.).

CANAL PLUS

14.05 Série : Antoine Rives, le juge du terrorisme. L'Affaire Akbari, de Philippe Lefebvre, avec Jacques Weber, Jean-Pierre Bisson.

15.35 Magazine : 24 heures (rediff.).

16.40 ▶Documentaire : Des singes dans la ville.

17.05 Divertissement : Ce soir avec les Nouveaux (rediff.).

18.00 Téléfilm : Les Audacieux. D'Armand Mastroianni.

En clair jusqu'à 20.30

19.25 Flash d'informations.

19.30 Ça cartoon.

20.25 Magazine : Dis Jérôme ? Brise, brouillard, givre et rosée.

20.30 Cinéma : La Sentinelle. ■■ Film français d'Arnaud Desplechin (1992).

22.50 Flash d'informations.

22.53 Le Journal du Festival.

23.00 Magazine : L'Equipe du dimanche. Présenté par Pierre Sled. Football. Boxe : France-Etats-Unis amateurs.

1.30 Cinéma : Watchers. □ Film canadien de John Hess (1988).

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00

17.00 Téléfilm : Cappuccino mélange.

18.30 Documentaire : Palettes.

19.00 Série : Ripping Yarns.

19.30 Magazine : Mégamix. De Martin Meissonnier. Young Gods, Zap Mama, James, Pardesi, Tziganes macédoniens, Mano Negra, Bel Canto, Lole y Manuel, Duende y Misterio del Flamenco, Massive Attack.

20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Soirée thématique : Max Frisch. Soirée proposée par Peter Fuhrmann. *Voyage dans l'œuvre du grand écrivain suisse mort il y a deux ans.*

20.45 Téléfilm : Barbe-Bleue. De Krzysztof Zanussi.

22.10 Entretien. *Au cours de cet entretien réalisé peu de temps avant sa mort, l'écrivain évoque son enfance à Zurich, sa famille, sa scolarité, son amour pour le théâtre, ses premiers voyages...*

22.45 Téléfilm : Holozän. De Heinz Bütler et Manfred Eicher (92 min, v.o.). *D'après la nouvelle de Max Frisch* l'Homme dans le quaternaire. *Ce film, qui a reçu le prix spécial du jury au Festival de Locarno, devrait sortir en salle en Suisse à la fin du mois.*

M 6

13.50 Série : Cosmos 1999.

14.45 Série : L'Heure du crime.

15.40 Magazine : Fréquenstar. Jean-Michel Jarre.

16.35 Magazine : Flashback. Spécial slow.

17.05 Série : Airport unité spéciale.

18.00 Série : Clair de lune.

19.00 Série : Tonnerre mécanique.

19.54 Six minutes d'informations, Météo.

20.00 Série : Cosby Show.

20.35 Sport 6.

20.45 Téléfilm : Quand l'amour s'emmêle. De Jack Bender.

22.25 ▶Magazine : Culture pub.

22.55 Cinéma : Black Emmanuelle en Amérique. □ Film italien de Joe d'Amato (1977).

0.30 Six minutes première heure.

FRANCE-CULTURE

20.30 Atelier de création radiophonique. Quatre pièces de T. Johnson et K. Mortley.

22.25 Poésie sur parole. Les poètes d'Hubert Reeves.

22.35 Musique : Le Concert (donné au Théâtre du Rond-Point des Champs-Elysées, en janvier 1993) : la Légende du serpent blanc, par les acteurs et musiciens de la Troupe numéro 3 de l'Opéra du Sichuan et de Chengdu.

0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.35 Concert (donné le 25 août 1992 lors du Festival de Salzbourg) : Im Nebel pour piano, de Janacek ; Variations pour piano à quatre mains D 813, de Schubert ; Sonate pour piano, de Janacek ; Divertissement pour piano à quatre mains D 823, de Schubert ; Par les sentiers broussailleux, quinze pièces pour piano, de Janacek ; Fantaisie pour piano à quatre mains en fa mineur D 940, de Schubert, par Andras Schiff, Bruno Canino, pianos.

22.33 Autoportrait. Par Marc Texier. Gérard Grisey.

23.35 L'Oiseau rare. Par Michèle Lejeune et Maguy Lovano. Symphonie n° 1, de Farten ; L'An mil, de Pierné.

1.00 Les Fantaisies du voyageur. Par François Picard. Irlande. Invités : Vincent Blin, violon, Gilles Poutoux, accordéon.

Recevant M. Mauroy à Moscou

M. Eltsine a demandé un « traitement spécial » pour la Russie

MOSCOU

de notre envoyé spécial

En visite à Moscou, Pierre Mauroy, président de l'Internationale socialiste, a estimé, jeudi 20 mai, que les socialistes devaient agir en Russie, comme dans les anciennes démocraties populaires de l'Est, *« pour qu'on ne confonde pas le communisme d'hier avec le socialisme, la liberté, la démocratie et la justice sociale »*.

C'est le principal message que le maire de Lille a tenu à délivrer à Boris Eltsine, qu'il a rencontré le même jour pendant près d'une heure au Kremlin. Selon M. Mauroy, le président russe lui a répliqué qu'*« on n'a pas besoin de lui expliquer la différence entre socialisme démocratique, socialisme et communisme. » « Dans le socialisme*, a-t-il poursuivi, *je n'oublie pas qu'il y a social et c'est à mes yeux très important »* .

Afin de nouer de nouvelles relations avec les anciens pays de l'Est, l'Internationale socialiste a créé, en janvier 1993, un Forum européen pour la démocratie et la solidarité, qui met provisoirement à l'écart le mot de « socialisme ». M. Eltsine a donné son accord à son visiteur pour que la Russie s'associe *« activement »* à ses prochains travaux. En guise de remerciements, M. Mauroy a réaffirmé que *« l'Internationale socialiste soutient les efforts du président Eltsine »*, jugeant même qu'*« une Assemblée qui n'est pas légitime pouvait difficilement aujourd'hui faire obstacle à un président qui veut aller vers davantage de démocratie »*.

L'ancien premier ministre a souligné que *« M. Eltsine avait manifestement un message à faire passer : le poids spécifique de la Russie justifie sur le terrain économique un traitement spécial »*. *« Il nous a mis en garde contre tout régime discriminatoire de l'Europe à l'égard de son pays »*, a-t-il ajouté.

Toujours selon M. Mauroy, M. Eltsine a prévenu qu'il ne répondrait pas à l'invitation qui lui a été lancée de se rendre au prochain sommet européen de Copenhague tant qu'un accord économique en bonne et due forme n'aurait pas été passé entre la Russie et la CEE. Le président russe refuse d'autre part de voir le Conseil de l'Europe continuer à marquer certaines réticences concernant l'accueil en son sein et à part entière de son pays. Sur ces deux questions, M. Mauroy a indiqué que M. Eltsine avait également le soutien de l'Internationale socialiste.

DANIEL CARTON

Pour répondre au plan de redressement du gouvernement

Le groupe communiste a présenté cinq « mesures urgentes »

En réponse au « plan Balladur », qualifié de *« plan d'abaissement de la France et de grave récession sociale »*, le président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, Alain Bocquet, a annoncé, mercredi 19 mai, le dépôt de cinq propositions de loi portant sur des *« mesures urgentes »*. *« Le premier ministre aime à mettre au défi quiconque de formuler d'autres propositions que les siennes*, a affirmé le député du Nord. *Les députés communistes relèvent ce défi. »*

La première de ces propositions concerne l'emploi et la croissance. Elle prévoit une taxe de 1 % sur les opérations de change à moins de trois mois, l'augmentation du SMIC à 7 500 francs, la réduction du temps de travail à 35 heures, sans diminution de salaire, dans les trois ans, la création d'un livret d'épargne populaire automobile.

La seconde porte sur la santé et la protection sociale : la CSG serait supprimée et remplacée par une taxation des revenus financiers et immobiliers au même taux (14,5 %) que les salaires, tandis que les cotisations patronales seraient modulées selon la politique de l'emploi suivie par les entreprises. Les allocations familiales seraient portées à 800 francs par enfant et versées dès le premier enfant.

Le troisième texte propose la réhabilitation de 200 000 logements par an et la construction de 300 000 logements neufs, ainsi que le retour à 1 % de la contribution logement des employeurs.

Le quatrième a trait à l'agriculture, à la revitalisation de l'espace rural. Le Parti communiste souhaite *« sortir l'agriculture des négociations du GATT »*. La dernière proposition de loi vise à instituer un scrutin de liste à un tour avec représentation proportionnelle pour l'élection des députés.

Alain Bocquet défendra par ailleurs la question préalable, selon laquelle il n'y a pas lieu de délibérer, lors de l'examen du projet de loi de finances rectificative, qui commence mardi 25 mai.

J.-L. S.

Des tracts anonymes distribués à Paris

« Ces hommes sont dangereux »

Les dix photographies sont *cadrées au plus près des visages.* Ce n'est qu'un tract, diffusé ces jours derniers dans les rues de Paris. *« Ces hommes sont dangereux pour votre sécurité. »* On dirait une affichette de western avec ses portraits de hors-la-loi offerts aux chasseurs de primes. Ou un avis de recherche épinglé au mur d'un commissariat. Mais l'histoire est, cette fois, celle du chasseur chassé. Les photos sont celles de représentants de la loi.

« Attention, flics en civil ! », prévient le tract. *« Ils ont été vus à l'œuvre dans les parages de la rue Jules-Joffrin, dans le XVIII[e] arrondissement de Paris, au cours des manifestations suite à la mort de Makomé. »* Le document leur attribue des *« interpellations sauvages (à coups de matraques, battes de base-ball, bâtons), chasse au faciès, insultes racistes (youpin, bougnoule, négro), ratonnades de jour et de nuit »*.

Les clichés ne portent pas de nom. On ne sait pas s'il s'agit vraiment de policiers. On ne sait pas si ces dix hommes ont quelque chose à se reprocher. Mais les portraits sont de si bonne facture que chacun reconnaîtrait les intéressés, s'il les croisait dans la rue. C'est sans doute le but recherché par les auteurs du tract, qui n'ont pas signé. Un syndicat de policiers, l'UNAPC, s'est ému auprès de Charles Pasque de cet appel à la *« vindicte populaire »*.

E. In.

Reporter au « Monde »

Annick Cojean reçoit le prix de l'Association des femmes journalistes

Annick Cojean, reporter au *Monde*, vient de se voir attribuer le quatrième prix de l'Association des femmes journalistes. Ce prix, d'un montant de 10 000 francs, récompense un article intitulé « Les humiliées de Guilvinec » (*le Monde* du 3 mars). Le jury comprenait onze femmes journalistes qui ont voté à l'unanimité. Ce prix, créé voilà quatre ans, distingue chaque année un article mettant en valeur la place qu'occupent les femmes dans la société.

[Née le 2 août 1957 à Brest (Finistère), Annick Cojean est licenciée en droit et diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris. Elle est entrée au *Monde* en *1981*, où elle est reporter depuis *1991*, après avoir été journaliste au service culturel et au département communication. Entre 1990 et 1992, elle a coanimé *parallèlement une émission quotidienne* sur France-Inter, « Zapping », consacrée à la télévision. Elle est l'auteur avec Frank Eskenazy d'un ouvrage intitulé *F. M. La folle histoire des radios libres* (Grasset, 1986).]

□ **Nomination de deux nouveaux vice-présidents au CNPF.** – Le conseil exécutif du CNPF a procédé, lundi 17 mai, à la nomination par cooptation de deux nouveaux membres et vice-présidents de l'organisation patronale. Martine Clément, PDG de Galvano-Plastie Industrie et président de la fédération des industries mécaniques, remplace Alain Banzet. Victor Scherrer, PDG de Brossard et président de l'Association nationale des industries agroalimentaires, remplace Philippe Deloffre.

□ **Matsushita mis à l'amende pour usurpation de brevet.** – La firme japonaise Matsushita Electric corp. (Panasonic, Technics, JVC) vient d'être condamnée par un juge de Newark (New-Jersey) à payer une amende de 21,6 millions de dollars (116 millions de francs) pour avoir usurpé le brevet d'une compagnie américaine de ventilateurs, Comair Rotron, a-t-on appris jeudi 20 mai. Le juge a également accordé 2,8 millions de dollars (15 millions de francs) de frais de justice à Comair.

M. François Bayrou invité du « Grand Jury RTL-*le Monde* »

François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, réélu en mars dernier député UDF-CDS des Pyrénées-Atlantiques, président du conseil général de ce département, sera l'invité de l'émission hebdomaire « Le grand jury RTL-*le Monde* » dimanche 23 mai, de 18 h 30 à 19 h 30.

M. Bayrou, secrétaire général de l'UDF depuis 1991, auteur d'un ouvrage consacré à l'éducation nationale, *la Décennie des mal-appris* (Flammarion, 1990), répondra aux questions de Gérard Courtois et d'André Passeron, du *Monde*, et de Dominique Pennequin et de Claude Poznanski, de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marque.

Après un match de football contre Valenciennes

L'Olympique de Marseille accusé de corruption

En allant battre Valenciennes (1-0, but d'Alen Boksic à la 21[e] minute), jeudi 20 mai, en match avancé de la trente-sixième journée du championnat de France de première division, l'Olympique de Marseille s'est quasiment assuré le titre de champion de France. A *deux journées de la fin de la compétition*, le club possède six points d'avance sur le Paris-Saint-Germain, qui devait recevoir Nantes vendredi.

Les responsables de Valenciennes ont notifié des réserves sur la feuille de match à la fin de la *rencontre, accusant un dirigeant de* l'OM de *« tentative de corruption »* auprès de trois joueurs de leur club. Le défenseur Jacques Glassman affirme avoir été joint au téléphone par un homme qui lui a proposé de l'argent *« pour être moins performant que d'habitude »*.

La direction de l'Olympique de Marseille a vivement réagi, jeudi 20 mai, en jugeant *« scandaleuses »* ces accusations. Elle a menacé de saisir *« les instances juridiques compétentes pour obtenir réparation »*, si Valenciennes maintient ses réserves. Les dirigeants nordistes ont également porté réclamation après le but d'Alen Boksic, qui, selon eux, aurait été marqué de la main.

□ **Arsenal remporte la Coupe d'Angleterre.** – Grâce à un but du défenseur Andy Linighan, marqué à la fin de la prolongation, Arsenal a remporté jeudi 20 mai à Wembley la Coupe d'Angleterre en battant Sheffield Wednesday (2-1). Samedi, les deux équipes s'étaient déjà rencontrées, mais n'avaient pu *se départager (1-1). Le club londo*nien Arsenal réussit un doublé unique dans le football anglais. Il y a un mois, il avait remporté la Coupe de la Ligue aux dépens de... Sheffield Wednesday (2-1). – *(AFP-AP.)*

Les débats de la Bibliothèque de France

L'Europe au pluriel

La Bibliothèque de France, en partenariat avec *le Monde des débats* et le Théâtre de l'Europe, organise à partir de ce mois une série de débats au cours desquels six pays de « l'Europe familière » confronteront les points de vue qu'ils ont les uns sur les autres. La première de ces rencontres aura lieu, le 24 mai, à Paris dans le Théâtre de l'Odéon, à 19 heures autour de la Grande-Bretagne (1).

Face aux témoignages de deux Britanniques, l'écrivain Marina Warner et l'historien Théodore Zeldin, les réactions de l'écrivain indien Lokenath Bhattacharya, et de deux Français : l'écrivain Pierre Pachet et le politologue Jean-Claude Sergeant. Un large compte-rendu de ces échanges sera donné dans *le Monde des débats* de juin.

Prochains rendez-vous : le 19 juillet, l'Italie ; le 25 octobre, l'Espagne ; le 28 juin, l'Allemagne ; le 27 septembre, la Russie ; le 22 novembre, la France.

(1) 1, place Paul-Claudel, 75006 Paris. Entrée gratuite. Renseignements au : (1) 44-41-36-00.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

SOMMAIRE

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Sans visa » folioté 21 à 28

Le numéro du « Monde » daté 21 mai 1993 a été tiré à 395 790 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Heures locales » : le Nord passe à la grande vitesse

La SNCF *augmente le nombre de ses lignes les plus rapides.* Après le Sud-Est et la région atlantique, la région Nord-Pas-de-Calais bénéficie des services du TGV. Le dossier spécial de trois pages, publié dans « Heures locales », présente les avantages, voire les inconvénients pour les habitués de la ligne, de cette innovation technologique. A Lille, Amiens ou Arras les réactions ne sont pas semblables.

هكذا من الإعلام





SELON LE CNCT

LE TABAC EST UNE DROGUE

DANGEREUSE Plus de 63 000 Français et 450 000 Européens morts de cancers, bronchites chroniques et maladies cardio-vasculaires.

RUINEUSE Plus de 45 milliards de dépenses pour la Sécurité Sociale et 5,3 milliards de déficit pour notre commerce extérieur.

INSIDIEUSE Plus de 20 minutes de pub TV clandestine par Grand Prix pour associer le tabac et le sport chez les jeunes.

LE SPORT AUTOMOBILE DEVRAIT CHANGER DE SPONSOR

COMITE NATIONAL CONTRE LE TABAGISME

B.P. 13 - 92310 SÈVRES

Le Monde

SANS • VISA

Bombay contre Bombay



Bombay musulmane : construite autour du mausolée de Haji Ali, saint homme venu de Boukhara, une mosquée les pieds dans l'eau.

Si fière, si féconde il y a peu de temps encore, la capitale intellectuelle et industrielle de l'Inde est aujourd'hui désemparée, désarticulée, les pires horreurs interethniques ayant lézardé son cosmopolitisme. Les retombées de ce grand désamour de Bombay pour elle-même se retrouvent jusqu'à Doubaï et Karachi.

AU SOMMAIRE

SCÈNE 1, Doubaï, mars.

Bien que la soirée soit *« strictement sur invitation »*, les journaux des Emirats arabes unis ont publié, aux frais des commanditaires de l'événement – les bijouteries Apsara, Air India et le *« Soyeux Riz Basmati »* – des placards illustrés avec la bégum Parwine Sultana et l'*oustad* (« maître ») Mohamed Dilchad Khan, champions de l'art vocal et musical indo-mogol.

Le luxe de la nuitée – buffets, joyaux, fleurs, parfums – est inouï, dans ce palace de Doubaï, au creux d'un fjord brûlant du golfe Persique où les gratte-ciel du pétrole surplombent les boutres survivants de l'ancienne côte des Pirates ; tous les trafics avec les Indes, tous les ruissellements du naphte ont comme nappé l'atmosphère de métal précieux. Les six autres principicules de la Fédération arabe règnent avec, en permanence, un œil sur leur pair, l'émir de Doubaï, le plus flamboyant, le plus oriental d'entre eux. Etant entendu que l'Orient des Arabes, depuis Sindbad le Marin, c'est l'Hindoustan. L'or de Doubaï a des reflets rose indien, un rose extrême où certains, depuis peu, croient discerner des traînées sanguinolentes.

Le concert, néanmoins, est éblouissant, faisant passer sur le béton fourré de satin de l'Emirat comme un air d'outre-mer d'Arabie, un air de Lahore et d'Agra. A la fin, dans le brouhaha d'essences rares de la levée générale, notre cornac anglo-franco-italien, un de ces personnages immuables des cours orientales, réactivés par l'âge des hydrocarbures, nous indique un quadragénaire rubicond, en tunique et pantalon bouffant nationaux du Pakistan : *« Non ce n'est pas un Pakistanais ! C'est un Indien musulman. Venez, ça peut être intéressant pour vous qui allez à Bombay. C'est un gros négociant de là-bas. On dit même que c'est un des caïds de la mafia musulmane du Maharashtra. Il n'a pas quitté les Emirats depuis plusieurs mois. »*

« Je crois que Bégum Sultana m'a fait pleurer », soupire notre richard mélomane en essuyant ses yeux noirs bordés de cils de poupée. *« Asseyons-nous ! Vous vous intéressez à Bombay, au sort des musulmans de Bombay ? Vous avez du mérite... Ce sont les croyants les plus malheureux du monde. Malheur à nous qui jadis n'avons pas quitté l'Inde pour le Pakistan ! Maintenant c'est trop tard... Mais nous sommes cent millions dans l'Union indienne et nous ferons tout ce qu'il faut pour ne plus y être traités en citoyens de second rang. Allez voir de ma part Untel et Untel à Byculla !* [l'un des quartiers islamiques de Bombay]. *»*

Discours typique, depuis un ou deux lustres, parmi l'élite économique islamo-indienne, néo-enrichie par l'expatriation, les affaires, légales ou illégales, avec les Etats pétrodollarisés de la rive arabe du golfe Persique. Les Indiens hindous se sont toujours méfiés de ces compatriotes peu patriotiques au point d'illuminer lors d'une victoire sportive remportée par le Pakistan aux dépens de l'Inde (*a contrario*, rares sont les hindo-indiens tirant fierté d'un résultat sportif obtenu par un islamo-indien) ; les polygames ne sont pas admis dans l'administration de l'Union, etc. La triste routine, en somme, des sociétés pluriethniques avec, pour armoirie, la prédiction de l'ascète Ali Jinnah, le Gandhi pakistanais, natif de Bombay justement, le plus doux pourtant des géniteurs du rude Pakistan : *« L'islamisme et l'hindouisme sont deux ordres sociaux différents et distincts, et c'est un rêve d'imaginer que musulmans et hindous puissent jamais évoluer dans le cadre d'une même nation* (1). *»*

Un *modus vivendi* bancal mais évitant le pire avait duré tant que la pauvreté des musulmans était allée de pair avec leur résignation ; leur brusque enrichissement, leur persistante surnatalité, leurs têtes relevées ont déchaîné l'intégrisme safran – la couleur de la bénévolence bouddhiste étant aussi celle des ultranationalistes hindous... Les mauvais côtés de l'Empire mogol ont refait surface : idoles détruites, un tiers d'hindous, pourtant très majoritaires, dans l'administration des empereurs mahométans de l'Inde (2) ; grandioses souvenirs, au contraire, pour les musulmans d'un régime où *« la meilleure des communautés »* (Coran) gouvernait, inventait, *« illuminait le monde entier à partir de Delhi ou Lahore »*.

GOLFE PERSIQUE
IRAN
PAKISTAN
Indus
200 km
Karachi
INDE
E.A.U.
ARABIE SÉOUDITE
OMAN
MER D'ARABIE
Bombay
YÉMEN

La faille psychologique due à la conquête islamique de l'Inde ne s'est jamais colmatée. Il est vain d'accuser *« le serpent britannique d'avoir fait mordre à notre peuple la pomme de discorde »* (Shashi Tarour, jeune romancier). On pourrait au contraire constater que les Anglais, qui avaient arraché le pouvoir à une Inde encore largement dominée par la minorité islamique, l'avaient démocratiquement remis, en partant, à la majorité hindoue...

SCÈNE 2, Bombay, avril.

Hé ! Arrêtez vos plaisanteries, les auteurs de guides touristiques, sortez de vos chambres aseptisées ! Où avez-vous capté *« toutes les enivrantes fragrances de l'Orient »* dans Bombay si ce n'est en vous plongeant le nez dans un collier de roses poivrées ou en vous enfermant chez un marchand de condiments ? La ville sent la pisse, pas les épices ! Sur ses sept îles accolées ; sous la porte des Indes, construite en basalte rosé pour le roi-empereur George V ; au fin fond de New-Bombay, moderne cité-fille en fibrociment édifiée au loin pour désengorger, en vain d'ailleurs, la cité-mère ; du pied des tours bancaires aux cahutes de branchages, partout flotte, nuit et jour, la même odeur fermentée, mêlée ici ou là aux senteurs plus fortes du poisson séché.

Comment pourrait-il en être autrement dans une conurbation de dix ou douze millions d'habitants, où *« plus de la moitié de la population vit sur les trottoirs, s'entasse dans des pièces de 3 mètres carrés, dans des logements officiellement classés insalubres »*, écrit sans fard un journaliste indien (3). Et quel fard pourrait-on utiliser, si ce n'est bander les yeux aux étrangers atterrissant et traversant, durant plus d'une heure, avant d'atteindre le centre, une ville ou plutôt un pandémonium uniquement composé de taudis ? Un vrai catalogue de l'habitat spontané avec des gradations inédites dans la dégradation : tentes de chiffons cousus, abris en sacs de jute ou en feuilles de plastique, huttes quasi africaines en végétaux tressés, maisonnettes en planches ou en canisses, couvertes de tôles, everite, tuiles de rebut ou chaume. Peu de bidons aplatis dans ce qui passe – record parfois cité ici avec presque une pointe de fierté – pour *« le plus vaste bidonville d'Asie »*.

Autre titre de « gloire », au palmarès mondial : le Grand-Bombay, dixième agglomération de la planète, en sera la numéro trois, avec un peu de malchance, au début du prochain millénaire. Dès 1983, plus de 38 % des Bombéïtes étaient statistiquement « bidonvilisés » (4). Des chiffres, des chiffres et des formules, c'est ce que peut encore produire un gouvernement municipal, confit dans la nostalgie d'heures exemplaires débutant en 1726 mais, de nos jours, étouffé sous les dossiers insolubles et les rivalités intestines. Encore capables d'assurer un peu partout eau et électricité, les autorités locales sont en revanche dans l'impossibilité absolue de faire dégager les trottoirs, voire les refuges routiers des quartiers « normaux » où s'édifient de nouvelles « demeures » faute de terrains vagues. En contrepartie, édiles et autres responsables élus couvrent leur commune de slogans, souvent en anglais, langue lue par moins de 10 % des habitants (4 % à l'échelle nationale), lesquels d'ailleurs, fait extraordinaire, n'ont jamais réussi à se donner un sabir commun parmi la dizaine de parlers usités à Bombay, à commencer par le marathe, idiome de la province environnante.

De notre envoyé spécial
Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

Lire la suite page 25

(1) Cecile Debayle, *Pakistan*, Seuil, 1978.

(2) André Clot, *les Grands Mogols, splendeur et chute 1526-1707*, Plon, 1993.

(3) Ramesh Chandran, « Bombay, grandeurs et misères » in *l'Inde, séduction et tumulte*, Autrement, 1990.

(4) Isabelle Milbert, *Qui gouverne à Bombay ?* in *Economie et Humanisme*, nº 303, septembre-octobre 1988.

Réunion au sommet

BOURG-MURAT

BIEN sûr, il y a des plages. Des noires, des grises, et même des dorées. Celles de Saint-Gilles-les-Bains ont leurs palmiers de carte postale et leurs surfers bronzés. Mais alors que nombre d'îles n'ont rien d'autre à offrir, à la Réunion, l'essentiel est ailleurs, vers ces sommets noyés dans les brumes. Très vite, donc, vient l'envie de quitter les routes régulièrement embouteillées de la côte et de partir à la découverte des «hauts».

Quelques champs de cannes à sucre vert tendre, un dernier regard vers la mer, en contrebas, et déjà s'enchaînent les premiers lacets. Sur la route du volcan, ce sont eux qui, parfois, ont baptisé des villages nommés le Dix-Septième ou le Vingt-Septième... Tout en haut, un gîte et un parking. Chaussures montantes, sac à dos et crème solaire, indispensable en altitude. Au-delà, le paysage n'appartient qu'aux marcheurs.

Le Piton de la Fournaise... C'est par là qu'il faut commencer. Pour sentir, respirer l'île. En contemplant ce gros chat assoupi, apparemment à portée de caresse et sans qui rien ne serait. Plus bas, dans la toute nouvelle Maison du Volcan, à Bourg-Murat, des panneaux lumineux et des écrans interactifs tentent de convaincre que l'île, justement, n'est pas née de là, mais du Piton des Neiges, le vrai volcan «géniteur», plus à l'ouest et aujourd'hui éteint. C'était, dit-on, il y a deux ou trois millions d'années. Alors la Fournaise, avec ses 450 000 ans... Qu'importe. C'est ici, aujourd'hui, que vibrent les énergies.

Avant de grimper, une descente raide. Les escaliers ont été taillés dans la paroi d'une falaise. Ce «rempart», comme on l'appelle ici, délimite le champ clos où le sol, travaillé de l'intérieur, miné, s'est effondré. A l'intérieur, rien ne pousse. La roche nue. Comme au premier jour. Avec le volcan au milieu.



ROSINE MARIN/TOP

En deux heures de marche soutenue on se retrouve au sommet. Premier coup d'œil au fond du cratère. Presque décevant. On s'attendait aux enfers. Seules de discrètes fumerolles témoignent, en temps ordinaire, des bouillonnements souterrains. En fait, le grand branle-bas de la Terre se lit surtout sur les flancs du monstre : coulées de lave figée, blocs de pierre charriés et chavirés, arc-en-ciel – du rouge au noir – de la roche basaltique. Non, le volcan n'est pas mort.

Pourtant, lui aussi s'éteindra. La roche pourrira, des fleurs pousseront, puis des fougères, puis des arbres. Le désert nu verdira à son tour, à l'image des trois grands cirques qui, au centre de l'île, constituent l'autre paradis des marcheurs : Cilaos, Mafate, Salazie. Selon qu'il est au vent ou sous le vent, chacun d'eux s'est couvert d'une végétation plus ou moins généreuse et débridée. Ici, des ruisseaux, là, des cascades ; des pâturages dépouillés ou des forêts épaisses. Mais, partout, la nature tropicale a réinvesti la place et repris ses droits.

Autrefois, les nantis de Saint-Denis fréquentaient régulièrement Cilaos, sensibles, peut-être, à l'origine du mot malgache, Tsilaosa, signifiant *«l'endroit d'où l'on ne revient pas»* ou *«qu'on ne quitte plus»*, mais plus encore, sans doute, aux vertus curatives des eaux thermales locales. Jadis, il n'était pas rare de franchir, en chaise à porteurs, les derniers kilomètres du sentier menant à l'établissement thermal. Un mode de transport que l'on propose encore aux nostalgiques de l'ancien temps, au tarif de 1,50 F par kilo... Aujourd'hui, la station thermale existe toujours, mais, au petit matin, ce sont surtout les randonneurs qui animent le bourg. La montée, cette fois, dure quatre heures. Quatre heures, pour embrasser enfin, plusieurs centaines de mètres plus bas, Mafate, cirque parfait qu'aucune route carrossable n'est jamais venue violer. Seule concession à la modernité : c'est désormais en hélicoptère que sont ravitaillées les trois épiceries-bars de l'endroit.

Blotties au fond du cirque, une poignée d'habitations, mi-case bricolée, mi-chalet suisse, surmontées du clocher d'une église où le curé dit encore la messe. Jadis ultimes refuges des esclaves fugitifs impitoyablement pourchassés, les cirques, toujours aussi isolés et sauvages, sont à présent le domaine des «petits blancs» venus des «bas», à l'aube du XIXe siècle, pour installer leur «case» dans l'univers des «hauts», sur ces terres rudes et difficiles d'accès. Au point que certains enfants n'ont jamais quitté ces lieux et que l'instituteur organise des incursions sur la côte afin que ses élèves puissent découvrir la mer.

La côte, on y reviendra après avoir admiré, à Salazie, le «Voile de la mariée», cette cascade dont l'eau glisse avec la légèreté vaporeuse d'un tulle, marché à l'ombre des flamboyants et s'être frayé un chemin à travers les orchidées et enivré de senteurs tropicales. Près de Saint-Philippe, capitale du Sud sauvage, un sentier s'enfonce dans une étonnante forêt, miraculeusement préservée et pareille à celle que découvrirent les premiers colons. Pour déboucher face au cap Méchant. Le dimanche, les Réunionnais viennent pique-niquer en famille, au-dessus de ses falaises, dans un grand déballage de rires et d'enfants. Ainsi retrouve-t-on cette côte, un instant oubliée, qui rappelle que cette île en vert et bleu est née des noces tumultueuses de la mer et du feu.

De notre envoyé spécial

Jean-Louis André

Guide

● **Y aller.** Quatre compagnies desservent l'île : Air France (45-35-61-61), AOM/French Airlines (49-79-12-34), Corsair/Nouvelles Frontières (41-41-58-58) et Air Liberté, revendues par les voyagistes. Charters et Compagnie, Go Voyages, Voyag'Air, Nouvelles Libertés, Charterama, Jumbo et Africatours proposent des billets vendus dans les agences de voyages agréées. Air Havas propose des billets dans les agences Havas Voyages. Compter entre 4 200 et 14 000 F A/R selon la classe et la période choisies.

Marcher. A 9 200 km de Paris, la Réunion, et ses 2 512 km² constitue, avec ses trois cirques (Mafate, Cilaos, Salazie) autour du piton des Neiges (3 069 m), ses hautes plaines et le piton de la Fournaise – un volcan de 2 631 m – un paradis pour les randonneurs en bonne condition physique, compte tenu des dénivelés parfois importants : 1 000 km de sentiers balisés, dont deux de grande randonnée, et de nombreux gîtes de montagne et gîtes d'étape (réservation fortement conseillée). La Maison de la Montagne (10, place Sarda-Garriga, 97400 Saint-Denis, tél. : (19) 262-21-75-84) propose un large choix d'itinéraires de difficulté et de durée variables et a édité cinq topo-guides (GR1 et 2, Mafate, Cilaos, piton de la Fournaise) et cinquante itinéraires de promenades pédestres vendus dans les grandes librairies, sur place et en métropole. En collaboration avec cette dernière, l'Office national des forêts (domaine forestier de la Providence, 97488 Saint-Denis Cedex) propose un guide «sentiers marmailles», quarante-six itinéraires très faciles de moins de deux heures. De son côté, la Compagnie des guides de la Réunion (Maison de la Montagne, 2, rue Mac-Auliffe, 97413 Cilaos, tél. : 19/262/31-71-71) propose des descentes de canyons en rappel et diverses escalades.

Quand ? Toute l'année, mais avec une saison chaude et pluvieuse de décembre à mars, avec des risques cycloniques (de 23° à 11° en montagne), et une saison plus fraîche et plus sèche d'avril à novembre (19° à 0° en montagne).

A visiter. Ouverte depuis novembre 1992, la Maison du Volcan (RN 3, Bourg Murat, 97418 La Plaine-des-Cafres) permet de mieux connaître le site vedette de l'île, le piton de la Fournaise, visité chaque année par quelque deux cent mille personnes. Différents espaces thématiques proposent une découverte du volcan et du volcanisme grâce à des panneaux illustrés, des écrans vidéo, des maquettes animées et des bornes interactives. Un vaste planisphère lumineux localise la centaine de volcans les plus actifs de la planète. Un lieu de connaissance qui s'ajoute au Musée Stella matutina, situé à Saint-Leu, qui retrace l'histoire agricole industrielle de l'île.

Avec qui ? Organisé par Yves Laridan Conseil, en partenariat avec le voyagiste Africatours, la compagnie aérienne AOM-French Airlines et le Comité du tourisme de la Réunion, sous l'égide de la fédération française, le premier Mondial de la randonnée se déroulera dans l'île du 9 au 24 août. Il s'agit d'une marche à allure libre, par équipe de deux, en dix étapes (six à huit heures de marche par jour), avec un classement axé sur la régularité durant la totalité de l'épreuve. Les droits d'engagement s'élèveront à 13 600 F, prix comprenant, outre l'inscription et l'assurance, l'avion sur vol régulier AOM, l'hébergement, la pension complète pendant les étapes, l'encadrement et l'assistance. Renseignements auprès de YLC c/o SET, 23, rue Linois, 75015 Paris, *tél.* : 44-37-21-00. Inscription jusqu'au 15 juin.

Hormis Africatours (44-37-22-22), qui propose également vols secs (de 5 000 à 8 430 F selon les périodes) et circuits classiques (dont une découverte en dix jours des principaux sites, à partir de 12 000 F par personne en chambre double et pension complète + vols, minimum quatre personnes), plusieurs voyagistes organisent également des randonnées à travers l'île. Citons notamment Allibert (48-06-16-61), avec un trekking de dix jours à partir de 13 300 F ; Aventure et Volcans (16/78-22-43-76), avec un circuit de quinze jours comprenant ascensions et découvertes des cirques, de 12 500 à 14 300 F ; Chamonix Travel (16/50-53-53-56), avec un séjour de quinze jours dont neuf de marche, à partir de 13 500 F ; Club Aventure (46-34-22-60), avec quinze jours dont dix de marche, dans les Hauts de l'île, de 11 200 à 12 900 F, Explorator (42-66-66-24) ; avec quinze jours et quatre à cinq heures de marche quotidienne pour 17 000 F ; Nouvelles Frontières (42-73-10-64), avec une randonnée de dix jours de Cilaos au piton de la Fournaise, à partir de 3 400 F sans l'avion ; Terres d'Aventures (43-29-94-50), avec quinze jours, dont sept de marche et détente, à Maurice, de 15 000 à 16 800 F avec l'avion, 8 700 F sans le vol ; Tonic (16/46-09-25-85), avec un trekking de quinze jours pour randonneurs confirmés, de 11 800 à 13 900 F avec l'avion ; et l'association UCPA (45-87-47-11) ; avec quatorze jours, dont neuf de marche, de 10 000 à 11 750 F avion compris, ou un circuit de quatorze jours associant canyoning et randonnée, de 12 500 à 13 650 F vol compris.

Se renseigner. Comité du tourisme de la Réunion, 90, rue La Boétie, 75008 Paris, tél. : 40-75-02-79. S'y procurer notamment la brochure consacrée aux randonnées. ●

Architecture en Pologne

De savants mentors – l'Association Guillaume-Budé et la section polonaise du Conseil international des monuments et des sites de l'UNESCO (ICOMOS) – donneront toute sa saveur à un voyage polonais qui prend pour angle de vision l'urbanisme et l'architecture. Sans négliger les paysages : le massif des Tatras avec la petite ville de Zakopane et ses maisons de bois ainsi que les lacs de Mazurie occidentale et orientale ou les bords de la Baltique (péninsule de Hel). Pour commencer, deux journées à Varsovie : la vieille ville, inscrite sur la liste du patrimoine mondial, la ville nouvelle, les églises et palais du dix-septième siècle, le musée national et le palais de Lazienki (dix-huitième). Le soir, soirée à l'Opéra ou concert. Pour finir, Cracovie, capitale de la Pologne du treizième siècle à la fin du seizième : le château royal et la cathédrale bâtis sur la colline de Wawel, la Galerie nationale et le palais Czartoryski qui abrite *la Jeune Fille au furet*, de Léonard de Vinci. Entre les deux, Torun, ses églises romanes et gothiques ; Malbork, la forteresse des chevaliers Teutoniques ; le complexe urbain de Gdansk, Gdynia et Sopot le long du golfe de la Baltique ; la cathédrale de Gniezno, la vieille ville de Poznan, les châteaux Renaissance de Kornik et de Goluchow – ce dernier remanié par Viollet-le-Duc – et la cathédrale baroque de Trzemeszno. M. Louis Valensi, ancien conservateur des Musées de France, et Mme Zaryn, de la section polonaise de l'ICOMOS, accompagneront ce voyage de vingt jours (du 11 au 30 juillet, 13 800 F). Renseignements auprès de l'Association Guillaume-Budé, 95, bd Raspail, 75006 Paris ainsi qu'au 39-62-82-88.

Diversité européenne

Comment concilier désir de voyage et récession ? Un dilemme auquel l'Europe, notre chère vieille Europe, apporte peut-être une solution. Elle est, en effet, diverse, donc gage de dépaysement, proche donc moins onéreuse. Surtout lorsqu'on profite des forfaits des voyagistes. Certains lui consacrent une brochure à part entière. Celle de Visit Europe, filiale à 90 % du groupe Air France, est dense : trente séjours européens dans vingt pays, y compris l'Europe de l'Est. Le temps d'un week-end qui peut être prolongé. Dans les capitales mais aussi à Saint-Pétersbourg, Hambourg, Naples, Venise, Valence ou Porto. Pour chaque ville, quatre formules : avion-hôtel, avion-voiture, avion-transfert-hôtel ou avion-voiture-hôtel, ce dernier dans des catégories différentes, ce qui augmente encore les possibilités de choix budgétaire.

Veut-on, par exemple, faire l'inventaire des mystères de Naples ? Prévoir, dans le cadre d'un forfait avion-hôtel, 2 990 F à l'Hôtel Cavour, 3 500 F au Continental ou, en formule complète, au Carlton International, 3 380 à 3 680 F selon les dates. Prix du dépaysement à l'Hôtel Refsnes Gods, un Relais et Châteaux posé sur la côte ensoleillée de l'île Jeloy, dans le fjord d'Oslo : 4 250 F dans le cadre d'un combiné avion-voiture-hôtel, 3 180 F sans voiture et dans un établissement de la chaîne Best Western. Londres a ses inconditionnels : forfait avion-hôtel (le Bloomsbury, entre Covent Garden et Leicester Square) à partir de 1 710 F en chambre double. Dans les mêmes conditions, Dublin à partir de 2 210 F, Istanbul à partir de 2 790 F et Saint-Pétersbourg à partir de 4 230 F (transfert inclus). Tous ces prix s'entendent pour deux nuits d'hôtel mais il est toujours possible de réserver à l'avance des nuits supplémentaires.

Visit Europe a une sœur jumelle, Visit France, qui dispose elle aussi d'un catalogue illustré présentant des forfaits similaires, le temps d'un week-end mais aussi en semaine. Ici encore le choix est vaste : Paris, Côte d'Azur, Corse, neige, thalasso, du Logis de France aux Relais et Châteaux. Visit France et Visit Europe sont en vente dans les agences de voyages et points de vente Air France. Renseignements au 46-75-25-04.

Pour sa part, Autrement l'Europe (36, rue des Plantes, 75014 Paris, tél. : 45-39-93-30 et agences de voyages) propose, en collaboration avec Swissair, un week-end à Berlin (du 11 au 14 novembre, 5 150 F), un Nouvel An à Saint-Pétersbourg, un circuit Prague-Vienne-Budapest (du 10 au 19 septembre, 9 390 F) et un itinéraire Kiev-Moscou-Saint-Pétersbourg (du 17 au 25 septembre, 9 680 F).

Jazz à Calvi

C'est devenue une tradition à la mi-juin : les musiciens de jazz, en grande majorité français et résidant en France ainsi que quelques Italiens, s'envolent vers Calvi, où René Caumer les convie, depuis 1987, à participer au Calvi Jazz Festival. C'est-à-dire, simplement, à jouer, à donner le meilleur d'eux-mêmes, le temps d'un après-midi, de deux ou trois soirées, ou, s'ils en éprouvent l'envie, tout au long de la semaine du festival, cette année du 13 au 19 juin. A Calvi, pour une fois, le mot fête rime avec festival ; les histoires du jazz s'y côtoient, les musiciens y trouvent le temps de se découvrir, de parler avec un public qui se sait ici bien traité, contrairement à la majorité des «machines» festivalières. A Calvi, la musique reste avant tout un art, réalisé avec une passion qui ne demande qu'à se transmettre. En dehors des concerts officiels, où s'équilibrent les valeurs montantes de la scène du jazz (Philippe Sellam, Antonio Farao, Denis Leloup...) et des réputations justifiées (Maurice Vander, Judy Niemack, Sixun, Didier Lockwood, Michel Petrucciani...), le festival régale la ville de rencontres inédites jusqu'au petit matin. Aux musiciens programmés se joignent une bonne centaine d'amis de tous horizons dont Calvi conserve la mémoire d'année en année : Bernard Maury, Jacques Higelin, Zool Fleischer, Andy Emler, Christophe Laborde, Flavio Boltro, les frères Belmondo, Elisabeth Caumont, Arthur H., René Urtreger, etc.

Plusieurs formules d'hébergement ont été mises au point. La plus complète conjugue le voyage en avion, l'hôtel, une voiture (kilométrage illimité) et les entrées aux concerts payants. Il en coûte 2 495 F par personne pour un couple ou 4 100 F pour une personne seule (renseignements auprès de Visit France au 46-75-25-04). Des séjours en studio pour huit jours + spectacles sont proposés à partir de 555 F par personne (sur la base de quatre personnes) ou en résidence, dans les mêmes conditions, à partir de 780 F par personne. Egalement un séjour en hôtel (trois jours/deux nuits + spectacles) de 310 F à 610 F par personne selon la catégorie (sur la base de deux personnes). Trois formules proposées par Per l'Isulani (tél. : 95-65-16-67). D'autres possibilités sont proposées par l'office municipal du tourisme de Calvi (tél. : 95-65-16-67).

Sy. S.

TÉLEX

Le Danemark, la Norvège et la Suède organisent, jusqu'au 27 mai, une «escapade scandinave» à l'Hôtel Concorde-Saint-Lazare, à Paris : exposition sur Karen Blixen, cristaux de Kosta Boda, peintures de Kare Tveter, films et gastronomie (réservation au 40-08-43-30).

«Découverte de la France à pied», thème de l'exposition de photos, de gravures et d'objets présentée, jusqu'au 31 juillet, dans la galerie Aventure de l'Espace Kronenbourg, à Paris. Des pèlerins de Saint-Jacques de Compostelle aux marcheurs contemporains, la randonnée dans tous ses états avec l'histoire des pionniers et, région par région, un choix des plus belles balades pédestres sur les traces de Colette, de Gauguin, de Van Gogh ou d'Emma Bovary et à la découverte des métiers disparus. Sélectionnés par Anne-Marie Minvielle, auteur du guide *la France à pied* (Arthaud). Sur place, informations culturelles sur les sites et renseignements pratiques essentiels. En complément, présentation de livres, guides et cartes ainsi qu'un cycle de rencontres, de conférences et de projections. Du lundi au samedi, de 10 heures à 18 heures (entrée libre), au 30, avenue George-V, 75008 Paris, tél. : 44-31-16-00.

Le goûter remis à l'honneur par Air France à la demande de ses passagers, à bord de ses vols de moins de 2 heures. Ce service, proposé entre 15 heures et 17 h 55, s'inscrit dans la nouvelle politique de la compagnie en matière de repas avec l'extension des plages horaires pendant lesquelles sont proposés les repas (notamment les dîners servis jusqu'à minuit) et l'adaptation du contenu à l'évolution des goûts et des besoins.

Au nord des Célèbes, la péninsule de Manado, face aux Philippines, se caractérise, outre son spectaculaire relief volcanique, par la beauté de ses fonds sous-marins. Spécialiste du voyage individuel en Indonésie, Topasie (94, rue de l'Ouest, 75014 Paris, tél. : 40-44-46-06) y propose un séjour plongée (sept jours, 6 350 F) et un circuit «volcans et coraux» (quatre jours, 2 900 F) au départ d'Ujung Pandang.

Sélection établie par Patrick Francès et Danielle Tramard

هكذا من الأصل

Les as de La Ferté-Alais

Ces Morane, ces Bréguet, ces Broussard et ces Mustang pourraient aller au musée : à La Ferté-Alais, ils volent encore, de temps à autre, et surtout lors du grand meeting aérien de la Pentecôte. Rencontre avec des mécaniciens, des pilotes et des collectionneurs. Tous passionnés.



Jean-Claude Faure, commandant de bord sur Airbus.

KLAUS BLASQUIZ

DANS le civil, Marcel Bellencontre est ébéniste. Profitant de sa retraite, cet artisan s'est spécialisé dans la menuiserie aéronautique et *consacre son temps, aidé* de quelques mordus, à la construction, à l'identique, d'un Morane modèle H en bois. Le 27 septembre 1913, l'ancêtre de ce « coucou » poids plume (la queue se soulève d'une main) franchissait d'une traite la Méditerranée de Saint-Raphaël à Bizerte sur la côte tunisienne, soit une distance de 760 km. Durée du vol : environ huit heures avec aux commandes, Roland Garros, as de la guerre de 14-18, disparu en 1917. Quatre-vingts ans plus tard, la copie conforme signée Marcel, Catherine, Jacques et quelques autres pétarade dans le ciel de La Ferté-Alais, en région parisienne, enchaînant quelques virages serrés à 80 kilomètres-heure.

3 400 heures ont été nécessaires pour mener à bien ce travail remarquable. Toiles de lin tendue sur une structure en bois de spruce, baguettes [illegible] de rotin, hélice en acajou, tous les éléments ont été refaits à partir de plans originaux fournis par la société Morane. Seul le moteur, un Rhône rotatif fabriqué par l'un des tout premiers motoristes français, est d'origine. Ce chef-d'œuvre de mécanique est lui-même entretenu comme une relique par quelques mécanos bénévoles troquant les circuits intégrés et autres « puces » électroniques de *leur quotidien professionnel* pour la burette d'huile et un jeu de clés à tubes dès le samedi matin.

Au bout de quelques minutes, le Morane se pose comme une fleur sur le plancher des vaches, un terrain en herbe flanqué de quelques hangars tout droit sorti des temps *héroïques de l'aviation. Alignés* au sol comme une escadrille, soixante-quinze appareils, soigneusement briqués, attendent leur tour de s'élancer sur fond de ciel bleu.

Pas de tour de contrôle, ni de radio à bord des cockpits. Fiché sur un mât en bord de piste, un haut-parleur, nasillard à souhait, annonce au public amassé autour des appareils, les caractéristiques de ces authentiques ancêtres de toiles et de bois. Le vent emporte les commentaires du speaker. Aucune importance d'ailleurs. Le public ici est passionné et connaît déjà tout du Bréguet XIV, l'as de l'Aéropostale, du Broussard, avion d'observation des années cinquante en service dans l'armée de l'air française ou du Mustang P51, célèbre chasseur américain datant de la seconde guerre mondiale.

« Le bruit de son moteur douze cylindre en V manquait au musée », explique avec humour le maître des lieux Jean Salis. Ce dernier préside une association qui vient de fêter vingt années passées à la sauvegarde d'un patrimoine consacré aux « plus lourds que l'air », des premiers balbutiements du début du siècle jusqu'aux monstres à hélice des années cinquante.

A l'origine de cette passion, le père de Jean Salis, Jean-Baptiste Salis. Né dans une famille de paysans originaires du Puy-de-Dôme, ce dernier devient l'un des tout premiers aviateurs du début du siècle et s'engage dès 1916 en tant que moniteur de pilotage. Les meetings et les records aériens s'enchaînent au cours des années vingt et trente. Laurent Eynac, premier ministre de l'air, en fait son pilote personnel.

En 1937, Jean-Baptiste Salis effectue un retour à la terre. Il achète un terrain et un corps de ferme au lieu-dit Cerny, plateau situé à proximité de La Ferté-Alais, dans l'Essonne. Très vite, le champ est transformé en piste et les dépendances en hangar. Jean-Baptiste Salis est alors chargé par l'armée de l'air de créer une école de mécaniciens de l'aéronautique. La guerre fera avorter le projet. A la libération, l'aérodrome de campagne devient un centre de vol à voile et d'aviation légère. Jean-Baptiste Salis récupère au fin fond d'un grenier sa première carcasse, un Blériot XI, du même type que celui qui a traversé la Manche en 1909.

« Mon père s'est mis alors en tête de fêter les cinquante ans de cet exploit historique en renouvelant la traversée à bord de l'appareil identique qu'il était en train de restaurer. » Pari tenu en 1959 ; l'ancêtre remis à neuf s'élance de Calais et rejoint Douvres sans encombre. Atteint par le même virus, Jean Salis est formé par son père qui lui inculque les fondements de l'aviation : *« un avion, ça se pilote avec les fesses »*. Message bien reçu : Jean Salis prend la relève aux débuts des années soixante-dix.

Les membres de l'amicale qu'il crée avec quelques fidèles comme Michel Bonnafous et Fred Sprengelmeijer cherchent avant tout à sauver des pièces rares, en voie de *disparition*. A l'époque, peu de personnes se souciaient de remettre en état des avions la plupart du temps incapables de voler, voire réduits à l'état d'épaves.

Alors que la plupart des musées comme l'Air and Space Museum de Washington (le plus grand du monde) ou le Musée de l'Air et de l'Espace du Bourget se contentent de présenter leurs collections respectives au sol, de façon statique, l'amicale de Jean Salis poursuit un but inverse *« Notre objectif est de restaurer mais également de redonner des ailes à des aéroplanes aux formes surannées et pour la plupart très élégants. »* D'où les nombreux envols, chaque fin de semaine, pour quelques *tours de piste et loopings* aux mains de pilotes chevronnés.

Regroupés au sein de l'association les Casques de cuir, ces pilotes ont des origines diverses. Jean-Claude Faure est commandant de bord sur Airbus à Air-Inter. Le dimanche, il enchaîne vrille sur vrille aux commandes d'un Fokker DR1 triplan, réplique exacte de l'appareil ayant appartenu au légendaire pilote allemand von Richthofen, surnommé le « Baron rouge ». *Médecin* anesthésiste-réanimateur, Jean-Pierre Garibaldi voltige entre deux gardes sur un Stampe, avion d'acrobatie de l'après-guerre.

Contact. Moteur ! L'immense hélice quadripale du Corsair, héros de la guerre du Pacifique et surnommé « la Mort sifflante » par les Japonais, brasse l'air. Les herbes se couchent et les casquettes s'envolent à cent mètres à la ronde. Nuage de fumée, projections d'huile et flammes s'échappant du capot démesuré, rien ne manque dans cette reconstitution entre « Buck Danny » et « Tanguy et *Laverdure* ». Quelques instants plus tard, les deux mille quatre cents chevaux du moteur dompté par Jean Salis arrachent le chasseur de la piste.

Son premier envol après restauration en 1986 reste un grand souvenir pour les trois cents membres de l'association. Comme le souligne Fred Sprengelmeijer, *« c'est au moment où les roues quittent le sol que les centaines, voire milliers d'heures de soins patients, prennent toute leur signification »*.

Instructeur-mécanicien sur Mercure, Jean-Claude Mermet veille sur un stock de pièces de rechanges destinées à un Mustang P 51 aux couleurs de l'armée de l'air française. *« J'ai côtoyé cet avion depuis l'âge de dix ans. Mon père était lui-même mécano sur ce type d'appareils. J'en connais le moindre rivet. »* Une affaire de famille en quelque sorte pour ce spécialiste qui va jusqu'à préparer « à la main » le mélange refroidissant de glycol et eau distillée.

Tous ces soins attentifs permettent de faire voler en toute sécurité des appareils dont la plupart sont des exemplaires uniques au monde. L'essentiel est évidemment de ne pas « casser du bois ». Les pièces détachées sont rares, voire pour certaines inexistantes. Un moteur de North American T6, monomoteur biplace d'entraînement, ne se trouve plus qu'aux Etats-Unis (compter près de 700 000 heures pour un échange standard). Les pièces introuvables, châssis, bloc-moteur, sont réalisées sur mesure, dans les ateliers, à partir des gabarits ou des plans récupérés auprès des anciens constructeurs.

Les hangars de La Ferté-Alais abondent de centaines de pièces hétéroclites, cellules, moteurs, hélices, trains d'atterrissage, etc., glanées çà et là au fil des ans et au gré des voyages des membres. Certains se sont transformés en véritables dénicheurs de trésors, toujours à l'affût, sur les terrains d'aviation du monde entier. Ainsi, l'histoire du Skyraider, avion d'attaque au sol des années 50 au moteur monstrueux (18 cylindres, 2 800 chevaux, 700 km/h en vitesse de pointe !) est particulièrement exemplaire. Cet appareil appartenait à la garde présidentielle gabonaise. Quatre ans de négociations serrées ont été nécessaires avant de le *rapatrier en caisses, par bateau,* jusqu'au Havre.

Autre exemple, tout aussi rocambolesque : en 1982, un membre de l'amicale, Raymond Capelle, industriel spécialisé dans les vêtements, traverse l'Egypte à bord d'un train. Surprise : au bord de la voie ferrée, en plein désert, gisent une quarantaine de carcasses de Yak 11, célèbre chasseur à hélice d'origine soviétique et qui a équipé l'armée de l'air égyptienne jusqu'en 1970.

Les autorités égyptiennes acceptent de céder les épaves, à condition toutefois de rapatrier tous les appareils. C'est ainsi qu'une équipe de quatorze personnes, tous volontaires, est partie démonter chaque avion avant de les stocker dans vingt-deux containers à destination de la France. Aujourd'hui, trois Yak 11 volent à La Ferté-Alais et les nombreuses pièces restantes servent de monnaie d'échange auprès d'autres collectionneurs.

Certaines permettront peut-être à l'amicale l'objet de toutes les convoitises, un Messerschmitt 109 d'époque qui fit dans les années 40 jeu égal avec les Spitfire de la bataille d'Angleterre. Seule une poignée vole encore en Angleterre et aux Etats-Unis dont « Gustav » qui franchira tout spécialement le channel pour frôler les marguerites de La Ferté-Alais au cours du prochain meeting. Cet appareil a été capturé, ou plutôt kidnappé, en 1942, par les Alliés. Rapatrié en Angleterre, il servit alors pour l'entraînement des pilotes de la RAF...

L'absence de toute hiérarchie pesante entre les différents membres de l'amicale constitue une surprise pour le non-initié. Charcutier, chef d'entreprise, pilote professionnel, gendarme, médecin, agent des impôts, tout le monde ici est bénévole et met la main dans le cambouis sans autre intérêt que le respect et la passion de la belle mécanique. *« Ces mordus sont devenus de véritables techniciens du passé,* affirme Fred Sprengelmeijer. *Ils ont acquis un savoir-faire et des métiers qui se perdent et que nous souhaitons non seulement sauvegarder mais également transmettre aux générations futures... »*

Sur le plan financier, l'ambiance est pourtant à l'inquiétude. Selon Jean Salis, le prochain meeting risque d'être le dernier du genre, du moins dans sa forme actuelle. Les frais liés notamment à la sécurité du meeting, toujours plus exigeante, grèvent chaque année un peu plus un budget modeste de l'ordre de 4,5 millions de francs.

« Notre budget est notoirement insuffisant. Nous ne touchons aucune subvention. Le simple entretien d'un avion coûte annuellement entre 15 000 F et 30 000 F, sans compter l'essence, à plus de six francs le litre » rappelle Jean Salis. Les « Warbirds », chasseurs de la dernière guerre mondiale comme le Mustang ou le Skyraider, en consomment entre 300 et 600 litres à l'heure !

Restent pour remplir les caisses *le droit d'entrée au meeting annuel* et les cotisations des membres. Quant aux généreux mécènes et autres sponsors, ils se font de plus en plus rares dans le contexte économique actuel. Avis aux amateurs : il manque environ entre un et deux millions de francs pour restaurer un splendide DC3, avion de transport bimoteur, racheté à Air France. En attendant, l'équipe de Robert Roger décape et ponce chaque centimètre carré de la carlingue en aluminium. La corrosion n'attend pas !

Heureusement, le cinéma et la télévision, friands d'acrobaties aériennes constituent une source de revenus non négligeable. L'argent rapporté par des feuilletons très populaires comme *les Faucheurs de marguerites* ou *la Conquête du ciel* ont permis de restaurer ou de réaliser des répliques du temps des pionniers. Pour son film *Dien Bien Phu*, le réalisateur Pierre Schoendorffer a également utilisé quelques chasseurs d'époque tout droit sortis des hangars de La Ferté-Alais. Dans l'*As des as*, Gérard Oury met en scène Jean-Paul Belmondo aux commandes d'une copie conforme d'un SE 5, chasseur biplan anglais datant de 1917. *« Dans le fond, Salis c'est un poète »* conclut Bébel après une séance de voltige particulièrement salée.

Denis Fortier

► Le meeting aérien de l'amicale Jean-Baptiste Salis a lieu comme chaque année au cours du week-end de la Pentecôte, les 29 et 30 mai 1993, de 9 heures à 18 heures. Ce pèlerinage aéronautique rassemble plusieurs dizaines de milliers de spectateurs, venus des quatre coins d'Europe et pour certains des Etats-Unis et du Japon. Présentation en vol des plus beaux fleurons de ce musée vivant, reconstitutions de combats aériens (« dogfights »), lâchers de parachutistes, voltiges en tous genres, rien ne manque, pas même la Patrouille de France qui clôt le meeting en fin d'après-midi le dimanche.

► Aérodrome de Cerny, à proximité de La Ferté-Alais (45 km de Paris). Renseignements sur place par téléphone au (1) 64.57.55.85. Prix d'entrée : 80 F pour les adultes ; 30 F pour les moins de 12 ans ; parking voiture : 30 F.

Voyage entre les pages

LES éditeurs ont préparé notre été. Et peut-être nos prochains voyages. Car, à l'instar des écrivains confirmés dans leur humeur vagabonde par les récits d'un Jules Verne ou d'un Jack London, tout lecteur n'est-il pas, poursuivant sa lecture, complice de l'auteur ? Et donc candidat virtuel au dépaysement ? Jusqu'où et par quels chemins, bien malin qui peut le dire. Et d'ailleurs, peu importe. Une chose compte : entrer dans la lecture et partir. Sans crainte car tout, ici, même les épreuves, tourne à l'avantage des narrateurs. Leur récit en est la preuve.

Tout d'abord, laisser parler les titres. Ils sont en général explicites. En commençant, puisqu'il faut bien commencer quelque part, par le Nouveau Monde. On n'a pas fini de le découvrir et de le raconter. La plus ancienne relation, *Journal de la première traversée du continent nord-américain, 1804-1806*, tome I, *la Piste de l'Ouest*, tome II, *le Grand Retour*, vient d'être publiée par les éditions Phébus. Une édition établie par Michel Le Bris à partir des *Journaux* de Meriwether Lewis et William Clark, deux officiers partis en reconnaissance sur ordre du président Jefferson (« le Monde des livres) daté 2-3 mai). L'Amérique contemporaine apparaît dans deux ouvrages de la collection Voyageurs Payot : *Maquis*, de Philippe Garnier, sous-titré *Aperçu d'un autre paysage américain*, et surtout le *Nouveau Monde* de Jonathan Raban, où l'on retrouve l'humour, les subtiles analyses, l'aisance de ses ouvrages précédents, appliqués cette fois à ce géant aux pieds d'argile qu'est l'Amérique du Nord.

L'Amérique du Sud et les îles qui s'y rattachent ont fait, elles aussi, l'objet de relations. *Voyage aux Isles, chronique aventureuse des Caraïbes, 1693-1705*, de Jean-Baptiste Labat (Phébus), un dominicain doublé d'un sacré tempérament, et *Confessions d'un négrier*, sous-titré *les Aventures du capitaine Poudre-à-Canon, trafiquant en or et en esclaves (1820-1840)*, de Théodore Canot (Petite Bibliothèque Payot). Un récit que l'on ne peut ignorer, en dépit de sa naïve bonne conscience, assimilable pour nous à de l'inconscience. Aujourd'hui, après *Monica Sanders*, de Salvador Reyes – ceux que fascine l'idée de Valparaiso (« le Monde Sans visa » du 27 février) liront l'ouvrage d'une traite – Phébus publie *Pays perdu, avec les Maïa, parias de l'Amazonie*, de Denis Richer, un témoignage intéressant à plus d'un titre : il s'agit d'un manuscrit envoyé par la poste, par un homme courageux auquel il ne reste que quelques centièmes de vision et qui ne cesse de s'imposer des défis. Payot réédite dans sa Petite Bibliothèque *Help*, de Redmond O'Hanlon, lequel exerce sa bravoure et son humour dans la forêt amazonienne. Il est lui aussi en quête d'une tribu indienne. *Belize*, d'Alain Dugrand (Voyageurs Payot), décrit, sur le ton vif du reportage, l'ancien Honduras britannique. Autre chronique amazonienne, celle de Jacques Meunier et Anne-Marie Savarin dans *le Chant du Silbaco* (Petite Bibliothèque Payot). Egalement réédité, du premier et dans cette même collection, *le Monocle de Joseph Conrad*, réflexions d'un « *ethnologue défroqué* ».

Dans *Deux saisons à l'âge de pierre* (Petite Bibliothèque Payot), Peter Matthiessen part à la recherche du territoire des Kourélou, une tribu primitive de Nouvelle-Guinée, tandis que Gavin Young est hanté par un illustre prédécesseur quand il rédige *les Fantômes de Joseph Conrad, un voyage en Extrême-Orient* (Voyageurs Payot), de Bangkok à Bornéo. *Le Pèlerin de Samarcande, un voyage en Asie centrale*, de Geoffrey Moorhouse (Phébus), publié en janvier, mérite plus qu'un repentir... Autre omission à réparer ici même : la réédition de *la Route de la soie*, de Luce Boulnois (Olizane, 1992), un ouvrage érudit et instructif.

Voyages lents avec *la Tentation des Indes* (réédité par Albin Michel), d'Olivier Germain-Thomas, un auteur très présent dans son texte, avec *la Piste des Quarante Jours* (Voyageurs Payot), de Michael Asher, qui gagne à dos de chameau la Haute-Egypte en compagnie de populations nomades du Soudan, et *Tagant – Au cœur du pays maure, 1936-1938*, d'Odette du Puigaudeau (Phébus) (« le Monde Sans visa » du 20 mars).

Cap sur Madagascar avec *le Aye-aye et moi* (Hoëbeke), de Gerald Durrell, frère de Lawrence, dont l'ouvrage s'ouvre sur la description de cet étrange animal. Sur l'Afrique du Sud avec *la Terre promise* d'Adriaan van Dis ; et sur le Mozambique avec *En Afrique*, du même auteur, ces deux ouvrages publiés par Actes Sud.

D'un pôle à l'autre, *la Croisière du cachalot, à bord d'un baleinier (1875-1878)* ne fut pas, pour Frank Bullen, une croisière au sens contemporain du terme. Payot réédite ce livre – « *immense* » d'après Kipling – et publie sous le titre « World Fiction » (nº 11 de la revue *Gulliver*) un choix de nouvelles d'auteurs contemporains.

Pour terminer, trois ouvrages de femmes. La première, Adèle Hommaire de Hell, n'est plus. Son récit, *Equipée dans les steppes de Russie 1840-1844* (Arthaud), se déploie avec une fraîcheur de ton qui n'est pas sans évoquer la seconde, Mary Kingsley, qui signa *Une odyssée africaine, une exploratrice victorienne chez les mangeurs d'hommes (1893-1895)* (réédition Petite Bibliothèque Payot) et fit l'admiration du même Kipling. Troisième figure étonnante, Anita Conti. Première femme océanographe – et quelle femme ! – elle nous fait partager, dans son très tonique et didactique *Racleurs d'océans* (Hoëbeke), quatre mois de l'activité d'un navire morutier. Les 22 et 23 mai, elle participe, à quatre-vingt-quatorze ans, au festival Etonnants Voyageurs, à Saint-Malo.

D. T.

La voix de Lhassa

C'EST un livre militant. Indispensable car il fait entendre « *la voix d'un peuple en danger de mort* ». Emouvant comme tous les témoignages. Passionnant car, à travers ces vies de réfugiés, l'Occident perçoit une civilisation qui l'a toujours fasciné. Un livre fait pour troubler la bonne conscience d'un vingtième siècle qui combat certaines invasions arbitraires mais en tolère d'autres ; se montre sélectif dans ses condamnations, qu'il s'agisse de génocide ou de destruction systématique du patrimoine d'un peuple. Injustice intolérable pour certains, et pour Claude B. Levenson. « *Longue aura été la nuit tibétaine. Elle n'est pas encore tout à fait finie* », écrit-elle. Aussi l'auteur intitule-t-elle sa brassée de témoignages *l'An prochain à Lhassa*, reprenant les mots mêmes d'un jeune réfugié. Un titre chargé d'espoir pour un livre qui se lit d'un trait. Claude Levenson, que l'on sait toute dévouée à la cause tibétaine, notamment dans ses précédents ouvrages (*le Seigneur du Lotus blanc*, biographie du dalaï-lama, Lieu commun, 1987 ; *Ainsi parle le dalaï-lama*, entretiens, Balland, 1990), apprend à ceux qui ne le savent pas ou qui n'en ont pas pris l'exacte mesure ce qu'ont été et demeurent les souffrances du peuple tibétain depuis 1950, date à laquelle le Pays des neiges a été envahi par la Chine.



JEAN-CLAUDE BUHRER-SOLAL

Le dalaï-lama, à Dharamsala, en octobre 1992.

Six Tibétains racontent, et il y a peu de chose à ajouter à leur témoignage. L'auteur apporte avec sobriété les explications nécessaires, avec la compréhension qui vient du cœur. « *Il voyait sous ses yeux se rétrécir l'espace tibétain, et il n'y pouvait rien* », écrit-elle d'un jeune réfugié de retour à Lhassa. Elle comprend l'urgence : « *Le flot des colons chinois s'apparentait à une véritable ruée (...) et menaçait directement l'identité tibétaine, en danger d'être submergée, noyée par ce flux migratoire délibéré.* » Le lecteur appréciera les jolies formules, pleines de finesse – « *Le hasard étant peut-être le destin qui voyage incognito* », – ou féroces comme cette « *Lhassa enchinoisée* ».

L'auteur ouvre son ouvrage sur les prédictions de Padma Sambhava, au septième siècle : « *Quand l'oiseau de fer volera/ Quand les chevaux galoperont sur des roues/ Le peuple de Bod* (le Tibet) *sera disséminé par le monde comme des fourmis/ Et le Dharma* (la religion) *abordera au continent de l'homme rouge.* » Et celles du treizième dalaï-lama annonçant en 1933 les destructions, l'exil, un avenir « *porteur de ténèbres et de misère* ». Elle conclut sur les paroles d'espoir de sa réincarnation qui est aussi son successeur, le quatorzième dalaï-lama, estimant que, « *avant peu, les Chinois se verront contraints de quitter le Tibet* ». Alors, « *les habitants des trois provinces du Tibet, l'U-Tsang, le Kham et l'Amdo, jouiront de la liberté d'expression, de pensée et de mouvement* ». Il faut en être privé pour en réaliser le prix.

« *Notre pratique du bouddhisme (...) nous a été d'un secours incommensurables en particulier durant ces trois dernières décennies, quand (...) nous avons été contraints de vivre comme réfugiés en pays étranger.* » Ainsi s'exprime Sa Sainteté le dalaï-lama dans *la Méditation au quotidien* publié par les éditions Olizane. L'ouvrage est la transcription de deux enseignements qu'il a donnés à un groupe d'Indiens cultivés à Dharamsala puis à Delhi. Ton familier et direct de celui qui peut dire : « *Je vis comme un moine* », et préciser d'emblée qu'il expliquera « *les enseignements essentiels du Bouddha* ». Pour ceux qui s'efforcent de suivre cet enseignement de sagesse et de détachement, ceux qui s'interrogent sur « *la singularité du bouddhisme tibétain* », et pour les autres, qui découvriront un message bénéfique.

« *Parti de Londres le 19 mars 1897, je débarquai trois semaines plus tard à Bombay...* » Cet homme qui dit « je » avec la simplicité des voyageurs du siècle dernier a voulu atteindre Lhassa, à ses risques et périls, qui étaient grands alors. Il est anglais et porte le nom de Arnold Henry Savage-Landor. Son récit – *la Route de Lhassa* – laisse songeur...

Danielle Tramard

▶ ***L'An prochain à Lhassa*, de Claude B. Levenson, Balland, 240 p., 110 F.**

▶ ***La Méditation au quotidien*, du dalaï-lama, traduit de l'anglais par Claude B. Levenson, éditions Olizane, 208 p., 98 F.**

▶ ***La Route de Lhassa, A travers le Tibet interdit, 1897*, de Arnold Henry Savage-Landor, Phébus, 164 p., 108 F.**

Les « Futés » à l'étranger

Ils sont bien écrits – un ton vif, incisif, qui plaît au lecteur. Pointus surtout. Leurs sélections ciblées, réalistes, correspondent aux possibilités de la majorité des voyageurs et sont, osons le dire, « branchés ». Pas ou peu d'hôtels de luxe dont on lit avec intérêt le descriptif mais dans lesquels on n'a pas les moyens de descendre. Somme toute, cette collection de guides porte bien son nom : le « Petit Futé ».

Au départ, il y a une douzaine d'années, c'étaient des guides de consommation sur les villes françaises, à l'usage des étudiants. Le succès leur donnant de l'assurance, ils ont, en septembre 1991, étendu leur concept et enrichi le contenu. C'est ainsi que, en dix-huit mois, vingt-cinq titres étrangers – sous-titrés « Country Guide » ou « City Guide » – sont parus et que le répertoire d'adresses est devenu un guide à part entière. Où l'on trouve, notamment, des informations pratiques, culturelles (un critique d'art a fait le guide Portugal) et un itinéraire détaillé à travers le pays. Responsable de la collection, Jean-François Chaix met en avant le fait que les auteurs passent un certain temps sur place (deux enquêteurs pendant sept mois à Londres, quatre en Allemagne pendant dix mois) et que l'on respecte leur style (lire le *Londres*, décapant). Ce qui donne des guides très informés, aux rubriques inédites : Who's Who, vocabulaire, présentation des médias s'ajoutent aux bonnes adresses en tout genre. Meilleures ventes actuelles : New-York, qui passe pour le meilleur guide sur cette ville, le Vietnam, Cuba, la Norvège et le Portugal. A paraître en mai : les « Petits Futés » Russie, Canada, Belgique, Turquie et océan Indien. Leur épaisseur est proportionnelle à l'importance de la destination (entre 176 et 496 pages) et leur prix varie de 69 F à 89 F.

Nouvelle Indochine

Dernière frontière du tourisme en Asie, les trois pays de l'ancienne Indochine française, qui émergent lentement d'une longue période de guerre et de glaciation idéologique, viennent d'être croqués par les Guides Arthaud. Michel Blanchard connaît très bien la région et il s'est ajusté au style de ces guides, avec leurs textes brefs et un grand appareil pratique. Ainsi, décrit-il en quelques mots l'atmosphère spécifique de Hanoï, « *ville active, surpeuplée, où les véhicules avancent à grands coups de klaxon, ville ocre aux vieux bâtiments de l'époque coloniale défraîchis (...), ville attachante qui change selon l'heure de la journée, la saison, le quartier.* »

L'histoire, la civilisation, l'environnement politique, les coutumes sont clairement expliqués pour ceux qui, de plus en plus nombreux, se bousculent pour visiter un pays à l'infrastructure touristique embryonnaire. Et qui change pratiquement de mois en mois. D'où l'importance – mais aussi la difficulté – d'une mise à jour permanente. De même pour Phnom-Penh, où, depuis un an, hôtels et restaurants ont poussé comme champignons après la pluie. L'auteur a ajouté, à destination des hommes d'affaires, plus nombreux on s'en doute au Vietnam qu'au Cambodge, une série d'informations pratiques indispensables.

Si le Cambodge reste un terrain incertain, miné par une guerre qui n'en finit pas et qui devrait inciter le visiteur à la prudence, Angkor demeure un des joyaux de l'art universel. Le petit Laos voisin fait moins parler de lui. Et pour cause, il vient de s'ouvrir, timidement, au tourisme. Mais pas de masse puisqu'il est indispensable de passer par une agence. Michel Blanchard indique celles de Paris, Bangkok et Vientiane.

Patrice de Beer

▶ ***Cambodge/Laos* et *Vietnam*, deux guides de Michel Blanchard, Arthaud, 150 F chacun. Signalons aussi, dans la même collection, le guide « Chine », de René Giudicelli, Marie Holzman et Danièle Crisa, 195 F.**

La bible du Toit du monde

Un ouvrage qui s'impose déjà comme une référence et rivalise presque avec des guides classiques consacrés à un seul pays. Il est vrai que Hugh Swift, l'auteur de *Himalaya, guide de trekking* est l'un des meilleurs connaisseurs de la chaîne himalayenne. L'ouvrage « couvre » les zones montagneuses du Pakistan, de l'Inde, du Népal, du Sikkim, du Bhoutan et du Tibet occidental. Pour chaque région, les itinéraires sont méthodiquements détaillés – du très classique au plus insolite, de la randonnée d'une journée à la longue traversée – et enrichis d'une véritable approche culturelle, ethnique ou religieuse. Mieux, Hugh Swift semble en osmose avec les attachantes populations nomades pour lesquelles chaque bivouac est « *une halte temporaire dans une errance éternelle* », selon l'expression de Giuseppe Tucci, l'explorateur italien cité par l'auteur. Planches en couleur, photographies en noir et blanc, cartes générales et cartes par régions ou vallées, lexiques et sujets généraux, tableaux synthétiques, conseils médicaux, bibliographie sélective et indications cartographiques détaillées font de cet ouvrage dense « le » guide idéal.

▶ ***Himalaya, guide de trekking*, de Hugh Swift, aux éditions Apsara, 672 p., 250 F.**

Découvrir le Sahara

Ce livre comble un vide. *L'Exploration du Sahara*, de Jean-Marc Durou, publié par Actes Sud, intéressera les voyageurs qu'attirent les espaces arides et purs de ce grand désert de 8 560 000 km². Son auteur déroule l'histoire d'une découverte dont les relations écrites arabes remontent au Moyen Age. Au cours des siècles qui suivirent, peu ou pas de traces de voyageurs isolés, tandis que l'exploration systématique par les Européens date du dix-neuvième siècle. Théodore Monod apprécie ce travail. Dans la préface, il loue l'auteur « *d'avoir su donner enfin au public français un ouvrage solide, bien documenté, où se trouve l'essentiel* ». Un jugement autorisé. Bienvenues, les nombreuses cartes actuelles et illustrations d'époque (384 p., 160 F).

Coptes d'Egypte

Pour les égyptophiles et autres égyptomanes raffinés, lassés des guides généraux, des « tartines » rituelles sur « *la terre des pharaons* », deux ouvrages permettant des approches inusitées de l'Egypte historique et contemporaine : le numéro spécial de la revue *le Monde copte*, consacrée au « monachisme égyptien », sous la direction d'Achraf et Bernadette Sadek (Nºˢ 21-22, 295 pages illustrées noir et blanc, 200 F. *Le Monde copte*, 5, rue Champollion, 87000 Limoges) ; d'autre part *Itinéraires d'Egypte*, « mélanges » réunis par l'orientaliste Christian Decobert en hommage au Père Maurice Martin. Un ensemble de textes savants centrés sur l'histoire chrétienne de la vallée du Nil (370 p. grand format, réf. IF733. Editions de l'Institut français d'archéologie orientale du Caire. En vente à la librairie de l'Imprimerie nationale à Paris, tél. : (1) 40-58-32-75).

Sortilège malais. L'admirable *Malaisie*, d'Henri Fauconnier, réédité par Stock en 1987, n'est pas épuisée, contrairement à ce que nous indiquions dans *la Malaisie au vert* (« le Monde sans visa » du 10 avril). Merci à son fils qui a l'amabilité de nous le signaler. Le lecteur aura rectifié l'erreur qui s'est glissée dans le titre de l'ouvrage de Pierre Boulle, *le Sacrilège malais*, pastiche du *Sortilège malais*, de Somerset Maugham.

Festival de littérature à Hay-on-Wye, du 28 mai au 6 juin. Ce petit bourg gallois est connu des amateurs du monde entier pour sa vingtaine d'antiquaires et de marchands de livres anciens et d'occasion. Le festival couvre toutes les disciplines littéraires et attire de nombreux acteurs, universitaires et écrivains. Renseignements : Festival Office, Hay-on-Wye, tél. : (19) 0497/82-12-17.

Venise démasquée avec, dans l'écrin des façades de pierre, au détour d'une colonnade ou au fil d'un canal, les visages blancs, dorés ou argentés de silhouettes floues et diaphanes drapées de capes noires et de tulles multicolores. Venise à l'heure du carnaval. Ville narcissique qui pose ici sous l'objectif fasciné du photographe Emmanuel Scorcelletti. Mort et beauté dans la cité des doges qui, une fois par an, se fige dans la grâce, s'enivre d'extravagance et plonge dans une commedia dell'arte où se mêlent mystère et magie. Un album raffiné pour un ballet de séduction.

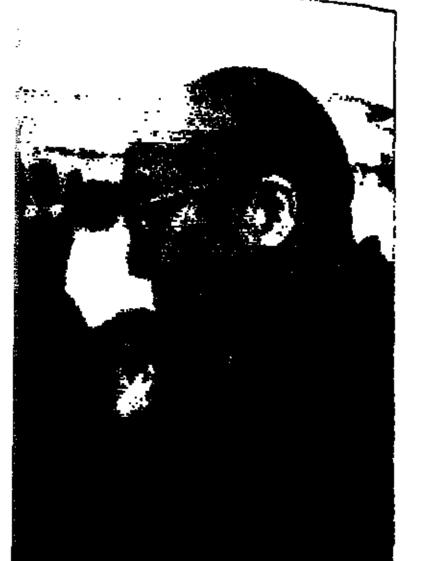
▶ ***Carnevale di Venezia*, photographies d'Emmanuel Scorcelletti, préface d'Inès de la Fressange, Ed. Loire (72, cours Fauriel, 42100 Saint-Etienne).**

Cinq nouveaux guides de voyage de poche Berlitz : Périgord, Amsterdam, Vienne, San-Francisco et la Nouvelle-Orléans. Avec une information générale, des recommandations sur les sites à visiter, les itinéraires, les hôtels et restaurants, une section pratique, des cartes et des plans.



هكذا من الأصل

PARCOURS



Bombay contre Bombay


NEIL MORISSON/IMPACT PHOTOS

Suite de la page 21

En avant donc aux carrefours pour les incompréhensibles et inutiles *« Verte et propre Bombay ! »*, *« C'est mon Bombay, je suis fier de lui ! »*, concurrencés par des pubs incitant à mincir, à aller faire ses emplettes à Singapour ou à pomponner ses animaux domestiques...

C'est sur ce qui est déjà en soi un cataclysme urbain que s'est abattue, sans crier gare, en décembre 1992 et janvier 1993, une tornade interconfessionnelle d'une violence sans précédent, à *« Bombay la Tolérante »*, et qui a causé un millier de morts, à 80 % musulmans. Bidonvilles contre bidonvilles, immeubles bourgeois contre *idem*, ce fut sans pitié malgré de jolis exemples de dévouement supracommunautaire, telles ces hindoues appliquant leur marque rouge sur le front de leurs voisines musulmanes.

Bombay était encore pleine des histoires de familles entières brûlées vives dans leur cabane ou leur appartement, de portefaix ou chauffeurs de taxi mahométans déculottés en pleine rue pour constater leur circoncision et tués à coups de pierre ou de couteau de cuisine par leurs pareils hindous, qu'une série de bombes, savamment minutées, provoquait, mi-mars, dans la même journée, quelque trois cents décès, à 80 % hindouistes cette fois.

« A la vaste raclée bestiale que nous avions infligée aux musulmans en janvier, a répondu leur vengeance très sophistiquée en mars », devait constater un notable hindou avant de s'interroger : *« Considérerons-nous de part et d'autre que nous sommes quittes ? Ou bien allons-nous entrer dans une escalade sans fin, chaque vengeance attirant sa revanche dans l'autre camp ? »*

Le suspense dure mais, en attendant, les « camps » se sont clairement formés, chaque individu, même le moins excité, ayant cherché refuge chez les siens. Réflexe éternel, irrépressible, gros de danger. Le soir, à la relative fraîcheur, sur Marine Drive, cette « promenade des Anglais » qui donne de faux airs de Nice à Bombay, les hindous déambulent sous les palmiers. Les musulmans préfèrent maintenant aller plus loin, par exemple à la mosquée maritime d'Haji Ali, ce santon obscur réputé être venu de Boukhara il y a cinq siècles. Sur la mince jetée de 500 mètres, mal éclairée, encombrée de vendeurs de sulpiceries islamiques et d'infirmes en tous genres, recouverte parfois par les vagues, les musulmans se sentent un peu plus en sécurité, entre eux, sous la protection d'un saint que venaient naguère visiter aussi hindous et sikhs. Les fidèles de Mahomet vont donc seuls embrasser le brocart doré recouvrant le tombeau d'Haji Ali, glisser quelques pièces dans le tronc, croquer deux ou trois beignets à la friterie installée dans la cour même de la mosquée. Puis ils retirent le calot qui pourrait trahir leur islamité et s'en retournent chez eux où ils retrouvent la peur sourde dont ils ne peuvent se départir depuis décembre 1992. Cela ne les consolerait sans doute pas si on leur révélait que leur misère psychologique est la réplique exacte de celle des coptes d'Egypte face à leur environnement islamiste.

A Byculla, notre rendez-vous du lendemain avec Ziauddine Boukhari n'aura pas lieu, ce commerçant quinquagénaire, membre du Conseil des sages musulmans récemment constitué à Bombay, ayant été abattu le matin même par des inconnus devant sa galerie de souvenirs. Un de ses parents se contentera de nous emmener voir ses sandales maculées de sang : *« Encore un coup signé Shiv Sena ! »* La veille, du haut des escaliers de la Société asiatique de Bombay (*Established* 1804), nous avions vu passer une « parade » de ce mouvement politique ultrahindouiste qui a perdu la mairie bombéite en 1992 mais reste diablement influent. Etendards safranés, gongs soutenant les voix sourdes des lanceurs de devises, lanciers à cheval, cotonnades immaculées, regards enflammés ; à l'approche du défilé du Shiv, les musulmans encore présents s'étaient rapidement égaillés dans les ruelles voisines. L'assassinat de Boukhari allait vite être effacé par une nouvelle, si on ose dire, encore plus spectaculaire : le célébrissime acteur Sanjay Dutt sous les verrous à la suite de la découverte d'un arsenal à son domicile. L'ennui, c'est que la vedette hindoue vivait chez son père, Sunil, un député du Congrès qui s'était fait remarquer au début de l'année en observant une grève de la faim pour protester contre *« l'inaction de Delhi face aux violences communalistes »*. *« Voyez, on accuse les mafieux musulmans alors que les hindous les moins soupçonnables entassent les explosifs sous leur lit ! »* L'information a, peut-on dire, affligé tout Bombay cette fois, car son industrie du cinéma était restée jusqu'ici hors conflit.

Déjà, pourtant, le septième art indien venait, en ce même mois d'avril, d'être frappé au plexus avec le suicide – ou mort accidentelle, mais nul n'y croit – de Divya Bharati, star de dix-neuf ans *« tombée de sa fenêtre »* au cinquième étage d'un immeuble résidentiel. Elle tournait plus de vingt films en même temps et venait d'être élue *« le plus beau visage féminin de l'année »*. Adolescents hindous et musulmans se retrouvèrent pour la pleurer et punaiser chez eux les cartes postales découpant en forme de cœur son minois plus italien qu'indien. Derrière ce chagrin supraethnique pour minets et midinettes émergeait une autre plaie cachée de Bombay, les cadences infernales de l'Hollywood indien, dévoreuse d'actrices en bouton, plus un secret d'ailleurs depuis *Bhumika*, le film bouleversant de Shyam Benegal.

« L'ensemble de ces drames fait que tous les Bombéites ont un goût amer dans la bouche. Certains font leur examen de conscience. Tous, sans distinction d'origine, souhaitent le retour à la coexistence et réfléchissent aux moyens d'y parvenir, notamment par la relance des affaires », estime un jeune professeur de français. Un de ses collègues plus âgé, chrétien originaire de Goa, intervient : *« Allons donc, tout ça, ce sont des vœux pieux ! Les événements ont montré Bombay telle qu'elle est, et du coup, elle est dégoûtée d'elle-même. La réalité, c'est que nous vivions depuis longtemps sur des illusions dues à notre relative aisance. N'avons-nous pas dans notre ville 10 % des emplois industriels du pays, ne payons-nous pas un tiers des impôts sur les revenus de la nation entière ? L'argent cachait nos divisions bien réelles entre confessions, entre ethnies, et aussi bien sûr entre castes, toutes divisions soigneusement cachées aux étrangers mais bien visibles pour nous, surtout dès qu'on arrive à l'heure de vérité qu'est le mariage. Lisez les annonces de mariages ! Il n'y est question que de couleur de la peau ou des yeux, de foi, de caste, etc. Le creuset bombéite n'a jamais vraiment fonctionné, sauf peut-être dans un milieu intello restreint. Cela ne veut pas dire qu'il ne faille pas tout tenter pour que ce creuset n'existe pas un jour sinon nous verrons des choses encore plus terrifiantes... »*

Parmi ceux qui ne croient plus aux chances de succès d'un tel combat, qui jugent sans retour le grand désamour de la ville pour elle-même, déjà plus de cent mille musulmans (sur le million et demi de l'agglomération). Ils ont, cette année, fui définitivement Bombay vers leur village d'origine ou vers le golfe Persique. Et pour certains, parmi les plus riches, vers le Pakistan...

SCÈNE 3, Karachi, mai.

Les plus riches ou les plus compromis ? Le port pakistanais est aussi lourdement peuplé, aussi lesté de problèmes sans solution que sa sœur ennemie Bombay. Mais Karachi a plus de pudeur – ou d'hypocrisie, comme on voudra : il a placé ses districts de sac (et parfois également de corde) loin des avenues triomphales. Dissimule-t-il aussi, comme Doubaï, ainsi qu'insiste la rumeur, des brigands, cerveaux des attentats trois cents fois meurtriers et mille fois blessants du 12 mars, le vendredi sanglant de Bombay ? *« C'est dans cette villa, derrière ces hauts murs barbelés ! Non, dans cet immeuble neuf aux volets toujours fermés, avec des gardes du corps privés ! Pas du tout, c'est là-bas, à Defence Colony, dans la maison fortifiée de ce général trafiquant de drogue ! »* Chaque Karachite a sa version enthousiaste et péremptoire de la cachette des Memon, cette « tribu » de nouveaux riches mahométans bombéites que toute la presse d'Asie accuse d'avoir osé faire sauter la sacro-sainte Bourse de Bombay pour *« donner une leçon aux tueurs de musulmans »*.

D'une exposition déserte d'inestimables corans anciens au Musée national, aux funérailles houleuses des victimes d'une énième rixe interislamique, entre chauffeurs pathans et passagers mouhajirs (musulmans venus d'outre-Indus lors de la vivisection de l'Empire des Indes en 1947, ou leurs descendants, et jamais véritablement intégrés dans un pays pourtant découpé à leur intention), Karachi n'a ni leçon ni recette à fournir à cette satanée Bombay où, selon Naipaul, faute de chefs plus reluisants, *« les gangsters musulmans sont des héros pour leur communauté »* (5).

Les Memon, coupables ou non, enfuis de Bombay en mars comme un seul homme en tout cas, ont de quoi nourrir l'imagination frustrée de leurs coreligionnaires : un père et une mère pieux et travailleurs, six fils entre vingt-deux et trente-cinq ans, tous à moustache noire en croc (et barbe à l'iranienne pour trois d'entre eux), complets blancs, et ayant épousé de juvéniles beautés à voile doré et à ventre fécond.

Enorme fortune récente dans tous les négoces, en particulier avec les pétromonarchies arabes : lingots d'or et d'argent, armements belges, russes, chinoises et, dit-on, tous les stupéfiants de la contrée. Par-dessus le marché, un chef charismatique, Ibrahim, alias Mouchtak, dit le Tigre, pas l'aîné d'ailleurs, seulement l'âge du Christ cette année. Et sur son casier, depuis 1985, des ports d'armes sans licence, des coups de feu électoraux, des rodéos douaniers pour des monceaux de métaux rares. Bref, tous les éléments d'une exemplaire saga canaille avec ce qu'il faut de puissantes automobiles, d'adversaires rossés, de noces à tout casser, de provocantes concubines sablant du champagne Pompadour *made in India*. Le jour où l'on bâtira là-dessus, dans les studios de Bombay, le scénario d'une comédie musicale, ce sera le signe d'un réel mieux dans la cité-monde, dans le compendium de l'Asie.

De notre envoyé spécial
Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

(5) V. S. Naipaul, *l'Inde, un million de révoltes*, Plon, 1992.

هكذا من الأصل

Bridge

nº 1535

L'OUVERTURE DE 1 SA

Il n'est pas exclu d'ouvrir de 1 SA même avec une mineure sixième quand la main contient des fourchettes. Mais il ne faut pas pousser trop loin cette exception car on risque de ne pas jouer le meilleur contrat comme dans cette donne de la Coupe Rosenblum de 1990.

Le chelem à Trèfle était sur table alors qu'à 6 SA il fallait une bonne technique pour trouver la douzième levée.

♠ A R V 10 5
♡ A 6
◇ R D 4
♣ 8 7 5

Ouest		Est
♠ 9 7	N	♠ D 4 3 2
♡ 9 8 7	O E	♡ D V 5 4 2
◇ V 10 9 7 3 2	S	◇ A 8
♣ 10 4		♣ 9 3

♠ 8 6
♡ R 10 3
◇ 6 5
♣ A R D V 6 2

Ann. : S. don. E-O vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
Radin	X...	Wei	Y...
1 SA	passe	2 ◇	passe
3 ♣	passe	3 ♠	passe
3 SA	passe	4 ♣	passe
4 ♡	passe	6 SA	passe

Ouest ayant entamé le 9 de Cœur (alors que le Valet de Carreau semblait évident), *comment Judi Radin en Sud a-t-elle gagné* ce PETIT CHELEM A SANS ATOUT contre toute défense ?

Réponse :

Il semble que la réussite du chelem dépende de l'impasse à la Dame de Pique, mais la déclarante comprit que, si Est avait Dame, Valet à Cœur et deux Carreaux seulement, il ne serait pas nécessaire de faire l'impasse à Pique ! Voici comment Judi Radin a joué : elle a fourni le 6 de Cœur et a pris le Valet d'Est avec le Roi, puis elle a joué le 6 de Carreau et a mis la Dame du mort. Est a pris avec l'As et a rejoué le 2 de Cœur pour l'As sec. La déclarante a alors tiré le Roi de Carreau, le Roi de Pique et *tous les Trèfles :*

♠ A V ◇ 4
♠ 9 ♡ 8 ◇ V ———— ♠ d 4 ♡ D
♠ 8 ♡ 10 ♣ 2

Sur le 2 de Trèfle Ouest a défaussé le 8 de Cœur, le mort a jeté le 4 de Carreau et Est le 4 de Pique, puis Judi a joué le 8 de Pique et a mis l'As du mort avec la certitude que la Dame de Pique allait tomber !

En préparant ainsi une position de *double squeeze* (pour squeezer éventuellement une des mains adverses), on retarde l'impasse à Pique jusqu'au moment où on s'aperçoit qu'elle n'est plus nécessaire.

D'ailleurs, si Nord avait eu deux petits Piques au lieu de V 10, cette ligne de jeu aurait été la seule valable...

UN COUP EXCEPTIONNEL

Le Cannois Jean-Marc Buchel, qui a été champion et entraîneur de l'équipe française de volley-ball, est mort récemment à l'âge de quarante-neuf ans. Il s'était adonné au bridge depuis quelques années seulement et s'était rapidement hissé en première série grâce à un jeu de la carte exceptionnel. Parmi ses coups les plus fameux, voici peut-être le plus étonnant. Pour bien le comprendre, cachez soigneusement les mains d'Est-Ouest et mettez-vous à sa place en Sud pour voir si vous auriez réussi ce chelem chuté par un grand champion à l'autre table.

♠ A 10 8 7 6 4
♡ A D 5 3
◇ A 4
♣ 6

Ouest		Est
♠ 9	N	♠ D V 3 2
♡ 10 8 6	O E	♡ 9 7 2
◇ D 10 7 3	S	◇ V 9 5
♣ 9 8 4 3 2		♣ D V 10

♠ R 5
♡ R V 4
◇ R 8 6 2
♣ A R 7 5

Ann. : S. don. Tous vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
Guinv.	Pehau	Hizer	Buchel
–	–	–	1 SA
passe	2 ♣	passe	2 ◇
passe	3 ♡	passe	3 ♠
passe	4 ♣	passe	4 ◇
passe	4 SA	passe	5 ♣
passe	6 ♠	passe	passe...

Ouest (Guinvarch) ayant entamé le 2 de Trèfle, *comment Buchel a-t-il gagné* PETIT CHELEM A PIQUE contre toute la défense ?

Note sur les enchères

Le saut à « 3 Cœurs » (après le Stayman et la réponse de « 2 Carreaux ») promettait conventionnellement quatre Cœurs et au moins cinq Piques. Au tour suivant les enchères de « 4 Trèfles » et de « 4 Carreaux » montraient les contrôles des couleurs et la réponse de « 5 Trèfles » garantissait trois As (ou deux As et le Roi d'atout).

En enchères naturelles Nord aurait également répondu « 2 Trèfles » sur « 1 SA », mais sur la réponse de « 2 Carreaux » il aurait déclaré « 6 Piques » pour simplifier le problème et appliquer le vieux dicton anglais : « Demandez les contrats que vous pensez pouvoir faire. »

Philippe Brugnon



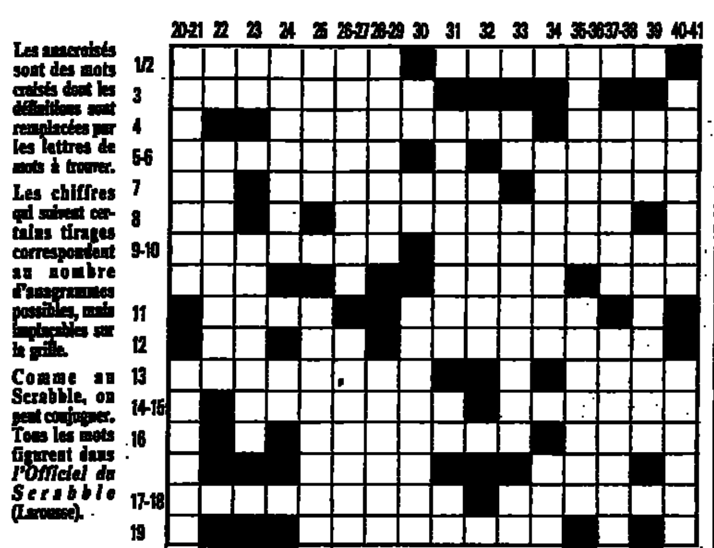
Anacroisés (R)

nº 766

Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais inplaçables sur la grille.

Comme au Scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans *l'Officiel du Scrabble* (Larousse).



HORIZONTALEMENT

1. BDNOORU. – 2. ABCEEJT. – 3. EILOOSST (+ 1). – 4. FIIIMPRT. – 5. AEOPPSU (+ 1). – 6. ALLNOS (+ 1). – 7. EEEEHRT. – 8. AEEIMNRSV (+ 1). – 9. AIINRSS. – 10. EILORRSU (+ 1). – 11. ENNNOP. – 12. EEIINRTT. – 13. AAEEGLTT. – 14. EEEGNNR. – 15. AEINTU. – 16. AEEINSS (+ 1). – 17. ACEEHNSTU. – 18. EEINNT. – 19. AEELNNSX.

VERTICALEMENT

20. BINOORSS. – 21. ACDISS. – 22. AEINNORT (+ 3). – 23. EEILLTU. – 24. EIPPRRS. – 25. AGILNSTU. – 26. AHILNOPT. – 27. AEEFINR (+ 1). – 28. EEEMNNS. – 29. AEGNUX. – 30. EEENPRSU. – 31. EEEIRRTV. – 32. EENRRT (+ 3). – 33. EEIINQRU. – 34. EILNORS (+ 6). – 35. CHILMOS. – 36. DEFIIIN. – 37. DEOORS. – 38. AEINTTU. – 39. BEEILRT (+ 1). – 40. AEIOSUX. – 41. EERRRS.

SOLUTION DU Nº 765

1. VIATIQUE. – 2. CRABOTA – 3. PELERINES (PLENIERES PRESENILE). – 4. ROMANISA (RAMONAIS). – 5. RAMONAL – 6. IONISONS. – 7. PRESENT (SERPENT). – 8. ITALIENS (SILAIENT...). – 9. ENTETAI (ETAIENT TETANIE TITANEE). – 10. OERSTEDS (DETORSES DOSSERET). – 11. ALITONS (INSOLAT...). – 12. ASOCIALE. – 13. PUTRIDE (TURPIDE). – 14. HARFANG. – 15. LIURES (RUILES...). – 16. REMOISE (ISOMERE MOIREES). – 17. INSOLER (NEROLIS...). – 18. OSSATURE (SOURATES...). – 19. EVITATES. – 20. SAISINE (NIAISES). – 21. VAROISES. – 22. ACHARNE (ECHARNA). – 23. NUCLEASE (CANULEES ENUCLEAS LANCEUSE). – 24. AMMONITE. – 25. ITERATIF. – 26. IONISAT. – 27. ORALISA, prononça. – 28. QUINOLA (AQUILON). – 29. NANISAT (ANISANT NANTAIS TANNAIS TANNISA). – 30. NIIONS. – 31. EPARSE (SEPARE...). – 32. NOIRAUDE (DOUANIER). – 33. CLAMPSE, *arg* meurt (CLAMPES). – 34. ASTASIES. – 35. ARENEUSE. – 36. AIDERONS (ANODISER...). – 37. ONZIEME. – 38. CAECAL. – 39. ASCETES (SETACES). – 40. SECOURUE (COUREUSE RECOUSUE SECOUEUR).

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Dames

nº 456

LE COIN DU DÉBUTANT

Les gains par opposition (suite de la chronique nº 455).

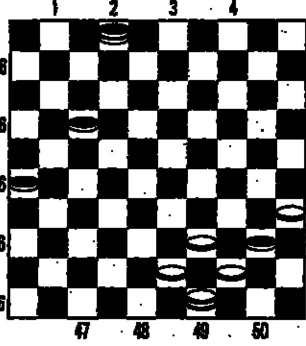
• **Exemple de double opposition sans dame.**

I.

Les Blancs jouent et gagnent.
• SOLUTION : 33-28 (22×33) 42-37 (31×42) 47×20 (25×14) 41-37, etc., + par double opposition.

• **Exemple d'opposition avec intervention de dames.**

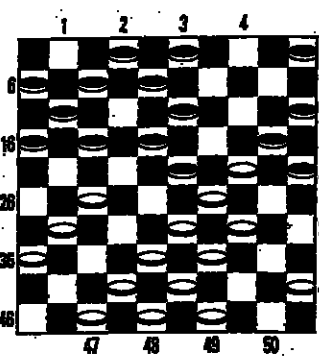
II.



Les Blancs jouent et gagnent.
• SOLUTION : 35-30 (2×35) 39-34 (40×29) 44-40 (35×44) 49×21 (26×17) 43-38 puis 38-32, + par opposition.

L'UNIVERS MAGIQUE

Tournoi de HUISSEN, mai 1964. Avec les Blancs, le GMI néerlandais VAN DIJK exécuta, dans la position ci-dessous, un coup de dame dévastateur à la case 1.



Les Blancs gagnèrent : 34-30 ! (25×34,a) 39×30 (23×25) 33-28 (20×29) 28-22 (17×28) 38-33 (x) 43×1 !,+.

a) (23×34) 33-28 (20×29) 28-22 (17×28) 38-33 (29×38) 43×1 !,+.

SOLUTION DU PROBLÈME nº 455

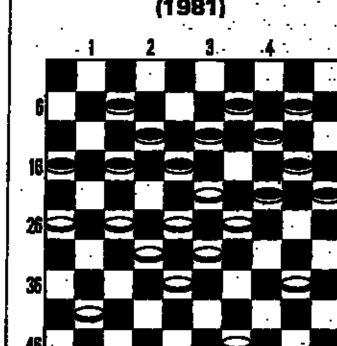
G. GAIGNARD

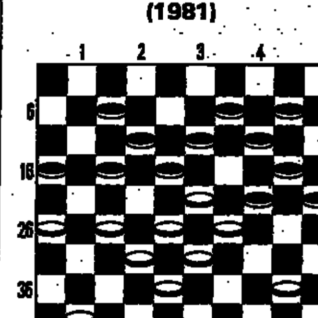
Blancs : pions à 12, 13, 15, 18, 23, 29, 31, 33, 40, 43, 45.

Noirs : pions à 2, 3, 5, 16, 21, 25, 32, 35, 41, 42.

23-19 (35×44) 13-9 (3×34) 43-38 (32×43) 31-27 (21×32) 33-28 (32×23) 18×36 !,+.

PROBLÈME
André MÉLINON (1981)





Les Blancs jouent et gagnent.

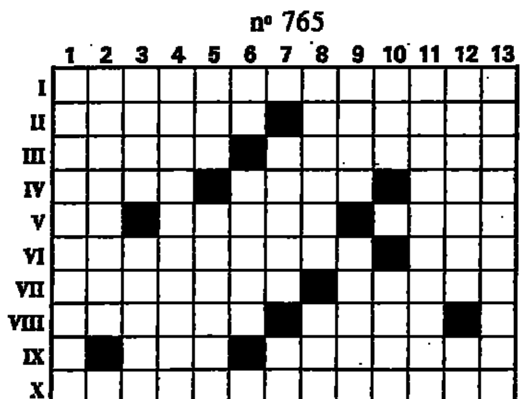
S'il ne parvint pas à s'imposer dans des concours internationaux, cet ancien problémiste nous laissa de nombreuses compositions d'excellente facture.

Solution dans la prochaine chronique.

Jean Chaze

Mots croisés

nº 765



HORIZONTALEMENT

I. Les changements ne sont pas son fort. – II. Ça devient péjoratif quand il est bon. Déambulait. – III. Rivière. Montra le but. – IV. Pour les kids. Dans la nasse. Suspend les échanges. – V. Préposition. Pour son et lumière. Coule loin de son pont. – VI. Font beaucoup de bulles. Tremblement de terre à Gap. – VII. Tout à fait injustifiés. Un ancêtre de la BD – VIII. Après la moisson. Vous chasse. – IX. Demi-déesse. Font comme les autres. – X. Dissident.

VERTICALEMENT

1. Modernes fâcheux. – 2. Objectent. – 3. Pour ne pas le perdre, il faut croire à son étoile. N'est pas tout à fait refroidi. – 4. Pour l'éclairage, ces acides furent utiles. – 5. Laps de temps. Criés la nuit. – 6. Note. Réduite en menus morceaux. – 7. Bien décorés. Prêtresse. – 8. Ethéré. Donne les temps en désordre. – 9. Choix. En Belgique. – 10. Quand monte l'adrénaline. Mousseux. – 11. Colorées à l'hémoglobine, au cinéma. – 12. Pause sur le terrain. En note. – 13. Flatte la clientèle.

SOLUTION DU Nº 764

Horizontalement

I. Perquisitions. – II. Ajourné. Agréa. – III. Sète. Triplent. – IV. Score. Isis. Ni. – V. Etrennées. Dis. – VI. De. Loi. Esaü. – VII. Alude. Ecope. – VIII. Ocrée. Lori. Ec. – IX. Indu. Manierai. – X. Tourmentèrent.

Verticalement

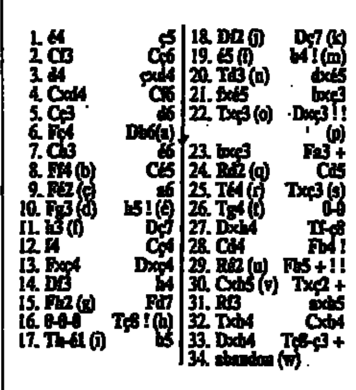
1. Passe-droit. – 2. Ejecte. CNO. – 3. Rotor. Ardu. – 4. Querelleur. – 5. Ur. Enoué. – 6. Int. Nid. Me. – 7. Série. Elan. – 8. Isée. Ont. – 9. Tapisserie. – 10. Igls. Acier. – 11. Ore. Duo. Ré. – 12. Nenni. Péan. – 13. Satisfecit.

François Dorlet

Echecs

nº 1538

TOURNOI DES GRANDS MAITRES DE LINARES, 1993.
Blancs : V. Ivantchouk.
Noirs : V. Kramnik.
Partie sicilienne. Variante Sozine.



1. é4	ç5	18. Df2 (j)	Dç7 (k)
2. Cf3	Cç6	19. é5 (l)	b4 ! (m)
3. d4	çxd4	20. Td3 (n)	dxé5
4. Cxd4	Cf6	21. fxé5	bxç3
5. Cç3	d6	22. Txç3 (o)	Dxç3 !! (p)
6. Fç4	Db6 (a)	23. bxç3	Fa3 +
7. Cb3	é6	24. Rd2 (q)	Cd5
8. Ff4 (b)	Cé5	25. Té4 (r)	Txç3 (s)
9. Fé2 (c)	a6	26. Tg4 (t)	0-0
10. Fg3 (d)	b5 ! (é)	27. Dxh4	Tf-ç8
11. h3 (f)	Dç7	28. Cd4	Fb4 !
12. f4	Cç4	29. Ré2 (u)	Fb5 + !!
13. Fxç4	Dxç4	30. Cxb5 (v)	Txç2 +
14. Df3	h4	31. Rf3	axb5
15. Fh2 (g)	Fd7	32. Txh4	Cxb4
16. 0-0-0	Tç8 ! (h)	33. Dxh4	Tç8-ç3 +
17. Th-é1 (i)	b5	34. abandon (w)	

NOTES

a) Evitant l'« attaque Velimirovic » (Fé3-Dé2-0-0-0-Fb3-Tg1).

b) 8.0-0 ou 8. Fé3 sont plus connus que cette suite qui force 8..., Cé5 avec attaque du Fç4.

c) 9. Fb5 + semble logique.

d) Les Blancs veulent déloger le Cé5 par f2-f4 ; d'où ce recul du F-D mais 10. Fé3, poursuivant la même idée, est plus sain.

é) Une réaction énergique. Après *10..., Fé7 ; 11. f4, Cg6 ; 12. Ff2,* Dç7 ; 13. Fé3, Fd7 ; 14. 0-0 les Blancs ont un petit avantage.

f) Si 11. f4, Cé-g4 !

g) 15. Ff2 est sans doute plus précis.

h) Les Noirs contrôlent la colonne ç et affichent clairement leurs intentions belliqueuses. De nombreux joueurs auraient sans doute continué par 16..., Fé7 mais le plan le plus offensif consiste certainement en 16..., Tç8 maintenant le R au centre.

i) 17. f5 et 17. Th-f1, sont à envisager.

j) Protégeant la case ç2 tout en se soustrayant à l'attaque du F-D en ç6 après l'avance é4-é5.

k) Et non 18..., b4 ? ; 19. Td4 et 20. Txb4.

l) Les Blancs ne veulent pas attendre que les Noirs s'emparent de l'initiative par 19..., b4 et réagissent immédiatement.

m) Mais les Noirs (dix-sept ans) veulent obstinément passer les premiers à l'attaque.

n) Et les Blancs ne veulent pas reculer leur Cç3 et laisser le champ libre à leur adversaire ; si 20. Cé4,Cxé4 ; 21. Txé4, d5 ! menaçant a5-a4 et si 20. éxf6, bxç3 ; 21. fxg7, çxb2 + ; 22. Rb1, Fxg7 ; 23. f5, é5 avec avantage aux Noirs. Après cette subtile manœuvre des Blancs, on a l'impression que les Noirs sont en zugzwang.

o) Et non 22. éxf6, çxb2 + ; 23. Rb1, Dxh2 ; 24. Dd4, Dç7. Les *Blancs s'attendent ici à la variante* 22..., Db8 ; 23. Txç8 +, Dxç8 ; 24. éxf6, gxf6 ; 25. Dxf6 avec avantage aux Blancs ou aussi 23..., Fxç8 ; 24. Tf1 !, Cd5 ; 25. Dxf7 +, Rd8 ; 26. Cd4, Db6; 27. Fg1 avec un beau jeu.

p) Mais ce sacrifice positionnel de D est une énorme surprise.

q) Que faire ? Fuir en a1 n'est pas agréable : après 24. Rb1, Cd5 ; 25. Da7, Cxç3 + ; 26. Ra1, Fb5 et 27..., 0-0, les Noirs font ce qu'ils veulent.

r) Ou 25. Da7, Txç3 ; 26. Dxa6 ?, Txç2 + ! ; 27. Rd1, Txa2 ; 28. Da8 +, Ré7 ; 29. Dxh8, Cç3 mat !

s) Les Noirs n'ont plus qu'à roquer et à doubler les T sur la colonne ç.

t) Ou 26. Txh4, 0-0 ! suivi de 27..., Tf-ç8.

u) Si 29. Ré1 (Rç1), Cé3 !

v) Si 30. Rf2, Txç2 + ! ; 31. Cxç2, Txç2 + ; 32. Rf3 (ou 32. Rg1, Tç1 + ; 33. Rf2, Fé1 +), Fé2 + ; 33. Ré4, Tç4 mat.

w) Si 34. Rg4, Tç4 + regagnant la D.

SOLUTION DE L'ÉTUDE Nº 1537
V. NEIDZE (1984)

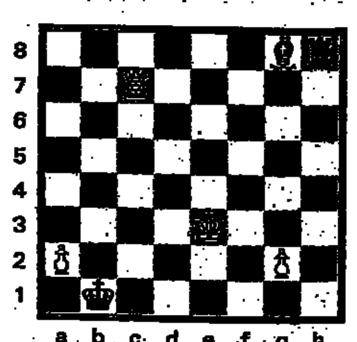
(Blancs : Rb1, Ff7, Ch3 et f5, Pç2, d5. Noirs : Rç4, Fa3, Cé7 et f3, Pé3).

1. d6 +, Rç3 ; 2. dxé7, Cd2 + ; 3. Ra2, Fxé7 ; 4. Cxé7, é2 ; 5. Cd5 +, Rxç2 (si 5..., Rd4 ; 6. ç3 +, Ré5 ; 7. Ch-f4 ! et les Blancs gagnent) ; 6. Fg6 +, Rç1 (si 6..., Cé4 ; 7. Fxé4 +, Rd2 ; 8. Cg1 !) ; 7. Ch-f4 ! (et non 7. Cd-f4 ?, é1=C ; 8. Cé2 +, Rd1 ; 9. Cd4, nulle).

A) 7..., é1=C ; 8. Cé2 +, Rd1 ; 9. Cd-ç3 mat !

B) 7..., é1=D ; 2. Cd3 +, Rd1 ; 9. Fh5 +, Dé2 ; 10. Cé3 mat !

ÉTUDE Nº 1538
G. UMNOV (1985)



Blancs (4) : Ré3, Tç7, Pa2 et g2.

Noirs (3) : Rb1, Th8, Fg8.

Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine

LE CHEF DU MOIS

Jeu de saveurs

A dix-sept ans, Daniel Metery entrait comme apprenti chez les frères Troisgros à Roanne. C'était l'époque du cher «papa» Jean-Baptiste où les deux frères, Jean et Pierre, s'épaulaient en cuisine; le temps où l'on disait: *«Troisgros à Roanne, c'est en face la gare»*, alors qu'aujourd'hui, si vous demandez à un passant la gare de Roanne, il vous répondra: *«C'est en face Troisgros»!*

Dégrossi, l'apprenti descendit jusqu'à Lyon travailler chez Bocuse. Puis il revint à Roanne avant de partir pour Paris où il aboutit, avec Brigitte sa jeune épouse, au Lord Gourmand près des Champs-Elysées. Cela dura quelques années. Voici à peine un lustre que, voulant se trouver enfin *«bien chez lui»*, il s'installa ici, au 4 de la rue de l'Arcade, dans un cadre agréablement biscornu: un rez-de-chaussée avec un mini-bar, un escalier «tire-bouchonnant» conduisant à deux salles et un salon, confortables, séparés par une petite cuisine où il officie.

LA il joue avec les saveurs. Un jeu qui, chez les autres, pourrait être qualifié de machiavélique mais se révèle chez lui quasiment naturel. Cela se confirme à l'énumération (et la dégustation) des plats de la carte, du saumon à la peau croustillante d'épices douces, à l'omble-chevalier beurre de citron vert, du filet mignon de porc aux agrumes aux petites madeleines chaudes (elles eurent enchanté les jeunes filles en fleur de Proust!) avec la glace miel et noix. *Mais surtout ce savoir-faire* inégalable de Metery explose dans son menu de dîner: «Douceur et Saveur des mets au vinaigre» (250 F).

MIEUX vaudrait du reste écrire «aux vinaigres» (ils sont en vente à emporter, signés Percheron: vinaigre de cidre, de noix de coco, de figue, de poire, de pêche, de gingembre, de champagne au jus de truffes, etc.). Ils sont là vingt-cinq différents, aromatisant les mets, comme autant de touches d'un clavier suggestif sur lequel Metery joue avec maîtrise. Une admirable démonstration! Ce n'est point là «nouvelle cuisine» mais le subtil message d'un bon cuisinier habilement glissé dans des plats habituels.

L. R.

▶ *DANIEL METERY, 4, rue de l'Arcade, Paris-8ᵉ (tél.: 42-65-53-13), fermé samedi midi et dimanche (A.E.-C.B.).*

Grandes dames aux fourneaux

Cela fait quatre ans que deux «mères cuisinières» à la retraite, la chère Mᵐᵉ Castaing, du *Beau Rivage*, à Condrieu, et Simone Lemaire, du *Tourne-Bride*, au Pin-au-Haras, eurent l'idée de créer, pour et par leur «Académie des mères cuisinières», un trophée couronnant annuellement une restauratrice cuisinière de talent, ainsi qu'un prix Espoir réservé aux débutantes du métier. On notera que ces concours (ils se déroulent au centre de formation hôtelière de la chambre de commerce de Vichy, au mois d'avril), d'une *conception unique* au monde, ont un règlement très strict (interdiction d'apporter du précuisiné, par exemple) et un jury très qualifié.

Le premier trophée, remporté par Elisabeth Bourgeois, du *Mas Tourteron*, à Gordes, honora la célèbre mère lyonnaise Brazier. Le second (trophée Marie-Venturino – que nous connûmes aux *Hirondelles* de Saint-Jean-Cap-Ferrat) – récompensera Reine Sammut (*La Fenière*, à Lourmarin). Celui de l'an dernier (trophée Mère-Poulard, évoquant la célèbre *omelette du Mont-Saint-Michel*) alla à Lyliane Benoît, du *Soubise*, en la ville charentaise du même nom.

Cette année, c'était le trophée Mélanie-Rouat, une «étoile» de la cuisine bretonne à Riec-sur-Bélon et dont le souvenir est inséparable de celui de Curnonsky.



Mélanie Rouat tenait l'épicerie-mercerie du village de Riec, et à son étalage figuraient toujours *quelques bourriches d'huîtres du* petit parc à huîtres de son époux décédé. C'est en 1922 qu'une tournée de la Comédie-Française dépêcha à Quimper les vedettes de la troupe: Raphaël Duflos, Cécile Sorel, de Max, etc. De passage à Riec ils demandèrent à Mélanie de leur préparer un en-cas. Deux heures plus tard elle *leur servait, dans sa belle salle à* manger d'arrière-boutique, des palourdes farcies, un homard et une galette bretonne. Ils se régalèrent. Ils revinrent tous les jours de la tournée, en parlèrent autour d'eux, et c'est ainsi que Fernand Jobert, un peintre du pays qui recevait chez lui ses amis, le peintre Maurice Asselin et Curnonsky, les y amena.

Ce fut ainsi, aimait à répéter le prince des gastronomes, qu'il découvrit *«la perfection simple»*. Il y revint en vacances chaque année et s'y réfugia durant l'Occupation. Le fameux homard à la crème de Mélanie était lancé. Il fallut construire une salle dans le jardin, et «Cur» rimait son quatrain célèbre:

Couronnons de lis et de roses
Mélanie et Marie et tout ce
[qu'elles font.
La cuisine c'est quand les choses
ont le goût de ce qu'elles sont!

Mélanie nous quitta en 1955, mais pour ceux qui les ont connus son homard et sa table restent inoubliables. Et sa famille émue est venue à Vichy participer à ce *trophée symbolique*. Il est, en effet, belle occasion, à l'heure où trop de cuisinières se veulent plus restauratrices que cuisinières vraies, d'honorer Mélanie Rouat. Et les gourmets remercieront Mᵐᵉˢ Castaing et Lemaire de ce trophée où, en finale, cinq «dames du piano» (et autant de jeunes concurrentes du prix Espoir) se sont *rencontrées pour* honorer la vraie cuisine et Mélanie Rouat.

La lauréate en fut Eliane Lavanchy, chef de cuisine du restaurant *Tatiana* (à Balan, dans l'Ain), pour sa canette nantaise aux moules de bouchot. Suivie de Marguerite Trompeau, de *La Fontaine*, à Creuzier-le-Vieux (pour ses encornets farcis et leurs quenelles bretonnes), et Marie-Jeanne Combe, de l'*Hôtel du Parc*, à Randan. Les «Espoirs» couronnèrent en premier deux élèves du LEP Notre-Dame de Saint-Méen-le-Grand: Sandrine Michel pour sa casse rennaise et Dominique Rouget pour ses deux galettes (bretonnes, bien sûr!).

Un «déjeuner de la mer» à l'*Aletti Palace* couronna le tout tandis que Jean-Pierre Coffe s'en allait faire, pour Canal Plus, le marché avec les heureuses lauréates.

Signalons aussi qu'un prix spécial hors concours Perrier-Jouët alla à Marie-Jeanne Bruneau (*La Calèche*, à Guerche-de-Bretagne) pour son kouign Hélène Jédago (célèbre cuisinière bretonne exécutée il y a plus d'un siècle pour avoir rehaussé le goût de ses pâtisseries d'un *soupçon* d'arsenic).

Et ajoutons que le cinquième trophée des mères *cuisinières* portera le nom, en 1994, de Fernande Allard (dont les vieux Parisiens se souviennent encore de l'excellente cuisine bourguignonne, dans son restaurant de la rue Saint-André-des-Arts).

La Reynière

Miettes

Paul Luong Lap. Nous l'avons connu place de la Sorbonne, et Galtier-Boissière nous y fit découvrir la cuisine asiatique de qualité. Puis il passa la Seine et créa, rue Jean-Mermoz, le *Tong Yen*, qui allait devenir célèbre. Depuis des années, c'est Thérèse Luong, sa fille, qui anime la maison, et le cher Paul vient de nous quitter. Mais le *Tong Yen* demeure une adresse célèbre (et bonne).

Lyon gourmand. Le Guide d'André et Christian Mure 1993 vient de paraître.
Quarante nouvelles adresses à cette «bible» de la bonne chère rhodanienne.

Adresses de lecteurs. D'abord le reproche d'avoir oublié, parlant de Clermont-Ferrand, l'excellent *Bernard Andrieux* (à Durtol, route de la Baraque – tél. 73-37-00-26). Ensuite, en Corse, à Venzolasca (28 km de Bastia), *Le Fragnu* (Le Moulin), ouvert depuis peu et de bonne cuisine «de grand-mère» corse. Enfin, à Paris, un lecteur de Saint-Raphaël est venu découvrir un restaurant turc, *La Voie lactée* (3, rue des Ecoles – tél. 46-24-02-35).

Lentilles. Ils en ont aussi à la Réunion, me signale un aimable lecteur de Saint-Chamond. Et il célèbre l'*Hôtel des Thermes*, à Cilaos, où l'on se régale d'un salé au lentilles du pays.

Le tombe et le corbeau. Une lectrice (qui, d'autre part, s'est régalée à Lyon chez *Georges* (8, rue du Garet) de la cuisine de France Deschamps (successeurs avec Michel son mari de Georges Drebet) restaurant que j'avais signalé dans mon papier *sur les* «bouchons») a acheté sur le marché de Nancy un (ou faut-il dire une ?) tombe, poisson inconnu ? Confions-lui qu'il s'agit d'un des surnoms du grondin (on dit aussi gallinette, corbeau, hirondelle, perlon, etc.)

«52 Week-ends autour de Paris». C'est le regretté Francis Amunategui qui, le premier, publia ce petit ouvrage bien utile. Puis, à sa disparition, Jean Arnaboldi prit la relève. A présent, c'est Gilles Pudlowski qui le rédige (Albin Michel éditeur), et l'édition 93 nous emmène de Versailles (20 km) au Breuil-en-Bessin (281 km), avec quelquefois d'heureuses trouvailles.

A Genève, la rénovation de l'Hôtel du Rhône (1, quai Turrettini – tél. 412-559) enfin complète sera fêtée en mai et suivie, du 1ᵉʳ juin au 4 juillet d'une exposition internationale d'art contemporain bien *intéressante*. Ce sera pour les visiteurs l'occasion de se régaler au *Neptune*, le restaurant du Rhône, *tant des plats* de Gilles Dupont que des pâtisseries d'Alain Huri et des vins d'une très belle carte.

Albert Nahmias va fêter les vingt ans de son *Restaurant d'Olympe* (8, rue Nicolas-Charlet – tél. 47-83-49-76) entre amis à la fin de ce mois de mai.

Joli mois de mai au *Café de Madrid* (8, bd Montmartre, tél. 48-24-97-22): les Semaines andalouses. Cinq grands chefs venus de là-bas (Andalousie, berceau de poésie, chantait Mariano !) proposeront des plats de Grenade, Séville, Cordoue, Malaga, arrosés de vins du pays.
Si cela ne suffit point, pour vous relaxer, sachez aussi que, depuis avril, le restaurant du Warwick (*La Couronne*, 5, rue de Berri – tél. 45-63-14-11) ajoute à sa carte *un menu «anti-stress» mis* au point par le bon chef Van Gessel avec la collaboration de Serge *Leautier, hygiéniste-nutritionniste* renommé. Menu à 220 F.

L'Iris du tourisme, trophée *languedocien, vient d'être décerné* au «restaurant le plus méritant». C'est *Le Ranquet*, d'Anne et Jean-Luc Majourel, à Tornac (près d'Anduze – Gard).

A propos de mon «papier» sur les violettes, une lectrice gourmande me fait savoir que Tourrette-sur-Loup est «le pays des violettes». Cent personnes au moins vivent ici de leur culture (dont une seule famille de celle de la violette de Parme). Après la cueillette des fleurs, en fin de saison, les feuilles sont fauchées et vendues aux parfumeurs qui les utilisent comme base de cosmétiques.

Une découverte. Après le vin de d'Artagnan (pardon, de Maastricht), voici celui de Charlemagne (Schloss Johannisberg exactement), vignoble allemand initialement planté par Charlemagne autour d'un monastère qui, sécularisé, fut offert par Napoléon au maréchal Kellermann en 1806, avant d'être à Metternich. Aujourd'hui, le vignoble (30 hectares), dont les chais abritent encore des bouteilles centenaires rarissimes, produit *surtout un riesling sec*, un *spätlese* (vendanges tardives) et un très rare *Eiswein* (vin des neiges), trouvables pour la première fois à Paris au Verger de la Madeleine (4, bd Malesherbes – tél. 42-65-51-99).

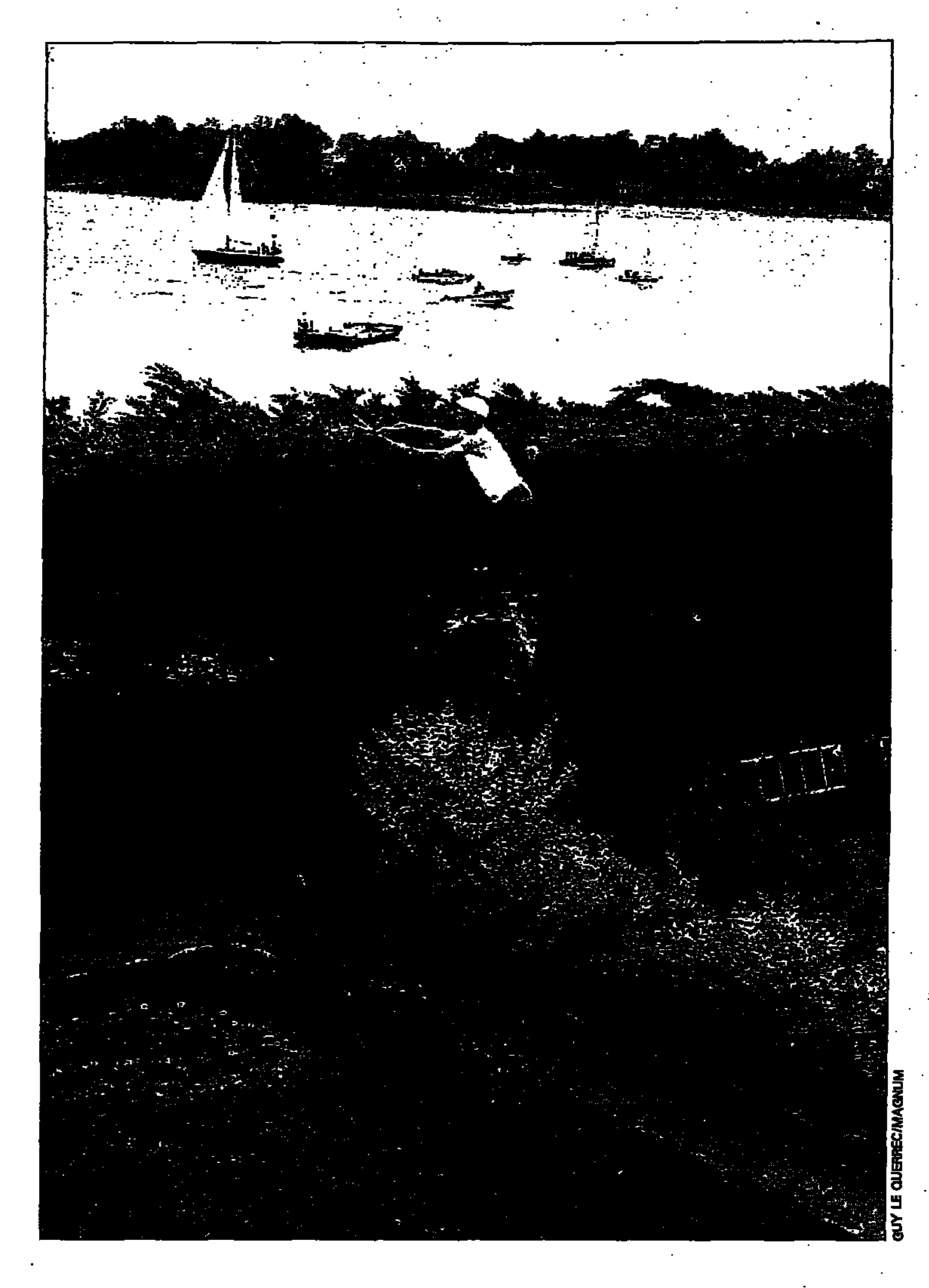
Lecteurs satisfaits, l'un de ce petit hôtel-restaurant de Morteau, dans le Doubs: *Le Poirier*; l'autre de l'hôtel-restaurant *Westminster*, au Touquet.

Un bruit qui court. Le *Café de la Paix* (place de l'Opéra) disparaîtrait pour devenir un *Batifol*.

L. R.

La Trinité-sur-Mer un voilier pour deux habitants

La Trinité a gagné ses quartiers de noblesse en devenant le port d'attache des meilleurs skippers, le mouillage des meilleurs voiliers. On peut choisir La Trinité, mais devient-on Trinitain pour autant ?



GUY LE QUERREC/MAGNUM

TATILLONS, les Trinitains. Dogmatiques sur le seul débat philosophique qui paraisse digne d'intérêt sur la rive de la rivière Crac'h : être ou ne pas être de La Trinité-sur-Mer. Et apparemment, mieux vaut en être. La question hante les conversations, même les plus anodines . *« Celui-là n'en est pas. »* Ou pas tout à fait. Par son père, mais sa mère était de Carnac, à une poignée de kilomètres. Le navigateur Olivier de Kersauson avait un grand-père général, maire de La Trinité. Cela ne fait pas du petit-fils un Trinitain. *« J'ai épousé mon mari, il y a plus de trente ans*, confie la propriétaire de l'hôtel Le Rouzic, *pourtant je ne suis toujours pas considérée comme une Trinitaine, et on me le fait toujours sentir, gentiment, sans chercher à me blesser, mais pour marquer une différence. »* Ici, on donne aux femmes du pays, même très âgées, leur nom de jeune fille, parce que, la mémoire s'embrouillant, on ne sait plus toujours si elles se sont données à des hommes de l'estuaire, de la rivière, ou du golfe du Morbihan. Et ici, soyons précis, c'est l'estuaire de la rivière, rive droite, entre le pont de Kerisper et la pointe de Kerbihan. Le reste du monde, Quiberon, Belle-Ile, le golfe, ce que l'on voudra en Bretagne du Sud ne peut se revendiquer de La Trinité.

Ce souci pointilleux s'explique sans doute par l'existence récente du label trinitain. Jusqu'en 1864, les aïeux du bourg étaient de Carnac. Paludiers de salines, paysans de marais, de terres humides plantées de menhirs incompréhensibles. Citoyens excentrés de Carnac, surtout, détachés sur la rivière pour la maintenance du seul port possible, et par cela, par ce particularisme marin, rebelles à Carnac. Les représentants de ces exilés expliquèrent au conseil général que près de cinq cents navires, et trois cents bateaux de pêche, faisaient chaque année relâche, à l'abri du Crac'h, et que cela gonflait la rive d' *« une population flottante de trois mille hommes au moins ». « Il est fréquent*, notaient les délégués, *que leurs courtes escales ou leur service à bord ne leur permettent pas d'aller entendre la messe à Carnac* (1). *»* L'argument avait du poids. La Trinité devint commune, et paroisse donc, l'année suivante, et ses élus durent plaider ferme pour arracher des terres et des subventions à Carnac, lancer une souscription parmi les nouveaux citoyens, pour les premières dépenses.

Ils avaient mérité d'être Trinitains, et c'est probablement le souvenir de ce coup de force qu'on délivre avec courtoisie au visiteur. Qu'on ne se méprenne pas, le rappel sourcilleux de l'estampille n'est pas ségrégation. Avant même d'être souveraine, La Trinité savait qu'elle serait envahie, que sa destinée ne pouvait qu'épouser le métissage de la mer, et ne s'en plaignit jamais. Pour donner du courage à ses concitoyens, le premier maire, lors de la séance municipale du 9 mai 1864, avait promis un bel avenir grâce à la rade, sans équivalent tout au long des côtes de Bretagne. On approuva, en sachant qu'on n'était pas soi-même, farouchement, homme de mer et de marine. Les pêcheurs locaux n'étaient pas natifs, mais Etellois (d'Ethel), Sinagots (de Séné) ou Boniens (du Bono), qu'on appelait aussi Forebans pour la rudesse de leurs manières et, curieusement, ce partage paraissait convenir à la jeune patrie orgueilleuse. Les flottes basques, ou gavernaises avaient fait du quai, sous l'église, leur port d'attache, et la chronique ne relate aucune mémorable bagarre entre les communautés.

Il en était simplement ainsi, en cette terre fort religieuse : pareil don de Dieu ne pouvait être gardé pour soi seul. Un tel plan d'eau, immense, hospitalier, même aux heures de marée, inaccessible aux tempêtes du large et aux vents d'ouest, tueurs de navires ! Amarres larguées, on n'était, d'ici, jamais à plus d'un quart d'heure du plaisir de sentir sa coque se cabrer sous la brise, la bonne, celle qui donne de la vitesse et ne pousse pas aux naufrages. La Trinité commandait à une mer intérieure, elle-même à quelques-unes des plus belles villégiatures pour capitaines sentimentaux, la presqu'île, le golfe, Belle-Ile, Houat, Hoedic... Tout le monde avait le droit d'accoster, même de renoncer à la mer pour mieux la contempler de la terre, entre les pins et les bosquets de genêts, de prendre femme et retraite à la Trinité. A condition de ne jamais se prétendre Trinitain.

Le contrat était honnête. Jusqu'à la victoire des Salins du Midi, on ramassa le sel. On s'occupa d'ostréiculture dans les vasières du Crac'h, plus précisément de la culture des naissains, ces huîtres adolescentes éduquées sur des tuiles blanchies à la chaux. Surtout, on laissa agir, sûr de la prémonition du premier maire, les bienfaits du plan d'eau. Les enfants de La Trinité étaient déjà experts en goélettes et en clippers de toutes sortes. Le port était fameux refuge. Certains navires qui n'avaient, ici, à craindre que les vents, rares, de sud-sud-est, venaient des Antilles ou d'Amérique du Sud. L'un d'eux alla jusqu'en Turquie. Les caboteurs chargeaient du blé. Quelques trois-mâts, et beaucoup de deux-mâts se spécialisèrent dans le commerce avec le pays de Galles. Du bois de châtaignier ou de pin pour ravitailler les mines de Cardiff en poteaux de mines, contre du charbon anglais d'excellente qualité.

En 1931, cédant aux pressions des lobbies du Nord, le gouvernement contingenta les importations anglaises. Albion, en représailles, alla chercher son bois en Scandinavie. Quelques armateurs, quelques scieries firent faillite. La Trinité prit mal le coup. Mais la culture trinitaine avait eu le temps de s'enraciner. Les fils des fils seraient désormais commentateurs d'histoires de mer. Ses marins, La Trinité les essaima. Pas forcément elle-même à la barre donc, mais aux manœuvres de la mémoire, historienne, organisatrice, amoureuse folle de cette autre façon de braver l'océan. La course. La plaisance exigeante.

Avant même ce siècle-ci, on joutait, au 15 août, entre barques de pêche. Une société des régates vit le jour, le 23 mai 1879. Les gentlemen du Royal Cruising Club d'Angleterre, prompts à reconnaître les mérites du Crac'h, s'engagèrent dès les premières courses de yachts. Alors, chaque été, à la fête de la Vierge, on lutta bord à bord, dans la baie ou plus au large. A quai, les goélettes de la Marine nationale, *la Belle-Poule* et *l'Etoile* étaient pavoisées. A la nuit, les voiles abattues, on dansait sous les lampions du môle. Lors de la régate du 28 août 1892, le vainqueur de la 1re catégorie, celle des yachts de plus de 10 tonneaux, emporta un cadeau *« offert par le ministre des beaux-arts »*. Le deuxième, une médaille de vermeil.

Depuis, La Trinité-sur-Mer a remporté tous les trophées, et les Trinitains, vrais et faux, soit à peine quinze cents âmes, l'hiver, classent et reclassent de fabuleux albums de gloire. Tout le bourg est au balcon. La Trinité se résume à son quai, interminable, le long de son port démesuré, comme si chacun voulait, à chaque instant, tenir à portée de regard les centaines de monocoques arrimés aux môles du nord, dans les anciennes vasières de la Grassenne, les multicoques géants, au milieu de la rivière, les vieux cotres, les bateaux de pêche, les barges et les barcasses, dans le vieux port. Le village produit du rêve. Aux murs de tous les bistrots, hantés par les récits de passages ancestraux du cap Horn, des peintures, des photos de tous les coursiers du grand large. A terre, tout ce qu'il faut pour vivre à bord, des provisions jusqu'aux balises de détresse. Dans les chambres des quelques hôtels, bien des songes de marins de fortune. Au Rouzic, ceux du baron Bich, qui avait choisi, en 1969, cette rade privilégiée pour la préparation de son défi dans la Coupe America. Tout le monde se souvient de la Rolls, ce chef-d'œuvre sur roues, incongru en ce paradis d'étraves élitistes. Plus volontiers de Noverraz, *« le très grand barreur suisse »*, de Le Guillou et de Delfour, régateurs olympiques, plus fameux dans la mémoire collective locale que n'importe quelle star de la chanson.

Mieux vaut, ici, maîtriser la chronique des succès et des échecs des skippers. Une confusion serait aussi grave que de prendre un homme de Saint-Philibert, le village de l'autre rive, pour un Trinitain pur souche. Dans l'ignorance, faites raconter : le bourg, en bougonnant, adore recommencer la saga des faits d'armes de ses capitaines d'adoption. Celui d'Eric Tabarly, en 1964, au retour de sa première Transat sur *Pen-Duick-II*, grande date de cet art très trinitain d'ovationner les solitaires. Puis tous les autres, rarement natifs, mais citoyens d'honneur, les équipiers de Tabarly, Kersauson, Gérard Petipas, Pierre English, et puis Colas, Caradec, Poupon, Lamazou, Arthaud. Tous ont dû, un jour ou l'autre, pour une course ou un hivernage, venir se faire reconnaître par les flâneurs de ce quai, par les plaisanciers de la baie.

Florence Arthaud était en ville? La saison s'annonçait bonne. On appréciait, comme un dû, que Philou Poupon s'occupe de longues semaines du côté de la cale de carénage, que Titon Lamazou effectue son service militaire à bord de *Pen-Duick-VI*, maintenu à quai, toute une année, pour le plaisir des enfants des écoles. Le docteur Jean Rouzic, descendant de fins marins, logea, réconforta ces vagabonds sans le sou, aux machines coûteuses. Le monde de la course, ses aficionados, et sa dérive snob étaient à La Trinité. Le reste du monde ne pouvait que s'incliner. La Mecque. Le meilleur endroit pour se quereller, le soir, à propos du Fastnet, des transats ou des rivales anglo-saxonnes, Newport et Plymouth.

L'âge d'or remonte aux années 70. Depuis, La Rochelle, Brest, des villes plus riches, des villes, tout simplement, ont offert d'autres moyens financiers, d'autres équipements aux navigateurs. Tabarly vit ailleurs. La famille Peyron a remis La Baule à la mode. Les multicoques, sauf lors du trophée qui leur est réservé, au printemps, s'ancrent plus rarement. Mais, au fond, cela n'a pas d'importance. L'esprit flotte, ici. Une sensibilité de conservateur de musée qui refuserait que l'histoire s'échappe. Les mois d'été, on compte plus d'un voilier par vrai Trinitain. Le spectacle ne cesse jamais pour qui aime la mer, et ce qui s'y appuie, cabin-cruiser ou vieux ketch, dériveurs d'école de voile ou belle goélette de milliardaire.

Le succès inquiète même quelques Trinitains. *« Le port devient un garage,* explique Jean Rouzic. *Il y a un déséquilibre en faveur de la plaisance du dimanche, de ceux qui possèdent des bateaux mais ne naviguent jamais, soit un sur dix. »* Des projets d'extension des môles, au-delà du pont de Kerisper, encombreraient un peu plus la rivière. Non, c'est sans doute bien ainsi, un voilier pour deux Trinitains. Chaque année, des courses. Le retour des grands multicoques, même pour quelques jours, les entraînements d'hiver pour monocoques. Et puis, les figures. Patrick Tabarly, le frère, qui s'affaire sur son bateau. Mike Birch, qui habite là. Et même Eugène Riguidel, après sa victoire de 1984, qui a choisi de vivre sans domicile fixe, comme un anar des mers, un marin en colère. On l'aime, Riguidel. Car, Trinitain, membre de cette étroite confrérie que s'est choisie le bourg pour refuge.

De notre envoyé spécial
Philippe Boggio

(1) *La Trinité-sur-Mer*, d'A. Le Guen. 1990. En vente à La Trinité.